

# Le Monde

Le Monde des poches  
Jane Austen ou l'élégance  
au service de la passion  
Un cahier de 8 pages

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15923 - 7 F

SAMEDI 6 AVRIL 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Onze années de « vache folle » : enquête sur une négligence d'Etat

LE 25 AVRIL 1985, un vétérinaire du Kent identifiait sa première « vache folle ». Depuis, la maladie a atteint 160 000 bovins en Grande-Bretagne et les scientifiques s'interrogent sur sa possible transmission à l'homme. Le Monde a enquêté sur l'histoire de ce fléau, jusqu'aux semaines folles qui ont conduit l'Europe à interdire les exportations de bovins britanniques et à décider l'abattage, en cinq ans, de quatre millions de têtes de bétail. C'est l'histoire d'une série de négligences d'Etat, d'expertises incomplètes, de décisions gouvernementales et européennes qui n'étaient pas à la hauteur des enjeux sanitaires.

Lire notre enquête pages 12 et 13  
notre éditorial page 16  
et nos informations page 9

## Li Peng écourté sa tournée en Europe

L'opprobre que subit son pays à propos des droits de l'homme a incité le premier ministre chinois à abréger son prochain séjour en France.

## Tapie : le procès du « Phocée »

L'homme d'affaires, qui comparait en correctionnelle à Paris, est prévenu d'abus de biens sociaux et de fraude fiscale.

## La mort de Jean-Marc Vernes

Figure du capitalisme français dans les années 80, l'homme d'affaires n'avait pas désigné de successeur pour diriger la Société centrale d'investissement et la Banque Vernes.

## Les cancers en Provence

Des données épidémiologiques recueillies dans le sud-est de la France avaient suggéré un excès de cancers de la thyroïde chez des enfants. Des chercheurs affirment que ces statistiques n'étaient pas fiables.

## Une hécatombe d'oiseaux

Les dégagements de navires au large des côtes continuent de décimer les oiseaux de mer d'Europe.

## Miracle grec en Italie

Rome, Naples et Venise présentent un « musée imaginaire » de la présence hellène dans la Péninsule.

## A Beyrouth, M. Chirac prône l'indépendance du Liban

La France conteste les occupations israélienne et syrienne

Chirac au pays du Cedre... cochant la forêt



POUR la deuxième journée de sa visite au Liban, Jacques Chirac devait assister, le 5 avril, à l'Office du Vendredi saint au patriarcat maronite, à Bkerké, au nord de Beyrouth. Il devait ensuite se rendre à Nakoura, au Liban sud,

pour rencontrer le contingent français de la Force intermédiaire des Nations unies pour le Liban (FINUL), créée en 1978. La veille, dans son discours devant le Parlement, M. Chirac avait affirmé que la France « n'approuvera jamais un

règlement de paix dans lequel (...) l'indépendance du Liban ne serait pas totalement garantie », sans dénoncer explicitement l'hégémonie syrienne.

Lire page 2

## Les médecins dépensiers davantage sanctionnés

Un carnet de santé pour tous les assurés

LE GOUVERNEMENT a transmis au Parlement et aux partenaires sociaux, jeudi 4 avril, le projet d'ordonnance sur la médecine de ville qui doit être présenté au conseil des ministres du 24 avril, en même temps que les ordonnances sur la gestion des caisses de Sécurité sociale et sur l'hôpital. Alors que les syndicats de médecins dénoncent depuis des mois les risques de « rationnement des soins », le gouvernement a décidé de renforcer la maîtrise des dépenses de santé et d'alourdir les sanctions à l'encontre des praticiens qui ne respecteraient pas les objectifs de dépenses fixés (+ 2,1 % en 1996). La nouvelle réglementation prévoit également de renforcer le dispositif obligeant les praticiens à ne prescrire que ce qui est médicalement utile. L'ordonnance prévoit l'instauration d'une Conférence nationale de la santé chargée d'éclairer les pouvoirs publics sur les besoins sanitaires des Français. Un

fonds de réorientation des médecins servira à financer des départs en préretraite et l'informatisation des cabinets médicaux. Fin 1998, les 850 millions de feuilles de soins circulant chaque année devront avoir disparu au profit d'une télétransmission des données entre les caisses et les médecins. De leur côté, les assurés disposeront alors d'une carte à puce remplaçant leur actuelle carte en papier.

Un carnet de santé va être progressivement distribué par les caisses à tous les assurés. Des expérimentations vont être menées pendant cinq ans pour promouvoir de nouvelles formes d'organisation de soins et notamment renforcer le rôle des généralistes. Le gouvernement entend aussi développer les médicaments génériques, c'est-à-dire qui peuvent être librement copiés et donc d'un moindre coût.

Lire page 6

## La marijuana fait sa publicité sur Internet

SAN FRANCISCO

correspondance L'adresse électronique <http://www.marijuana.org> compte parmi les plus surprenantes que l'on puisse trouver sur Internet. Les discussions sur les drogues ont surtout lieu au sein des forums alternatifs. Mais c'est la première fois que le mot marijuana se retrouve accolé aux trois lettres « org », habituellement réservées aux organisations non gouvernementales, non commerciales ou reconnues d'utilité publique. La page d'accueil (encore « en construction ») de ce site d'une semaine souhaite aux visiteurs une bienvenue sans complexes du haut de la Cannabis Tower, sise sur Market Street, la rue principale de San Francisco, à deux pas de la mairie.

Cet édifice de trois étages est le siège du Cannabis Buyers' Club (CBC, Club des acheteurs de chanvre indien), une association qui se consacre illégalement à la vente de « marijuana médicale ». Certains médecins reconnaissent publiquement que l'usage du cannabis a des effets bénéfiques sur quatre maladies graves au moins. En allégeant la pression oculaire, il enrayerait le développement

du glaucome ; il réduirait les spasmes chez les victimes de la sclérose en plaques ; il atténuerait nausées et souffrances chez les malades du cancer ; il aiderait enfin ceux qui souffrent du sida à lutter contre la dépression et à retrouver l'appétit dont ils ont besoin pour survivre. La demande est considérable dans cette ville qui compte 25 000 malades du sida et 5 000 cancéreux.

Le CBC reçoit près de deux mille personnes en moyenne par jour. Une carte du club, délivrée sur présentation d'un certificat médical et après examen par un comité lui-même composé de malades, est nécessaire pour y entrer. La Cannabis Tower comporte trois étages de bureaux, salons et bars où l'on peut se procurer huit variétés de marijuana médicinale ou californienne. Ceux qui ne peuvent pas fumer achètent des gâteaux à la banane, au chocolat ou au gingembre (plus de dix mille sont vendus chaque semaine).

Les murs décorés de masques et de tapis sur fond de musique des Beatles créent une ambiance décontractée si l'on songe au nombre d'entre eux qui sont sur le point de mourir. Dennis Peron, directeur et fondateur du club,

est un ancien du Vietnam qui a consacré l'essentiel de sa vie au militantisme politique et à l'activisme social. Il est le coauteur d'un *« Livre de cuisine de la marijuana, accompagné de quelques recettes pour le changement social »*. Partisan de la légalisation depuis plus de vingt-cinq ans, il ne s'est lancé dans cette affaire que récemment, « lorsque [son] amant est mort du sida ».

Peron et ses amis ont décidé de réunir les 437 000 signatures nécessaires pour qu'une loi sur l'usage médical de la marijuana soit soumise à référendum lors des élections de novembre 1996. La présence de CBC sur le World Wide Web leur permet de faire connaître de façon précise les objectifs du mouvement. Jusqu'à la semaine dernière, le dynamisme de l'entreprise tenait à l'extraordinaire personnalité de Peron, un homme de petite taille à la tignasse blanche et au regard doux. Mais la présence sur Internet dans un Etat aussi « branché » que la Californie semble avoir donné un coup de pouce. Les signatures affluent maintenant au rythme de 80 000 par semaine.

Francis Pissani

## Le mariage pervers du cinéma et de la télévision

QUAND Bernard Giraud est chez Bernard Pivot, Richard Bohringer est chez Michel Drucker. Et quand ils sortent ensemble, c'est un journal télévisé qu'ils se rendent. Toujours sur France 2, puisque *Les Caprices d'un fleuve* est coproduit par la chaîne. Rien que de très logique, France 2, au même titre que tout investisseur, ayant intérêt à ce que le film soit un succès. Quant à la stratégie choisie, elle s'apparente, une fois de plus, à celle du tapis de bombes. La télévision étant l'instrument qui permet de parler au plus grand nombre de gens à la fois, il convient, pense-t-on, d'en profiter au maximum. Quitte à ce que l'effet de soufflé se révèle dévastateur.

A multiplier ainsi les opérations promotionnelles, on risque en effet de donner aux téléspectateurs l'impression qu'ils ont déjà vu le film avant même qu'il ne soit projeté dans les salles. On risque également de banaliser des personnalités qui naguère donnaient leurs rendez-vous dans les cinémas et qui aujourd'hui s'inventent chez tous les possesseurs de téléviseurs. « Comment les éviter ? » devient alors la question que se posent les mauvais

coucheurs. Réponse : en n'allant pas voir le film et en attendant que la télévision le diffuse. Faut-il pour autant en conclure que la télévision s'appuie sur le cinéma pour assurer la promotion de ses propres programmes, à la manière d'un épiciers qui vanterait la qualité de petits pois fraîchement cueillis pour être plus sûr de les vendre en conserve deux ans plus tard ?

Où, car le cinéma demeure pour la télévision un produit sûr, dont elle a besoin pour alimenter ses programmes. Tenue réglementairement de participer au financement des films, elle s'acquiesce de cette obligation avec d'autant plus d'attention qu'en sa qualité de financier elle peut agir sur la nature des films produits. Oui encore parce que le prestige attaché au cinéma demeure pratiquement intact et que l'implication d'une chaîne de télévision dans un projet ambitieux, de préférence à coloration « culturelle » (caractéristique importante pour les chaînes publiques), est valorisant pour son image.

Où toujours, parce que les acteurs de cinéma demeurent d'excellents « clients » pour les émissions télévisées. En ce sens, peu importe qu'ils « vendent » correctement le film en question, du moment qu'ils livrent un « numéro » propre à satisfaire les exigences de l'Audimat.

Pascal Mériegeau

Lire la suite page 16

## Algérie : un prêtre témoigne

DANS un témoignage circonstancié adressé au Monde, le Père Bernard Rérolle, prêtre mariste, qui avait séjourné chez les moines trappistes enlevés par des islamistes armés dans la région de Médéa, à une centaine de kilomètres d'Alger, au cours de la nuit du 26 au 27 mars, décrit la vie de ces religieux et leur profonde immersion dans celle du « petit peuple » algérien qui les entoure.

Insistant sur la spiritualité très respectueuse de l'Islam des religieux français, qui nomment leurs ravisseurs « les frères de la montagne », le Père Rérolle relate d'autre part la première intrusion, à Noël 1993, dans cette communauté trappiste, des islamistes.

Lire page 15  
et nos informations pages 3 et 30

## La finale en vue



BERNARD LAMA

APRÈS Bordeaux, victorieux à Prague en Coupe de l'UEFA, les footballeurs du Paris-SC, en s'imposant (1-0) à La Corogne, se rapprochent de leur première finale de Coupe d'Europe. Le principal artisan du succès du PSG, jeudi 4 avril, a été le gardien, Bernard Lama, auteur de trois arrêts décisifs. Le gardien parisien a largement contribué à la réussite de la campagne européenne du PSG.

Lire page 20

International	2	Jour	22
France	6	Agenda	23
Société	7	Abonnements	23
Horaires	12	Météorologie	23
Entreprises	17	Culture	24
Cartes	19	Communication	24
Aujourd'hui	20	Radio-Télévision	25

PIERRE COMBESCOT

La Sainte Famille

roman

Grasset

M 0147-0408 - 7,00 F



**PROCHE-ORIENT** Dans un discours devant le Parlement libanais, jeudi 4 avril, le président français, Jacques Chirac, a plaidé pour le respect de la souveraineté du pays du

Cadre, son indépendance et l'intégrité de son territoire dans le cadre d'une paix globale au Proche-Orient. Il a assuré les dirigeants de Beyrouth que la France serait à leurs côtés

pour garantir ces trois principes. **LES ENTREPRISES FRANÇAISES** ont regagné le terrain qu'elles avaient perdu, pour des raisons politiques, au début des années 90. Elles ont no-

tamment remporté une bonne part des marchés publics, en même temps que Paris reconquerrait sa place de deuxième fournisseur du Liban, derrière l'Italie. **M. CHIRAC** devait par-

ticiper, vendredi, au siège du patriarche maronite, à l'Office du Vendredi saint avant de se rendre auprès du contingent français des « casques bleus » de la Finul au Liban sud.

## Jacques Chirac a plaidé pour le respect de l'indépendance du Liban

Sans dénoncer l'hégémonie syrienne, le président français a souhaité, jeudi 4 avril à Beyrouth, devant le Parlement, que les troupes de Damas se retirent une fois la paix instaurée au Proche-Orient

### BEYROUTH

de nos envoyés spéciaux  
En rendant visite au Liban, négligé par tous les chefs d'Etat étrangers depuis la guerre qui l'a déchiré pendant plus de seize ans, Jacques Chirac a plaidé pour le respect de la souveraineté du pays du



la circonstance : « Soyez bienvenu, ô digne fils de la Résistance française, au sein du Parlement libanais, lui-même fils de la Résistance. » Il n'a pas manqué non plus d'associer la France à ses propres hasards, ni à son éloge de la Syrie, qui dispense au Liban « son

appui paternel et fructueux », comme la France « son appui moral ». Une telle récupération était prévisible. Elle aura de nouveau trouvé matière à s'illustrer dans le discours de M. Chirac, qui, conformément à la position traditionnelle de la France, s'est prononcé

pour le respect « en premier lieu » de la résolution 425 des Nations unies, qui prévoit le retrait des forces israéliennes du Liban sud. S'il a fait allusion aussi à la présence dans le pays de 35 000 soldats syriens, c'est sans les qualifier de force « occupante », trouvant des termes moins impératifs pour évoquer leur retrait.

**« REVENEZ VERS CETTE TERRE »**  
Le chef de l'Etat a présenté ce dernier comme une conséquence naturelle des accords de paix qu'ils espèrent voir signés, en 1996, entre Israël et la Syrie, entre Israël et le Liban : « Cette nouvelle situation, je n'en doute pas, permettra aux forces syriennes, la paix pleinement rétablie, de se retirer. » M. Chirac a renouvelé la proposition de la France de participer militairement à la garantie de la frontière, une fois conclu un accord de paix entre Israël et le Liban.

Rien dans ce discours n'était de nature à offenser la Syrie, avec laquelle Paris s'efforce, depuis quelques mois, de rétablir des relations plus étroites, pas même la défense insistante de la « souveraineté » et de l'« indépendance » du Liban que Damas prétend ne pas entraver.

Les opposants au régime libanais dans la communauté chrétienne y auront-ils trouvé leur compte ? M. Chirac ne s'est jamais adressé spécifiquement à cette communauté. Mais, outre la force symbolique que recèle en elle-même cette visite présidentielle, certaines phrases du discours de Beyrouth étaient clairement destinées à redonner aux chrétiens foi en l'avenir. Celles, par exemple, où le président français, tout en les appelant à participer aux prochaines élections législatives, a demandé au gouvernement libanais d'en garantir l'honnêteté, celles surtout par lesquelles il a évoqué

avec ferveur la persistance, malgré les vicissitudes, d'une certaine idée du Liban chère aux Français. « Ayez confiance dans la grandeur du pays et dans sa vocation à redevenir un pôle d'attraction et de développement au Moyen-Orient. (...) Jeunesse libanaise, peuple du Liban retrouvez les droits et le génie de vos aïeux ! (...) Mobilisez-vous ! (...) », a déclaré M. Chirac. Et vous qui avez quitté votre patrie contraints par les événements, revenez vers cette terre pour préparer ses succès de demain. »

Lucien George et Claire Tréan

### Des liens privilégiés avec les maronites

Jacques Chirac devait participer, le 5 avril, à l'Office du Vendredi saint au siège du patriarche maronite, à Bzrke, au nord de Beyrouth. Les liens de la France avec la communauté maronite libanaise remontent notamment à 1866, lorsque, après le massacre de quelque onze mille maronites par les Druzes dans le Mont-Liban et d'une douzaine de milliers d'autres catholiques à Damas, les puissances européennes, notamment la France, décidèrent d'intervenir. Réunies en conférence à Beyrouth, elles promulguèrent le règlement organique de 1861, qui faisait du Mont-Liban une région administrative privilégiée (montassarif) de l'Empire ottoman, et dirigée par un gouverneur chrétien nommé par Istanbul avec l'accord des puissances garantes. En 1920, le mandat français sur le Liban a renforcé les liens entre les maronites et Paris.

### La paix et les « droits souverains »

**VOICI** les principaux extraits de la déclaration de Jacques Chirac devant le Parlement libanais.

« Le Liban apporte au monde la démonstration que ces années d'affrontements et d'entraves ne ferment pas la porte à l'espoir. En défrichant les chemins d'un avenir où chrétiens et musulmans s'organisent sans imposer ni subir, les Libanais accumulent un capital et une expérience qui serviront d'exemple. Où mieux qu'au Liban peuvent s'élaborer les voies de la nouvelle citoyenneté libre et responsable, respectueuse d'autrui comme d'elle-même, dont la région du Proche-Orient aura besoin après la paix ? »

« La France est convaincue que la paix est proche. Elle espère que 1996 sera une année décisive marquée par la conclusion d'accords, entre Israël et la Syrie, entre Israël et le Liban. C'est par une paix juste et durable que votre pays recouvrera sa souveraineté sur tout son territoire, conformément aux résolutions des Nations unies. »

« Je connais votre crainte qu'une paix élaborée ailleurs décide du sort du Liban et ne lui permette pas de recouvrer sa pleine souveraineté.

Toute paix à laquelle vous n'auriez pas librement adhéré et qui méconnaîtrait vos droits souverains serait une paix manquée. Mais n'oubliez pas pour autant que la paix n'est pas un droit acquis, et qu'elle suppose de votre part un engagement déterminé et permanent. »

« Sachez que la France se tiendra présente, à chaque pas, au cours des mois à venir quand devront se négocier les contours d'une paix globale. »

« L'armée libanaise et les forces de sécurité intérieure doivent être les seules garantes, après un retrait israélien total, de l'autorité de l'Etat sur l'intégralité de votre territoire et faire ainsi en sorte que votre pays, comme Israël et les pays arabes de la région, se sente en pleine sécurité. Ce sera dans le cadre d'un accord de paix une responsabilité fondamentale que votre pays devra lui-même assumer. Cette nouvelle situation, je n'en doute pas, permettra aux forces syriennes, la paix pleinement rétablie, de se retirer. »

### Les entreprises françaises regagnent du terrain dans un pays en chantier

#### BEYROUTH

de notre correspondant

La France est redevenue, aujourd'hui, le deuxième fournisseur du Liban, après avoir perdu du terrain pendant l'immédiat après-guerre. Lorsque en 1990-1991 Paris « payait » pour avoir accordé refuge, au sein de son ambassade, au général Michel Aoun, ses partenaires de l'Union européenne en avaient profité pour attaquer sa position privilégiée sur le marché libanais. L'Italie, notamment, avait remarquablement réussi et maintient cet acquis puisqu'elle demeure, cinq ans plus tard, le premier fournisseur d'un Liban dont la reconstruction, en fait, malgré l'endettement croissant de son Trésor public (plus de 30 milliards de francs), un marché en pleine expansion.

Avec 3,073 milliards de francs d'exportations vers le Liban en 1995, au lieu d'à peine 1 milliard en 1993, la France revient de loin, mais c'est seulement en 1994 (2,8 milliards) qu'elle a retrouvé le niveau de 1983. Et elle demeure, avec environ 12 % du marché – ce taux de 1994 devait se maintenir en 1995 –, derrière l'Italie (18 %), après avoir supplanté l'Allemagne (10,8 %) et les Etats-Unis (10,3 %).

Il est vrai que l'Italie a « mis le paquet » puisqu'elle est le pays qui fournit la plus grande part des

financements extérieurs accordés pour la reconstruction du Liban : 15 % d'un total disponible de l'ordre de 13,7 milliards de francs, contre 7 % pour la France, 3 % pour l'Allemagne, quasiment rien pour les Etats-Unis, mais 10 % pour l'Arabie saoudite et 9 % pour le Koweït.

#### AUTOROUTES ET CIMENTIERES

Il est vrai aussi que dans les financements italiens est inclus un protocole de 1992, d'un montant équivalent à 2,2 milliards de francs, remplacé, depuis lors, par

deux lignes de crédit-acheteur nettement moins avantageuses.

Cela étant, dans l'immense chantier qu'est aujourd'hui le Liban, des entreprises françaises ont enlevé une bonne part des marchés publics, notamment dans les domaines de l'électricité (EDF, Bouygues, Cimentier), et des télécommunications (France Télécom, Alcatel).

Un point a été marqué tout récemment dans le secteur du réseau routier, un consortium Dumetz (51 %)-Bouygues (49 %) venant de remporter le plus gros

contrat alloué à une entreprise française : la construction en BOT (système de concession) de l'autoroute qui conduira de Beyrouth à la frontière syrienne, une palme du périmètre de Beyrouth y étant incluse. Technip et Polysius ont d'autre part emporté deux gros marchés privés pour l'extension de deux cimenteries.

Les contrats français ont progressé : 76 millions de francs en 1992, 768 millions en 1993, 985 millions en 1994, 1 876 millions en 1995. Avec le gros contrat autoroutier, 1996 devrait enregistrer une nouvelle et forte progression. Parallèlement, six protocoles financiers franco-libanais ont été signés depuis 1991, totalisant 984 millions de francs. D'un montant de 500 millions de francs, le protocole financier 1996 doit être signé pendant la visite de M. Chirac.

Comme avec tous les autres pays du monde, le Liban – dont le commerce extérieur est structurellement déséquilibré – est aussi en fort déficit avec la France : 186 millions de francs d'importations du Liban en 1995 ne couvrent que 6 % des exportations de la France. Celle-ci n'en est pas moins le quatrième client du Liban et le premier au sein de l'OCDE.

Lucien George

### Relations amicales et économiques

Les liens économiques et financiers qui unissent le Liban à la France doivent beaucoup aux relations amicales qu'entretient, de longue date, Rafic Hariri, le premier ministre milliardaire, avec Jacques Chirac. M. Hariri dispose notamment à Paris de Radio-Orléans, dont il a pris entièrement le contrôle en 1994. Le groupe de presse libanais a ses entrées à l'Hôtel de Ville comme à la Région Ile-de-France qui préside le RPR Michel Giraud et où il dispose de solides atouts que matérialisent plusieurs contrats de prestataire de services passés par l'intermédiaire de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France (Iaurif).

Depuis la fin de la guerre civile, en octobre 1990, la Région Ile-de-France a consacré près de 2 millions de francs en moyenne par an à des opérations de coopération avec le Liban. Outre le reboisement du bois des Pins, situé sur l'ancienne ligne de démarcation au sein même de la capitale libanaise et totalement ravagé par la guerre, l'Ile-de-France participe activement à la réhabilitation du Grand Beyrouth en réorganisant notamment son système de transports.

### Les Palestiniens des territoires restent favorables au processus de paix

#### JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Avadim Haïnou, Ata, Ata ! Nous étions des esclaves, maintenant nous sommes libres ! » Depuis mercredi 3 avril, quinze millions de juifs à travers le monde, dont un tiers en Israël, célèbrent Pessah, la fête d'Egypte, il y a plus de 3 300 ans, des esclaves hébreux de pharaon. Sur le territoire de l'Etat hébreu, aujourd'hui, c'est le temps des vacances, de la fête et des bombances en famille pour célébrer la liberté retrouvée.

Dans les territoires palestiniens occupés, 2,4 millions d'Arabes, bouclés depuis cinq semaines par l'armée d'Israël, interdits de déplacement entre Gaza et la Cisjordanie, interdits d'accès à la partie orientale de Jérusalem qu'ils revendiquent pour capitale, se demandent quand viendra pour eux le temps de la liberté. Autorisés, jeudi 4 avril, à se rendre, par hélicoptère, de Ramallah à Naplouse – deux des huit enclaves palestiniennes autonomes – Yasser Arafat, déprimé par les événements, a laissé entendre que la liberté n'était pas pour demain. « Les trois prochains mois seront économiquement les plus durs que nous ayons connus », a dit le chef de l'Autorité autonome aux 88 membres récemment élus du conseil législatif palestinien.

**« PUNITION COLLECTIVE »**  
Le bouclage, imposé par Israël après la récente vague d'attentats-suicides qui a tué une soixantaine de personnes, prive près de 70 000 travailleurs palestiniens de leurs emplois sur le territoire de l'Etat juif et réduit au chômage technique, faute de matières premières et de possibilités d'exporter les produits, plusieurs centaines de petites entreprises des territoires. En dépit des assurances données, nul n'imaginerait que Shimon Pérès, premier ministre israélien, va lever ou alléger significativement ce dispositif

avant le début de juin, après les élections générales israéliennes.

Après ses homologues israélien et palestinien, l'Observatoire des droits de l'homme, basé à New York, a condamné, jeudi, dans des lettres adressées à M. Pérès et M. Arafat les « arrestations arbitraires, les détentions administratives sans procès ni accès à un avocat, la torture infligée à certains détenus », bref, « la violation des droits inaliénables à la liberté et à la sécurité des personnes. »

Cette politique, globalement perçue par les Palestiniens comme une « vengeance israélienne », une « punition collective » infligée à tout un peuple pour les crimes de quelques-uns, serait, selon un sondage publié, jeudi, par le Centre de recherche et d'études pour la Palestine, « la faute à Israël » pour 50 % des personnes interrogées, « la faute aux islamistes du Hamas et du Djihad » pour 30 %.

Réalisé, entre le 29 et le 31 mars,

après d'un échantillon représentatif de 1 262 Palestiniens des territoires occupés et autonomes, le sondage indique que 75 % de l'opinion est « inquiète » ou « très inquiète » des conséquences « conflictuelles internes » que les mesures de répression prises par M. Arafat après les injonctions israéliennes peuvent avoir sur la société palestinienne.

Une écrasante majorité (70 %) se déclare « opposée » aux attentats, 21 % les soutiennent au lieu de 18 % seulement il y a sept mois. Mais 78 % (au lieu de 70 %) soutiennent la continuation des négociations avec le gouvernement israélien. Préfèrent-ils que celui-ci soit travailliste ou Likoud ? Si 40 % des personnes interrogées opte pour les travaillistes, 43 % n'observent pas, dans le traitement de la question palestinienne, de différence entre les programmes des formations politiques.

Patrice Claude

### Le Monde en ligne

#### LE MONDE est sur la toile\* :

consulter sur Internet la « une » du journal, le supplément multimedia, des pages spectrales...

Adresse du serveur WEB sur INTERNET  
<http://www.lemonde.fr>

\*Le World Wide Web ou Web ou encore la Toile (comme l'appellent les Québécois) est un sous-ensemble d'Internet

en partenariat avec **THOMSON**

Pour se connecter sur Internet, il faut disposer d'un ordinateur doté d'un modem et souscrire un abonnement auprès d'un fournisseur d'accès.



## Deux ans après le génocide, le Rwanda cherche toujours la voie de la réconciliation

Au pouvoir depuis juillet 1994, le Front patriotique reste le représentant de la minorité tutsie

Les autorités rwandaises s'apprêtent à commémorer le génocide des Tutsis et des opposants hutus au régime du général Habyarimana,

décédé le 7 avril 1994 après l'assassinat du chef de l'Etat. A Kigali, le Front patriotique rwandais, au pouvoir depuis sa victoire mili-

taire, est passé d'une volonté affichée de réconciliation à une politique répressive qui fait la part belle à la hiérarchie militaire tutsie.

**KIGALI**  
de notre envoyé spécial

Le 6 avril 1994, le président rwandais, Juvénal Habyarimana, est à Dar es-Salaam, la capitale tanzanienne. Il discute, avec les chefs d'Etat de la région, de la situation au Burundi qui se dégrade de manière inquiétante. Mais la rencontre prend soudainement une tournure déplaisante. Il est, à son tour, sur la sellette et sommé de s'expliquer sur son manque d'empressement à appliquer l'accord de paix qu'il a signé à Arusha, le 4 août 1993, avec les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR). Fruit de deux ans de négociations, cet accord met théoriquement fin à la guerre qui oppose, depuis octobre 1990, les forces armées rwandaises (FAR) au FPR, engagé dans une stratégie de reconquête du pouvoir par la force.

Vraisemblablement contrarié, il décide, en fin d'après-midi, de précipiter son retour à Kigali. Il embarque dans son avion, avec ses proches, dont le chef d'état-major des FAR, le général Nsabimana, et le président burundais, Cyprien Ntaryamira. Alors qu'il se présente face à la piste pour atterrir, le Falcon-50 présidentiel est la cible de deux missiles sol-air. Touché de plein fouet, il termine sa course folle dans le jardin de la résidence de M. Habyarimana. Il n'y a aucun survivant.

Deux ans plus tard, le mystère reste entier. Aucun élément ne permet d'affirmer qui, des rebelles du FPR, appartenant à la minorité tutsie (14 % de la population), ou des extrémistes de la majorité hutue (85 %), a commis ou commandité l'attentat. Un fait est indiscutable : les « tueries » apparemment planifiées de longue date, de Tutsis et de Hutus favorables à l'accord d'Arusha et au partage du pouvoir avec le FPR, commencent dans les heures qui suivent l'assassinat du président Habyarimana. En une centaine de jours, à peine, entre 500 000 et 1 million de Rwandais sont massacrés à travers le pays.

La victoire militaire du FPR, qui a repris la guerre dès le 7 avril, met fin au génocide en juillet. L'armée gouvernementale est défaite, et les *interahamwe*, les redoutables milices des extrémistes hutus, se réfugient dans les pays voisins, principalement au Zaïre, entraînant la population dans leur fuite. Plus de deux millions de Hutus quittent le Rwanda en moins de deux semaines.

Le 19 juillet, au lendemain de sa victoire, le FPR, maître du pays, met en place un gouvernement de coalition. Les principaux partis politiques rwandais, à l'exception du Mouvement révolutionnaire national pour le développement et la démocratie (MRND) du président Habyarimana, sont représentés. Ministres hutus et tutsis travaillent ensemble et affichent leur volonté d'œuvrer à la réconciliation nationale.

Mais le décalage entre le discours – qui prône notamment le retour des réfugiés et l'organisation rapide des procès pour juger les milliers de suspects incarcérés – et la réalité inquiète la communauté internationale. Les pays donateurs se font prier pour débiter les fonds dont le Rwanda a un impérieux besoin pour restaurer

rwandaise pour la défense des droits de l'homme (ARDHO). MM. Twagiramungu et Sendashonga, prennent le chemin de l'exil, d'où ils dénoncent l'hégémonie du pouvoir en place et le comportement de l'Armée patriotique rwandaise (APR), qu'ils accusent d'avoir tué plus de 250 000 Hutus depuis l'arrivée au pouvoir du FPR. Ils viennent d'annoncer, de Bruxelles, la création d'un nouveau parti politique d'opposition.

Le massacre de plusieurs milliers de déplacés hutus, dans le camp de Kibeho, le 22 avril 1995, et celui de 122 paysans hutus à Kanama, le 11 septembre, par les soldats de l'APR, donnent du crédit à leurs propos, même si les chiffres qu'ils évoquent paraissent démesurés.

A l'Assemblée nationale, 24 députés seulement sur 74 appor-

social, Patrick Mazimhaka, le secrétaire général du FPR, Théogène Rudasingwa (futur ambassadeur à Washington) et son frère, Gérard Gahima, ainsi que le député Tito Rutamarera, l'idéologue du parti.

Le deuxième cercle est militaire. Le conseil des colonels est formé des douze officiers supérieurs qui ont choisi Paul Kagame comme successeur à Fred Rwigyema, fondateur du FPR, tué au combat lors de l'invasion lancée depuis l'Ouganda par le Rwanda, en octobre 1990. On y retrouve le général Kagame et le colonel Karemera aux côtés des colonels responsables de l'armée et des forces de l'ordre.

**UN PROJET DE « TUTSILAND »**

Les membres du troisième cercle – encore plus secret – ne se réunissent que dans « des circonstances exceptionnelles », explique un diplomate occidental. C'est dans ce cadre qu'a été prise la décision d'envahir l'île d'Iwawa sur le lac Kivu, le 5 novembre 1995, pour anéantir un camp d'*interahamwe* et d'anciens soldats des FAR, comme celle d'expulser du Rwanda treize-huit organisations non gouvernementales (ONG), le 6 décembre. Dans ce dernier cas, le ministre de tutelle, M. Mazimhaka, qui passe pourtant pour un « faucon », n'a pas été averti.

Seuls le général Kagame et le colonel Karemera siègent dans chacune de ces cellules, mais ils ne font pas pour autant l'unanimité. Leur autorité est parfois contestée, chez les civils et chez les militaires. Ils sont soumis à la pression des notables qui veulent l'instauration d'un pouvoir tutsi sans partage. « A défaut d'être eux-mêmes des modérés, ils ont, tous deux, une vision politique pour leur pays, ce qui est forcément modérateur », constatent des diplomates européens et américains.

Ces deux militaires incarnent aussi l'espoir et l'avenir pour les modérés du gouvernement, qui se décrivent eux-mêmes comme « les éléments de bonne volonté ». Ceux-là sont persuadés, aujourd'hui, que les divergences au sein du FPR sont plus dangereuses que les cliques ethniques Hutus/Tutsis ou régionales Nord/Sud. Ils craignent une scission du FPR et l'arrivée au pouvoir des « faucons » qui mèneraient à son terme « leur projet de Tutsiland ».

Frédéric Fritscher

## Le chef de l'Etat algérien relance le « dialogue national »

Une soixantaine de personnes, des nationalistes de la première heure aux islamistes modérés, sont invitées à ces discussions

**LE METTEUR EN SCÈNE** et le li-

vre restent les mêmes. Seule, la troupe théâtrale voit le nombre de ses acteurs singulièrement augmenter avec le rappel d'anciens premiers rôles, blanchis sous le harnais de la guerre d'indépendance et du défunt régime du parti unique, appelés à trouver les moyens de « sauver la République ». Le président Liamine Zerroual n'a pas été chiche de ses invitations pour la nouvelle série d'entretiens qu'il entend engager à partir du samedi 6 avril afin de relancer le « dialogue national ».

La présidence de la République a « ratissé » large, en effet, pour rassembler sa soixantaine d'invités : des bords des nationalistes de la première heure avec le « comité des 22 » aux membres de l'ex-Haut Comité d'Etat (HCE), en passant par les chefs des *vilayats* historiques de la lutte de libération, les présidents successifs de l'ex-Assemblée nationale, quatre anciens premiers ministres et les dirigeants d'une dizaine de formations politiques. « C'est un peu le mariage de la carpe et du lapin », a déclaré l'un des interlocuteurs. Mais en invitant une majorité de « barons » de l'ancien régime M. Zerroual entre en contradiction avec son credo de « rupture avec le passé », affiché lors de la campagne électorale présidentielle de novembre 1995.

**MAMÈRES « DIRIGISTES »**

Selon le communiqué de la présidence, l'initiative du chef de l'Etat répond aux engagements qu'il avait pris au lendemain de son élection et traduit sa volonté de « trouver les meilleures voies et moyens de renforcer la démocratie pluraliste ». La formule est suffisamment vague pour laisser la place à toutes les options. Pragmatisme ? Souci de ne pas prêter le flanc aux critiques de l'opposition qui, lors de la dernière tentative de dialogue avorté d'août 1995, avait dénoncé les manières « dirigistes » de son principal interlocuteur ? Volonté de considérer les futurs entretiens comme une simple prise de contact qui donnerait l'impression à l'opinion publique que quelque chose se passe du côté du pouvoir dont l'absence d'initiative, depuis plus de quatre mois, a renforcé la léthargie politique du pays ? En tout cas, personne ne sait encore, même les impétrants, à la veille de cette « redynamisation » du « dialogue national » quels seront les sujets débattus. Les échanges de vues porteront-ils,

comme le suggère la presse locale, sur la révision de la loi sur les partis ou du code électoral dans la perspective des élections législatives pluralistes – un des fermes engagements de M. Zerroual – qui font nettement figure d'« Arlésienne » ?

Mais en filigrane de ce que beaucoup considèrent comme un non-événement se dessine la stratégie du président de la République, qui s'attache à modeler un espace politique à sa mesure. Le retour programmé de l'ex-parti unique, le Front de libération nationale (FLN), dans le giron de l'Etat – du moins son recadrage dans une opposition toute relative, sous la houlette du conservateur Boualem Benhamouda – semble en bonne voie, même si rien n'est encore définitivement joué.

D'autre part, ce n'est pas fortuit si le président Zerroual a battu le rappel de l'ancien personnel politique nationaliste qui tint le haut du pavé au lendemain de l'indépendance et sous le régime de Houari Boumediène. Il pourrait, en effet, être tenté de s'en assurer les services dans le cadre d'une mouvance présidentielle qui ferait le contrepoids aux partis de l'opposition, allant des républicains aux islamistes modérés et légalistes, dans le cadre d'un paysage politique remodelé et simplifié.

Reste que le problème fondamental se trouve ailleurs. Les Algériens espèrent ardemment la fin des violences et le retour à la paix. Or rien ne pourra être fait dans ce sens de manière crédible sans la participation, d'une façon ou d'une autre, de ceux qui ont pris les armes contre le pouvoir central et des politiques de l'ex-Front islamique du salut (FIS). Des passerelles existent toujours entre la présidence et ces derniers, à qui des propositions concrètes – pas seulement apparemment pour les diviser – auraient été faites dernièrement, selon certains milieux islamistes.

A moins que les militaires estiment toujours être en position, à court terme, sinon d'éradiquer définitivement, du moins d'amener à résipiscence les groupes armés. La difficulté de retrouver les sept trappistes français du monastère de Tibhirine, enlevés il y a plus d'une semaine, malgré les énormes moyens utilisés par les forces de sécurité, atteste que l'on n'en est pas encore là.

Ali Habib

## Au Bénin, rigueur démocratique et couleur africaine pour l'investiture de l'ancien dictateur

**COTONOU**  
de notre envoyé spécial

Journée de forts contrastes, jeudi 4 avril, au Bénin. A Cotonou, tôt le matin, lors d'une très brève cérémonie d'adieu, Nicéphore Soglo a reçu les honneurs militaires, avant de quitter le palais présidentiel. Rencontrant peu après, Jacques Goudriaux, ministre délégué à la coopération, il est resté prostré. Pas un mot, même pas de reproche à l'égard de la France, accusée par les partisans de M. Soglo d'avoir concouru à sa perte.

M. Soglo avait attendu le tout dernier moment pour reconnaître sa défaite au second tour de l'élection présidentielle, le 18 mars, et « prendre acte », du bout des lèvres, de la victoire de Mathieu Kérékou. Il a ainsi confirmé un comportement bien peu démocratique, qui a été tant dénoncé à la fin de son mandat, et a provoqué la création d'une vaste coalition autour du général Kérékou, l'ancien dictateur. C'est pourtant un mouvement semblable qui avait porté M. Soglo au pouvoir, afin de mettre un terme au régime totalitaire de M. Kérékou, maintenant champion de « l'alternance démocratique ».

Départ désolant à Cotonou, retour dans la liesse à Porto-Novo. Sur l'esplanade du Parlement, M. Kérékou a prêté serment, dans

un étonnant mélange de rigueur démocratique et de couleur africaine. Le versatile et populiste général a été longuement acclamé par la foule, qui scandait son surnom : « Kérékéké ! », chantait et dansait : « Vive la démocratie, vive Kérékou ! ».

**HOMMAGE AUX JUGES**

Mais il ne fut pas le seul héros de la fête. On a beaucoup applaudi aussi, avec plus de respect, une petite dame très digne, qui disparaissait presque sous la toque et la robe des magistrats de la Cour constitutionnelle. Elle préside la principale de ces institutions qui ont remarquablement tenu le cap du processus de démocratisation et ont garanti l'attachement des Bénévoles à celui-ci. Attachement manifeste, quand on considère que plus de 80 % des électeurs se sont pressés devant les bureaux de vote, au premier tour du scrutin présidentiel, dans un pays où l'analphabétisme atteint encore les 60 %. Sous le contrôle vigilant de la Cour, les dernières élections ont pu avoir lieu avec un minimum d'irrégularités. Les juges ont suscité l'admiration en résistant à des pressions et menaces de toutes sortes. Elizabeth Pogon a longuement souligné les devoirs de sa charge et précisé que la Cour continuerait de veiller à la conformité des lois et

des décisions gouvernementales, signifiant qu'elle n'hésiterait pas à intervenir, en cas de litige, comme elle l'a souvent fait depuis cinq ans. Elle a ainsi donné, publiquement, une leçon de droit constitutionnel au tyran repent, qui se flatte d'être « caméléon ». Le général au petit sourire ironique a semblé avoir saisi la mise en garde, quand elle lui a déclaré que, « dans nos pays de tradition orale », un serment a « d'autant plus de valeur ».

Dans son allocution, le nouveau président a renouvelé son engagement au respect de « l'Etat de droit », puis, soudain, abandonnant son texte, il a déclenché rires entendus et enthousiasme dans l'assistance, qui avait compris qu'il allait se laisser aller à un de ces discours enflammés et déçus dont il a le secret. « Nous sommes dans un Etat laïc, dit-il. Mais je demande au peuple l'autorisation de placer mon mandat sous le signe de Dieu. [...] Que les cadres de la nation craignent leur Créateur. Craignons Dieu ! » Et l'ancien chef d'un régime « marxiste-léniniste » de lancer : « Vive le processus révolutionnaire ! » Avant de se reprendre, avec un nouveau sourire, pour dire qu'il n'oubliait pas le « changement ».

Francis Cornu

## A LIRE CE MOIS-CI DANS RECHERCHE



### Évolution

Les déséquilibres du visage chez les enfants sont-ils le signe que l'homme continue d'évoluer ? L'analyse de ce problème très actuel contribue à remettre en cause la théorie classique de l'origine de l'homme.

### La grande ambition de René Descartes

N° 286 - AVRIL 1996 - EN KIOSQUE - 38 F



## Le premier ministre chinois abrège soudainement sa tournée européenne

Li Peng ne restera que trois jours en France

**PÉKIN**  
de notre correspondant  
Pour des raisons vraisemblablement liées à l'opprobre subi par Pékin en Occident à propos de la question des droits de l'homme, le premier ministre chinois, Li Peng, a renoncé à une vaste tournée européenne dans laquelle s'inscrivait le voyage qu'il maintenait, la semaine prochaine, à Paris. Son séjour en France s'en trouve cependant écourté par rapport au programme qui était à l'étude : après deux jours d'entretiens dans la capitale, M. Li ne se rendra qu'à Toulouse. Initialement, il avait été envisagé qu'il visite la Normandie, avant de se rendre au Luxembourg et aux Pays-Bas.

Le motif invoqué par Pékin pour cette annulation est une « surcharge de travail » de nature inexpliquée. Aucune échéance politique importante nécessitant sa présence dans la capitale n'est pourtant prévue dans l'immédiat. En outre, les travaux méticuleux de préparation de sa tournée prouvaient combien le chef du gouvernement chinois tenait à montrer à sa population qu'il était désormais reçu avec tous les honneurs dans des pays qui l'avaient autrefois vivement critiqué pour son rôle lors du drame de Tiananmen. Il semble donc que cet inhabituel revirement est bien d'ordre diplomatique.

Pékin avait montré sa satisfaction à voir la France œuvrer, à Genève, pour modifier le rituel annuel des travaux de la commission de l'ONU pour les droits de l'homme, actuellement en cours. L'idée qui avait germé était de renouer au dépôt d'une motion européenne condamnant les violations des droits de l'homme en Chine, en échange d'un geste du gouvernement, à qui il était demandé de se joindre à brève échéance à deux conventions internationales – sur les droits civils et politiques et sur les droits économiques et sociaux –, plus symboliques que contraignantes. Les responsables pékinois seraient d'accord sur le principe d'une telle ratification, mais sans accepter

d'être liés par un délai. La manœuvre a donc pour l'essentiel échoué, et une résolution, qui semble n'avoir guère plus de chance d'être adoptée que les années précédentes, a été déposée cette fois encore contre Pékin.

Pourtant, fait-on valoir dans les milieux de l'Union européenne (UE), le dialogue engagé sur ces questions avec la Chine, en juin 1994, aurait enregistré de petits progrès. Des envoyés de l'UE à Pékin ont pu rencontrer des personnalités et faire des visites dont la teneur est confidentielle, mais qui, assure-t-on, traduisent une bonne volonté des interlocuteurs chinois.

### SITUATION BLOQUÉE

Le refus du compromis évitant l'affrontement public à Genève peut traduire un manque de consensus au sein de la direction sur cette question, à propos de laquelle une tendance du régime entend d'abord le pion aux Occidentaux. A contrario, l'incident montre que, dans une situation aussi bloquée que celle qui prévaut à Pékin, la diplomatie secrète dans ce domaine, qui a désormais les faveurs de la plupart des gouvernements occidentaux, n'enregistre guère plus de progrès que les déclarations d'indignation.

Li Peng, dans ce contexte, n'a peut-être pas envie de s'afficher trop longtemps dans un paysage de manifestations européennes contre sa personne. La préparation de sa visite en France, où il entend savourer sa revanche sur les années sombres du deuxième septennat de François Mitterrand, a été l'objet de consignes protocolaires et policières minutieuses. Le chef du gouvernement chinois entend « ne pas même voir » la plus petite manifestation hostile. Pékin espère que la visite sera organisée dans un ciel bilatéral serein : les droits de l'homme seront soigneusement maintenus sous le tapis rouge des palais de réception où M. Li doit être reçu avec des honneurs réservés à des dignitaires étrangers.

Francis Deron

## Pékin réduit sensiblement ses droits de douane

**GENÈVE**  
de notre envoyé spécial  
Engagée dans de laborieuses négociations en vue de son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Chine tient ses promesses en matière de diminution de ses droits de douane. Elle vient en effet de confirmer les mesures annoncées en novembre 1995 à Osaka, lors du troisième Sommet de l'APEC (Forum de coopération économique Asie-Pacifique), en diminuant d'un tiers ses droits de douane (de 35,9 % à 23 % en moyenne) sur près de 5 000 produits, soit les trois quarts de la nomenclature. Après avoir formellement notifié des baisses tarifaires pour l'industrie le 8 mars, Pékin vient de faire de même pour l'agriculture, a confirmé, jeudi 4 avril, à Genève, un porte-parole de l'OMC. Ces mesures sont officiellement entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avril.

A l'OMC, cette annonce est considérée comme « une importante contribution et concession de la Chine » ; mais on n'y cache pas que d'autres pas devront être

accomplis pour faire avancer les négociations avec Pékin. La réduction des droits de douane n'est pas la seule préoccupation de l'OMC, surtout avec un pays à l'économie encore fortement centralisée. Parmi les problèmes en suspens, on cite la protection de la propriété intellectuelle, que Pékin avait promis de renforcer, et l'extension du champ d'activité des banques étrangères. D'autre part, on constatait à Pékin que la réduction intervenue s'accompagnait de quotas sur 34 des 300 produits agricoles concernés, et coïncidait avec la suppression de l'exonération de droits accordée auparavant aux investisseurs étrangers sur les biens de production importés.

Les obstacles à l'entrée de la Chine à l'OMC étaient une fois de plus apparus lors d'une nouvelle séance de négociations multilatérales fin mars à Genève. Alors que, depuis neuf ans, Pékin frappe à la porte du GATT puis de l'OMC, l'ambassadeur chinois à Genève avait d'emblée reconnu que son pays ne serait pas admis au sein de la nouvelle organisation cette année. Aujourd'hui, comme hier, une des principales pierres d'achoppement demeure le manque d'ouverture du marché chinois. Pékin n'entend pourtant pas brûler les étapes, et maintient que la libéralisation de son économie « doit être conduite de manière progressive ». Même si les négociations sont « difficiles », elles continuent, et le groupe de travail chargé du dossier a donné jusqu'à la fin juillet à Pékin pour apporter de nouvelles propositions concernant les annexes du protocole d'adhésion.

Jean-Claude Buhner

## La guerre en Tchétchénie empoisonne la campagne électorale de Boris Eltsine

Les indépendantistes misent sur l'échec du chef de l'Etat à la présidentielle de juin

Sans exclure totalement la perspective d'une reprise des négociations avec le Kremlin, les indépendantistes tchétchènes misent sur

une nouvelle crise politique à Moscou. Le plan de paix du président russe paraissant, avec la reprise des bombardements russes,

voué à l'échec, la poursuite de la guerre va peser sur la campagne électorale de Boris Eltsine.

**MOSCOU**  
de notre correspondant  
Boris Eltsine le reconnaît lui-même : il doit mettre fin au conflit en Tchétchénie s'il veut avoir de bonnes chances d'être réélu président de la fédération de Russie, le 16 juin. Car ce conflit, de plus en plus impopulaire – 10 000 soldats russes y ont déjà trouvé la mort – concentre les tares de son régime : soldats non payés obligés de se livrer au pillage ; « rétablissement de l'ordre » désordonné, brutal et, finalement, inefficace ; tentatives visibles mais inutiles de contrôler les médias ; gouvernement local à la botte et corrompu.

Toujours donné perdant au second tour par les sondages, même si son score s'améliore, le président russe sait aussi que, malgré la présentation, dimanche 31 mars, d'un « plan de paix », ses atouts pour effacer, même provisoirement, cette tâche sanglante sont maigres. Notamment parce que le général indépendantiste tchétchène Djokhar Douaïev mise sur un échec de Boris Eltsine à la présidentielle.

**SCÉNARIOS**  
« La guerre ne se terminera qu'avec le prochain président », a-t-il ainsi répondu aux propositions de Boris Eltsine. Il a estimé que « Moscou est dans une impasse, accusé par l'échec électorale ». Depuis le début de la guerre, les indépendantistes savent – et Djokhar Douaïev, ex-général de l'armée soviétique, le premier – qu'ils ne peuvent gagner militairement contre les forces russes.

Après avoir déclaré l'indépendance à la faveur du chaos né de l'échec du putsch pro-soviétique de 1991, les Tchétchènes parient sur une nouvelle crise au Kremlin pour arracher leur liberté. Après quinze mois de guerre, la présidentielle qui doit se tenir dans deux mois et demi leur offre cette occasion. Un des scénarios possibles, le plus noir, leur serait extrêmement favorable : Boris Eltsine, entretenant sa défaite,

« reporte » ou annule l'élection, sous divers prétextes (le terrorisme tchétchène, par exemple...). Une période de troubles risque de s'ensuivre, très favorable à l'indépendance : les forces de sécurité et le pouvoir russe, alors vraisemblablement très divisés, auront d'autres chats à fouetter.

Un autre scénario, « gris », l'arrivée du communiste Guennadi Ziouganov au pouvoir – peut aussi tourner à l'avantage des Tchétchènes. D'abord parce que le chef du Parti communiste sera en position de faiblesse : il devra en partie sa victoire à ses prises de positions, même floues, contre la guerre. Ensuite parce que, même

une réélection – non contestée – d'un Boris Eltsine qui ne serait pas rapidement trahi par sa santé flagellante. C'est notamment pour quoi, malgré leur ferme intention de préparer une « campagne électorale spéciale » pour l'actuel président russe, les Tchétchènes ne coupent pas totalement les ponts avec le Kremlin. Ils envoient, sans précipitation, divers représentants officiels chez de possibles intermédiaires.

La tentative du maître du Kremlin de faire disparaître, grâce à son plan de paix, le conflit de la scène russe avant l'élection présidentielle semble cependant vouée à l'échec. D'abord, on l'a vu, parce

heures et pour deux jours, de la capitale, Grozny. De plus, la résistance à l'avance russe au sud interdit de déclarer la fin des opérations militaires, qui ont donc dû être rebaptisées « opérations spéciales ». Malgré ce jeu sémantique, l'atmosphère de guerre risque d'empoisonner la campagne électorale. Car, enfin, les Tchétchènes ont promis de mener des actions spectaculaires, de type terroriste, sur le territoire russe. Les atrocités de la « campagne de printemps » et des « opérations spéciales » russes permettront d'expliquer, si ce n'est de justifier, ces raids qui risquent d'être politiquement dévastateurs.

### Les bombardements russes se poursuivent

L'aviation et l'artillerie russe ont bombardé, jeudi 4 avril, les villages du sud et du sud-est de la Tchétchénie, en violation du cessez-le-feu annoncé dimanche 31 mars par le président Eltsine. Les combats entre forces russes et combattants tchétchènes se sont poursuivis dans les zones tenues par les indépendantistes. A Grozny, le gouvernement tchétchène pro-russe a protesté contre ces bombardements « provocateurs ». Le commandant des forces russes, le général Viatcheslav Tikhomirov, a refusé, jeudi 4 avril, de reconnaître sa responsabilité dans les bombardements, les qualifiant, lui aussi, de « provocations ». Cependant, les indépendantistes tchétchènes ne disposent pas d'aviation.

Un officier des forces de Moscou en Tchétchénie, cité par l'agence Interfax, a reconnu qu'un avion russe d'attaque au sol avait été abattu jeudi, lors d'un « vol d'observation », près de Golskoe (sud). Ce village a été bombardé jeudi par les avions russes, a constaté sur place un journaliste de l'AFP – (AFP Interfax).

s'il devait se convertir ouvertement à la politique de la force (ce qui semble probable), le programme du Parti communiste risque fort de mettre rapidement fin au début de stabilisation de la vie économique et politique, de replonger la Russie dans un chaos favorable aux Tchétchènes.

Les indépendantistes vont donc probablement continuer à faire tout leur possible pour contribuer à cette alternance risquée, à une nouvelle crise politique ou économique à Moscou. Cependant, parallèlement, en bons politiques, ils se préparent au pire pour eux : le scénario « rose » : une stabilisation en Russie qui pourrait suivre

les Tchétchènes eux-mêmes ne semblent aucunement disposés à l'aider. Ensuite parce que le premier volet, militaire, de son « plan de paix » – qui visait à mettre fin aux combats « visibles » en repoussant rapidement les combattants tchétchènes au fond des montagnes – a tourné au fiasco. Tout en compromettant les chances de négociations et en alimentant la résistance, le Kremlin a réussi à s'assurer le contrôle, par la force, de deux-tiers du territoire seulement. Officiellement, car ce « contrôle » est largement illusoire, comme l'ont démontré les combattants tchétchènes s'emparant fin mars, en deux

**BOURBIER**  
Car, pour l'instant, les deux actes terroristes menés par les indépendantistes (à Boudennovsk au sud de la Russie en juin 95 puis au Daghestan en janvier 96) ont sérieusement miné le maître du Kremlin. Après avoir condamné les « terroristes », l'opinion russe s'est rapidement retournée contre Boris Eltsine. Parce que les Tchétchènes ont d'abord visé des objectifs militaires : les aéroports d'où partent les bombardiers qui pilonnent les villages avant de prendre des otages dans les hôpitaux « pour se replier », sans jamais les exécuter ou même maltraiter. Et parce que, de son côté, le Kremlin a utilisé la force et le mensonge sans retenue pour résoudre la crise, ne libérant finalement que des otages tués par ses propres troupes, sans « neutraliser » les ravisseurs.

Il est possible que ce scénario, très défavorable pour le président sortant, se répète pendant la campagne. La seule chance de Boris Eltsine de se sortir du borbier tchétchène avant la présidentielle semble être de négocier directement le ralliement de Djokhar Douaïev à sa cause. Mais, alors, le président russe devrait sans doute payer un prix qu'il n'a jamais accepté : l'indépendance de la Tchétchénie.

Jean-Baptiste Naudet

## Le président biélorusse menace diplomates et journalistes étrangers de sanctions

**MINSK**  
de notre envoyé spécial  
Alexandre Loukachenko – président de la Biélorussie, président (depuis une semaine) de la communauté à quatre formée par la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan et la Kirghizie, et président (depuis trois jours) de la « confédération russo-biélorusse » – est en colère. Cet ancien directeur de sovkhos, précédemment officier politique dans les gardes-frontières soviétiques (c'est-à-dire au sein du KGB), et admirateur à ses heures de « certains aspects » du régime hitlérien – croyait que la journée de mardi 2 avril marquerait son apothéose. Mais à peine avait-il signé avec Boris Eltsine, sous les yeux du Kremlin, une « union » censée réaliser les espoirs des « peuples slaves de l'URSS » que plusieurs dizaines de milliers de manifestants, défilant les menaces de la police et étonnés eux-mêmes d'être si nombreux, parcouraient les rues de Minsk aux cris d'« Indépendance ! », et d'« A bas Loukachenko ! ».

Jeudi 4 avril, toujours pas remis de sa colère, le « président qui réalise la volonté du peuple » convoquait une conférence de presse de journalistes « choisis » et annonçait des sanctions : contre les diplomates qui, d'après lui, « marchaient en tête de la manifestation » – et qui se trouvaient priés de quitter le pays. Contre les enseignants qui auraient incité leurs élèves et étudiants à descendre dans la rue, et qui seraient licenciés. Et bien entendu contre les journalistes étrangers, coupables d'avoir rendu compte des faits, et qui se verraient retirer leurs accréditations.

« INDÉPENDANCE »

M. Loukachenko en veut tout particulièrement aux journalistes... russes. Les chaînes de télévision de la grande nation sœur, qui sont bien entendu relayées en Biélorussie, ont en effet diffusé les images filmées sur place par leurs correspondants qui auraient été bien en peine de donner un aperçu plus « positif » du défilé : dès que les manifestations voyaient un micro et une caméra ornés du sigle de la télévision russe, ils faisaient cercle tout autour en criant joyeusement « Indépendance ! Vive la Biélorussie ». « J'ai entrepris des conversations avec les responsables des chaînes de télévision russes, a déclaré M. Loukachenko, et ces journalistes n'en ont plus pour longtemps à travailler ici. »

En revanche, la version de la conférence de presse présidentielle présentée par la télévision

biélorusse ne comprenait plus les menaces proférées à l'égard des diplomates, qui pourraient bien rester sans suite. Aucun des ambassadeurs étrangers à Minsk n'avait été, jeudi après-midi, l'objet d'une quelconque démarche de la part des autorités, et M. Loukachenko a peut-être regretté après coup ses écarts de langage. Il avait enregistré son premier succès « diplomatique » (en dehors de l'ex-URSS) en renouant, samedi 30 mars, le président d'un pays considéré ici comme « occidental » (la Pologne), et il avait plus à perdre qu'à gagner en mettant ses menaces à exécution.

Le succès de la manifestation de Minsk, amplifiée par la réaction passablement ridicule de M. Loukachenko, confirme en tout cas qu'une bonne partie des Biélorusses ne sont résignés ni à la disparition de la démocratie ni à l'absorption du pays par la Russie, et surtout que la peur, fondement de l'ancien régime, n'est pas revenue. M. Loukachenko a d'ailleurs admis lui-même que, si 90 % de la population biélorusse soutenait « l'intégration avec la Russie », les habitants de Minsk étaient « dans une situation particulière ».

Jan Krauze

## Les négociations sur la réduction des ventes d'armes sont dans l'impasse

**LES NÉGOCIATIONS** à huis clos, mercredi 3 et jeudi 4 avril, à Vienne, entre trente et un Etats, sur une réduction des exportations d'armements dans le monde ont été suspendues après un constat d'échec, qui résulte d'une mésentente entre les Etats-Unis et la Russie. Le différend porte sur l'application d'un précédent accord qui stipulait que les pays fournisseurs devaient révéler les détails de leurs ventes, en particulier le contenu des cessions de licences permettant un transfert de technologies dites « sensibles ». Après l'ajournement des discussions, les négociateurs de Vienne ont prévu de se revoir en juillet.

Depuis deux ans déjà, les pays concernés tentent de définir une instance internationale susceptible de succéder au Cocom (Coordinating Committee on Multilateral Export Controls) dissous en mars 1994.

Pour l'instant, il s'agit d'un simple accord entre les différentes parties prenantes, baptisé du nom de Wassenaar, la ville aux Pays-Bas où un accord préliminaire avait été obtenu. C'est cet accord initial, qu'il faut aujourd'hui concrétiser, qui est en discussion à Vienne depuis décembre 1993, après avoir déjà donné lieu à de laborieux compromis. L'obstacle qui vient d'être soulevé et dont les Américains imputent la responsabilité aux Russes porte sur la nécessité d'échanger des informations entre pays fournisseurs, de manière qu'un pays client soit empêché de jouer de la rivalité entre eux et n'obtienne en fin de compte d'aucun autre Etat producteur un transfert de technologie qui lui aurait été antérieurement refusé.

**TRANSACTIONS**  
Dans la mesure où cet échange de renseignements pourrait interdire les transactions jugées potentiellement dangereuses, c'est, du point de vue de Washington, une disposition-clé de la négociation

en cours, qui requiert absolument l'adhésion de Moscou.

Selon des diplomates américains dont l'agence Reuters rapporte les impressions, l'attitude de la Russie paraît s'expliquer par la proximité de l'élection présidentielle du 16 juin, mais aussi par la crainte que l'industrie russe de l'armement – qui a besoin de faire entrer des devises et qui commerce avec des pays comme Cuba, la Corée du Nord ou l'Iran sur ces transferts de technologies militaires – ne souffre de restrictions à l'exportation qu'elle jugerait draconiennes pour elle.

J. J.

1996 : 10<sup>e</sup> édition, 3 volumes

## Le Guide du Pouvoir

Biographies & photos  
- 990 F -

Editions Jean-François Doumic  
T<sup>1</sup> (1) 42 46 58 10



nie empoisonne  
de Boris Eltsine

de l'état à la question de la

l'Union

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

la question de la

## Le chef du Parlement nord-coréen se dit sûr de la guerre avec le Sud

PYONGYANG. La péninsule est dans une situation dangereuse, a déclaré vendredi 5 avril le leader du Parlement nord-coréen sur Radio-Pyongyang. « Le problème est de savoir quand la guerre éclatera, il n'y a pas à se demander si cette guerre éclatera », a dit Yang Hyong-sop. Le président de l'Assemblée suprême du peuple a fait cette déclaration à l'occasion de l'anniversaire de l'annonce, en 1993, par l'ex-président Kim Il-sung, d'une plateforme en dix points pour l'unification des Corées. Cet avertissement a été lancé peu après l'annonce faite jeudi par Pyongyang que l'armée ne remplirait plus ses obligations dans la zone démilitarisée (DMZ, qui sépare les deux Corées depuis 1953). Les responsables sud-coréens chargés des questions de sécurité ont tenu une réunion d'urgence, à Séoul, jeudi. Le président Kim Young-sam a rendu visite à ses troupes postées près de la DMZ. Le commandement américain, de l'ONU en Corée du Sud a estimé que l'attitude de Pyongyang est « ambiguë » et « dangereuse ». - (AFP)

## L'ancien nazi Erich Priebke comparaitra le 8 mai devant ses juges italiens

ROME. Le procès de l'ancien capitaine SS Erich Priebke - accusé d'avoir participé au massacre des fosses Ardeatines - s'ouvrira le 8 mai devant le tribunal militaire de Rome, a annoncé, jeudi 4 avril, le juge des enquêtes préliminaires, Giuseppe Mazzi. L'acte d'accusation ne reconnaît aucune circonstance atténuante à l'égard de l'ancien officier allemand, qui, à quatre-vingt-deux ans, répondra de sa « participation avec d'autres militaires à des meurtres répétés contre des citoyens italiens, aggravés par la cruauté ». Le massacre des fosses Ardeatines est le plus grave crime de guerre commis en Italie pendant la deuxième guerre mondiale. 335 civils italiens, dont 75 de religion juive, avaient été exécutés en mars 1944 dans des cavernes de la péninsule romaine, en représailles à un attentat de la Résistance italienne contre une colonne SS dans une rue de Rome, qui avait fait 33 morts. - (AFP, Reuters)

**AFRIQUE**  
■ La France et l'Algérie ont signé, jeudi 4 avril, un accord de rééchelonnement de la dette publique algérienne de l'ordre de 1,5 milliard de dollars, a indiqué la Banque d'Algérie. En juillet 1995, le Club de Paris avait donné son aval pour qu'Alger procède au second rééchelonnement de sa dette. Quinze accords bilatéraux ont déjà été signés dans ce sens. - (AFP)

**ASIE**  
■ **AFGHANISTAN** : les talibans ont lancé un appel à la « guerre sainte », mercredi 3 avril, contre le régime du président Rabbani à Kaboul. Les « étudiants en religion », retranchés au sud de la capitale, ont répercuté la déclaration d'un millier d'oulémas (docteurs religieux) qui, venus d'Afghanistan, du Pakistan et d'Iran, s'étaient réunis une semaine à Kandahar, bastion méridional du mouvement. - (AFP)

**EUROPE**  
■ **RUSSE** : les privatisations se sont faites en dépit du bon sens, sans tenir compte des intérêts économiques du pays, a estimé, jeudi 4 avril, la Cour des comptes moscovite, chargée de leur vérification. « Les privatisations doivent être reconsidérées » et il serait nécessaire dans certains cas de procéder à des « confiscations », a déclaré le président de cet organisme, Veniamine Sokolov. - (AFP)

■ En tournée électorale à Belgorod (sud de la Russie), Boris Eltsine a promis, jeudi 4 avril, d'indemniser les égarés par l'inflation. La veille, à Moscou, un inconnu avait tiré sur la résidence du chef de l'Etat avant de s'enfuir. - (AFP)

■ **UKRAINE** : le Parlement a adopté, jeudi 4 avril, la Constitution de la République autonome de Crimée, tout en refusant de confirmer les articles qui établissaient une « citoyenneté intérieure » et les symboles de la souveraineté de la presqu'île. - (AFP)

■ **TURQUIE-GÉORGIE** : les deux pays ont signé dix accords de coopération dans les domaines de l'énergie, des communications et du commerce, jeudi 4 avril, à l'occasion d'une visite de deux jours en Turquie du président géorgien Eouard Chevardnadze. Les deux pays se sont engagés à s'entraider pour l'acheminement des ressources pétrolières azerbaïdjanaises à travers leurs territoires. - (Reuters)

■ **BELGIQUE** : une réforme controversée du droit d'asile, adoptée jeudi 4 avril par la Chambre des députés, renforce notamment les dispositions permettant de renvoyer chez eux les demandeurs d'asile déboutés et prévoit la détention illimitée de ceux pour lesquels aucun pays d'accueil ne pourrait être trouvé. Le texte vise à adapter la loi aux engagements pris dans le cadre des accords de Schengen ou de la convention de Dublin. - (AFP)

**PROCHE-ORIENT**  
■ **LIBYE** : le secrétaire américain à la défense, William Perry, a indiqué, jeudi 4 avril, que les Etats-Unis pourraient envisager « des opérations militaires » pour empêcher la construction en Libye, à Tachmab, d'une usine de produits capables de fabriquer, selon le département d'Etat, du gaz moutarde ou des produits inservants. - (AFP)

**ÉCONOMIE**  
■ **BRESIL** : la hausse des prix a été de 0,23 % en mars par rapport à février soit la plus faible augmentation mensuelle depuis décembre 1995. En revanche, selon l'Institut de statistiques (IBGE), le chômage a augmenté de 8,4 % en février, touchant 5,4 % de la population active. Il concerne particulièrement les régions de Recife (-30 %), de Sao Paulo et Porto Alegre.

■ **ARGENTINE** : les prix à la consommation ont baissé de 0,5 % en mars par rapport à février selon le ministère de l'Économie, ce qui est le recul le plus important enregistré depuis janvier 1974 (-5,7 %). Sur les douze derniers douze mois, les prix n'ont augmenté que de 0,2 %. - (AFP)

## La production industrielle a baissé en Allemagne cet hiver

BONN. Les dernières données statistiques disponibles confirment la mauvaise passe que traverse l'économie allemande. Sur un an (janvier-février 1996 comparé à janvier-février 1995), la production industrielle a baissé de 1,4 % : le recul atteint 1,2 % à l'Ouest et 3,1 % à l'Est. La production industrielle a reculé de 1,6 % en février par rapport à janvier après correction des variations saisonnières, passant à l'indice 94,8 contre 96 en janvier sur la base 100 en 1991. En janvier, la production industrielle avait progressé de 0,3 % par rapport à décembre, a indiqué le ministère. Sur la période janvier-février, la production industrielle allemande a baissé de 1 % par rapport à novembre-décembre. L'activité du bâtiment a chuté de 8,5 %, ce qui est considérable et s'explique selon le ministère de l'Économie par « la faiblesse de la conjoncture dans ce secteur », mais aussi par un « hiver inhabituellement froid et long ». - (AFP)

# Un témoin de l'affaire Whitewater accuse implicitement M. Clinton de trafic d'influence

David Hale porte des accusations graves, mais sa crédibilité est sujette à caution

David Hale, un ancien financier de l'Arkansas, déjà condamné pour fraude, affirme que M. Clinton, alors gouverneur, aurait fait pres-

sion sur lui, en 1986, pour qu'il octroie indûment un prêt bonifié de 300 000 dollars à ses amis Jim et Susan McDougal, prêt qui ne fut jamais rem-

boursé. Dans cette affaire, annexe du scandale immobilier Whitewater, le président des Etats-Unis est accusé d'avoir menti, ce qu'il nie.

**WASHINGTON**  
de notre correspondant  
Pour Bill Clinton, David Hale est le témoin le plus dangereux de l'affaire Whitewater. Il a été entendu, pour la quatrième journée consécutive, jeudi 4 avril, lors du procès qui se poursuit depuis un mois, à Little Rock, dans l'Arkansas, Etat dont le chef de la Maison Blanche a été le gouverneur. Le jury devra décider qui, de M. Hale ou du président des Etats-Unis, dit la vérité. Si la balance devait pencher en faveur du premier, les conséquences, à quelques mois du scrutin présidentiel de novembre, seraient catastrophiques pour le second. Or David Hale dit - implicitement, mais sous serment - que M. Clinton est un menteur.

Ses accusations sont liées de façon détournée à l'affaire Whitewater, du nom de ce logement acheté par Bill et Hillary Clinton en 1978, avec leurs amis Jim et Susan McDougal. Il s'agissait pour les deux couples de réaliser une opération immobilière, laquelle tourna au fiasco. A l'époque, Jim

McDougal était propriétaire de la Madison Guaranty, une caisse d'épargne qui fut ultérieurement mise en faillite. Dans le procès d'aujourd'hui, les ex-époux McDougal sont sur la sellette, ainsi que le gouverneur démocrate de l'Arkansas, Jim Guy Tucker, qui a succédé à M. Clinton en 1992, après avoir été l'avocat de la Madison Guaranty. Tous trois sont accusés d'avoir obtenu illégalement quelque 3 millions de dollars de prêts (15 millions de francs), dont l'un, d'un montant de 300 000 dollars (1,5 million de francs), fut consenti à la Master Marketing de Susan McDougal par la Capital Management Services, dirigée par David Hale.

C'est là qu'interviendrait Bill Clinton. La Capital Management, subventionnée sur fonds fédéraux, n'est autorisée à prêter de l'argent qu'à de petites entreprises en difficulté, ce qui n'était pas le cas de la Master Marketing. Or David Hale affirme qu'en 1986, au cours d'une rencontre à laquelle assistait Jim McDougal, Bill Clinton, alors gouverneur d'Ar-

kansas, exerça des pressions pour l'obliger à verser ce prêt, ajoutant, toujours selon M. Hale, que le nom du futur président des Etats-Unis « ne devait pas apparaître ».

**LIASON VIDÉO**  
Le prêt fut accordé. Et jamais remboursé. Interrogé sur l'identité des bénéficiaires, David Hale - toujours sous serment - a répondu : « Jim McDougal et Bill Clinton ». Le chef de la Maison Blanche, qui témoignera le 28 avril par le biais d'une liaison vidéo, a démenti ces accusations : « Si ce prêt a été accordé, a-t-il déclaré en mai 1995, je n'étais pas au courant ».

Tout va donc reposer sur David Hale, dont la crédibilité n'est pas exemplaire. Déjà condamné pour fraude financière et fiscale, il vient de reconnaître avoir menti au FBI, en 1990, à propos de la Madison Guaranty, pour éviter que la justice ne s'intéresse à sa propre compagnie, la Capital Management. En passant, il a précisé avoir agi sur les conseils du gouverneur Jim Tucker. En attendant,

l'affaire Whitewater est toujours examinée par une commission d'enquête sénatoriale, même si, ayant épuisé son budget de fonctionnement, cette dernière a récemment interrompu ses travaux. Mais les républicains, qui espèrent faire durer les choses jusqu'à l'élection présidentielle, veulent une extension « indéfinie » du mandat de la commission et, dans l'immédiat, une rallonge financière de quelque 600 000 dollars (3 millions de francs). Les démocrates, de leur côté, demandent que le rapport final soit remis le 10 mai au plus tard.

Aucune des parties ne conteste cependant que le coût des enquêtes suscitées par les « affaires » touchant le président et trois membres de son gouvernement atteigne des sommes faramineuses : 17 millions de dollars (85 millions de francs) exactement à la fin septembre, selon un rapport officiel. Et rien de très probant n'a encore pu être retenu contre Bill et Hillary Clinton.

Laurent Zecchini

## Le nouveau gouvernement péruvien devrait favoriser la politique de rigueur

LIMA

de notre correspondante  
Le pragmatisme dont fait montre le président Alberto Fujimori a conduit à résoudre, de façon inattendue, le 3 avril, la crise qui couvait au sein du gouvernement depuis janvier. En demandant au président du conseil, Dante Cordova, de présenter sa démission, le chef de l'Etat a sacrifié l'homme à qui il avait confié, le 28 juillet 1995, « la mission d'exécuter une vigoureuse croisade nationale contre la pauvreté ». Ce faisant, il a renoncé, au moins pour un proche avenir, à l'objectif numéro un de son second mandat, puisque le remaniement ministériel a renforcé le camp des partisans de la politique économique libérale appliquée sans ménagement depuis 1995 sous la houlette du Fonds monétaire international.

Rigoureux exécutant de cette politique depuis trois ans, le ministre des finances, Jorge Camet, garde son poste. Il travaillera désormais avec une équipe plus homogène pour éponger le déficit des comptes courants et contrôler les dépenses publiques. Il pourra compter sur le nouveau président du conseil, Alberto Pandolfi, qui présidait jusque-là la commission de privatisation de Petroperu, société pétrolière publique promise à une prochaine mise aux enchères. Les ministres suspects de velléité populiste ou de timidité réformiste (agriculture, travail, santé, éducation, pêche) n'ont pas été reconduits. Il n'y aura donc pas d'indépendance pour satisfaire les revendications du patronat, qui étouffe dans le carcan de l'ajustement structurel, ou pour atténuer le coût social du modèle libéral.

Déjà, en juin 1990, au lendemain de son premier triomphe électoral, M. Fujimori avait limgé son équipe économique pour suivre les conseils du FMI. Ce dernier, qui a détecté au début de 1995 des signes de déséquilibre - le déficit des paiements courants a atteint 3,7 milliards de dollars en 1995, soit 8 % du produit intérieur brut -, exige aujourd'hui un effort supplémentaire avant d'accorder le nouveau programme triennal de facilités élargies, prévu pour mai.

Sans l'aval du FMI, le Pérou ne pourra ni rééchelonner sa dette de 9,6 milliards de dollars avec le Club de Paris ni restructurer sa dette commerciale de 9 milliards de dollars. Le président péruvien n'avait donc pas le choix. Mais la relance du

programme libéral aura un coût politique élevé. Une enquête effectuée fin mars révélait que 90 % des personnes consultées demandaient une modification de la politique économique. « Le gouvernement devra se garder de fermer toutes les soupapes de sécurité », met en garde le journal *Gestión* à l'adresse de M. Fujimori, dont la cote de popularité a chuté de 14 points depuis janvier.

Nicole Bonnet

## Trente-cinq personnes ont péri dans l'accident d'avion de Dubrovnik

Ce sont finalement trente-cinq personnes qui ont trouvé la mort dans l'accident d'avion où a péri Ron Brown, secrétaire d'Etat américain au commerce, mercredi 3 avril à Dubrovnik. Selon le secrétaire d'Etat à la défense, William Perry, l'accident serait dû à une défaillance des instruments de navigation, alors que l'appareil se préparait à atterrir dans de très mauvaises conditions météorologiques.

Outre le ministre américain, plusieurs fonctionnaires de son département se trouvaient dans l'appareil, parmi lesquels Chuck Melner (secrétaire adjoint chargé du commerce international), Bill Morton (sous-secrétaire au commerce) et Kathryn Hoffman (conseiller spécial pour les opérations stratégiques).

Douze hommes d'affaires sont également décédés, dont les représentants des sociétés Bechtel, ABB, Alstom et Water Technologies (une filiale de la Compagnie générale des eaux). Un journaliste du *New York Times*, Nathaniel Nash, se trouve aussi parmi les victimes, ainsi qu'un expert de la CIA et les six membres de l'équipage.

## MAISON DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER : POUR CONSTRUIRE VOTRE PROJET D'EXPATRIATION

Expatriation... conditions de vie dans plus de 120 pays... formalités administratives... réglementations fiscales et douanières... opportunités d'emploi à l'étranger... protection sociale : informez-vous à la Maison des Français de l'Etranger. Consultez les documentations éditées par le Ministère des Affaires Étrangères, Monographies et Livret du Français à l'Etranger. Dialoguez avec les experts du Ministère de l'Economie et des Finances, de l'OMI et de la CRE-IRCAFEX, présents sur place.



### MAISON DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

34 rue La Pérouse - 75116 PARIS.  
Accueil : 43 17 60 79  
Monographies : 43 17 75 24 - Protection sociale : 43 17 60 24  
Emploi : 43 17 76 42 - Fiscalité : 43 17 68 08  
Douane : 43 17 74 47. Minitel : 36 15 Infopays.





**ASSURANCE-MALADIE** Le gouvernement a transmis au Parlement et aux partenaires sociaux, jeudi 4 avril, le projet d'ordonnance sur la maîtrise des dépenses de médecine de ville. Ce dernier prévoit un renforcement des sanctions à l'encontre des médecins dont l'activité dépasserait les objectifs fixés chaque année par le gouvernement

et le Parlement. ● L'INFORMATISATION des cabinets médicaux devra être menée à bien d'ici fin 1998, date à laquelle les assurés sociaux auront une carte à puce à la place de

leurs actuels documents en papier. Le carnet de santé va être généralisé. ● LES LOBBIES médicaux ont intensifié leurs pressions sur les députés, en particulier ceux, nombreux, issus du

secteur de la santé. ● DANS L'ATTENTE de la publication de l'ordonnance sur la réforme hospitalière, les fonctionnaires du secteur social manifestent une vive inquiétude.

## Le gouvernement engage une profonde réforme de la médecine libérale

Les sanctions contre les médecins sont renforcées. Le carnet de santé des assurés va être généralisé, et tous les cabinets médicaux informatisés dans un délai de quatre ans. La formation médicale continue va être obligatoire. La carte à puce va remplacer les feuilles de soins

**VOILÀ UNE RÉFORME** qui ne risque pas de réconcilier les médecins libéraux avec Jacques Chirac et son gouvernement. Naguère choyés par le candidat à l'Élysée, ils se sentent aujourd'hui « trahis » par celui qui affirmait que jamais, au grand jamais, il n'aurait une approche comptable des problèmes de santé. Le projet d'ordonnance sur la maîtrise des dépenses de médecine de ville, transmis jeudi 4 avril au Parlement et aux partenaires sociaux, renforce le dispositif de maîtrise des dépenses d'assurance-maladie, en instaurant un système de sanctions contre les praticiens dont l'activité serait trop importante ou contraire aux règles de bonne pratique.

Les experts estiment que le déficit du régime général de la Sécurité sociale dépassera 40 milliards de francs cette année, dont une bonne part est imputable à la branche maladie (Le Monde du 4 avril). C'est dire l'importance de cette ordonnance qui doit être soumise au conseil des ministres le 24 avril, avec celles sur l'hôpital et la gestion des caisses de Sécurité

sociale. Menée à bien, la réforme devrait entraîner, dans les années à venir, une transformation en profondeur de la pratique des médecins de ville. Répondant par avance à leurs syndicats, qui dénoncent les risques d'un « rationnement des soins », le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, a prévenu que cette réforme était « la dernière chance » de la médecine libérale. Et qu'en cas d'échec, « nous ne resterions plus dans le même système ».

### OBLIGATION DE RÉSULTATS

Chaque année, le Parlement votera, dans le cadre d'une loi de financement de la Sécurité sociale, l'objectif d'évolution des dépenses de médecine de ville, en tenant compte des perspectives économiques, des prévisions de recettes de la Sécurité sociale et d'un rapport sur la santé publique.

Ce document sera élaboré par une « conférence nationale de la santé », sur la base de conférences régionales qui évalueront les besoins sanitaires prioritaires et feront des propositions aux pouvoirs

publics. Ces instances régionales réuniront les professionnels de santé, les établissements sanitaires et sociaux et les représentants des élus locaux, de l'État et des usagers.

La « convention d'objectifs et de gestion » entre l'État et les caisses nationales, prévue dans l'ordonnance réformant la gestion des caisses (Le Monde daté 31 mars-1<sup>er</sup> avril), précisera les moyens que se donne la « Sécurité » pour respecter cet objectif de dépenses. Ce taux (+2,1 % en 1996) devra être inscrit chaque année dans la convention caisses-médecins. Si ceux-ci s'y refusent, le gouvernement se substituera aux partenaires conventionnels et prendra un arrêté en ce sens. Les médecins auront une obligation de résultats, et seront sanctionnés en cas de dépassement. Le dispositif est fondé, selon M. Barrot, sur la notion de « contrat » : contrat entre l'État et les caisses d'un côté, les caisses et les professionnels de santé de l'autre.

L'ordonnance sur la médecine de ville précise les outils qui per-



mettront aux acteurs de respecter ce contrat.

● **Démographie médicale.** Le système de soins ayant un excédent de capacité, le gouverne-

ment entend notamment réduire le nombre de médecins prescripteurs. Un « fonds de réorientation et de modernisation », en partie alimenté par les « touffes », financera la réorientation de praticiens vers la médecine préventive. Il abondera le mécanisme de pré-retrait des médecins (Mica). Jusqu'à présent ouvert à 60 ans, il sera dès 57 ans, et même à 56 ans jusqu'au 31 décembre 1997, alors que l'âge moyen de départ à la retraite est de 68 ans chez les médecins.

● **Informatisation des cabinets.** Ce fonds servira également à l'informatisation des cabinets. Au 31 décembre 1998, les médecins et les caisses devront être équipés pour que l'échange de données ne se fasse plus à partir des feuilles de soins et des ordonnances, mais par transmissions électroniques. A la même date, chaque assuré social aura une carte à puce, avec sa photographie, pour remplacer son actuelle carte d'assuré social en papier. A terme, les données contenues dans le carnet de santé des assurés seront introduites

dans cette carte à puce. Au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2000, les professionnels de santé qui ne procéderaient pas à cette « télé-transmission » des feuilles de soins paieront une « contribution forfaitaire aux frais de gestion » des feuilles-papier.

● **Formation médicale continue (FMC).** La FMC devient obligatoire pour les médecins libéraux et hospitaliers, qui devront solliciter, tous les cinq ans, une « attestation » auprès d'un conseil régional de la formation continue. Les fonds de la formation, qui donnent lieu depuis des années à une lutte acharnée entre syndicats médicaux, seront regroupés dans un fonds unique financé par les médecins, les caisses et les subventions d'organismes privés, et mis sous contrôle par l'État. En outre, les futurs généralistes devront prolonger leurs études de six mois en faisant un stage chez un confrère installé.

● **Carnet de santé.** Jusqu'à présent réservé aux personnes de plus de soixante-dix ans, le carnet de santé va être généralisé à l'ensemble des assurés sociaux, qui pourront toutefois refuser l'inscription de certaines informations. Des sanctions pénales sont prévues en cas d'usage illégal de ce document confidentiel. Par ailleurs, la coordination des soins fera l'objet d'expérimentations pendant une période de cinq ans. Pour ce faire, il sera possible de déroger aux règles régissant actuellement les relations entre les professionnels, les caisses et les assurés : possibilités de tiers-payant, meilleur remboursement pour les assurés allant d'abord chez un généraliste, paiement des médecins à la capitation... Enfin, le gouvernement veut se donner les moyens de favoriser un développement des médicaments génériques, ces copies de molécules tombées dans le domaine public et qui sont commercialisées à des prix inférieurs.

Jean-Michel Bezat

## Le dépassement des objectifs sera plus lourdement sanctionné

L'ORDONNANCE relative à la « maîtrise médicalisée des dépenses de soins » renforce le dispositif de sanctions à l'encontre des praticiens qui ne se conformeraient pas à la politique de maîtrise des dépenses et aux règles de bonne pratique édictées par une « agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé ». Ces sanctions s'appliquent dans trois cas.

Si le taux annuel de progression des dépenses de médecine de ville (2,1 % en 1996) est dépassé par l'ensemble de la profession, les honoraires des médecins ne seront pas revalorisés l'année suivante. Ils devront, en outre, reverser aux caisses une somme dont les conditions d'évaluation seront précisées dans une « convention d'objectifs et de gestion » entre l'État et les caisses nationales.

Les médecins qui ne respecteront pas les références médicales opposables (RMO) - normes obligant à ne prescrire que ce qui est médicale-

ment utile - passeront devant la commission médicale paritaire locale de la caisse (médecins libéraux et médecins de la Sécurité sociale). Si elle ne les sanctionne pas, ils comparaitront devant un « comité médical régional », composé de représentants du conseil de l'Ordre, du médecin-conseil régional de l'assurance-maladie et du médecin inspecteur régional de la santé, représentant l'État.

### LA REVALORISATION DES HONORAIRES DIFFÉRÉE

Enfin, des sanctions seront prises par ce comité régional pour les prescriptions abusives de médicaments très coûteux pour les transports en ambulance qu'on en abuse, pour les indemnités journalières de maladie, parfois trop généreusement accordées ; les confusions dans l'inscription sur les feuilles de soins des traitements prescrits aux malades de longue durée. Ces sanctions pourront aller jusqu'au remboursement

intégral à la caisse, par le médecin, de la perte occasionnée pour la « Sécurité ».

Si les objectifs annuels sont respectés, les praticiens auront une revalorisation d'honoraires, mais elle n'interviendra qu'un an plus tard. Ainsi, s'ils respectent le taux de 2,1 % en 1996, la hausse des tarifs n'interviendra qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1998, à condition qu'entre-temps ils aient également respecté l'objectif 1997. Dans cette hypothèse, ils bénéficieront, fin 1997, d'une prime égale au montant de la revalorisation multiplié par le nombre d'actes effectués (probablement plafonné). Si, par exemple, un généraliste a fait 6 000 consultations en 1997 et si la consultation est revalorisée de 5 francs, il recevra 30 000 francs des caisses, et le prix de sa consultation, qui est de 110 francs actuellement, passera à 115 francs début 1998.

J.-M. B.

## Les « députés-médecins » sont la cible du lobbying intense de leurs confrères

TANDIS que le gouvernement met la dernière main aux ordonnances, les professions de santé jettent leurs ultimes armes dans la bataille, et les quelques dizaines de « députés-médecins » que compte l'Assemblée nationale encaissent les coups.

Un exemple parmi d'autres : envoyée aux députés depuis le 1<sup>er</sup> avril, une lettre signée par Dénorino Cabrera, président du Syndicat des médecins libéraux (SML), dresse un constat particulièrement sombre de la participation des parlementaires à l'élaboration du plan Juppé. En conclusion, M. Cabrera porte le fer là où cela fait mal : « Sachez que nous ne répondons pas "présent" aux chants des sirènes que vous envisagez pour les prochaines élections législatives ! ». Evoquant l'unanimité qui avait accueilli, à droite, la présentation du plan, il écrit : « L'unité d'une assemblée est une chose, l'unité des électeurs en est une autre. Encore faut-il que les citoyens n'aient pas été trahis par leurs élus pour qu'il y ait concordance des deux ! ».

Les « députés-médecins » sont principalement visés par cet intense lobbying médical. Écartelés entre un gouvernement qui les somme d'expliquer « sa réforme et des anciens confrères qui ne manquent pas de crier à la trahison, leur marge de manœuvre est étroite. « La situation est très tendue », explique l'un d'eux, Denis Jacquat (UDF, Moselle), qui évoque les « blessures » subies par les médecins. « Ils en veulent à mort au gouvernement, dit-il. Je ne sais pas comment on va recoller les morceaux. » Estimant que « les menaces vont s'intensifier » à l'ap-

proche des élections, M. Jacquat prépare sa réplique : « S'ils commencent à vouloir faire botter tous les députés qui connaissent bien le problème... ».

« Coordination des médecins : 1. Gouvernement Juppé : 0 » : comme ses collègues, Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie) a reçu cette missive, envoyée au lendemain de l'élection législative partielle du 17 mars, qui avait fait perdre un siège à la majorité dans le Var.

### FAIRE-PART DE DÉCÈS

Plus désagréable, un faire-part de décès - « M. le député a la douleur de vous faire part du décès de sa circonscription » - lui a été adressé par une coordination de médecins. Estimant avoir été « probablement parmi les plus secourus » du fait de son soutien à la réforme, M. Accoyer est pourtant optimiste : « Même s'il reste un certain blocage, dû à une incompréhension de départ, dit-il, les différends devraient s'aplanir. ».

La colère de certains syndicats de médecins ne confine-t-elle pas à l'ingratitude ? Nombre de députés, en effet, ne sont pas restés sourds à leurs revendications. Trésorier du SML et membre de la mission santé du RPR, Roger Rua estime que le pouvoir n'est parvenu à « museler que l'aspect médiatique de la fronde des "députés-médecins" ». « Pour le reste, assure-t-il, on a été entendus. Une bonne dizaine de députés, qui sont les « oreilles » du gouvernement, nous ont permis de faire remonter le message. ».

Ancien responsable d'un groupe industriel fabriquant du matériel chirurgical, aujourd'hui président

de la mission santé du RPR, Bernard Murat, député de Corrèze, s'est trouvé lui aussi en première ligne et, plus que d'autres, soumis à un incessant et périlleux va-et-vient entre le « terrain » et les lieux de pouvoir. « Les médecins ont plutôt tendance à nous faire confiance : ils savent que nous défendons bien nos idées et que ces idées sont largement les leurs », précise-t-il.

Tout en rendant un hommage appuyé à Hervé Gayraud, secrétaire d'État chargé de la santé et de la Sécurité sociale, « qui fait le maximum », M. Murat s'en prend aux intermédiaires. « Entre le ministre et nous, dit-il, il y a toutes les antichambres des cabinets, où l'on se heurte à l'administration avec un grand "A". On y retrouve les mêmes qu'avec Teulade (ministre des affaires sociales dans le gouvernement Bérégovoy) : ils ont une logique administrative, économique et théorique. Ils balaient d'un revers de main les expériences de terrain. ».

« Le travail mené au sein de la mission santé du RPR, qui a été ressentie comme un refuge, nous a permis d'éviter des provocations gratuites », ajoute M. Murat, faisant allusion à la menace initiale de sanctions collectives, sur laquelle le gouvernement est finalement revenu. « Il était important que l'on ne montre pas les médecins du doigt », précise Michel Hannoum (RPR, Isère). Mêlant l'optimisme à la résignation, M. Hannoum observe que « les malades représentent davantage que les médecins en termes d'électorat ».

Jean-Baptiste de Montvalon

## Les fonctionnaires du secteur social s'opposent aux agences régionales de l'hospitalisation

DES FONCTIONNAIRES qui se mettent en grève, des cadres démoralisés, des préfets mécontents : le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, ne s'attendait pas que les agences régionales de l'hospitalisation, prévues par la dernière des ordonnances sur la Sécurité sociale, en voie de rédaction, suscitent une telle levée de bouilliers.

Ces agences devront coordonner, dans chaque région, l'attribution des crédits hospitaliers consacrés au secteur public, mais aussi au secteur privé (Le Monde du 6 mars).

Actuellement, il existe deux pilotes : d'une part, les directions régionales de l'action sanitaire et sociale (Drass), sous l'autorité du préfet de région, planifiant et allouant les crédits destinés aux hôpitaux publics - les directions départementales (Ddass) se chargeant de contrôler ces établissements ; d'autre part, les caisses régionales d'assurance-maladie (CRAM) font la même chose pour les cliniques privées.

Plutôt que de créer des services ex nihilo, le gouvernement a jugé opportun de regrouper, au sein des agences, les employés affectés à ces différentes tâches. Seraient concernés, en tout, quelque 3 000 agents publics des Drass et Ddass, mais aussi 400 agents de droit privé travaillant dans les CRAM. Leurs services seraient mis à disposition de l'agence, qui aurait la structure d'un groupement d'intérêt public, administré par un directeur nommé en conseil des ministres.

De part et d'autre, le personnel concerné est très inquiet, mais ce

sont surtout les fonctionnaires qui réagissent. Ils se demandent s'ils pourront conserver leur statut. Ils craignent d'avoir à changer d'affectation géographique, bien que le gouvernement promette le contraire. La fédération Interco de la CFDT, majoritaire dans les Drass et les Ddass, avec 40 % des voix, est dans une position délicate : sa confédération approuve la création des agences régionales, qui, selon elle, auront le mérite de coordonner deux politiques parallèles.

### ENGAGEMENT POUR LES PRÉFETS

Tout en se voulant fidèle à la ligne de Nicole Notat, Interco ne peut rester insensible aux inquiétudes de ses militants. Ainsi s'est-elle alliée à FO, à la CGT, ainsi qu'au Syndicat national des inspecteurs des affaires sanitaires et sociales (Snias), largement composé de ses dissidents, pour organiser deux journées de grève. Près de la moitié du personnel a observé le mot d'ordre de cette intersyndicale, le 26 mars, ce qui constitue une mobilisation sans précédent dans le secteur. Une seconde journée de grève, assortie d'une manifestation nationale à Paris, est prévue le 18 avril.

Tous les syndicats dénoncent « l'affaiblissement de l'État dans son rôle de garant de l'intérêt général » et plaident pour que le préfet ne soit pas dessaisi de la planification hospitalière. Leur soudain engagement pour le représentant de l'État dans le département ou la région peut surprendre, mais il leur paraît moins redoutable qu'un haut fonctionnaire envoyé par Bercy pour exercer une mis-

sion de maîtrise comptable sur le secteur. Or le ministre de l'économie et des finances, entendu par Matignon, juge depuis longtemps que le préfet fait obstacle à la restructuration hospitalière : il ne peut, à la fois, être jugé sur ses résultats en matière d'emploi et accepter la disparition d'établissements pourvoyeurs de travail.

Les préfets sont partagés. Certains se disent que la réforme leur épargnera de se mettre en porte à faux avec les élus locaux et que cela vaudra mieux. D'autres voient d'un mauvais œil la perte de leurs prérogatives, qu'ils jugent contradictoire par rapport à la déconcentration prônée dans la réforme de l'État.

Les directeurs des Drass et des Ddass devraient faire partie de l'instance exécutive de l'agence, au même titre que les directeurs des caisses d'assurance-maladie, mais ils s'interrogent sur l'avenir de leurs services, diminués d'un quart de leurs effectifs, d'autant plus que le projet de réforme de l'État préconise un regroupement des différents services déconcentrés. Ils proposent, en outre, de confier aux conseils généraux de nouvelles responsabilités en matière sociale.

Pour calmer les inquiétudes des directeurs, M. Barrot a installé, le 29 mars, un groupe de travail piloté par Pierre Gauthier, directeur de l'action sociale, qui devrait rendre un rapport le 1<sup>er</sup> juin. Le ministère est conscient qu'il devra ménager ces cadres, qui ont déjà payé un lourd tribut à la décentralisation.

Rafaële Rivats



## M. Juppé dialogue avec les jeunes dans les Ardennes

Le chômage des moins de 25 ans est « l'obsession » du premier ministre

Alain Juppé s'est rendu, jeudi 4 avril, dans les Ardennes, pour rencontrer des jeunes engagés dans des filières de formation professionnelle. Le premier ministre a centré sa communication sur l'insertion et l'apprentissage, assurant que le chômage des moins de vingt-cinq ans est son « obsession ».

### CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

de notre envoyé spécial

A six semaines du premier anniversaire de son arrivée à Matignon, Alain Juppé fait du terrain autant qu'il le prépare. Le premier ministre sait bien qu'il va être jugé, notamment, sur deux critères : le chômage et la communication. Le chômage, c'est essentiellement celui des jeunes, une véritable « obsession » pour M. Juppé ; la communication, c'est la sienne et celle de son gouvernement qui, en dix mois, a suscité beaucoup de commentaires. Il n'ignore pas que ce double bilan risque d'être critiqué au regard de la campagne présidentielle conduite par Jacques Chirac. Le chef du gouvernement s'emploie à préparer sa défense pour affronter le réquisitoire que ne manquera pas de dresser l'opposition.

Après Caen et Briançon, ces dernières semaines, M. Juppé s'est rendu à Charleville-Mézières, la patrie d'Arthur Rimbaud, jeudi 4 avril, pour effectuer une succession de rencontres avec des jeunes engagés dans des filières de formation professionnelle. L'insertion et l'apprentissage ont été les maîtres-mots de la journée. Dans ce département des Ardennes, que le maire de Charleville présente comme « le pays où l'on n'arrive jamais » en empruntant le titre d'un

roman d'André Dhôtel, le premier ministre a répondu aux interrogations d'étudiants du pôle de haute technologie qui réunit un institut de formation technique supérieure, un IUT et un centre régional d'innovation et de transfert de technologie (CRITT).

« Il faut donner à la filière technologique la même considération qu'aux autres filières », a dit le chef du gouvernement au cours de cette rencontre où la spontanéité n'était pas la vertu dominante tant le jeu de questions-réponses avait été minutieusement préparé par Matignon. Jusque dans le moindre détail, puisque M. Juppé avait même une fiche pour répondre à l'inévitable question sur les « Gull-guols de l'Info ». S'il accorde un incontestable talent aux auteurs de la télévision, par manque de temps, mais aussi car elle lui « donne, parfois, de l'urlique ». Il y a peu, à Briançon, il était heureux d'être en province, loin des « miasmes » parisiens.

La récurrence de ces appréciations peu amènes ne tranche-elle pas avec la volonté affichée par Jean-François Probst, chargé de mission au cabinet du premier mi-

nistre, de pacifier les rapports de M. Juppé avec la presse et de rétablir une image avenante de l'intéressé, en jouant plus sur les leviers de la communication que sur l'explication d'un projet politique ? Car celui-ci consistait à « améliorer et à simplifier la vie quotidienne des Français », est, un langage, le souci commun à tous les premiers ministres. Le chef du gouvernement fait pourtant des efforts louables pour pratiquer le dialogue, même si Force ouvrière, jeudi à Charleville, ne l'a pas apprécié à sa juste valeur en refusant de rencontrer le conseiller technique qui lui avait été délégué pour recueillir ses revendications.

L'aspect revendicatif, du reste, est un élément nouveau qui fait partie des déplacements de M. Juppé. En dehors du mécontentement exprimé par le représentant trotskiste local de FO par haut-parleur, un maigre rassemblement interprofessionnel a réclamé le « retrait du plan Juppé », à bonne distance de son concepteur. En fin de journée, à Bagny-sur-Meuse, pour un dernier hommage à l'apprentissage, M. Juppé a pu constater que sa visite bénéficiait d'un imposant déploiement de forces de police venues contre une manifestation qui est restée invisible.

Olivier Biffaud

## M. Pasqua veut éviter une cohabitation au président de la République

L'ancien ministre se donne la mission de « conforter en 1998 », aux prochaines législatives, Jacques Chirac « au poste qui est le sien »

### SORGUES (Vaucluse)

de notre envoyé spécial

Lui a-t-on dit que la campagne était terminée ? Jeudi 4 avril, vers 20 h 30, une minute trente après qu'il eut été lancé, dans la salle des fêtes de Sorgues, la musique du film américain de Roland Joffé *Mission*, la porte s'ouvrit pour un banquet républicain de près de mille deux cents convives. Charles Pasqua, à nouveau dans l'arène, remonte à pas lents, jusqu'à la tribune, cette salle ornée de drapeaux tricolores. Voici, en sa première manifestation publique depuis l'élection présidentielle, l'ancien ministre de l'Intérieur, l'association qu'il a créée en 1991 avec Philippe Séguin, pour déjà faire entendre leur différence. « A qui il cion e cion ben », lance le sénateur des Hauts-de-Seine. Roublard, à l'adresse des « Parisiens de passage », il se traduit lui-même : « Nous sommes ici et nous y sommes bien ». L'organisation de ce dîner payant a été réglée au cordeau, jusqu'à l'hymne provençal final *Coupo Santa*, pour assurer ce que l'intéressé refuse d'appeler une rentrée : « Il n'y a pas de rentrée politique quand on n'est pas sorti ».

Invité de Thierry Mariani, député RPR du Vaucluse, M. Pasqua a choisi le Midi parce que, a-t-il déclaré à *Vaucluse Matin*, c'est un pays « où l'on peut parler de choses

sérieuses avec un peu de malice dans le regard ». Les « Parisiens de passage » - les journalistes qui l'ont accompagné - peuvent toujours attendre un jugement sur l'action du premier ministre. M. Juppé, malheureusement, ne sera jamais nommé. Mais, dans ses fonctions de président du RPR, le même pourrait s'entendre interpellé lorsque M. Pasqua déclare : « Il me semble que les formations politiques ne remplissent pas tout à fait leur rôle (...). Il faut que notre majorité se remette en mouvement ».

### « JE SUIS À SA DISPOSITION »

L'ancien organisateur des campagnes présidentielles de M. Chirac en 1981 et 1988, devenu malencontreusement partisan d'Edouard Balladur en 1995, s'inquiète pour l'avenir : « A quoi aurait-il servi (aux gaullistes) de reconquérir la plus haute fonction de l'Etat si c'est pour rendre presque aussitôt la réalité du pouvoir à ceux qui ont conduit le pays là où nous l'avons trouvé il y a trois ans ? » Se référant à ses expériences de la cohabitation, il assure que dans de telles situations, « c'est bien le gouvernement qui gouverne ». Autrement dit, l'actuel chef de l'Etat est bel et bien menacé par une nouvelle cohabitation en 1998.

Pour se prémunir d'un tel danger, M. Pasqua a des principes

simples : il faut ne pas trop attendre d'une « croissance venue de l'extérieur » et associer davantage les Français à « un grand projet de redressement national ». Pour relever le défi du chômage, et « quitter à passer pour le dernier des Mohicans », il conseille aussi que « l'Europe sorte quelque peu de son obsession monétaire ». Face à un auditoire qui s'anime beaucoup dès qu'il est question d'immigration, M. Pasqua se paie le luxe d'indiquer qu'il n'est « pas favorable au durcissement » des lois qui portent son nom.

C'est là la voie « nationale » choisie par l'ancien ministre, à quelques kilomètres d'Orange, enlevée par le Front national aux élections municipales de 1995, pour prévenir toute dérive de l'électorat de la majorité en direction des amis de M. Le Pen. En aparté, M. Pasqua explique que « La France n'est pas une démocratie paisible », et qu'elle n'est pas l'abri d'un « coup de sang ». Le voilà de nouveau en mission pour « conforter en 1998, le président de la République au poste qui est le sien », en faisant savoir aussi souvent que nécessaire qu'il est en relation régulière avec le chef de l'Etat. « Je suis à sa disposition », dit-il, heureux. De nouveau.

Jean-Louis Saux

## Louis Vianet rencontre des difficultés pour mettre en œuvre les orientations du congrès de la CGT

QUATRE MOIS après son congrès, où Louis Vianet a été reconduit triomphalement dans ses fonctions de secrétaire général et trois mois et demi après le mouvement social de la fin 1995, qui a porté la centrale au zénith, la CGT semble en panne. « Elle est dans la situation d'un joueur qui a un poker d'as dans la main et qui s'apprête à passer », résume un de ses dirigeants, jeudi 4 avril, sa commission exécutive s'est tenue dans un climat tendu. Les « modernistes », comme les « durs », s'opposent. Plusieurs initiatives se sont demandées : « si la CGT est vraiment dirigée ». Sur les deux chantiers ouverts lors du 45<sup>e</sup> congrès - gérer l'appareil confédéral et réorganiser la maison -, la tâche semble sans commune mesure avec les moyens engagés.

La réorganisation de l'appareil confédéral, souhaitée par M. Vianet, est en train d'aboutir à une véritable usure à gaz. Le nouvel organigramme de la CGT a été reporté, même si ses grandes lignes ont filtré. Les deux « poids lourds » du bureau confédéral, Jean-Louis Fournier, secrétaire de la fédération des métaux, et Marjorie Dumas, secrétaire générale de la fédération des PTT, se sont vu attribuer deux groupes de travail, l'un sur les entreprises multinationales, l'autre sur les services publics. En charge

du second, M<sup>me</sup> Dumas s'est déjà mis à dos la fédération des cheminots.

Jusqu'à présent sans affectation, les autres membres du bureau confédéral ont été répartis entre deux ensembles nouvellement créés, l'un sur les revendications, l'autre sur la vie syndicale, auquel doit être rattaché le secteur économique, ainsi privé d'autonomie. Sous couvert de réorganisation, une reprise en main de l'appareil confédéral. Des changements d'affectation et des départs, le plus souvent de proches collaborateurs des « modernistes », complètent le tableau.

### DANS UN ETAT

Plus grave, la CGT apparaît en panne de projet. La volonté de relancer le mouvement social par une semaine d'action en février a tourné court. La journée d'action du 29 mars autour de la conférence intergouvernementale de Turin est passée inaperçue. Le 5 avril, M. Vianet lance à Aurillac une campagne nationale sur le « plein emploi solidaire », tandis qu'une nouvelle semaine d'action est prévue du 14 au 19 avril sur la sécurité sociale. Conflée par les résultats favorables aux élections professionnelles, notamment à la SNCF, la CGT se contente de gérer son fonds de commerce protestataire. Sans aiguillon, point de change-

ment, l'adage s'applique à la CGT. La concomitance du mouvement social et du 45<sup>e</sup> congrès a permis à M. Vianet d'écarter du bureau confédéral des « généraux » et d'élever la montée de « personnalités trop fortes ». Elle lui a aussi permis de faire l'économie d'un vrai discours sur le changement au sein de la CGT. Sur la sécurité sociale, la CGT privilégie l'épreuve de force avec le gouvernement, au détriment de propositions alternatives. Le mouvement sur les services publics, demandé le 24 mars par M. Vianet, assure plus d'un repli sur des positions traditionnelles.

Or la CGT est prise dans un étau. Soumise à un très fort renouvellement de ses adhérents, elle doit, si elle veut les conserver, s'efforcer de satisfaire leurs aspirations. Très souvent sans culture politique, mais séduits par le savoir-faire de la CGT, ces jeunes syndiqués sont à la recherche d'organisations dynamiques. Face à un corps militant intermédiaire stratifié, la centrale risque d'avoir à faire face à la déshérence de ces syndiqués si aucune impulsion n'est donnée d'en haut. Sur un effectif de 640 000 adhérents officiellement annoncés en 1994, dont 480 000 actifs, seuls 395 000, soit environ 80 %, étaient à jour de cotisations en février 1996. L'objectif de progression des effectifs pour 1995, pronostiqué par

Louis Vianet n'apparaît plus aussi sûr.

La CGT dispose d'atouts. Mais elle peut être tentée par le succès, de peur que le changement ne l'écarte trop loin. A plusieurs reprises, une certaine filiosité s'est ainsi manifestée. M. Vianet a blâmé la fédération des cheminots, quelque peu de beaucoup des militants, fait figure de dauphin pré-

colect d'accord car elle ne disposait pas de « majorité électorale ». Et la bataille pour la succession de M. Vianet, ouverte dès sa réélection, est indissociable des luttes après du Parti communiste. Bernard Thibault, secrétaire général de la fédération des cheminots, coqueluche de beaucoup des militants, fait figure de dauphin pré-

somptif, mais sa popularité est à double tranchant. Chef de file des « conservateurs », et bénéficiaire de l'appui des « orthodoxes » du PCF, Jean-Louis Fournier attend son heure, tandis que d'autres candidats se tiennent en réserve de la CGT.

Alain Beauvère-Méry

## La Confédération souhaite se démarquer davantage du PCF

C'ÉTAIT juste après la grève, un mercredi de fin décembre, place du Colonel-Fabien. Devant les membres d'un bureau restreint, Louis Vianet, patron de la CGT et membre - c'est une tradition - du bureau national du Parti communiste français, remercie Robert Hue pour... sa discrétion dans le mouvement social. L'anecdote est significative des nouvelles relations entre la CGT et le Parti communiste. Qu'on se le dise : la CGT ne veut plus apparaître comme la « courroie de transmission » du PCF. Question de survie : le PCF comme la CGT sont en perte de vitesse. Question d'image, aussi. Le sondage de l'Institut CSA, en septembre 1994, sur l'image de la CGT place la politisation de la centrale en tête des griefs.

Ce souci d'indépendance rejoint le discours du PCF depuis le vingtième congrès, en janvier 1994. La nouvelle direction est soucieuse de se débarrasser de l'image de parti guide. Entre le parti et le syndicat, les relations sont meilleures. « On peut dire que Robert Hue et Louis Vianet s'entendent bien. Rien à voir,

en tout cas, avec les relations qu'entretenaient Georges Séguin et Henri Krasucki avec Georges Marchais », confie un ancien collaborateur de ce dernier, aujourd'hui proche de M. Hue.

### NOUVEAUX RAPPORTS

Dans la CGT se lit un reflet déformé des batailles qui se livrent au Parti communiste. Comme au PCF, les plus « orthodoxes » défendent l'« identité » avant l'unité. Les extrêmes se retrouvent : la mouvance « continuer la CGT » trouve ainsi un écho dans « reconstruire le PCF ». Dans le parti, les « orthodoxes » estiment que les communistes perdent leur âme en dialoguant avec les socialistes. En décembre 1995, au congrès de la CGT, un tiers des délégués ont regretté que la centrale ne « s'engage plus pour but la suppression de l'exploitation capitaliste ».

A Marseille, le conflit entre les orthodoxes du parti, son « centre », et les Refondateurs du député Guy Henner, a déteint sur la CGT. Le 11 février, l'union départementale

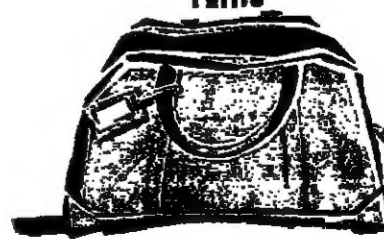
CGT, alignée sur les durs du parti, refuse de participer à une manifestation unitaire. Contre l'avis de l'union régionale, qui se range aux côtés de MM. Hue et Vianet, elle se fait représenter par les cadres de l'UGict et manifeste seule.

Difficile pourtant de présenter M. Vianet comme un « hui » convaincu. Bernard Thibault, le populaire patron des cheminots CGT, souhaite plus encore cultiver cette indépendance. Militant CGT depuis 1974, il n'a pris sa carte du parti qu'en 1986. Ces nouveaux rapports montrent-ils fin aux jeux subtils lors de l'élection des patrons de la CGT ? De M. Séguin à M. Vianet, le PCF a toujours contribué aux victoires et aux défaites des secrétaires généraux. Encouragé par M. Marchais pour éloigner M. Séguin, M. Krasucki, après avoir un peu tenté de s'« émanciper », s'était fait préférer M. Vianet par le parti. A la CGT, comme au PCF, les jeux de bascule et d'équilibre sont savants.

A.B.-M. et Ar. Ch.

En mini, c'est pour tout le monde !

**Tarif mini Bleu**  
**Tarif mini Blanc**  
DES PRIX TOUT PETITS  
TOUT PETITS  
PETITS



EN ACHETANT VOTRE BILLET AU MOINS 14 JOURS AVANT VOTRE DÉPART.

Mini, mini, les prix se font tout petits. Avec les tarifs mini Bleus et mini Blancs, les enfants, les jeunes (- de 25 ans), les étudiants (- de 27 ans), les couples, les familles, les seniors (dès 60 ans) et les possesseurs de cartes Evasion 7/7 et week-end voyagent à mini prix en aller simple ou aller retour ! Mini prix aussi pour tous en aller retour. Renseignez-vous sur les conditions d'application auprès de votre agent de voyages ou d'Air Inter Europe (à Paris : 45 46 90 00) ou 3615 AIRINTER (1,28F/mn).

**AIR INTER EUROPE**

Le prêt à partir



## M. Hue lance la deuxième phase de son Plan unitaire pour le progrès

APRÈS les forums, les « espaces de dialogue » : Robert Hue a officiellement lancé, jeudi 4 avril, la deuxième étape de son Plan unitaire pour le progrès (PUP), qui prévoit, en avril 1994, de nouveaux « espaces de rencontres et de débats » entre « citoyens et forces progressistes ». Le secrétaire national du PCF a indiqué qu'il s'agit d'ouvrir, un peu partout en France, des débats co-organisés et permanents - à la différence des forums -, afin de « dialoguer, de réfléchir et de prendre des initiatives communes ». Le PUP avait été approuvé par le comité national, le 6 avril 1994, ce qui dispense M. Hue de discuter cette nouvelle initiative devant le bureau national.

### POLITIQUE

■ **SONDAGE** : les cotes de confiance de Jacques Chirac et d'Alain Juppé baissent de deux points en un mois, selon l'enquête mensuelle de Louis-Harris, réalisée les 28 et 29 mars auprès d'un échantillon de 1 003 personnes pour *Valeurs actuelles* (daté 5-11 avril). Le président de la République recueille 41 % de bonnes opinions, contre 53 % de mauvaises (plus 4 points en un mois) ; le premier ministre recueille 32 % de bonnes opinions, contre 63 % de mauvaises (plus 2 points). La dernière enquête de la Sofres indiquait une tendance inverse (*Le Monde* du 5 avril).

■ **CRITIQUE** : Laurent Fabius estime que Jacques Chirac est « une sorte de docteur Tant-Mieux ». Dans un entretien publié par *Le Figaro* du vendredi 5 avril, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale affirme que « dans une France où beaucoup de gens dépriment et ont des raisons pour cela, Jacques Chirac cultive en quelque sorte le rôle de l'anti-dépresseur ». Pour M. Fabius, la politique économique et sociale du gouvernement « s'exerce au détriment du plus grand nombre ».

■ **TROTSKISME** : Bernard Kouchner, président délégué de Radical, s'est déclaré « assez circonspect », le 4 avril, au « Forum RMC-L'Express », au sujet de la rencontre organisée à Bercy par le PCF, le 2 avril. « Je ne crois pas que le retour de la lutte des classes - même si, de temps en temps, moi-même, ça me démange - soit une solution pour l'an 2000 », a-t-il déclaré en évoquant l'intervention très applaudie d'Alain Krivine (LCR). « Arrêtons de croire que les retrouvailles entre le trotskisme et le communisme sont un événement historique. Changeons un tout petit peu d'attitude ! », a affirmé l'ancien ministre de la santé.

■ **CULTURE** : le secrétariat à la culture du Parti socialiste, animé par Frédéric Bredin et Jacques Renard, a constitué une commission nationale « culture », qui a été installée par Lionel Jospin jeudi 4 avril. Cette commission compte soixante-cinq membres venus de tous les horizons : des comédiens (Pierre Arditi et Michel Piccoli), des chanteuses (Sapho), des éditeurs (Christian Bourgois), des peintres (Télémaque), des designers (Sylvain Dubuisson et Philippe Starck), des cinéastes (Bertrand Blier et Etienne Scola), des écrivains (dont Jean Lacouture et Pascal Ory, des producteurs de cinéma (Marin Karmitz), des hommes de théâtre (Daniel Mesguich et Stanislas Nordey), des architectes (Henri Ciriani) et des musiciens (Manu Dibango).

■ **GAUCHE** : Jean Popereau a présenté, mercredi 3 avril, la nouvelle formule de son journal *Vi de gauche*, qui devient hebdomadaire. Pour l'ancien ministre, maire de Meyzieux (Rhône) et animateur, au sein du Parti socialiste, de son courant « Le nouveau monde », il s'agit d'en faire un organe de « combat de la pensée libre contre les intégrismes » et « la pensée unique ».

### RÉGIONS

■ **COMPTES** : le tribunal administratif de Montpellier a rejeté, le 4 avril, la saisine de la Commission des comptes de campagnes qui avait repoussé au mois de février les comptes du maire de Narbonne (Aude), Hubert Mouly (divers droite). La Commission avait jugé que certaines publications du maire sortant n'avaient pas été intégrées dans le budget du candidat à l'occasion des élections municipales de 1995 et estimé que des fonds publics avaient été utilisés pour ces publications. Le commissaire du gouvernement a estimé que les sommes litigieuses étaient d'un « montant dérisoire » et que le budget de campagne était resté en deçà du maximum autorisé. La réélection de M. Mouly à la mairie de Narbonne n'est donc plus menacée d'annulation.

■ **DELOCALISATION** : Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, a annoncé jeudi 4 avril, à Caen, qu'il délocaliserait une fois par mois son ministère en province. « Un ministre doit aller sur le terrain, a-t-il déclaré. Je veux installer une semaine par mois le ministère en région de manière à ce qu'on prenne le temps d'aller au fond des dossiers ». La première région concernée sera la Basse-Normandie au mois de juin.

■ **FRONT NATIONAL** : la fédération du Front national du Rhône a déposé, vendredi 5 avril, les statuts d'un nouveau syndicat, FN-TCL, qui doit s'implanter au sein de la société des Transports en commun lyonnais (TCL). Les responsables locaux du Front national comptent tirer parti de « l'insécurité » qui règne, selon eux, sur quelques lignes de bus pour faire élire l'un des leurs dans chacun des treize établissements TCL (bus, métro et administration) de l'agglomération lyonnaise. (Corresp.)

■ **CAPITALES** : les maires de Paris et de Rome, Jean Tiberi (RPR) et Francesco Rutelli (écologiste), ont signé, le 3 avril, à Paris, à l'occasion du quarantième anniversaire du jumelage des deux villes, deux protocoles d'accord dans les domaines des transports et de l'urbanisme.

## Les tramways marseillais reprennent le travail après dix-sept jours de grève

L'accord conclu ne modifie pas le montant des subventions municipales

Dans la matinée du jeudi 4 avril, l'intersyndicale des tramways marseillais a signé un accord avec la direction de la régie des transports de la ville,

portant sur leur temps de travail. Non sans quelques réticences, les conducteurs ont repris le chemin des dépôts. Le précédent conflit, entamé

contre les deux statuts régissant le personnel, avait duré cinq semaines, fin 1995-début 1996, et avait été victorieux pour les syndicats.

### MARSEILLE

de notre correspondant

Trente-quatre jours de grève en décembre et janvier, dix-sept jours en ce début de printemps : c'est avec un grand soulagement que les marseillais ont retrouvé, vendredi 5 avril, leur réseau de transports en commun. Cinq syndicats, CGT, CFDT, CFTC, CSI et Sup (indépendant), sur les sept qui avaient appelé à la grève depuis le 19 mars, ont en effet signé, jeudi 4 avril, un protocole d'accord avec la direction de la RTM (Régie des transports marseillais).

Alain Gille, nommé au poste de directeur de la Régie le 1<sup>er</sup> avril, aura réussi son baptême du feu après deux longues nuits de négociations. Jacques de Piazzola, son prédécesseur arrivé en 1984, avait cristallisé les rancœurs des tramways, bousculant les traditions d'une profession très syndicalisée, avec ses techniques de management des années 80.

Jean-Claude Gaudin (UDF-PR), maire de Marseille et ministre de

l'aménagement du territoire, s'est félicité de cet accord. Le 25 mars, devant le conseil municipal, il avait menacé de concéder le service de transports urbains à une société privée.

### Les délégués de Force ouvrière et des autonomes ont refusé de signer le protocole

Le texte signé jeudi limite le temps de conduite quotidien moyen des chauffeurs de bus à sept heures, comme le souhaitaient les syndicats, hostiles au principe de l'annualisation du temps de travail, avec une durée maximale de sept heures quarante-cinq par jour. Il ouvre, cependant, la possibilité, dans des cas très précis, et « soumis

à la concertation », de pousser cette limite du temps de travail jusqu'à huit heures.

Ce dispositif, qui vient compléter le protocole d'accord déjà signé le 8 janvier, permet à la direction de rester dans le cadre de l'enveloppe budgétaire fixée par la municipalité. Jean-Claude Gaudin et le médiateur dans ce conflit, son proche collaborateur, Henri Loisel, ont en effet, dès le premier jour de cette seconde poussée de grève, précisé qu'ils n'avaient pas les moyens d'aller au-delà des 560 millions de francs alloués cette année à la Régie pour son fonctionnement et ses investissements, alors que le budget de la ville s'élève à 1,07 milliard de francs. Jean-Claude Gaudin s'est appuyé sur l'exaspération du public marseillais et sur les récriminations des commerçants du centre-ville.

Ce conflit laissera inévitablement des traces au sein de l'établissement public. Les assemblées générales qui se sont déroulées, jeudi midi, dans les quatre dépôts d'autobus ont été houleuses, les tram-

ways n'ayant pu obtenir, cette fois-ci, le paiement des jours de grève. Les délégués de Force ouvrière et des autonomes, deux syndicats certes minoritaires mais très actifs, ont d'ailleurs refusé de signer le nouveau protocole.

La municipalité mise surtout, pour recoller les morceaux, sur la capacité de dialogue du nouveau directeur, Alain Gille. Le conflit, en décembre 1995, avait précédemment éclaté à cause de l'institution par son prédécesseur, deux ans plus tôt, d'un statut moins favorable pour les chauffeurs nouvellement embauchés.

Alain Gille devra également avoir le regard fixé sur les finances de l'établissement, qui emploie deux mille sept cent trente personnes, car, s'il est vrai que le prix de revient au kilomètre du réseau s'est amélioré de 20 % ces dernières années, les marseillais continuent de se détourner des transports en commun. La RTM a perdu l'an dernier près de 10 % d'usagers. (Inferm.)

## La Haute-Normandie à nouveau dans l'impasse budgétaire

POUR LA SECONDE ANNÉE consécutive, Antoine Rufenacht, président RPR du conseil régional de Haute-Normandie, n'a pas trouvé de majorité pour faire adopter son budget. Le budget 1996 proposé, d'un montant de 2,8 milliards de francs, a été rejeté, jeudi 28 mars, par 30 voix (PS, PC, Verts, FN), alors que seuls 22 élus de la majorité votaient pour. L'abstention bienveillante des trois conseillers de Normandie écologie (ex-Genera Ecologie) n'a pas suffi à contrebalancer l'opposition résolue des Verts et des représentants du Front national, qui ont décidé cette fois-ci - alors qu'ils avaient voté le budget 1995 - d'appliquer les consignes nationales de Jean-Marie Le Pen appelant à sanctionner le RPR et l'UDF.

Les ennemis de M. Rufenacht ne datent pas d'hier. Le maire du Havre gouverne sa région avec une majorité très faible depuis son élection en 1992. Sur 55 conseillers régionaux, le groupe RPR-UDF ne compte que 19 personnes, rejointes par le seul élu de Chasse, pêche et tradition. Lors

de son élection au poste de président, M. Rufenacht avait bénéficié du soutien du FN. Depuis, il n'a jamais réuni d'autre majorité que de circonstance, notamment avec l'appui des voix des écologistes (Verts et Génération écologie), qui sauvent deux fois son budget.

### LA DÉFECTION DES VERTS

Avec l'approche du scrutin présidentiel de mai 1995 et leur nouvelle orientation à gauche, les Verts avaient refusé en avril 1995 d'appuyer M. Rufenacht, provoquant ainsi le rejet de son budget. Ils se sont depuis alliés avec la gauche, en entrant dans la majorité municipale PS-PC d'Yvon Robert lors des élections municipales à Rouen. Seule GE continue à soutenir M. Rufenacht.

Dénouant le rejet du budget de la région comme un « jeu politicien absurde », M. Rufenacht menace de démissionner si le mode de scrutin n'est pas réformé par Alain Juppé. En de-

hors de la polémique, les états-majors de la majorité étudient différentes hypothèses pour débloquer la situation : retrait du président, démission en bloc d'au moins un tiers des élus et retour aux urnes, dissolution par le gouvernement ou « guerre de positions » jusqu'en 1998. M. Rufenacht, lui, consulte et attend la décision du préfet.

Comme en 1995, c'est au préfet que revient, après avis de la chambre régionale des comptes, le soin d'arrêter les comptes et d'autoriser les dépenses. Jean-Paul Proust avait fait preuve en 1995 de sa détermination à sortir la région de l'impasse, en mettant au point un budget volontariste en faveur de l'emploi, contrairement aux conclusions de la chambre régionale des comptes qui préconisait des économies drastiques. Les urgences pour l'emploi n'ont pas changé en 1996.

Sylvia Zappi

## Le RPR et l'UDF se disputent la présidence du conseil régional d'Alsace

Les écologistes et le Front national joueront les arbitres

### STRASBOURG

de notre correspondant régional

Le RPR et l'UDF s'affrontent pour la succession de Marcel Rudloff, décédé le 23 mars, à la tête du conseil régional d'Alsace. Avant le scrutin du 10 avril, deux candidats, tous les deux de la majorité, semblent à égalité. Sénateur du Haut-Rhin, Hubert Haenel (RPR), premier vice-président, qui avait conclu un « pacte » avec l'ancien président pour qu'ils dirigent ensemble l'assemblée alsacienne, se présente sous la bannière de la communauté. Adrien Zeller (UDF-FD), député du Bas-Rhin et maire de Saverne, vice-président lui aussi, est

candidat pour une gestion « plus volontariste de la cohésion sociale et territoriale ».

Ni M. Haenel ni M. Zeller ne se risquent à évaluer leurs propres chances, mais le sénateur, se voulant « réaliste », penche plutôt vers une victoire de M. Zeller, comme s'il voulait se faire peur. Il est vrai que la « continuité » centriste et bas-rhinoise va plutôt dans ce sens, mais il est vrai aussi que M. Haenel est perçu comme un RPR de circonstance, à la fibre centriste, tandis que M. Zeller est un centriste remuant.

Sur 47 conseillers, les deux formations de la majorité comptent

dix sièges chacune. Le vainqueur aura dû chercher des voix ailleurs, chez les écologistes (neuf sièges) et peut-être même auprès des neuf élus du Front national. Les socialistes, qui, eux aussi, présentent un candidat, « n'ont pas l'intention d'arbitrer un combat au sein de la droite », affirme Gilbert Estève, maire de Sélestat.

### « CONSENSUS »

C'est aux élections régionales de mars 1992 que l'Union pour la France (UPF) avait perdu la majorité. L'élection de M. Rudloff n'avait été acquise qu'au troisième tour, avec 23 voix, les suffrages du RPR

et de l'UDF s'augmentant de ceux de l'élu Femmes d'Alsace et des deux élus d'Alsace d'Abord. Pour obtenir l'appui de ces deux anciens membres du FN, l'équipe de M. Rudloff avait utilisé au maximum les possibilités offertes par la loi fixant le nombre de vice-présidences. Tous les partis représentés, y compris les Verts et les socialistes, s'étaient ralliés à ce « consensus alsacien ». Résultat : pour qu'une vice-présidence revienne à Alsace d'Abord, le conseil régional avait porté à quatorze le nombre de ses vice-présidents, parmi lesquels deux amis de Jean-Marie Le Pen.

Les socialistes, qui estiment avoir commis une erreur en s'intégrant dans ce système, sont décidés à tout faire pour éviter que l'opération ne se renouvelle. Robert Spielert (Alsace d'Abord) balaise de la main la question de la vice-présidence en affirmant qu'il votera de toute façon pour M. Haenel dès le premier tour. Le candidat du RPR estime, pour sa part, que c'est maintenant un faux problème puisque les deux candidats sont décidés à revenir à un nombre restreint de vice-présidents et que, selon lui, le FN ne pourra pas en faire partie.

Les deux autres principaux protagonistes, c'est-à-dire M. Zeller et Antoine Waechter, président du Mouvement écologiste indépendant (MEI), étudient la question des vice-présidences et du Front national, répétant à l'envi que l'essentiel est le programme dont chaque candidat est porteur. Cependant, M. Waechter, qui voit dans ce rôle d'arbitre l'occasion de revenir sur la scène politique, veut attendre le résultat du premier tour de scrutin avant d'arrêter son choix entre les deux candidats de la majorité. Il ne saurait mieux dire que tout est négociable et qu'il est prêt à marchander son crédit de voix.

Marcel Scotto

Samedi 6 avril à 11 h 50

**France 3 Paris Ile-de-France**

**TÉMOINS**

Le magazine de Paris - Ile-de-France

**Monseigneur François FAVREAU**

Evêque de Nanterre

sera interrogé par

**Jean-Jacques CROS (France 3)**

et

**Henri TINCQ (Le Monde)**

**France 3 Paris Ile-de-France**

**Le Monde**

### CORRESPONDANCE

## Une lettre de Jean-Pierre Chevènement

A LA SUITE des articles que nous avons publiés dans *Le Monde* du 5 avril sur l'affaire Gigastorage, entreprise d'informatique de Belfort sur laquelle une instruction est en cours, Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement des citoyens, député du Territoire de Belfort et maire de cette ville, nous écrit :

« A la lecture du *Monde*, journal qui se veut objectif, je m'étonne de la teneur des longs « papiers » concernant la ville de Belfort à propos de l'affaire Gigastorage. Si les journalistes chargés de l'enquête avaient pris la peine de me demander un rendez-vous, je suis sûr qu'ils auraient évité nombre d'approximations, voire de contre-vérités, dont je ne saurais d'ailleurs leur tenir rigueur dans le contexte d'intense désinformation qui a entouré depuis deux mois l'affaire Gigastorage. »

« Tout d'abord, votre titre : « Les élus de Belfort se démarquent du PDG de Gigastorage » m'étonne, car M. Gonin, qui n'est pas élu, ne

saurait les engager, quand bien même cet avocat aurait proféré les propos que vous lui prêtez, ce qu'il nie catégoriquement. »

« Vous évoquez ensuite un « système de pouvoir », il est vrai « au service de l'emploi ». Faut-il croire que l'existence, à l'est de la France, d'une majorité de gauche dans le seul petit département du Territoire de Belfort, entre Bouches-du-Rhône et Pas-de-Calais, suffise à définir un « système de pouvoir », détestable, bien sûr, par définition ? »

« Vous rapportez ensuite les propos d'un courageux anonyme, évoquant « le risque de nécrase d'un système de pouvoir monopolistique qui vieillit et refuse de s'ouvrir ». Cette appréciation n'est pas celle du suffrage universel, qui m'a réélu maire de Belfort le 11 juin dernier au premier tour, ce qui ne s'était pas vu depuis 1929. »

« Elle est d'ailleurs tout à fait contraire à la réalité : la majorité du conseil municipal, élue sous l'étiquette « Belfort démocrate », est

remarquablement plurielle. »

« Je regrette que *Le Monde* ait cherché ses sources d'information locale uniquement du côté d'un journal adossé à une grande banque régionale, illustrant ainsi au niveau national la thèse principale de l'accusation dans l'affaire Gigastorage : parce qu'il fait confiance à la gauche républicaine depuis vingt-trois ans, le Territoire de Belfort constitue un « système de pouvoir » qu'il faut détruire, y compris s'il le faut en torpillant une entreprise qui devait créer deux cent soixante-dix emplois, au mépris du travail de fond effectué par les élus au service de l'emploi, et sans reculer devant aucun moyen. »

**La bourse en direct**

**36 15 LEMONDE**

2,23 F la minute



**aux animaux de France, les éleveurs parlent des « fantômes irrationnels » attisés par la crise et tentent de résister à la « psychose ». (Lire aussi notre éditorial page 16.)**

« L'impact économique des décisions du ministre de l'agriculture précise que la mesure concernait les abats ne devrait pas avoir un impact économique dans l'ensemble. Toutefois, il se dit dans l'incapacité de chiffrer le nombre d'animaux concernés. Il s'agit uniquement de vaches laitières, dites « de réforme », dont le nombre est estimé autour du million (sur un cheptel bovin total d'environ 21 millions de têtes). Cette mesure est déjà qualifiée de « dramatique » dans les milieux de la triperie, où l'on rappelle que la France est le premier consommateur d'abats en Europe.

transaction sur les jeunes bovins, et la commission a préféré ne pas assurer de cotation. Par contre, les prix des veaux pour l'export sont restés stables. Et les ovins se sont très bien vendus.» A Saconoux, tout le monde parle volontiers de «fantasmes irrationnels» attisés par la crise de la «vache folle». «Plus l'animal ressemble à une bête anglaise, résume Gilles Goupil de Bouillé, et moins il se vend.» L'apparence anglaise est, dans cette région vouée à la race charolaise uniformément blanche, celle des «animaux de couleur» à la robe tachetée de noir ou de brun, autrement dit les races laitières.

Pierre Caldi reste optimiste : «La maladie de la vache folle est la conséquence ultime d'une pratique industrielle devenue délirante. Ici, dans le centre de la France, les vaches sont au pré, elles broutent de l'herbe ; elles n'ont jamais mangé de mouton malade. Quand la fièvre se rétambe, je suis persuadé que notre façon de voir aura marqué des points dans l'opinion et que l'élevage extensif français sera finalement bénéficiaire.»

**Jean-Yves Nau**

**François Grosrichard**

## Le prêt à partir



## De lourdes peines de réclusion sont prononcées dans l'affaire du gendarme abattu à Zonza

## L'examen du dossier a fait apparaître l'absence d'indices matériels

**"des personnalités du monde médical, universitaire, politique et de nombreuses institutions lancent un appel en faveur d'une charte de la médecine de l'adolescent"**

- établir un lien soin-étude pour préserver l'insertion scolaire, universitaire et professionnelle du jeune en permettant aux structures dont c'est la mission que soit reconnue.
- développer une prise en charge psychologique pour contenir des conduites parfois incohérentes, inadaptées ou à risque, propres à cet âge d'instabilité émotionnelle.

**Y.** AIGRAIN, chir. p<sup>ed</sup> Hôp. Delvè - Paris - Pr D. ALAGIOLIS, p<sup>ed</sup>. Paris - R. ALBERTINI, p<sup>ed</sup>-maître Mont St Aignan - R. ALLARD, p<sup>ed</sup> fondateur ALEPFA - P. AMIRSHAHI, p<sup>ed</sup> UNEF-ID - R. AUCHEDÉ, p<sup>ed</sup> (62) - Pr J. BABOUAL, p<sup>ed</sup> Hosp. St V de Paul - Paris - J. BARDOU, sén. (48) - B. BARRAUX, sén. (Q3) - P. G. BARRIER, Dir. SAMU Paris - C. BARTOLONE, p<sup>ed</sup> maire Pt St Gervais - Fr M. BASQUIN, p<sup>ed</sup> maire L'Isle d'Audoubert - P. BEAUFORT, p<sup>ed</sup> maire La Chapelle - P. BEDOSSA, membre Haut Comité Santé Publique - P. P. BÉGUE, p<sup>ed</sup> Hop. Troussseau - Paris - Pr A. BENSMAN, néphro. p<sup>ed</sup> Hop. Troussseau - Paris - Pr J.-L. BERNARD, p<sup>ed</sup> & oncologie, Hôp. Pasteur - Paris - M.C. BEAUDEAU, p<sup>ed</sup> REYMOND, p<sup>ed</sup> europ. - A. BILLAUDON, ans. ministre, maire Le Creusot - Pr G. BLANCHER, p<sup>ed</sup> Comité National de l'Enfance - B. BLAVOUX, p<sup>ed</sup> Univ. Angiv. - J.P. BOCCUT, p<sup>ed</sup> PEEP - B. BORECKI, p<sup>ed</sup> FCPE - R. BOUË, s. G<sup>re</sup> conféd. Syndicat des Familles - J. BOUET, p<sup>ed</sup> Lycée Masséna (06) - Dr F. BOULAY, cardio. CHN Nice - Dr BOURRILLON, p<sup>ed</sup> Hop. Debré - Paris - Dr A. BRACONNIER, p<sup>ed</sup> ALSM Paris 13<sup>e</sup> - G. de BREMOND d'ARS, p<sup>ed</sup> europ. - P. BUCHE, maître Fontenay, cons. gén. (92) - A. BRUEL, p<sup>ed</sup> Tribunal pour Enfants Paris - R. BURNEL, p<sup>ed</sup> UNAF - R. CABE, maire Aire-sur-l'Adour, v<sup>er</sup> P<sup>ar</sup> cons. gén. (40) - R. CAQUET, doyen Fac Méd Paris Sud - R. CARRAZ, ans. ministre, maire Chenôve - A. CAZALET, sén. (64) - M. CLOSSE, maire Lunelville - R. COUDERC, p<sup>ed</sup> mairie Béziers - P. V. COURTEOUSSE, p<sup>ed</sup> CHU Bicêtre - M. CREPEAU, ans. ministre, maire La Rochelle - M. DAUNTS, 1<sup>er</sup> adjt. Valbonne - Pr L. DAVID, p<sup>ed</sup> Hop. E. Herriot - Lyon - M. DEBARGE, ans. ministre, sén. (93), cons. région. Ile-de-France - Dr J. Baptiste DELMAS, Dir. Promotion Santé Némé - R. DESIRÉ, sén. (972) - M. DEVAUD, ans. v<sup>er</sup> P<sup>ar</sup> du C.N.R. - Pr P. DIZIEN, Hop. R. Poincaré - Garches - G. DOLLON, Dir. ass. Ecole à l'Hôpital - J. DOMINATI, sén. 1<sup>er</sup> adjt. mairie Paris - Pr J.P. DOMMERGUES, p<sup>ed</sup> CHU Bicêtre - Pr F. DUDET, Sociologue - Univ. Bordeaux II - B. ETLICHER, p<sup>ed</sup> Univ. J. Monnet (42) - C. EVIN, ans. ministre - L. FABUS, ans. 1<sup>er</sup> ministre, p<sup>ed</sup> soc. AN - F. FACY, Dir. rech. Inserm - J. FLOCH, p<sup>ed</sup> (44) - S. FRANCHIS, sén. (89) - C. FRIEDMANN, s. gale FEH - D. FROMMELT, Dir. rech. Inserm - Dr L. FROS-CAPO, ans. directeur Hôp. St Louis - Paris - Dr G. GASCHER, p<sup>ed</sup> (72) - Dr M.H. GIBERT, m<sup>ed</sup> cons. Recteur Paris - J.M. GIOVANNETTI, p<sup>ed</sup> Lycée F. Mansart (94) - Pr J. GHISOLFI, p<sup>ed</sup> Conf. P<sup>ar</sup> CME Paris - Dr G. GLORIA, p<sup>ed</sup> Conseil National Ordre des médecins - P. G. GOLSE, p<sup>ed</sup> Hôp. Cochin - Paris - Dr G. GRANGE, p<sup>ed</sup> Hôp. Cochin - Paris - Dr G. GRAS, p<sup>ed</sup> Hôp. Cochin - Paris - Cons. Recteur Orléans Tours - B. GUEGUEN, prov. Lycée Kerichen (29) - P. P. GUTTON, p<sup>ed</sup> Paris VII - H. HAMON, p<sup>ed</sup> EUF - T. HANNIER, p<sup>ed</sup> PHARE Enfants - Paris - Dr J. HANNOU, p<sup>ed</sup> CBI - M.T. HERMANGE, p<sup>ed</sup> europ. - Pr A. HIRSCH, pneumol. Hôp. St-Louis, p<sup>ed</sup> Comité Médical Technique FSEF - Dr Y. JACQUET, p<sup>ed</sup> unité soins auto, CH Cholet - Pr P. JEAMNET, p<sup>ed</sup> Inst. Mutualiste Montsouris - Paris - Pr J. JOUANNET, p<sup>ed</sup> Hôp. Cochin - Paris - A. JOURNET, p<sup>ed</sup> cons. gén. (30) - P. S. JUSKIEWICNSKI, chir. p<sup>ed</sup> CHU Toulouse Purpan - J. KHALIFA, v<sup>er</sup> P<sup>ar</sup> Univ. Paris XI - B. KOUCHNER, ans. ministre, p<sup>ed</sup> europ. - Pr J.F. LACRONIQUE, ans. gén. OFES - Dr J. LAFFAY, p<sup>ed</sup> Hôp. Cochin - Paris - G. LAPIQUE, p<sup>ed</sup> UNAFEM - Pr G. LASFARGUES, p<sup>ed</sup> Hop. Troussseau - Paris - J.L. LAURENT, maire Kremlin Bicêtre - Dr J. LAUVAUD, resp. SMUR p<sup>ed</sup> Hop. Necker - Paris - Pr S. LEBOVICI, p<sup>ed</sup> enfants & ado. - J.M. LE GUEN, conseiller de Paris - Pr B. LE MAREC, p<sup>ed</sup> génétique Hop. Rennes - B. LE ROUX, cons. gén. (93), maire Epinay/Seine - D. LE SCORNET, p<sup>ed</sup> FMF - M.D. LINALE, p<sup>ed</sup> MNEF - M.C. LISE, sén. (972) - J.L. LORRAIN, ans. v<sup>er</sup> P<sup>ar</sup> cons. gén. (68) - J.M. MAIGNIEN, prov. Lycée P. Doumer (94) - M. MARCANGELI, maire Ajaccio - Dr D. MARCELLI, créateur diplôme interniv. m<sup>ed</sup> ado. - Poitiers - P. MARCHELLI, membre cons. de la politique monétaire - Pr A. MENGET, réa. inf. CHU Besançon - G. MILLAN, syndicaliste - J. MONTALAND, prov. Lycée G. Monod (95) - L. NEUWIRTH, sén. cons. gén. (42) - C. NIQUE, p<sup>ed</sup> Pupilles de l'Enseignement Public - G. NOËL, Fondation de France - Pr M. ODIEVER, p<sup>ed</sup> Hop. Bicêtre - Clamart - D. PAILLE, p<sup>ed</sup> (79) - G. PAIRE, Dir. l'AP-HP - G. PALLEEZ, p<sup>ed</sup> N. contre le Cancer - R. PAX, cons. gén. (57) - F. PEIGNE, p<sup>ed</sup> Intersyndicat Natl Practiciens Hospitaliers - G. PENNE, sén. - J.P. PICHOIN, prov. Lycée G. Crampé (40) - D. PICOTIN, p<sup>ed</sup> maire St-Etienne, cons. gén. (33) - Dr X. POMMEREAU, p<sup>ed</sup> AESPA - P. M. POTENCIER, p<sup>ed</sup> Conf. P<sup>ar</sup> CME CHS - G. RAGUET, p<sup>ed</sup> FAGE - R. RAPPAPORT, p<sup>ed</sup> Hop. Necker - Paris - Dr G. REY, p<sup>ed</sup> conf. International Enfants - Paris - Dr R. DIEU, p<sup>ed</sup> Compompeleur - P. RINGENBACH, maire Sochaux, v<sup>er</sup> P<sup>ar</sup> cons. gén. (92) - V. ROBERT, maire Rouen - Pr R. ROCHICCIOLI, p<sup>ed</sup> CHU Toulouse - J.M. ROIRAINT, s. uni - Dr G. ROLLAND, p<sup>ed</sup> Fédération Française Médecins - G. ROMIER, p<sup>ed</sup> Univ. Paris VI - Dr J. ROSSIGNOL, p<sup>ed</sup> Hôp. Cochin - Paris - Dr J. SAAL, p<sup>ed</sup> Hôp. Cochin - Paris - Dr J. SAILLY, membre HCSP - V. de SAINT-DOD, prov. Lycée L. le Grand - Paris - Dr H. SCHARBACH, neuro. CHU Nancy - Dr J. SCHÖDLER, p<sup>ed</sup> Hôp. Cochin - Paris - Dr J. SCHREIBER, p<sup>ed</sup> rech. CNRS - J. SENNE-LIER, p<sup>ed</sup> SMERP - F. SERUSAT, p<sup>ed</sup> (61) - Pr A. SOBEL, p<sup>ed</sup> CNS - M. SOLA, maire-adjt Salntes - O. SPATHAKIS, p<sup>ed</sup> FSEF - Dr D. SPIZZ, alias DOC, pédiate, anim. Fun Radio - P. TABELETTI, p<sup>ed</sup> Hôp. Cochin - Paris - C. TAUBIRA-DELANOON, p<sup>ed</sup> europ. p<sup>ed</sup> (973) - Pr G. TCHERNIA, Hop. Bicêtre - G. TRON, p<sup>ed</sup> maire Evry - Pr P. TRON, p<sup>ed</sup> CHU Rouen - Dr A. TURSZ, p<sup>ed</sup>, épidémiologiste - Inserm - CIE - P. M. VIDAIL - HET, p<sup>ed</sup> CHU Vandœuvre - G. VIENS, cons. gén. (94), maire Orly - M. VIEUXLOUP, prov. Lycée Renan (32) - Pr J.D. VINCENT, Dir. Inst. A. Fouassard - CNRS - H. WEBER, sén. (76) - Dr T. ZAKIA, ans. Dir. serv. médical CRAMIF - Dr B. ZEILLER, Inserm - Pr P. ZWIRN, ans. chef serv. Hop. Nord Marseille

**Pour tout renseignement : Fondation S.E.F. - BP 147 - 8 rue Emile Deutsch-de-la-Meurthe - 75664 Paris cedex 14 - Fax 45 89 10 64**

人



صوتك من الامل

## Bernard Tapie comparaît devant la justice pour l'affaire du « Phocéa »

L'homme d'affaires est prévenu d'abus de biens sociaux et de fraude fiscale

Quinze jours après le procès Testut, Bernard Tapie comparaît de nouveau devant la justice pour abus de biens sociaux, cette fois devant la 1<sup>re</sup> chambre correctionnelle du tribunal de

Paris, présidée par Claude Nocquet, pour abus de biens sociaux et fraude fiscale. La justice lui reproche d'avoir utilisé à des fins personnelles

le navire le Phocéa et d'avoir artificiellement créé des déficits au sein de la société chargée de le rentabiliser afin de payer moins d'impôts.

Après avoir fermé le dossier Testut, Bernard Tapie comparaît de nouveau devant la justice pour abus de biens sociaux, cette fois devant la 1<sup>re</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris. L'affaire en jugement concerne le Phocéa, l'ancien bateau racheté par Bernard Tapie à la veuve du na-

PROCÈS

vigateur en 1982. La justice reproche au député européen d'avoir utilisé le bateau à des fins essentiellement personnelles, et ce, alors que la société ACT (Alain Colas Tahiti), censée le rentabiliser, n'a jamais enregistré que des pertes d'exploitation.

Bernard Tapie est également soupçonné d'avoir « créé » artificiellement ces déficits, comme l'a dit la présidente du tribunal, Claude Nocquet, aux fins de « payer moins d'impôts », ce qui lui vaut d'être mis

en examen pour fraude fiscale, l'administration estimant avoir été lésée de 12,5 millions de francs. Quatre autres personnes sont poursuivies en même temps que le député européen : Elie Falcous, directeur financier du groupe, Fabien Domergue, le président d'ACT, Brahim Benaïcha, le commissaire aux comptes, et Pierre Despeyroux, directeur général de la Société de banque occidentale (SBO), une ancienne filiale du Crédit lyonnais, qui a consenti un prêt de 80 millions de francs en 1992 à cette société obsolète.

La première journée de ce procès, qui doit s'achever le 12 avril, a été consacrée, jeudi 4 avril, à l'examen des conditions d'exploitation du Phocéa, aujourd'hui placé sous séquestre à Antibes, en attendant un éventuel acquéreur. Pendant six heures, la présidente a questionné les prévenus sur leur rôle respectif dans le fonctionnement de la société Alain Colas Tahiti, ainsi que

dans le système de facturation de la location du bateau à son utilisateur quasi exclusif, Bernard Tapie, sous-évalué du point de vue de l'accusation. Elle a aussi tenté de comprendre pourquoi le Phocéa, réputé à grands frais (66 millions de francs), n'a jamais été loué pour des croisières commerciales, malgré un certain nombre de propositions.

UNE « VITRINE »

Pour leur part, les prévenus ont fait valoir que le Phocéa, plutôt qu'une entreprise rentable, était conçu comme une « vitrine » promotionnelle, à une époque – les années 80 – où les entreprises avaient été saisies par le démon de la communication. « Je ne suis pas re-

tor, a assuré Bernard Tapie. Je n'ai pas donné au juge Eva Joly la liste des gens qui sont venus à bord. Mais, sans ce bateau, je n'aurais jamais réussi à faire la moitié de ce que j'ai fait. Adidas ne se serait pas fait : la décision finale a eu lieu sur ce bateau, en face de la Corse. »

D'humour bonhomme, Bernard Tapie a usé de divers arguments pour convaincre la présidente de sa

bonne foi, mais sa voix veloutée est restée sans effet. « Merci, je n'ai pas besoin de compliments », l'a interrompu M<sup>me</sup> Nocquet. La présidente ne s'est pas non plus apitoyée lorsque le député européen a rappelé qu'au moment du rachat du yacht sa société s'était engagée à verser 5 000 francs par an aux enfants d'Alain Colas jusqu'à leur majorité. « La veuve a indiqué avoir perçu 5 000 francs en tout », a-t-elle rectifié. En revanche, Bernard Tapie a marqué des points en faisant vibrer la corde patriotique. Expliquant que le Phocéa, un quatre-mâts qui a battu le record de traversée de l'Atlantique en 1988, était « trop sportif » pour attirer le public habituel des croisières de luxe, il a regretté que ses « efforts inouïs » pour le louer n'aient pas abouti. Mais il a fait valoir qu'au moins son bateau était issu des chantiers français et battait pavillon national, alors qu'il aurait pu, comme tout le monde, « utiliser la loi Pons, toucher des subventions, et mettre un équipage et un pavillon étrangers ».

Cortine Lesnes

## Cinquante millions de repas fournis par les Restos du cœur

CET HIVER, les Restos du cœur ont distribué 50 millions de repas chauds à 520 000 sans-abri, un nombre identique à celui de l'an dernier. Depuis le lancement de la campagne par Coluche en 1986, la quantité des repas servis n'a cessé d'augmenter, passant de 8,5 millions la première année, à 36 millions durant l'hiver 1993-1994. L'association a reçu en 1995 339 000 dons pour un montant total de 115 millions de francs, contre 97 millions apportés par 270 000 particuliers en 1994, auxquels s'ajoutent les excédents de l'Union européenne, soit l'équivalent de 70 millions de francs. Pour confectionner et distribuer les colis-repas, les Restos du cœur bénéficient d'un réseau de 25 000 bénévoles dans 1 500 centres répartis à travers la France. Si la campagne des repas s'est achevée récemment, les centres d'hébergement, environ 350 lits sur toute la France, restent ouverts.

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : un Algérien a été placé en garde à vue, jeudi 4 avril à Monaco, sur commission rogatoire internationale du juge d'instruction antiterroriste Jean-Louis Bruguière. Ses coordonnées figuraient sur un carnet trouvé dans les débris de la maison de Roubaix après la fusillade du 29 mars. Proche du Centre islamique des Alpes-Maritimes et portant le nom de Mehdioui, il avait déjà été interpellé et placé en garde à vue, le 26 mars à Nice, en même temps que sept personnes soupçonnées d'avoir cherché à constituer un réseau terroriste islamiste (Le Monde du 2 avril). Il avait alors été laissé en liberté, à la différence de deux autres personnes interpellées qui avaient été écrouées.

■ La cour d'assises de Paris a condamné, jeudi 4 avril, Robert Marguery et Jean-Claude Myszkla à douze années de réclusion et André Bellaïche à huit années d'emprisonnement. Tous trois appartenaient au « gang des postiches », auteur d'une série de hold-up dans des agences bancaires à Paris, dont l'un s'était terminé par une fusillade au cours de laquelle un policier avait été blessé.

■ Douze cadres de Freedom, un bureau d'études proche du Parti communiste, ont été mis en examen, jeudi 4 avril, par trois juges d'instruction parisiens pour « faux, usage et trafic d'influence ou complicité ». Ils ont été laissés en liberté. Les juges David Peyron, Claude Linais et Evelyne Picard soupçonnent la société Freedom d'avoir établi, entre 1990 et 1992, des facturations douteuses, lors de la passation de marchés avec des collectivités locales communistes. Quelque 13 millions de francs auraient été reversés au Gifco, un groupement économique proche du Parti communiste, dont Freedom est une filiale.

### Un feuilleton judiciaire

● Les comptes de l'OM : M. Tapie a été mis en examen le 26 mars 1994 pour « faux, usage de faux, abus de confiance et abus de biens sociaux » et le 12 mars 1996 pour les mêmes chefs, mais pour une période élargie.

● Liquidation judiciaire : le 14 décembre 1994, le tribunal de commerce de Paris a ordonné le placement en liquidation judiciaire de M. et M<sup>me</sup> Tapie à titre personnel.

● Banqueroute : le 6 juillet 1995, une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Paris pour « banqueroute, complicité et recel » contre les dirigeants de

Bernard Tapie Finance (BTF) « et tous autres ».

● VA-OM : le 28 novembre 1995, la cour d'appel de Douai a condamné l'ancien patron de l'Olympique de Marseille à deux ans de prison, dont huit mois ferme, et à trois ans d'interdiction pour complicité de corruption.

● Testut : du 18 au 27 mars, M. Tapie, en tant qu'ancien PDG de la société de pesage Testut, a comparu devant le tribunal de Béthune, où il était prévenu d'abus et de recel d'abus de biens sociaux. Le ministère public a requis trois ans de prison, dont un an ferme, et cinq ans d'interdiction de gérer. Jugement le 1<sup>er</sup> juillet.

## Un élu RPR de l'Isère détaille l'un des volets du système Carignon

GRENOBLE

de notre bureau régional  
Le département de l'Isère vit une bien étrange situation. Lentement mais sûrement, les uns après les autres, les conseillers généraux de droite sont entendus dans les locaux de l'hôtel de police de Grenoble. Après vingt-quatre heures, parfois quarante-huit heures de garde à vue, ils sont généralement remis en liberté, dans l'attente d'une possible convocation devant les juges Catherine Parola et Christian Blaas, chargés d'instruire les « affaires sensibles » de Grenoble et de l'Isère. Ce scénario se répète depuis un an et demi.

Bernard Quercy, conseiller général RPR du canton de Vinay, est le dernier élu départemental à avoir été interrogé par les inspecteurs de la division financière du service régional de police judiciaire de Lyon (SRPJ). Placé en garde à vue pendant vingt-quatre heures à l'hôtel de police de Grenoble, il a été finalement remis en liberté jeudi 4 avril. Policiers et magistrats souhaitaient notamment connaître quels soutiens financiers et quels appuis politiques cet ancien chef d'entreprise recevait au début de l'année 1992, pour maintenir à flot ses quatre entreprises en faillite. Ce n'est qu'après les élections cantonales de mars 1992 que trois d'entre elles furent mises en règlement judiciaire puis liquidées. La quatrième fut reprise. Le passif cumulé de ces sociétés s'élevait alors à 60 millions de francs. Deux ans plus tard, Bernard Quercy fut mis en examen pour abus de biens sociaux.

■ NÉCESSITÉ POLITIQUE ■

L'élus, qui affirme aujourd'hui « vendre du conseil et des produits contre les mauvaises odeurs », a reconnu avoir été mis « sous perfusion » pendant les mois précédant le scrutin et pris en charge par l'entourage du président du conseil général, Alain Carignon (RPR) souhaitait conquérir, coûte que coûte, le canton de Vinay. M. Quercy a expliqué la méthode utilisée pour dissimuler, le temps d'une élection, les

graves difficultés qu'il rencontrait. Ainsi, ses sociétés reçoivent le soutien du Fonds départemental de garantie, dont la mission est de « faciliter l'investissement des entreprises en leur apportant une garantie financière ». Les banques et les commissaires aux comptes acceptent de ne pas engager de procédures devant le tribunal de commerce de Grenoble, cautionnant ainsi la poursuite de l'activité défectueuse de ses sociétés. Enfin, les organismes satellites du département et de la ville de Grenoble, notamment la société d'économie mixte départementale Grenoble-Isère-Développement (GID), furent priés de solliciter, pour leurs travaux, les entreprises de M. Quercy. La directrice des études de GID depuis 1990, Michèle Durbet, qui assurait parallèlement la fonction de directrice du cabinet d'Alain Carignon à la mairie de Grenoble de 1991 à 1994, a confirmé, au cours de sa garde à vue, la « nécessité politique » que constituait, quelques mois avant le scrutin cantonal, le maintien en activité des entreprises de M. Quercy. « Cette affaire est parfaitement révélatrice des méthodes et des pratiques politiques qui avaient cours dans ce département, où tout s'achetait », constate un magistrat.

D'autres personnes, qui participèrent en 1992 au bref sauvetage des entreprises du conseiller général de Vinay, pourraient être entendues prochainement dans le cadre de cette affaire. Il y a quelques jours, Bernard Quercy a signé avec huit autres élus, membres du groupe RPR à l'assemblée départementale – celui-ci compte dix-sept conseillers – une lettre dans laquelle il demande à Alain Carignon de continuer à présider le conseil général. Ce dernier, condamné le 16 novembre par le tribunal correctionnel de Lyon à cinq ans de prison, dont deux avec sursis, pour corruption (Le Monde du 18 novembre), doit comparaître à partir du 20 mai devant la cour d'appel de Lyon.

Claude Francillon



La matière première de l'électricité nucléaire

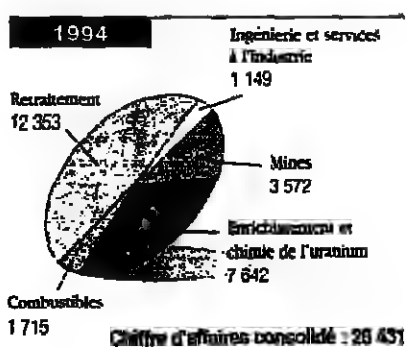
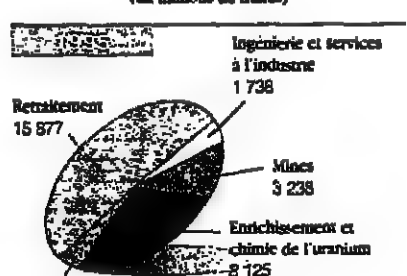
COGEMA en 1995 :  
chiffre d'affaires  
et résultat net  
en hausse de 16 %



Vue d'ensemble de la campagne institutionnelle COGEMA 1995.

Le Groupe COGEMA, avec ses filiales françaises et étrangères, maîtrise l'ensemble des opérations et services qui constituent le cycle du combustible nucléaire (extraction, enrichissement, transport, retraitement et recyclage). Il est également présent dans l'ingénierie et les services à l'industrie.

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ (en millions de francs)



Le Conseil d'Administration de COGEMA, réuni le 28 mars 1996, sous la présidence de Jean Syrota, a arrêté les comptes de l'exercice 1995.

	1995	1994	Evolution
Chiffre d'affaires	30 611	26 431	+ 15,8 %
Marge brute d'autofinancement	9 240	7 828	+ 18,0 %
Résultat courant avant impôt	1 760	1 346	+ 30,7 %
Résultat net consolidé	1 237	1 074	+ 15,2 %
Résultat net part du groupe	873	841	+ 15,8 %
Ventes à l'étranger	11 201	9 454	+ 18,5 %

Peu de la progression du chiffre d'affaires

La progression du chiffre d'affaires est à attribuer à la hausse des ventes de services d'enrichissement à l'étranger, à l'augmentation significative du chiffre d'affaires réalisé hors groupe par les filiales d'ingénierie et de services à l'industrie, et surtout à la croissance du chiffre d'affaires des activités de retraitement, due à la poursuite de la montée en puissance des unités de retraitement de combustibles usés de La Hague.

Le chiffre d'affaires des activités minières a continué à reculer, sous l'effet de la poursuite de l'érosion des prix des contrats pluriannuels de fourniture de concentrés d'uranium et de la baisse du dollar.

Progression parallèle des résultats nets

Le résultat courant avant impôt des sociétés intégrées globalement s'est établi, en 1995, à 1 760 MF, soit 5,8 % du chiffre d'affaires (contre 5,1 % en 1994). Après notamment une charge fiscale passée de 268 MF en 1994 à 547 MF en 1995, le résultat net consolidé reste stable, relativement au chiffre d'affaires. Le résultat net part du groupe de COGEMA pour l'exercice 1995 s'élève à 873 MF, en progrès de 15,8 % sur le chiffre correspondant de l'exercice précédent

(à 841 MF), soit, dans les deux cas, 3,2 % des chiffres d'affaires correspondants.

Non désemparés

Les investissements industriels ont continué à décroître assez fortement en 1995, en relation avec l'achèvement de grands programmes. Ils s'élevaient à 7,3 GF en 1993, et à 6,3 GF en 1994 ; ils se sont montés à 4,3 GF en 1995.

Les investissements financiers réalisés en 1995 ont eu pour objet essentiel la poursuite de la constitution d'un portefeuille de placements à long terme, en prévision des opérations de démantèlement dont COGEMA aura à assumer la charge le moment venu. COGEMA a participé à l'offre publique de vente de titres de la société USINOR-SACILOR (3,4 %), et est entrée dans le capital de la société SAGEM (7,3 %). Les deux groupes COGEMA et SAGEM ont constitué une société commune, EURISYS MESURES, qui a l'ambition de prendre une position forte dans le domaine de la mesure nucléaire.

Perspectives pour 1996

L'objectif de l'exercice 1996 est de conforter les résultats obtenus. En cours d'année, en application des décisions des pouvoirs publics, il sera mis un terme aux activités de l'usine d'enrichissement de Pierrelatte.



# Chronique d'une négligence d'Etat

ELLE n'avait pas de nom. Tout juste un numéro accroché à l'oreille, comme les autres vaches laitières de cette grosse ferme du Kent. Mais elle souffrait à l'évidence, agressive et anxieuse, coiffant sa tête sur le côté, effrayée au moindre mouvement, frémissant à chaque bruit. Colin Whitaker était perplexe. Aussi, quand le propriétaire, qu'il connaissait bien, l'interrogea du regard, il haussa les épaules, en signe d'impuissance. « Jamais vu ça ! », dit-il, avant de suggérer, prudemment, un déficit en magnésium, une tumeur au cerveau, ou un kyste aux ovaires... Il tenta un traitement, la vache alla de mal en pis. Elle se cognait, se cabrait et perdait totalement l'équilibre. Avant que ne pointe l'été, elle fut abattue dans un coin de la ferme, vendue et transformée, raconte Colin. « en nourriture pour chats et chiens ». Triste destin pour une bonne et brave vache.

Six mois plus tard, le vétérinaire d'Ashford reçut du même fermier un appel très inquiet. Une nouvelle vache de son exploitation présentait les mêmes symptômes. « Curieux hasard, al-je simplement pensé. Abcès ? Tumeur ? » Au troisième cas, Colin Whitaker eut une intuition. « Cela ressemblait à un début d'une épidémie. Comme une variante de la scrapie, cette maladie dont souffrent depuis longtemps nos troupeaux de moutons. J'ai fait faire des examens de sang, poussé les investigations. Si je m'étais douté que cette nouvelle maladie contaminerait plus de 150 000 vaches... »

Saura-t-on jamais qui, le premier, donna à la maladie cet adjectif qui lui colle à la peau ? Le terme de « vache folle » (« mad cow ») apparaît dans les premiers rapports qui, recensant les cas signalés au cours de l'année 1986 au Royaume-Uni, reconnaissent l'émergence d'une nouvelle maladie animale et la classent assez vite dans la famille des encéphalopathies spongiformes. Le nom est barbare, comme l'est la maladie - scrapie chez le mouton. Creutzfeldt-Jakob chez l'homme - qui aboutit invariablement à la dégénérescence du système nerveux et se révèle fatale.

Mais la revue vétérinaire qui publia la première étude ne dit rien de sa cause ni de son éventuelle transmission. On est encore en plein brouillard. Etudes et expériences sont certes diligentées et les ministères concernés tenus au courant mais, curieusement, le problème des conséquences possibles sur l'homme n'est pas à l'ordre du jour. L'infection touche pourtant un animal familier, grandement consommé. Boire son lait, manger sa chair, ses abats, ses muscles, cela pourrait-il se révéler dangereux ? Non, la question alors ne se pose même pas. Ou alors pas officiellement, puisque aucune mesure n'est prise pour exclure de la chaîne alimentaire les animaux concernés. « C'est tout simplement stupéfiant ! commente aujourd'hui le professeur Richard Lacey, spécialiste de microbiologie clinique à l'université de Leeds. Les carcasses infectées n'étaient pas éliminées, mais recyclées en différents produits alimentaires ! Les élevages concernés n'étaient ni détruits ni même clairement répertoriés, pas plus, bien sûr, que les mouvements d'animaux d'un troupeau à l'autre. Pas la moindre initiative, aucune notion d'urgence. Une passivité criminelle. » Des mois précieux se passent sans que les éleveurs ne reçoivent la moindre instruction. À LA FIN DE L'ANNÉE 1987, 420 CAS DE MALADIE SONT OFFICIELLEMENT RECENSÉS.

Mais l'on avance dans la détection de la cause de la maladie. Les pistes se recroisent. Voilà la nourriture des bovins mise sérieusement en cause. Non pas l'herbe grasse, à laquelle pensent spontanément les Britanniques. Non, la farine industrielle, complément alimentaire bourré de protéines et fabriqué dans des usines à partir de débris d'animaux (1,3 million de

**C'est par une belle matinée de printemps, le 25 avril 1985, que Colin Whitaker, vétérinaire grassouillet et prospère, rencontra dans le Kent « sa » première vache folle. Peut-être était-ce « la » première. Dix ans après, 160 000 bovins ont succombé. Récit d'une décennie de calculs, de doutes, de silences coupables et de lâchetés**

tonnes) rachetés aux abattoirs : graisse, os, abats, plumes... 45 % vache, 21 % porc, 19 % volaille, 15 % mouton. De ruminants, on fait des carnivores. A des bovins en bonne santé, on inocule la maladie des moutons. C'est simple.

La piste à l'heure de plaire au gouvernement. Le coupable est désigné, soumis à la vindicte (une dérégulation très thatcherienne a permis aux éleveurs de pratiquer des économies d'énergie, en ne chauffant pas suffisamment les déchets d'animaux, ce qui a « sauvé » l'agent infectieux) et l'homme ne court aucun danger puisque la scrapie existe depuis deux cents ans sans dommage... Le discours officiel britannique s'aligne désormais sur cette position. Il s'y cramponnera.

UN gouvernement anglais qui se respecte ne prenant jamais de décision qu'un comité scientifique n'ait sciemment recommandée, un groupe de travail est donc constitué en mai 1988. Il va étudier les mesures à prendre concernant la nouvelle maladie et ses implications sur les autres espèces. Il est bien temps. Le groupe est présidé par Sir Richard Southwood, professeur de zoologie à Oxford, entouré de trois confrères aux âges respectables. « Joli comité, en vérité ! se souvient Sarah Boseley, journaliste au Guardian. Sa composition était bien l'aveu que le gouvernement entendait en garder la maîtrise. Aucun des membres n'avait de réelle compétence sur le sujet. Aucun n'avait fait ni étude ni expérience sur les maladies spongiformes. C'était l'establishment dans toute sa splendeur ! Conservateur, discipliné, effrayé par son ombre ! »

Incroyable comité qui exclut soigneusement les meilleurs spécialistes de la question. « Comme s'il suffisait de lire un manuel pour apprendre à piloter un avion ! », enrage encore le docteur Harash Narang qui, depuis 1970, étudiait ce type de pathologie. Mais Narang était bien trop dangereux. Il voulait aller loin, toujours plus loin dans la compréhension de la maladie.

Toute l'Europe, ces jours-ci, défie dans son petit bureau de l'unité de recherche de microbiologie de l'hôpital de Leeds. Et même ce matin, un professeur de sciences politiques venu l'interroger dans le cadre d'un cours intitulé « Mensonge en politique ». Il a

Le comité prend néanmoins une première recommandation de bon sens : la destruction des carcasses d'animaux infectés. Proposition adoptée par le gouvernement, qui offre de compenser auprès des malheureux éleveurs 50 % du prix des animaux détruits. Non content d'avoir déjà laissé recycler au moins six cents carcasses d'animaux déclarés malades - sans parler des autres -, le ministre de l'Agriculture, avare de ses devoirs, dissuade les fermiers de rapporter scrupuleusement le moindre cas de maladie survenu dans leur ferme. « Il faudrait être maso pour accepter volontairement de perdre de l'argent ! a admis devant nous un éleveur de la région d'Oxford. Détecter la maladie d'une bête avant que les symptômes ne s'affichent à l'œil nu a permis à beaucoup de fermiers d'éviter cette prétendue compensation au rabais ! »

Le ministre voulait des économies (la pression des organisations agricoles le contraindra, un an et demi plus tard, à porter l'indemnisation à 100 %). Il a été servi. Le consommateur, lui, a continué de manger de l'alimentation infectée. Ce n'est plus le cas, en théorie, des animaux ruminants qui se voient interdire la fameuse farine carnée. Cochons et poulets conservent leur régime.

EN 1988, 2 185 BOVINS MALADES ONT ÉTÉ RECENSÉS.

Lorsque le comité Southwood publie son rapport, en février 1989, le gouvernement sera aux anges. Personne n'a plus de raisons de craindre vraiment la maladie. Le bétail, affirme le comité, sera son « dead-end host », c'est-à-dire son hôte ultime, puisqu'elle n'est transmissible ni de vache à vache, ni de vache à veau. Et comme la nourriture infectée en a été la cause (jusqu'en juillet 1988), l'interdiction de celle-ci en sonnera le glas. Quand ? Le calcul est facile : autour de 1996, si l'on prend en compte la période assez longue d'incubation de la maladie qui, avec un maximum de 400 cas par mois, ne devrait pas excéder un total de 20 000 victimes. A quel point procéder aux abattages

massifs que réclament quelques esprits chagrins ? Attendre l'extinction naturelle de la maladie est la meilleure solution.

Des risques pour la population ? Inévitables avant au moins une décennie, mais apparemment infimes, pour ne pas dire nuls. A se demander pourquoi le rapport recommande aux bouchers des précautions particulières pour se saisir des animaux malades et le rejet des abats dans les produits pour bébés... Mais le gouvernement exulte. D'autant que la fin du rapport salue, sans ironie, sa rapidité à agir ainsi que la bonne volonté du monde des agriculteurs et de l'agroalimentaire.

Naïveté ? Comédie ? On hésite. Car les prévisions concernant l'extension de la maladie se révéleront bientôt si erronées qu'il n'y aura d'autres solutions, pour expliquer la contamination de 11 000 bovins nés après la suppression théorique de la nourriture infectée, que de dénoncer la malhonnêteté de certains éleveurs et industriels qui auraient continué de la vendre et de

**« Les élevages concernés n'étaient ni détruits ni même clairement répertoriés ; pas plus, bien sûr, que les mouvements d'animaux d'un troupeau à l'autre. Pas la moindre initiative, aucune notion d'urgence. Une passivité criminelle »**

s'en servir. C'est en tout cas ce que proclameront sans honte les porte-parole du ministère de l'Agriculture en 1994, estimant à 80 % la proportion de récalcitrants !

Un autre comité, présidé par le docteur Tyrell, affichera plus d'audace en s'interrogeant plus ouvertement sur les possibilités de transmission verticale et horizontale de la maladie. Car il faut bien expliquer la multiplication des chiffres ! Il ira même suggérer que l'on examine le cerveau d'animaux supposés sains et conduits à l'abattoir.

Car l'étude est essentielle ! C'est elle qui indiquera au consommateur la proportion de vaches atteintes par la maladie - sans en avoir manifesté encore les symptômes - à entrer dans la chaîne alimentaire. « C'est une donnée fondamentale, évidemment ! assure le docteur Stephen Dealler. Une donnée effrayante pour le consommateur, qui réaliserait qu'il mange beaucoup de viande infectée ; une donnée insupportable pour le gouvernement, qui se cantonne dans un optimisme scandaleux et béat ! »

L'étude, bien sûr, ne sera pas faite. Trop chère, ont dit les officiels. « Non sens ! crie l'infatigable professeur Lacey. Trop cher pour connaître enfin l'étendue du problème ? Trop cher pour connaître l'ampleur du risque couru par le public britannique ? » Oul, tabou, ce chiffre effrayant que Stephen Dealler n'a eu de cesse d'estimer. A peine 60 % des vaches malades étaient clairement identifiées, en 1992. 40 % seulement en 1993 et 1994. En 1995, dit-il, les Britanniques auront consommé environ 1,5 million de vaches infectées...

La conséquence ? Le comité Tyrell s'en inquiète, c'est vrai, dès 1989. Il déclare même « urgent » de s'assurer que la maladie de la vache folle ne se transmet pas à l'homme. Fort bien. Mais le meilleur moyen, dit-il, est d'étudier tous les cas de maladie de Creutzfeldt-Jakob signalés en Grande-Bretagne dans les vingt prochaines années. Vingt ans ! Les chercheurs ne peuvent y croire. Ne faudrait-il pas d'urgence un vaste programme national de recherche ? Non. Cela ferait de l'étude un sujet de santé publique. Or c'est impossible. Selon le gouvernement anglais, la maladie va s'éteindre d'elle-même. Elle n'est pas transmissible à l'homme. Et le gouvernement allemand, qui interdit en novembre l'importation des abats de bœuf anglais réputés extrêmement nocifs - le gouvernement britannique

comme la famille ! On était donc cerné ? L'association des producteurs d'aliments pour animaux domestiques s'est sentie visée. Ce serait pourtant injuste, dit-elle, en annonçant que depuis près d'un an elle a exclu de ses produits cervelle et autres abats bovins et précédé ainsi une décision similaire du gouvernement concernant la nourriture des hommes...

HONTE au gouvernement ! La rumeur gronde. Et les médias se font plus exigeants. Que fait le gouvernement ? Pas grand-chose justement. Il doit montrer qu'il perçoit l'inquiétude, peut-être gagner du temps. Alors John Gummer, ministre de l'Agriculture, monte au front. Il consulte les scientifiques, dit-il, afin de savoir s'il serait utile de faire abattre la progéniture des vaches réputées malades... ce que demandent depuis belle lurette nombre de francs-tireurs. La mesure ne lui avait jusqu'ici pas semblé utile, mais si les experts se prononcent en ce sens, « bien sûr, dit-il, nous suivrons ». Panique dans les foyers ; le bœuf dans les cantines des écoles se trouve d'un trait rayé ! Breur, dit le ministre. « Le bœuf est sain et bon pour la santé ! » Et son secrétaire d'Etat affirme que ce serait péché que de priver les habitants d'une telle source de protéines ! « De l'hygiène ! », dénonce la commission de la viande qui prend sur elle d'écrire aux autorités scolaires et pour les supplier de rétablir le bœuf au menu des cantines. D'ailleurs, c'est décidé. Elle va lancer sur les ondes et les murs des villes une immense campagne publicitaire pour promouvoir la viande, saine, tonique, énergétique !

Rassurez, toujours rassurez... Le message ne passe guère au-delà du Channel. Bruxelles a pourtant décidé, le 1<sup>er</sup> mars, d'interdire les exportations britanniques de veaux âgés de plus de six mois. Mais ces mesures, qui se veulent confortantes, ne font que renforcer le doute des consommateurs européens. Le 30 mai, la France met les pieds dans le plat en décrétant un embargo sur la viande bovine anglaise. Le ministre de l'Agriculture Henri Nallet ne saurait se satisfaire des formules émollientes du style : « En l'état actuel des connaissances, il n'existe pas de danger pour la santé humaine » ou « Le bœuf britannique est sain, même si des incertitudes existent sur la transmission de la maladie à l'homme », etc. La position de Paris est ferme : un doute demeure et ce doute doit profiter au consommateur.

Pour les éleveurs anglais, le coup est rude. La France est leur premier marché d'exportation. Un pactole annuel de 1,5 milliard de francs. Pas question pour Londres de perdre un si beau morceau. Le Financial Times ironise et reproche aux Français de se méfier d'un partenaire commercial privilégié, alors qu'ils réclament à cor et à cri une plus grande intégration européenne.

Le débat sur la vache folle change insensiblement de terrain. On parlait santé. On va parler gros sous et libre-échange. Ce n'est pas une maladie, certes inquiétante, mais entourée de « si » et de « peut-être » qui va empêcher les jeunes animaux de circuler. Les Anglais montent au créneau. Si Margaret Thatcher reste étonnamment silencieuse sur le sujet, elle a demandé à John Gummer de se « saisir » sur l'autel médiatique. Lui-même commence par sacrifier sa fille Cordelia, quatre ans, en lui offrant un hamburger devant les caméras de télévision.

Le message doit passer : c'est sans danger. Mais dans les heures qui suivent l'embargo français, l'Allemagne de l'Ouest décide à son tour de boycotter le bœuf anglais, imitée par le Luxembourg. La Commission de Bruxelles menace de prendre des sanctions légales contre ces pays. La CEE exige un abandon des mesures restrictives avant le 4 juin à 18 heures. Passé ce délai, la France, la RFA et le Luxembourg seront poursuivis devant la Cour de justice européenne. Poursuivre ? Mais pour quel motif ?

A. Co.

## Le combat du professeur Richard Lacey



RICHARD LACEY

beaucoup à dire pour avoir observé ces dix dernières années le gouvernement britannique, champion, dit-il, des trois « D » : « Delay, deception, desinformation ».

Cet homme est inquiétant parce qu'il a raison - il en est convaincu, c'est bien ce qui l'angoisse -, des millions de personnes pourraient mourir au tournant du siècle d'une maladie qu'il a trop étudiée pour ne pas en connaître l'horreur : celle de Creutzfeldt-Jakob, transmise par de la viande de bœuf infectée d'ESB. Tout le monde, ou presque, en Grande-Bretagne en a mangé, dit-il. C'était inévitable, étant donné le refus du gouvernement de prendre, dès les premiers cas de vaches folles, la décision d'abattre systématiquement les troupeaux.

Des millions de personnes, dénonce-t-il, ont été sciemment exposées. Pour des raisons

financières - tuer le cheptel britannique, comme il le demandait dès 1986, était très onéreux - et pour protéger des lobbies particulièrement représentés parmi les députés. Une génération de gens, donc, pourrait être décimée, dont les dix premières victimes récemment recensées seraient les éleveurs.

Il somme le gouvernement de faire d'autres expériences, de développer des tests, de consacrer autre chose qu'un budget grotesque à la recherche. Et son livre *Mad Cow Disease*, qu'il eut tant de mal à publier, est un réquisitoire contre un gouvernement coupable de n'avoir pas voulu savoir la vérité. On l'a dit menacé, injurié, calomnié. C'était vrai. On l'a décrit comme un dangereux extrémiste, lui qui, de tempérament et d'origine, serait plutôt conservateur. Il continue pourtant sa croisade, un peu plus effondré de voir, à chaque étape, que toutes ses prévisions se sont révélées vraies. Pour le gouvernement britannique aussi, cet homme est inquiétant.



# ence d'Etat

H

Sous couvert (ou sous prétexte) de protection du consommateur, les rebelles auraient tout simplement commis une entorse à la règle fondamentale du traité de Rome, à savoir le libre-échange. Certes, la Commission cherche toujours à faire la lumière sur les conséquences possibles de l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine) sur l'homme. Mais elle semble tout autant préoccupée par le respect du principe de libre circulation des marchandises. Du célèbre cassis de Dijon aux bières allemandes, les juges de Luxembourg n'ont jamais manqué au respect de cette règle d'or: un produit déclaré propre à la consommation par un pays du Marché commun doit pouvoir être commercialisé sans aucune restriction par ses partenaires. La part du feu est ainsi faite: qui est contre le boeuf anglais est soupçonné de protectionnisme. D'autant que, dans un communiqué fort à propos, le Comité vétérinaire de la Communauté réaffirme l'absence de danger à consommer de la viande bovine britannique.

« Les carcasses infectées n'étaient pas éliminées, mais recyclées en différents produits alimentaires ! »

Mais la France fait la sourde oreille, et Henri Nallet continue d'exiger des garanties supplémentaires: on voit encore, dans les abattoirs anglais, trop de moelle épinière pendant contre les carcasses. Une enquête éditée du *Guardian* a montré, il y a peu, que moins de 10 % des abattoirs britanniques répondaient aux normes requises par Bruxelles pour l'exportation. Le ministère de l'Agriculture a même refusé de publier un rapport de ses propres inspecteurs qui en dévalaient la repoussante vérité.

Henri Nallet se sent conforté dans sa position en apprenant que Portugal et Belges se sont à leur tour prémuins contre la viande anglaise. Bon prince, le ministre français accepte de déguster un steak *made in Britain* à la cantine du conseil des ministres de la CEE. Le compromis final lui donnera raison: la viande désosée ne pourra plus désormais être exportée si elle provient de troupeaux ayant connu un cas de vache folle au cours des deux années précédentes. La viande vendue devra en outre recevoir un certificat de « bonne santé » et il faudra extraire les tissus nerveux et lymphatiques lors des opérations de découpe. Londres s'engage, enfin, à marquer ses bêtes de manière indélébile et à assurer un suivi informatique du cheptel. Henri Nallet juge le nouveau dispositif de contrôle sanitaire « très substantiel ». L'orage se calme. Mais les doutes subsistent, toujours et encore.

La nouvelle de la transmission de l'ESB à un cochon survient en fin d'année. C'était une expérience. Elle n'aura, s'empresse d'affirmer le gouvernement, aucune implication sur la santé humaine. N'empêche qu'il interdit enfin l'usage des abats bovins dans la nourriture des animaux, quels qu'ils soient. Le professeur Lacey, lui, juge l'expérience essentielle puisqu'elle dément une fois de plus l'absurdité de la thèse de la non-transmissibilité de la maladie. Mais c'est surtout, insiste-t-il, une « très mauvaise nouvelle », vu la troublante proximité organique entre l'homme et le porc.

14 180 CAS DE MALADIE SONT RECONNUS POUR 1990.

La pression est un peu retombée en ce début d'année, et les éleveurs comme les industriels reprennent espoir. Peut-être la campagne de promotion a-t-elle porté ses fruits. Les Anglais semblent renouer avec leur cher rosbif. Pourtant, le nombre de bêtes contaminées continue d'augmenter. L'interdiction des farines carnées est, bien sûr, trop récente pour avoir déjà enrayé l'hécatombe. Mais un étrange communiqué du ministère de l'Agriculture va semer le trouble:

un veau né après la date de retrait des aliments incriminés est reconnu porteur de la maladie. Etrange. La nourriture ne serait donc pas le seul vecteur de l'infection? Le ministère prend les devants. Si ce devait être un cas de transmission maternelle, dit son communiqué, cela n'aurait aucune incidence sur la santé humaine. Comment cela? rugit le professeur Lacey. Cela voudrait dire que l'infection ne doit plus être localisée dans les seuls abats, réputés depuis toujours dangereux, mais qu'elle peut se transmettre par le sang. « Et si c'est le sang, c'est presque partout, et c'est donc dans la viande ! »

Le ministère dément. Doucement... Bien plus tard, le mois de mars 1996 verra l'édification d'un front commun, des toriers aux écologistes, pour exiger l'abandon de l'épandage d'engrais à base de sang animal. L'eau souterraine risquerait elle-même d'être contaminée.

Sur la scène européenne, les professionnels de l'agriculture et les responsables politiques des Etats membres continuent de s'interroger. Le Royaume-Uni a-t-il vraiment l'intention d'en finir avec la maladie de la vache folle? « Même au sein du Comité vétérinaire de la Commission, les Britanniques ont toujours manqué de transparence », souligne un haut fonctionnaire bruxellois. C'est un fait: les autorités communautaires n'en finissent pas de réclamer les études scientifiques précises menées à Londres. Sans succès.

Mauvaise volonté? Signe des dissensions régnant entre les chercheurs de Sa Gracieuse Majesté? Nul n'a oublié que, en 1988, c'est sous la pression du Royaume-Uni que la Cour de justice a annulé la fameuse directive européenne interdisant l'usage des hormones dans l'élevage bovin. L'argument des Britanniques est toujours le même: ils suivent la science. Un suivi *à minima*. La science ne prouve pas que les hormones mettent en péril la santé des consommateurs. Dans le doute, ils acceptent le risque... pour les autres. L'attitude anglaise dans l'affaire de la vache folle revêt ce même caractère singulier: on se repasse le doute.

PLUS étonnante encore est l'incroyable réticence que montre à cette époque le gouvernement britannique à toute idée d'abattage massif des troupeaux non indemnes de la maladie. Avant l'entrée des Anglais dans le Marché commun, en 1972, les principes vétérinaires en vigueur reposaient sur la vaccination systématique contre les affections identifiées. Devenus membres de la CEE, les Britanniques ont fait prévaloir leurs vues: pas de vaccin sur les animaux, mais une éradication des cheptels en cas d'épizootie. « Quand ils ont été confrontés directement au problème de la maladie de la vache folle, ils n'ont pas respecté leur propre philosophie, souligne un responsable des organisations agricoles européennes à Bruxelles. Ils n'ont abattu que les vaches atteintes. En France, au contraire, on a éradiqué systématiquement les troupeaux entiers dès qu'un cas était décelé. » C'est précisément en 1991 que les premiers cas de vache folle apparaissent dans l'Hexagone, au sein d'une exploitation



des Côtes-d'Armor. La suspicion redouble. Mais le mal est d'abord et plus que jamais une affaire anglaise. 25 025 CAS D'ESB SONT RECONNUS EN 1991.

1992 commence une fois encore sur un mode rassurant. A Londres, un comité scientifique certifie que les mesures prises depuis le début de la crise « fournissent des protections adéquates pour la santé des hommes et des animaux ». Des cas de maladie se déclarent pourtant en Suisse et dans le sultanat d'Oman. Le ministère français de la santé retire de la vente trente-deux médicaments à base de tissus bovins. A Bruxelles, le Comité vétérinaire paraît sûr de sa vérité: la viande des animaux nés après le 1<sup>er</sup> janvier ou provenant d'élevages exempts d'ESB depuis six ans est sans danger. D'après le ministère de l'Agriculture, les seuls organes du boeuf abritant l'infection sont

le cerveau et la moelle épinière. Un puma et un chimpanzé sont morts d'une forme d'encéphalite spongiforme. EN FIN D'ANNÉE, 35 045 CAS SONT RECONNUS EN GRANDE-BRETAGNE.

L'année 1993 est celle des chiffres ronds et alarmants: à l'occasion d'un débat aux Communes, le gouvernement confirme que la terrible maladie a déjà décimé plus de 100 000 vaches. Le rapport sur l'évolution du fléau est déposé à la bibliothèque du Parlement, dans un souci, bien tardif, de transparence. On apprend bientôt que deux fermiers qui ont passé leur vie dans une exploitation laitière ont péri des suites de « la » Creutzfeldt-Jakob. La tension monte de nouveau.

C'est le moment que choisit le microbiologiste Stephen Dealler pour publier dans le *British Food Journal* un article intitulé « ESB :

l'effet potentiel de l'épidémie sur la population humaine ». James Erlichman, qui tient la rubrique « consommation » du *Guardian*, et suit minutieusement le dossier de la vache folle, est stupéfié par la clarté d'une démonstration qui s'appuie exclusivement sur les chiffres émanant des ministères concernés et fournit une évaluation précise des risques de transmission de la maladie à l'homme. Le journaliste appelle donc le ministre de l'Agriculture. « L'étude est troublante, dit-il, la démonstration rigoureuse, l'auteur réputé, il dément vos thèses à partir de vos propres données. Je vous rappelle dans trois jours pour avoir votre point de vue et vos réfutations à tous ses arguments. » Il obtiendra pour seule réponse: « Nous sommes en désaccord avec la conclusion du docteur Dealler. Mais où sont les erreurs? Où est la faille du raisonnement? On ne lui répond pas.

36 755 CAS ONT ÉTÉ RECONNUS EN GRANDE-BRETAGNE EN 1993.

Mais le silence n'est pas du goût des partenaires européens du Royaume-Uni. Sous la pression de son opinion publique, l'Allemagne reprend l'offensive. Le Bundesrat décide d'interdire les importations de bovins de plus de trois ans. Londres répond que cette mesure unilatérale est contraire au traité de Rome. L'Allemagne s'en moque. « La sécurité impose dès à présent d'interdire la consommation de ces viandes », explique le ministère de la santé, estimant « impossible d'attendre des expérimentations humaines », compte tenu du délai très long d'incubation. Quelques semaines plus tard, la France apporte son soutien à Bonn. Une lettre conjointe signée par Simone Veil et Jean Puech (respectivement ministres de la santé et de l'agriculture) et Horst Seehofer, ministre allemand de la santé, est envoyée à la Commission de Bruxelles. Les deux pays exigent à nouveau une interdiction des importations de viande britannique. Bruxelles renforcera finalement

les mesures sanitaires. Une fois de plus. 23 943 CAS DE MALADIE ONT ÉTÉ RECONNUS EN GRANDE-BRETAGNE À LA FIN DE 1994 ET 12 245 EN 1995.

Comment ne pas douter de tout, des hommes comme des bêtes, lorsque, le 20 mars 1996, le ministre de la santé Stephen Dorrell évoque pour la première fois une liaison possible entre la maladie de la vache folle et celle de Creutzfeldt-Jakob? Dix ans après le premier cas de la ferme d'Ashford, le mal court dans les campagnes anglaises. Mais les autorités britanniques sont persuadées que le pire est passé. La preuve? Le nombre de bêtes suspectes a baissé de 46 % entre mai 94 et mai 95, comme le mentionne un document officiel du Royaume-Uni transmis à Bruxelles. L'épidémie recule. Elle ne désarme pas.

Un pays tout entier est confronté à sa propre identité, au courage des uns, aux lâchetés des autres, aux mots qui font peur et aux silences qui peuvent tuer. Shakespeare en aurait-il tiré une version moderne de *Beaucoup de bruit pour rien*? Aurait-il plutôt composé une tragédie remplie de désespoir, de trahisons, d'idéal perdu et d'expiation dans la mort? La maladie a frappé le cœur de l'élevage. Le coup s'abat sur le modèle historique de l'alimentation animale.

Combien de générations d'éleveurs ont vécu dans cette angomanie qui s'écroule, ce goût pour les bêtes fiévreuses et franches, aux quatre quartiers irréprochables, cuir et suif de premier ordre, ces bêtes qui décrochaient médailles et récompenses dans les concours de la Monarchie de Juillet? L'affaire est grave. La santé de millions de personnes est en jeu. Si l'on en croit certains scientifiques, un compte à rebours funeste est peut-être enclenché. Il en va aussi de l'honneur d'un pays.

Annick Cojean  
et Eric Fottorino  
Dessin: Alain Le Querrel

## Complaisances vétérinaires

INSUFFISANT contrôle sanitaire! C'est le gouvernement britannique lui-même qui en fait, piteusement, la description et la confession à la Chambre des communes. Eh oui! Les visites inopinées réalisées dans les abattoirs, usines de désossage, d'équarissage et autres lieux de transit par quelques inspecteurs diligents par le ministère ont révélé des failles coupables: 48 % des abattoirs sont dans l'illégalité d'un point de vue sanitaire et font courir un véritable danger à la population.

Depuis la grande déréglementation des années Thatcher, les vétérinaires chargés des contrôles sanitaires ne sont plus payés par le gouvernement. Des particuliers et, plus souvent, de grandes sociétés qui salarient plusieurs dizaines de vétérinaires proposent leurs services aux sociétés d'exportation et d'abattage à des prix défiant toute concurrence. Ce qui introduit d'étranges relations d'affaires.

Vétérinaire d'origine finlandaise, Marja Hovi en a fait, en 1994, l'expérience. Chargée de décerner les certificats d'exportation de viande requis par la CEE et témoignant de ce que les animaux proviennent de troupeaux indemnes de la maladie pendant six années consécutives avant d'être envoyés en France, elle s'étonne de ne disposer d'aucun document lui permettant de se faire un jugement. L'idée d'attestations rédigées par les fermiers eux-mêmes la déran-

geait déjà. Mais voilà qu'ici, à Douvres, on lui fait comprendre qu'il ne faut pas chipoter, que le document n'existe pas et qu'on ne va pas, pour une vulgaire question de paperasserie, contrarier et risquer de perdre un client. Marja est indignée. « Je sais la gravité de la maladie. Je connais l'existence de trafics et de mouvements divers entre les élevages. Et voilà qu'il me faudrait cautionner le système sans même avoir une idée de la provenance des bêtes ? » Marja Hovi s'enquiert de l'attitude de quelques collègues qui s'ennoient de sa naïveté. Puisque c'est la coutume! Il suffit d'un minimum de déclarations et de quelques tours de passe-passe pour cadrer avec le système. Ecoeuvrée, Marja ne rentre pas dans le jeu et refuse de signer. Elle est immédiatement licenciée. Elle rédige un rapport, saisit le Collège royal des vétérinaires. Et elle n'obtient guère de réponses. « Ce que j'ai découvert est odieux, dit-elle. Il est des lieux où des organes supposés hautement contaminés côtoient la viande saine. Il est des usines qui procèdent à la fois à la transformation des viandes et à l'incinération des bêtes. Quant à l'exportation, son système de contrôle est pipé. Les certificats de complaisance sont légion... La France, c'est sûr, a reçu beaucoup de nourriture infectée. »

A. Co.



# Vive la décentralisation !

par Marc Censi

La décentralisation est-elle, en cette fin de siècle, une solution aux blocages de notre société, et à quelles conditions ? Il faut rechercher une décentralisation qui soit plus claire, plus juste, plus efficace et plus démocratique.

Plus claire, tout d'abord, afin que le peuple se retrouvant dans le maquis des textes puisse juger en toute transparence l'action des élus régionaux, départementaux et communaux. Il est temps, en effet, que la loi, tournant le dos à l'enchevêtrement ubuesque des financements croisés et des compétences introuvables, permette enfin à chacun de savoir qui fait quoi.

L'urgence n'est pas de supprimer tel niveau territorial ni de faire le

procès réciproque des départements et de la région, du district et de la commune. Dans une saine subsidiarité, les uns et les autres, auxquels les Français sont souvent attachés, doivent trouver leur rôle légitime. Il faut, en revanche, attribuer à chaque échelon des blocs de compétences clairs et complets, l'échelon supérieur étant seulement chargé des attributions que l'échelon inférieur ne peut ou ne veut assumer. La formation, l'aménagement du territoire, l'action économique, le développement rural, l'environnement, le tourisme, la culture — pour ne citer que ces exemples — doivent de la sorte être totalement confiés, pour chacun d'eux, à une seule collectivité territoriale, exclusivement.

Plus juste, bien sûr, pour que le

contribuable acquittant un impôt équitable sache mieux accepter le poids d'une fiscalité qui, sinon, lui apparaîtra de plus en plus intolérable. L'archaïsme et l'injustice de l'actuelle assiette des impôts locaux doivent impérativement être corrigés. S'y ajoute désormais la superposition des taxes, de la commune à la région, dont la feuille d'impôts n'a pas réellement amélioré la compréhension. Il faut y mettre un terme. Le gouvernement a la faculté d'en faire une priorité de la réforme fiscale qu'il a annoncée.

Deux axes sont, dans cette perspective, à privilégier : d'une part, la spécialisation de chaque taxe, après révision de ses bases, dont le produit devrait bénéficier intégralement à l'un des échelons territoriaux ; d'autre part, la solidarité entre collectivités par l'élargissement du système de péréquation encore trop timidement ébauché.

Le complément logique en serait l'établissement d'un document de communication financière clair et lisible, destiné au grand public par chaque collectivité selon un cadre défini et sous le contrôle des chambres régionales des comptes.

Plus efficace, encore, au point que la population constatant le valeur ajoutée de la décentralisation, y adhère avec confiance. L'exemple de la rénovation des lycées dans les

régions mais aussi les appels incessants lancés par l'Etat aux collectivités territoriales pour qu'elles prennent le relais de ses propres compétences montrent bien que la proximité de la gestion est un facteur d'adéquation de la réponse publique à la demande sociale.

## Une chance pour éviter à la France de nouvelles explosions sociales

Il convient d'exploiter cette réalité en donnant à la décentralisation les moyens d'un management moderne, dont les points d'application sont bien identifiés aujourd'hui par les praticiens du développement local. Un assouplissement des conditions de recrutement qui permette d'ouvrir les services des collectivités à des personnels suffisamment diversifiés et porteurs d'expériences variées, la mise en place d'un pouvoir réglementaire chargé des exécutifs afin de développer la rapidité de leurs décisions, l'attribution aux préfets de compétences déconcentrées accrues, en constituent les éléments essentiels.

Plus démocratique, enfin, de sorte que le citoyen, participant pleinement à la décentralisation, devienne l'acteur de son propre avenir. L'information, la consultation, le dialogue doivent recevoir des traductions concrètes, du référendum local aux enquêtes réalisées auprès de l'ensemble des populations concernées.

Le niveau local est, à l'évidence, le mieux adapté pour ce type d'échanges entre le pouvoir et le citoyen et peut favoriser le passage progressif à une démocratie authentiquement vécue. Celle-ci suppose aussi des évolutions des modes de scrutin. Pour n'évoquer que le cas des régions, les électeurs doivent être appelés à désigner leurs représentants non plus dans le cadre du département — ce qui est source de confusion avec les conseillers généraux — mais dans celui, évidemment, de la circonscription régionale. La démocratie y gagnera en clarté et la vie politique en responsabilité.

Si la clarté, la justice, l'efficacité et la démocratie sont les conditions d'une décentralisation réussie, ne sont-elles pas aussi les vrais facteurs de déblocage de la société française ? C'est en tout cas en leur nom que s'expriment désormais les attentes et les revendications, souvent contradictoires, de secteurs entiers de l'opinion publique.

Les derniers mois l'ont amplement montré. Ils ont signifié aussi à quel point ces valeurs étaient difficilement conciliables au niveau central, où le trinôme Etat-syndicats, comme la concentration des conflits sur un même gouvernement, révèle des contradictions quasiment irréductibles. En revanche, les exemples précédents illustrent bien la possibilité d'une « révolution tranquille » par un bon usage de la décentralisation.

La décentralisation est une chance pour la France de 1996 à laquelle elle peut éviter de nouvelles explosions sociales à l'issue incertaine et au prix démesuré. N'hésitons pas à lui donner l'ambition qu'elle mérite. La décentralisation dessinera, si nous le voulons, les traits d'une grande et belle renaissance française, inspirée non plus de structures uniformes, mais de plans vainement exhaustifs mais de réalisations partielles et successives, non plus de dirigisme technocratique mais d'esprit de participation et de partage. Si l'espérance ne nous y porte, la raison saura nous en faire découvrir le chemin.

Marc Censi est président (UDF-PR) de la région Midi-Pyrénées et président de l'Assemblée des districts et communautés de France.

# Vive la proportionnelle !

par Marie-Christine Blandin

Chaque année, trois ou quatre des vingt-deux régions de métropole ont quelques difficultés pour adopter leur budget. Elles viennent de règles de fonctionnement internes calquées sur celles des assemblées élues au scrutin majoritaire. Conçues pour des majorités automatiques correspondant à des circonscriptions monolithes, elles ne sont pas adaptées aux majorités d'idées changeantes qui naissent de la proportionnelle dans une phase de recomposition politique : elles autorisent toutes les coalitions de refus possibles, aussi hétéroclites soient-elles.

Pour se prémunir contre de telles dérives, point n'est besoin de changer le mode de désignation des conseils régionaux. Des moyens simples existent qui préservent les avancées démocratiques de la proportionnelle. Il suffirait, par exemple, pour des documents essentiels comme le budget, que les projets de l'exécutif ne puissent être repoussés que par l'adoption de projets alternatifs recueillant plus de suffrages. On aurait là le pendant régional de l'engagement de la responsabilité gouvernementale prévu par la Constitution.

## Il ne faut pas la restreindre mais viser son extension à d'autres assemblées que les conseils régionaux

Nul doute que le fonctionnement des régions s'en trouverait stabilisé, les majorités relatives renforcées dans leur gestion des affaires publiques, le débat politique rehaussé et la prise en compte de l'intérêt général accrue. Dès lors que les menaces de blocage touchent peu de régions et que les mesures pour y faire face sont simples, l'insistance et l'outrance mises par certains à dénoncer « la démocratie pervertie par la proportionnelle » paraissent très suspectes. Selon eux, rien ne vaudrait le système majoritaire et son efficacité pour la gestion des affaires publiques. Il faudrait élire les régions à l'instar des communes.

Quelle merveilleuse efficacité, en effet, que celle permise par le scrutin majoritaire ! Chaque année, les chambres des comptes en distillent les morceaux choisis, et les quelques épisodes judiciaires dont la presse veut bien se faire l'écho nous montrent l'écume de ses capacités à permettre le détournement des fonds publics.

Quelle merveilleuse démocratie ! Pas besoin de majorité dans l'opinion pour être hégémonique dans les assemblées élues. Inutile de justifier du bien-fondé des projets ou de la validité des dossiers pour les voir adoptés. Un seuil de représentativité bien calculé éli-

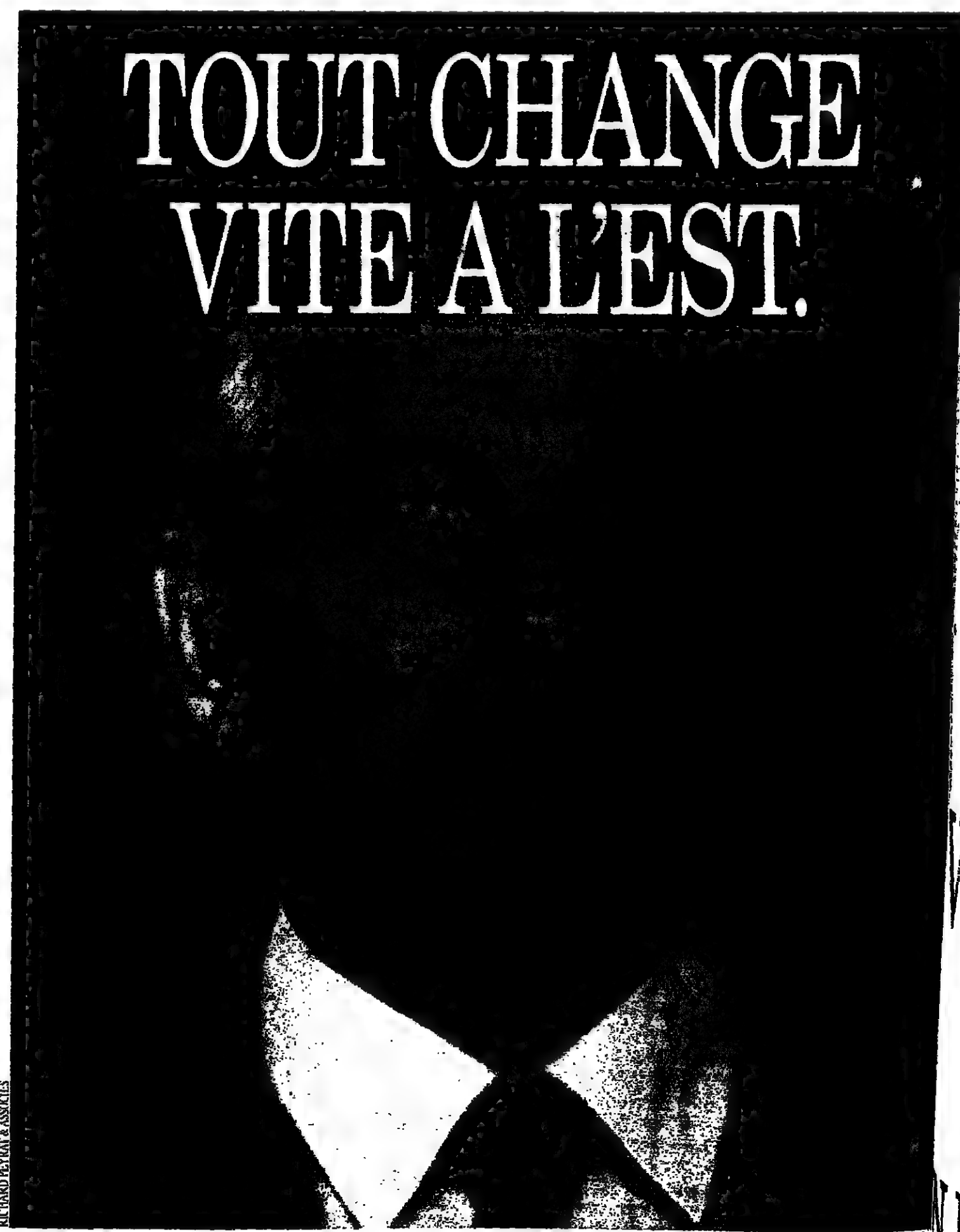
mine l'essentiel des empêchements de « gérer » ainsi l'intérêt général. Oui, le scrutin proportionnel est bien inadapté à cette démocratie-là ! Assurant la représentation de toutes les opinions conformément aux souhaits du suffrage universel, permettant aux élus minoritaires de prétendre à la parole comme les autres et de revendiquer leur part de la gestion des affaires publiques sans renoncer à leur identité, il contraint ceux qui s'estiment seuls détenteurs du bien public à renoncer à leur conception hémiplogique de la démocratie. C'est bien là ce qu'ils lui reprochent.

La proportionnelle nécessite en effet une révolution culturelle des élus. D'abord des présidents et des exécutifs : terminée l'autocratie, finies les commissions conçues comme simples chambres d'enregistrement. Le bon fonctionnement des institutions régionales nécessite l'indoxination des politiques en fonction de la pertinence de tous les avis et non de leur seule provenance des rangs d'une majorité, l'instruction réelle par les services de tous les dossiers, même ceux présentés par l'opposition, des moyens quantitatifs et qualitatifs pour les groupes politiques minoritaires afin d'étudier sérieusement les propositions de l'exécutif.

Mais le changement de mentalité doit atteindre aussi les élus d'opposition. Des majorités d'idées se dessinent dans les couloirs des assemblées régionales et, parfois, dans les commissions, qu'on ne retrouve pas en séance. Pourquoi ? Les régions sont des fiefs de proportionnelle dans un océan d'assemblées élues au scrutin majoritaire. Cumul des mandats et absence de statut de l'élu aidant, les conseillers régionaux dépendent de leur comportement de bons soldats du système majoritaire pour leur candidature à d'autres fonctions électives. Il leur faut donc faire passer les intérêts de leur parti et des groupes de pression professionnels ou territoriaux qu'ils représentent avant l'intérêt général. Sauf à bénéficier d'une assise territoriale incontestée, ceux qui manifestent trop d'indépendance sont vite ramenés dans le rang.

Tous les pays de l'Union européenne sauf deux élisent leurs régions à la proportionnelle sans dommage pour ces institutions. Mais chez eux, le cumul des mandats n'existe pas. Si on appliquait cette thérapie en France, ce sont plus de mille postes correctement rémunérés qui seraient créés pour les citoyens, au service d'un renouvellement en politique. Loin de chercher à restreindre la proportionnelle, il faut donc viser son extension à l'élection d'autres assemblées afin de redonner vie au débat politique et permettre une redistribution des cartes sur des circonscriptions qui ne soient plus artificielles.

Marie-Christine Blandin est présidente (Verts) de la région Nord-Pas-de-Calais.





# Les « frères de la montagne »

par Bernard Rérolle

Ainsi donc ils sont revenus, les « frères de la montagne ». C'est ainsi que les Pères trappistes de Médéa appellent les maquisards islamistes, par opposition aux « frères de la plaine », soldats et policiers des diverses armées. Ils ont adopté les appellations les plus neutres possibles pour rester fraternels envers tous et ne pas prendre parti dans les affaires intérieures algériennes. Équilibre difficile, les événements le prouvent. Ils sont revenus comme ils l'avaient promis, frères aux longs couteaux, frères à la détente facile. De nouveau, en pleine nuit, ils ont frappé à la porte du monastère, réveillant mes frères trappistes un peu plus tôt qu'à leur habitude, dans le fracas des portes enfoncées et des vitres brisées.

Les moines catholiques les attendaient, malgré la frayeur qu'ils leur avaient causée à Noël 1993. Je peux dire qu'ils les attendaient, à leur façon. Bien sûr, ils ne savaient ni le jour ni l'heure. Mais, pour cette sorte d'attente, ils ne manquent pas d'entraînement : l'évangile les y prépare chaque jour. Le jour et l'heure ? Qu'en savent ces hommes, soumis aux aléas des combats ? Pourvu qu'ils soient revenus à Tibharine poussés par quelques nécessités urgentes concernant la santé de leurs blessés, et non par soif de violence ou par soif d'exploit médiatisable ! Pourquoi restent-ils si longtemps muets ? Quelle absurde logique de guerre les contraint au silence ? Je redoute par-dessus tout qu'ils soient tellement enfermés dans leur idéologie qu'il leur soit devenu impossible d'apercevoir à quel point ces frères (ils se veulent leurs frères envers et contre tout !), ces Frères hommes de prière, ces

eux pour les connaître. Ah, si les frères de la montagne pouvaient comme moi, participer à leurs offices dans leur modeste chapelle ! C'est l'ancienne salle du couvent, du temps où l'on faisait encore du vin à Tibharine, un excellent vin classé, apprécié dans toute l'Europe. C'est une salle tapissée de ces beaux carrelages armoriés fabriqués à la main dans les ateliers populaires de Médéa. Une chapelle

ment, jour après jour, à genoux sur la médiocre moquette jaune. Ils sont seuls. Ils ne cherchent pas à convertir leurs voisins à la foi chrétienne. Ils n'y pensent même pas. Le Père Christian a dit un jour qu'il ne voulait même pas se comparer au grain qui meurt en terre pour porter du fruit. Il sentait plutôt leur présence comme celle d'un grain de sel destiné à fondre dans la mer : le grain disparaît mais la saveur demeure. Ce n'est pas d'abord aux frères de la montagne qu'il pensait, car leurs méthodes de combat manifestent une violence que les moines ne veulent pas accepter, dans laquelle ils ne veulent ni entrer ni se laisser entraîner. Il pensait en premier lieu à ce petit peuple qui les entoure. Un petit peuple de paysans qui partage avec les moines le jardinage et les fruits du jardin. Un petit peuple coincé entre les bellégérants, un petit peuple qui souffre et qui attend. Un petit peuple constitué à 100 % de musulmans sincères, avec lequel ils ont tissé des relations faites de respect mutuel et de service. Une commune attention à la foi religieuse et à la prière. Un goût partagé, ancestral et indéracinable pour les lois de l'hospitalité.

Les moines catholiques de Tibharine ne manquent jamais - leurs ravisseurs le savent-ils ? - d'inclure une prière en langue arabe dans leur liturgie, par égard pour la terre qui les accueille. En hommage à la lumière qu'a fait resplendir pendant tant de siècles l'islam (et la langue arabe !) à l'époque où c'est lui qui détenait le flambeau de l'intelligence, les conquêtes de la culture, de la philosophie, de la poésie et de la science autour de la Méditerranée. Mais ce flambeau semble être tombé, au moins dans certaines contrées. D'épaisses couches de rhétoriques nébuleuses et la voix des armes ont tout obscurci. Une épidémie de sinistres guerres menace de tout ravager depuis l'Afghanistan jusqu'au Maghreb, en passant par l'Irak, l'Irak et la Palestine. Il suffit de quelques mois échevelés pour ruiner des années d'efforts patients en vue de se connaître et de dialoguer. Espérant contre toute espérance, les moines de Tibharine restent attachés à ce dialogue. Il leur a été donné de rencontrer sur la terre d'Algérie quelques grandes figures de l'islam, des mystiques, des hommes de prière et de paix. J'étais touché chaque fois que le gardien du monastère me saluait. Cet homme simple s'inclinait en souriant, la main sur le cœur, un geste d'une grande cordialité et d'une grande noblesse, une hospitalité qui vient du fond des âges, l'âme d'une culture.

Le Père Christian m'a raconté la première visite des frères de la montagne à Noël 1993. Coups de pied dans la porte, parole sèche, menace des armes. Ils parcouraient la montagne comme des loups traqués, arrachant ce dont ils ont besoin partout où ils passent. Ils entrent chez des moines catholiques et c'est pour eux une maison d'étrangers, d'ennemis peut-être. Ils sont arrivés de nuit et sans prévenir, armés jusqu'aux dents. Ils ont besoin d'argent et d'un médecin. Ils savent pouvoir trouver cela ici. Il n'est pas dans leurs habitudes de quémander ni d'essayer un refus. Ils exigent. Mais, ce jour-là, la réaction des moines les a surpris. Ils n'étaient pas armés et pourtant ils ne se sont pas effondrés, terrorisés. Non. Ils ont tenu tête. Ils leur ont refusé l'entrée de leur maison au nom d'un principe simple : personne ne peut entrer chez eux les armes à la main, c'est une loi à laquelle il ne saurait être question pour eux de déroger. Si j'ai bien retenu ce que le Père Christian m'a raconté, leur chef n'était pas très âgé, mais familier de la culture française en tant que fils de harid. Son premier mouvement fut marqué d'arrogance : « Vous n'avez pas le choix ! » Mais le Père Christian est resté imperturbable : « Vous voulez combattre sous un pavillon islamique. Vous connaissez le Coran. Vous devez savoir ce que c'est que l'obéissance à une loi religieuse. Notre loi religieuse à nous c'est que personne ne peut entrer en armes dans notre monastère. Cette loi, nous l'appliquons de la même manière pour tout le monde. » Or cela se passait le 24 décembre 1993 à 11 heures du soir. C'est pourquoi le Père Christian a ajouté : « Ce soir, c'est la nuit de Noël. A minuit, nous devons nous rendre à la chapelle pour fêter la naissance de Jésus, prince de la paix ! »

« Excusez-moi, je ne le savais pas », a répondu le jeune chef. Parole extraordinaire ! Le loup s'est humanisé pour un instant fugitif. Il a levé la main pour donner l'aman, promesse d'homme, les yeux dans les yeux, au nom de Dieu, promesse de combattant. « Puisque c'est Noël, nous repartons sans rien prendre, mais nous reviendrons. » Au cours des longues minutes d'affrontement qui avaient précédé, le Père Christian avait refusé

avec obstination de laisser partir le Frère Luc, le médecin. C'est un homme âgé, il va avoir quatre-vingt-trois ans, il est asthmatique et perclus de douleurs. Lui demander de courir dans la montagne au chevet des blessés, avec les risques d'accrochages sanglants contre les frères de la plaine, ce serait sa mort. Cela fait cinquante ans que le Frère Luc soigne tout le monde ici, sans chercher à vérifier les cartes d'identité. Non, il ne sortira pas. Promesse d'homme, promesse de combattant. Le Père Christian avait ajouté : « L'argent ? Nous n'en avons pas. Mais même si nous en avions, nous ne voulons pas soutenir une violence que nous n'approuvons pas. » Les loups sont donc repartis les mains vides dans la nuit, ce soir-là. Les moines eux, sont allés vaquer à la prière, les mains vides eux aussi, selon leur vocation, non sans se sentir profondément bouleversés. A quelques temps de là, la communauté s'est concertée. Étaient-ils bien d'accorder ? Ne serait-il pas plus prudent de partir, de rentrer en France puisque tous sont français ? Ne vaut-il pas mieux attendre que les Algériens aient réglé entre eux leur différend ? Les moines ont l'habitude de se réunir en chapitre pour débattre des problèmes petits et grands qui concernent leur vie. Ce jour-là, ils se mettent d'accord sur un préalable : on laissera partir sans discuter ceux qui voudront partir, en toute loyauté. Puis ils passent au vote. Un vote à bulletin secret après avoir pris le temps de prier et méditer longuement, chacun pour soi. Un peu d'étonnement et beaucoup d'émotion : le vote est unanime, tout le monde a décidé de rester en toute conscience et en toute liberté. Aujourd'hui, où en sont les frères de la montagne ? Qu'ont-ils fait de leurs frères ? Leur chef de 1993 a tenu parole... mais il est mort maintenant, tué dans la montagne. Ils sont revenus, et, cette fois, ils ont emmené sept moines, à la hâte, semble-t-il, et dans l'improvisation. S'ils les détiennent dans quelque cave de Médéa ou dans quelque hôpital souterrain de fortune, qu'ils vont-ils en faire, en fin de compte, quand leurs blessés seront soignés, quand la provision de remèdes sera épuisée ? Comment pourront-ils les relâcher sans révéler leurs cachettes ? Sauront-ils sortir de la crise qu'ils ont créée ? Faudra-t-il qu'ils exécutent leurs prisonniers, comme ils l'ont fait tant de fois déjà pour tant de personnes innocentes ? Des voix se sont élevées pour les mettre en garde. S'ils assassinent ces hommes de prière, tout le monde se retournera contre eux, à commencer par leurs frères musulmans fidèles au Coran. Qui sème le vent récolte la tempête. Quelles valeurs prétendent-ils défendre, si c'est au prix d'un tel forfait ? Qui pourra prendre leur cause et leurs paroles au sérieux désormais ? Ils seront rangés délibérément dans la catégorie des bêtes nuisibles dont il faut se débarrasser à tout prix. Quel gâchis ! Ce sacrifice - au sens fort, naturellement - aura-t-il lieu ? Mes frères trappistes m'en ont parlé. Ils offrent leur liberté. Ils offrent leur vie. Ils veulent de toutes leurs forces ouvrir une brèche dans la muraille. Il faudrait que les frères de la montagne puissent lire la lettre qu'ils nous ont envoyée le 15 décembre dernier pour sentir à quelle profondeur, à quelle justesse de vues ils sont parvenus dans le regard qu'ils portent sur leur peuple et sur eux.

Bernard Rérolle est prêtre mariste.

Il faudrait que leurs ravisseurs algériens puissent lire la lettre que les moines trappistes nous ont envoyée le 15 décembre dernier pour sentir à quelle profondeur, à quelle justesse de vue ils sont parvenus dans le regard qu'ils portent sur leur peuple et sur eux

Frères hommes de Dieu aiment la terre sur laquelle ils ont choisi de vivre et de prier. Se doutent-ils seulement de l'amour sincère et respectueux que les moines entretiennent avec ceux qui les entourent ? C'est vrai qu'ils ont toujours fui les tapages de la publicité. Il faut s'être laissé recevoir par

qui sent bon le terroir. Ils étaient devenus très seuls ces derniers temps, ne pouvant plus recevoir de visite. L'isolement, ils le connaissent, eux aussi, ils connaissent le morne effondrement des projets et des perspectives. Et pourtant, ils accomplissent leur service ponctuellement, fidèle-

CHANG  
A L'EST

ET ÇA  
CONTINUE.  
LE 10 AVRIL  
IKEA  
PRESENTE  
VILLIERS/MARNE



UN IKEA A L'EST DE PARIS.

## AU COURRIER DU MONDE

RÉPUBLIQUE DU VARDAR  
ARYM (Ancienne République yougoslave de Macédoine) ou FYROM (Former Yugoslavian Republic of Macedonia) ? Ces appellations actuelles sont-elles un nom de pays ou une définition ? Sans entrer dans le fond du litige diplomatique, sans issue apparente, qui oppose les Macédoniens de Skopje aux Grecs, ne pourrait-on pas suggérer l'adoption par les deux parties de la dénomination de République du Vardar ? Le pays se

confond en effet, en quasi-totalité, avec le bassin géographique de ce fleuve : ce dernier coule certes aussi en Grèce, mais il s'appelle alors l'Axios. La susceptibilité des uns et des autres serait ainsi ménagée. Ce ne serait pas le seul exemple de pays portant le nom du fleuve principal qui l'arrose (cf. l'Uruguay, le Paraguay, le Congo, le Niger, le Nigéria, la Gambie, le Sénégal).  
Pierre Benazet  
Prades,  
(Pyrénées-Orientales)



**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration, directeur de la publication :  
Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur adjoint : Dominique Meyer ;  
Nathalie Baye ; Directeur adjoint : Jean-Pierre Marielle ;  
Directeur de la rédaction : Edouard Planchet  
Directeur adjoint de la rédaction : Thomas Fournier ; Robert Sol  
Rédacteurs en chef :  
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Groussier, Carole Heymann,  
Bertrand Le Gendre, Jean-Louis Lévêque, Robert Luchini, Luc Rosenzweig  
Directeur artistique : Dominique Meyer  
Rédacteur en chef technique : Eric Joux  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier  
Directeur adjoint : Eric Planchet ; Directeur adjoint : Anne Chaussonnet  
Conseiller de la rédaction : Alain Fournier ; Directeur des relations internationales : Daniel Verne  
Médiateur : André Laurens  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Giffard, vice-président  
Autres directeurs : Hubert Besson-Méry (1984-1995), Jacques Favre (1995-1996),  
André Laurens (1992-1995), André Fournier (1995-1996), Jacques Laurens (1995-1996)  
Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Statut de la société : société à capital variable, société civile « Les rédacteurs du Monde »,  
Associations Hubert Besson-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Le Monde Presse, Le Monde Presse  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE VALZURIE 75001 PARIS CEDEX 12  
Tél. : (01) 46 46 46 46 ; Télécopieur : (01) 46 46 46 46 ; Fax : (01) 46 46 46 46  
ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Besson-Méry 94021 NOUVELLE-ÉTOILE CEDEX  
Tél. : (01) 46 46 46 46 ; Télécopieur : (01) 46 46 46 46 ; Fax : (01) 46 46 46 46

## Le mariage pervers du cinéma et de la télévision

Suite de la première page

Certains sont passés maîtres dans cet art périlleux dont Michel Serrault et Fabrice Luchini, dans des registres différents, se sont imposés comme les ténors. Oul, enfin, car s'il s'agissait uniquement de permettre au film de toucher le public le plus vaste, il conviendrait, en vertu de la stratégie « bulldozer » adoptée, de laisser les acteurs s'exprimer sur toutes les chaînes, concurrentes ou pas. Or tel n'est pas toujours le cas.

Si l'on a pu voir, en effet, Patrick Timsit se multiplier sur France 2 pour promouvoir *Pédale douce*, film coproduit par TF 1, avant d'investir la grille de cette dernière, c'est sans doute que TF 1 ne propose que peu d'émissions propres à accueillir les acteurs en tournée de promotion. En revanche, alors qu'il était prévu que, dans les jours précédant la sortie de *Beaumarchais*, Fabrice Luchini soit l'invité d'Anne Sinclair dans « 7 sur 7 » (TF 1) après avoir été celui de Bernard Pivot dans « Bouillon de culture » (France 2), conseil lui fut donné de décliner l'invitation de TF 1, s'il voulait être reçu par Daniel Bilielin au journal de France 2.

### LA QUESTION DE LA QUALITÉ

Preuve que la technique du bombardement intensif a ses limites, dont les gens de télévision sont conscients ? Preuve, plutôt, que Luchini étant très apprécié des téléspectateurs, France 2 n'entendait pas se laisser déposséder d'une exclusivité que sa position de coproducteur du film devait lui assurer, du moins à ses yeux. Et Anne Sinclair n'avait-elle pas, quelque temps auparavant, reçu Sharon Stone au moment de la sortie de *Casino*, film auquel TF 1 est associée ?

Et les films, dans tout cela ? Ils n'ont droit de cité à la télévision, du moins dans les émissions populaires jugées les plus importantes en vertu des critères de l'Audimat,

que lorsque leurs acteurs intéressent la télévision. La distribution idéale sera donc celle qui place sur un même rang plusieurs vedettes appréciées des téléspectateurs, cette configuration permettant la multiplication des apparitions. Philippe Noiret, Jean Rochefort et Jean-Pierre Marielle ont ainsi largement payé de leur personne pour promouvoir le film de Patrice Leconte *Les Grands Ducs*, sans que d'ailleurs leur zèle soit récompensé.

Quant à la promotion du film *Enfants de salaud*, elle a pu être assurée par la réalisatrice Tonie Marshall et ses acteurs, Anémone, Nathalie Baye, François Cluzet et Jean YVES, qui se sont relayés une bonne semaine durant. *Enfants de salaud* justifie sans doute pareille « couverture », là n'est pas le problème. Il se trouve seulement que la question de la qualité du film n'est jamais posée. Et qu'elle ne peut l'être en aucune façon, puisque l'obsession des chaînes de promouvoir leur propre image demeure prioritaire. Seulement, cette pratique contribue à entretenir une confusion dont les effets pourraient bien se révéler pervers.

Puisque la loi lui interdit d'accepter la publicité en faveur des films, la télévision s'applique à créer l'illusion qu'elle accorde au cinéma une place de choix, comme s'il ne s'agissait pas de promotion, mais d'information. Or la décision de parler de tel film de préférence à tel autre n'est nullement dictée par la nature de ces films. Aussi bien ceux qui ont la charge de cette « information » ne peuvent-ils se comporter autrement que comme des représentants de commerce désignés d'office pour vanter l'attrait des produits disponibles sur les rayons.

La disparition des chroniqueurs spécialisés, qui intervenaient dans les journaux télévisés pour livrer leurs analyses, combinée à celle, quasi totale, des émissions consacrées au cinéma achève de convaincre que les chaînes généralistes refusent désormais pour la plupart de parler d'autre chose que de télévision. Raison pour laquelle on préfère évoquer le cinéma comme un mythe de plus en plus lointain dont l'ombre continuerait de se projeter sans que l'on sache ni pourquoi ni comment, plutôt que les films, dont il faudrait alors décrire le contenu et l'apparence, et se risquer à dire s'ils sont réussis ou non. Ce qui, tout le monde en est conscient, pourrait coûter cher.

Pascal Mériegeau

## Le Monde

EDITORIAL

## Le doute et la raison

L'enquête réalisée par *Le Monde* sur l'histoire de la « vache folle », depuis l'apparition, en 1985, du premier cas connu jusqu'aux révélations sur la possible transmission à l'homme de cette maladie (lire pages 12 et 13), met en évidence les fautes commises par le pouvoir britannique, sous Margaret Thatcher et John Major.

Il affichait ses certitudes alors qu'il n'était sûr de rien, défendait au nom du productivisme et du libéralisme les intérêts économiques d'une nation contre ceux, sanitaires, de sa population. Il nommait, au moins en 1985, des experts choisis en fonction de leur incompétence, chargés de rassurer, contre l'évidence, éleveurs, consommateurs et marchés. Il écartait les autres.

Libre circulation des marchandises, oui, mais libre circulation des expertises, non. Lorsque le pouvoir britannique a été accablé, c'était par souci d'étouffer la gravité de l'épidémie et de réduire au silence ceux qui, dès 1989, s'interrogeaient sur la possible transmission de la maladie à l'homme.

La chronique de ces années folles révèle aussi le comportement aberrant de certains technocrates intégristes de Bruxelles. Au nom du respect des tables de la Loi, du traité de Rome et du libre échange, ils mena-

çaient et condamnaient ceux qui, comme l'Allemagne et la France en 1989, avaient décidé, banalement, de se protéger contre une éventuelle catastrophe sanitaire. La précaution était considérée au mieux comme une hérésie, au pire comme une trahison. Protégez-vous et vous serez accusé de protectionnisme !

Cette triste histoire, quand elle est soigneusement décortiquée, année par année, démontre également combien il est impudent de montrer du doigt, comme l'a fait Jacques Chirac, la presse et son « irresponsabilité ». En l'espèce, c'est un gouvernement qui s'est livré à un exercice irresponsable du pouvoir alors que quelques scientifiques bâillonnés et journalistes mauvais coucheurs s'efforçaient de le mettre en garde contre ses certitudes arrogantes.

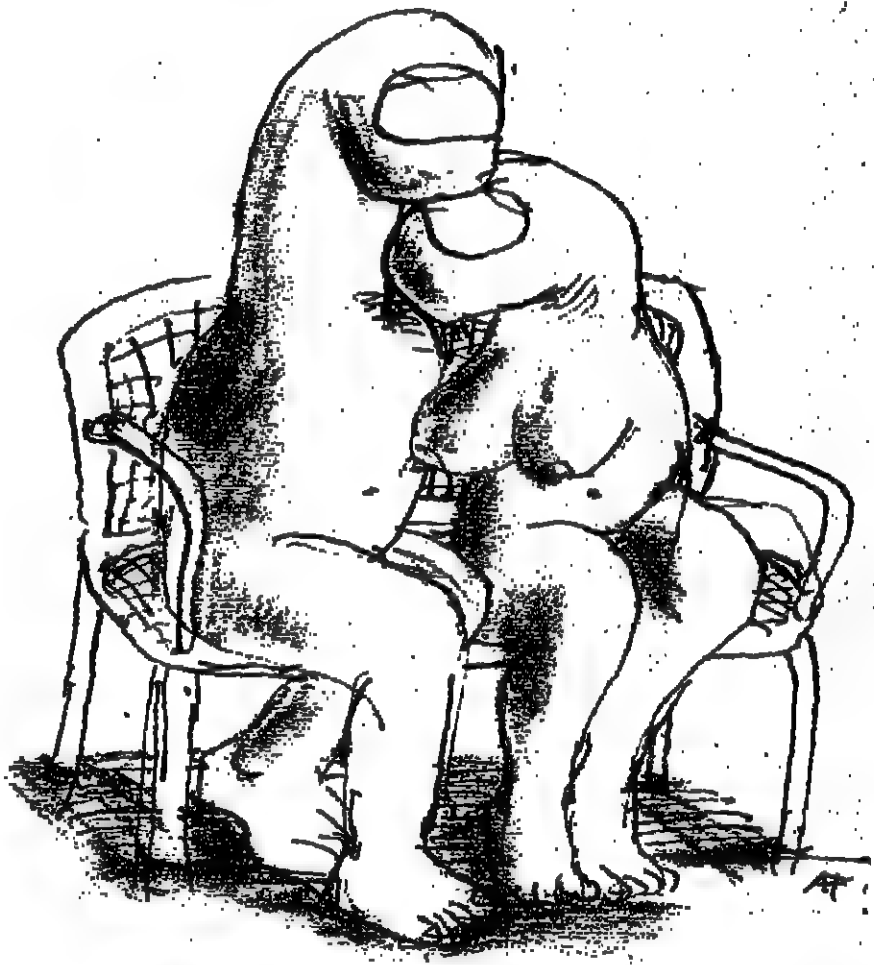
Onze années de « vache folle » soulignent combien il est nécessaire de douter pour bien gouverner. Les peuples bien nourris n'ont tout de même pas tort de s'intéresser à ce qu'ils mangent, ils ont le droit d'exiger les moyens de choisir de n'être pas empoisonnés.

Dans le cas de la « vache folle », au moins, le doute était raison. Dans le doute, il fallait agir et non pas s'abstenir, s'en tenir à ce « principe de précaution » introduit pour la première fois dans un texte international, en 1992, par la conférence de Rio sur l'environnement. D'autres drames, comme celui du sang contaminé, avaient pourtant donné l'alerte sur l'exercice obligé d'un tel devoir.

De ce point de vue, il est étonnant qu'en France, pour le moment, la gestion de la crise de la « vache folle » ne relève que du seul ministère de l'Agriculture, certes conseillé par des scientifiques, vétérinaires et médecins. On s'est passé le ministre de la santé, le ministre et le secrétaire d'Etat chargés de la recherche scientifique ? A Bruxelles, il est clair que les responsables européens de l'agriculture pèsent infiniment plus lourd que ceux de la santé publique. Peut-être parce qu'ils ont moins de doutes.

## Une semaine avec André François et les derniers sursauts des Tactylosaures

Couple Pivots et Tactyle, ayant conservé une vague nostalgie tactyle



André François dessine la mutation des hommes tactyles vers le péril de la vie virtuelle et termine ainsi une série entamée le mardi 2 avril.

### DANS LA PRESSE

#### DIE ZEITUNG

Helmut Schmidt

Le traité de Maastricht est vraisemblablement la dernière chance pour créer une monnaie européenne commune. Il est plus que temps que nos politiciens et économistes provinciaux regardent les choses en face : en démolissant cette chance par leurs discours, ils jouent sur le registre mépris du populisme séméur d'angoisse. On raconte que, lorsque les premiers hommes se dressèrent sur leur deux jambes, un Allemand est tombé de suite à terre pour les mettre en garde : cela serait dangereux, on risquerait de tomber et de se faire mal, en particulier les enfants et les vieillards... Ce persiflage est méchant mais réaliste. L'union monétaire ne doit pas échouer par notre faute. Si nous, Allemands, détruisions ce projet, nous serions menacés d'isolement, et agissons ainsi contre nos intérêts vitaux.

#### EUROPE 1

Alain Duhamel

Sur la scène internationale, Jacques Chirac se fait un spécialité de récuser le langage codé diplomatique et de parler sans mêler ses mots. C'est ce qu'il vient de faire à nouveau à Beyrouth. En insistant à plusieurs reprises, devant le Parlement, sur l'indépendance, la souveraineté et la liberté nécessaires du Liban, il a marqué le refus de la France de se résigner au statut actuel de vassalité de l'Etat du Liban vis-à-vis de Damas (...). Pour que le Liban retrouve sa souveraineté effective et sorte de sa parodie constitutionnelle actuelle, il faudrait certes en préalable un règlement général de la paix au Proche-Orient, une évacuation des forces syriennes et un départ des Israéliens de la bande étroite qu'ils occupent, une dissolution des milices du Hezbollah et le retour des chrétiens. Cela fait beaucoup.

### RECTIFICATIFS

#### ROBERT HUE

Le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue, est maire de Montigny-les-Cornilles (Val-d'Oise) et non de Cornilles, comme nous l'avons indiqué par erreur dans *Le Monde* du 4 avril.

#### FARINES ANIMALES

Les farines animales servent encore de nourriture pour les porcs et les volailles, mais elles ne sont plus administrées aux ovins, contrairement à ce que nous avons écrit par erreur dans un article sur les fabricants de farine animale (*Le Monde* du 3 avril). D'autre part, dans notre page sur les « énigmes » de la « vache folle » (*Le Monde* du 4 avril), il fallait lire : « les bovins atteints... », et non les ovins.

## Le long chemin de la démocratie africaine

L'INVESTITURE de Mathieu Kérékou à la magistrature suprême du Bénin après sa victoire à l'élection des 10 et 18 mars apparaît comme un retour en arrière. La revanche d'un général-dictateur qui, de 1972 à 1991, régna par la terreur sur son pays, le menant à la ruine sous la double inspiration d'un marxisme-léninisme tropical et de folklorique et de conseillers-marabouts véreux. Cette impression de restauration est encore confortée par la joie que l'élection de M. Kérékou a provoquée chez les chefs d'Etat les plus conservateurs de la région, qu'il s'agisse du Togolais Eyadéma ou du colonel putschiste nigérian Mabinassara.

Mais il existe une autre lecture de l'élection béninoise. En 1990 et 1991, manifestants, politiciens et électeurs démontrent, avec la complicité passive de Mathieu Kérékou, qu'il était possible d'organiser pacifiquement la transition de la dictature au pluralisme. Cinq ans plus tard, les mêmes acteurs poursuivent leur démonstration : la démocratie africaine n'est pas seulement un escalator ascendant, elle peut aussi rabaisser les puissances, comme l'a ap-

pris à ses dépens Nicéphore Soglo, le brillant fonctionnaire international élu en 1991 à la présidence.

Les raisons de la défaite de M. Soglo sont sans doute plus riches d'enseignements que les causes de la victoire de M. Kérékou. Ce dernier a bénéficié d'une coalition politique de circonstance, qu'il a réussi à fédérer à force d'ambiguïtés.

### SOUPEON DE CORRUPTION

M. Soglo, en revanche, a multiplié les sujets de mécontentement. Par la force des choses, d'abord. Comme la plupart de ses collègues chefs d'Etat africains, il a été tenu d'appliquer une politique impopulaire : l'ajustement structurel, accompagné dans le cas du Bénin par la dévaluation du franc CFA, dont les conséquences immédiates ont été infligées plus douloureuses que les bénéfices à long terme. A cette contrainte inévitable, le président Soglo a pris le risque d'ajouter le soupçon de corruption, largement répandu tant à son endroit qu'à celui de son cercle familial.

Tout comme la première génération de dirigeants démocratique-

ment élus en Europe de l'Est, le président béninois a donc été victime à la fois du choc thérapeutique de l'ajustement et de ses erreurs personnelles. Entre les deux tours, il a certainement aggravé son cas, multipliant les menaces judiciaires ou policières à l'endroit des partisans de son concurrent.

Or, dès le premier tour, en participant massivement au scrutin malgré d'énormes difficultés d'organisation, les Béninois avaient témoigné de l'importance qu'ils accordaient au processus électoral. La stratégie de la tension qui a tenté un moment M. Soglo a rencontré (et sans doute renforcé) le calme de la population, qui a paisiblement attendu que les institutions chargées de réguler les opérations fassent leur travail.

Le candidat choisi par les Béninois n'était pas celui des institutions financières internationales. On peut, et l'on doit sans doute, s'interroger de ce que M. Kérékou n'ait jamais eu à répondre des graves atteintes aux droits de l'homme commises alors qu'il exerçait le pouvoir par la grâce des armes. Mais on voit mal pourquoi le suffrage universel deven-

draît, en quittant l'Occident, un concours au plus méritant.

De toute façon, il existe de solides remparts qui devraient protéger les Béninois d'éventuelles velléités dictatoriales, si celles-ci apparaissent chez M. Kérékou, qu'il s'agisse des institutions qui lui ont permis de faire valoir sa victoire face à un rival récalcitrant, de la pression internationale et surtout du lent et continu ancrage des habitudes démocratiques dans la vie du pays.

### SIERRA LEONE, PAYS RUINÉ

On peut retrouver des échos de l'attachement des Béninois à la démocratie dans d'autres Etats de la région. A l'autre bout du golfe de Guinée, les Sierra-Léonais ont manifesté, souvent au péril de leur vie, leur dépit face à la guerre civile et leur rejet du régime militaire qui conduisait cette guerre. Ils ont voté malgré les mutilations et les tortures perpétrées aussi bien par les rebelles du Front révolutionnaire uni que par les militaires, unis dans leur volonté de voir se poursuivre la guerre propice à tous les trafics. Le nouveau président, Ahmad Tejan

Kabbah, devra rétablir un semblant d'appareil d'Etat dans un pays ruiné par cinq ans de conflit, où le seul bien d'équipement bon marché reste le fusil d'assaut. Mais il a pris une longueur d'avance sur l'adversité, grâce à la légitimité que lui ont conférée les électeurs dans le même mouvement qu'ils retiraient aux rebelles et aux militaires toute prétention à un quelconque soutien populaire.

A contrario, on a vu en Côte d'Ivoire à quel point les absents électoraux peuvent avoir tort. La stratégie du « boycottage actif » de l'élection présidentielle, préconisée par l'opposition au chef de l'Etat sortant, Henri Konan Bédié, à la suite de la promulgation d'un code électoral qu'elle trouvait inique, s'est retournée contre ses auteurs. Et lorsque les opposants se sont aperçus de leur erreur et ont décidé de participer aux élections législatives et municipales qui ont suivi la présidentielle, ils ont pu mesurer à quel point leur absence avait entamé leur crédit.

Cette cuisante leçon a sans doute inspiré les chefs de partis politiques

tchadiens. Dans le cadre de l'interminable transition démocratique tchadienne, les opposants au projet de Constitution présenté par le président Idriss Deby ont d'ores et déjà annoncé qu'en cas d'acceptation de la loi fondamentale ils participeraient à l'élection présidentielle qui suivra.

Le chemin qui reste à parcourir reste long. Si les gestes du suffrage universel et son utilisation comme instrument de sélection des dirigeants sont entrés dans la culture de nombreux pays africains, le débat qui l'entoure reste souvent d'une grande pauvreté, coïncé entre les querelles de personnes et les limites étroites imposées par l'ajustement structurel. Toutefois, on voit poindre dans plusieurs pays des discussions sur la reconnaissance institutionnelle - décentralisation ou bicaméralisme - de la pluri-ethnicité. La sanction d'un tel débat par le suffrage universel serait une garantie contre les risques de violence massive, toujours omniprésents sur le continent.

Thomas Sotinel



## ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 6 AVRIL 1996

**ÉNERGIE** A l'occasion du cinquantenaire de la loi du 8 avril 1945 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, un colloque sur ce thème a été organisé, du 3 au 5 avril, par

l'Association pour l'histoire de l'électricité de France. ● LE MARCHÉ UNIQUE de l'électricité a été évoqué par le ministre de l'Industrie, Franck Borotra. Les négociations entre

Français et Allemands ont repris et avancent positivement, les deux pays étant d'accord pour que chacun développe son propre système de production et de distribution.

● DU CÔTÉ D'EDF, la volonté d'aboutir a été également souhaitée par Edmond Alphandéry, son président, car cette incertitude pèse sur le devenir de l'entreprise. ● GAZ de

FRANCE, qui d'énergie n'est pas concernée par la dérégulation européenne, entend se développer à l'étranger, comme l'a confirmé son président Pierre Gadonneix.

# Allemands et Français convergent sur le dossier de l'électricité

A l'occasion des manifestations liées au cinquantenaire de la nationalisation de l'électricité et du gaz français, Franck Borotra, ministre de l'Industrie, a rassuré EDF sur l'ouverture du marché européen

A UN MOIS du conseil des ministres européens de l'énergie, prévu le 7 mai, une certaine détente s'observe entre Français et Allemands sur le dossier de l'électricité, bloqué depuis fin 1995. Lors du G7 à Lille, le 2 avril, le ministre français de l'Industrie, Franck Borotra, a renoué le dialogue avec le ministre des finances outre-Rhin, Gunter Rexrodt. Ils sont tombés d'accord pour que chaque pays garde sa spécificité en matière d'électricité, libérale pour l'Allemagne et organisée pour la France, tout en introduisant des clauses de réciprocité permettant d'ouvrir les différents marchés.

Cette position commune du couple franco-allemand pourrait débloquer un dossier vieux de neuf ans. Selon les experts « la probabilité de succès serait de deux chances sur trois ». Souvent échoués, ils demeurent prudents, tout en constatant la volonté affichée de part et d'autre d'aboutir.

Profitant, vendredi 5 avril, de la clôture du colloque « La nationalisation de l'électricité en France, nécessité technique ou logique politique » organisée par l'Association pour l'histoire de l'électricité

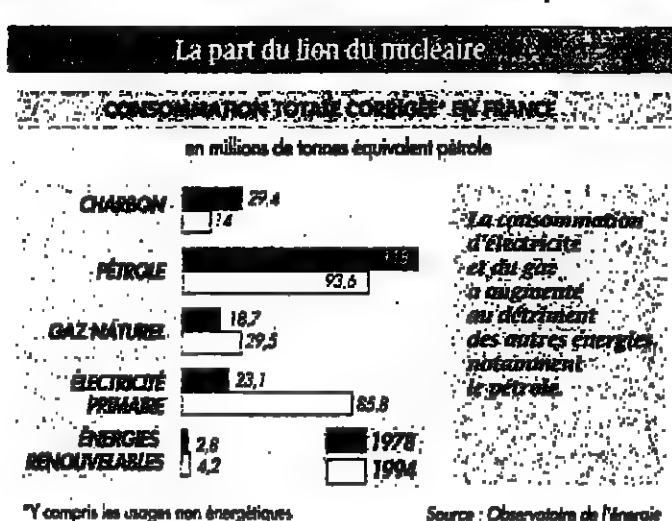
en France, Franck Borotra s'est employé à préparer les salariés de l'entreprise à son évolution. « La réalisation du marché intérieur de l'électricité doit être reconnue comme une chance pour EDF, une évolution qui ouvre à l'entreprise le marché européen. EDF n'a pas à craindre de l'évolution du secteur, car le choix de la filière nucléaire, sa taille et sa bonne connaissance des métiers de l'électricité en font le leader incontestable des électriciens en Europe. Il convient cependant de respecter une limite : l'ouverture envisagée doit être maîtrisée et ne pas menacer les principes fondamentaux du service public. »

De son côté, le président du groupe, Edmond Alphandéry souhaite pour le futur de son entreprise la levée de cette incertitude. « EDF a vu s'ouvrir et se dérouler les discussions sur l'organisation du marché intérieur de l'électricité depuis sept ans. Le dossier est maintenant arrivé à maturité. Il est temps de conclure. Les pays de l'Union européenne sont, comme nous désireux d'en finir. Dans la perspective

du conseil des ministres du 7 mai, je souhaite rappeler quatre principes essentiels pour notre mission de service public : la programmation à long terme de nos investissements, le monopole de distribution qui assure à tous les français la péréquation des tarifs, le statut intégré et public d'EDF ainsi que le statut du personnel. »

Amorcée en 1987, la tentative de créer un marché unique de l'électricité se heurte depuis à deux conceptions opposées : l'une, défendue par les Allemands, prône une libéralisation totale du système, l'autre, soutenue par les Français, vise à sauvegarder le service public. Soucieux de concilier les deux positions et d'en finir, après neuf ans de discussion, les ministres des quinze ont adopté le 1<sup>er</sup> juin 1995, un texte laissant le choix entre ces deux organisations contradictoires.

Parfois d'une libéralisation radicale du marché, la convulsion propose la formule de l'accès des tiers au réseau (ATR) qui autorise chaque grand consommateur d'électricité à acheter son courant auprès du producteur de son choix et à utiliser les infrastructures



existantes pour le transporter. L'autre système, celui de l'acheteur unique, mécanisme voulu par la France, permet l'ouverture maîtrisée du marché, en maintenant intactes les obligations de service public et la programmation à long terme, clé de la sécurité de l'approvisionnement et de la politique nucléaire. L'acheteur unique, alias

EDF, est responsable de la gestion de tout le réseau et de l'évaluation des besoins. Pour atténuer cette formule, qui apparaît aux yeux des Britanniques comme une fermeture du marché, Paris a accepté la notion de consommateurs éligibles : les grands utilisateurs (chimistes, producteurs d'aluminium...) pourront

négocier directement des contrats avec d'autres producteurs, y compris étrangers. Est autorisée également l'installation de nouvelles centrales par des producteurs indépendants. Mais les Français contestent l'extension de cette notion aux distributeurs non nationalisés, comme les régies municipales.

Alors qu'un compromis semblait possible à la veille de l'été 1995, le durcissement des positions allemandes et françaises ont grippé les débats. Conscients que cette situation nuit aux entreprises, Alain Juppé et Helmut Kohl ont décidé de « reprendre le problème » et de débloquer le dossier avant le conseil du 7 mai. « Chacun doit organiser son service public comme il l'entend, de même que doit être respecté le principe de réciprocité entre les États », affirmait le Premier ministre le 13 février à l'Assemblée nationale (Le Monde du 15 février). Les discussions semblent à ce jour bien engagées. Reste cependant aussi à y associer les syndicats d'EDF pour qu'ils ne se sentent pas lésés.

Dominique Gallois

## Gaz de France veut accélérer son développement international

Dans un entretien au « Monde », son président, Pierre Gadonneix, en fait un objectif impératif

« LORS DU RENOUVELLEMENT du contrat d'objectif qui sera négocié avec les pouvoirs publics en 1997, j'ai l'intention d'y inscrire l'accélération du développement de nos activités à l'international. » Profitant du cinquantième anniversaire de la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz, le 8 avril 1946, Pierre Gadonneix, président de Gaz de France, tire les leçons de ce demi-siècle d'activité. Au vu du passé, il croit à la capacité d'adaptation de cette entreprise publique. « Tout le monde doit en être convaincu, affirme-t-il, personne ne s'était imaginé, voilà cinquante ans, que Gaz de France deviendrait une entreprise internationale importante du gaz naturel. En 1996, il n'y a plus qu'un quartier de personnes pour vouloir conserver un gazomètre, vestige du passé. »

Il évoque la réussite des deux grandes mutations internes touchant les structures de l'entreprise et son produit. La première est la fusion, après la nationalisation, des quelque cinq cents sociétés au sein d'une entité unique. La « révolution » suivante est le passage du gaz de ville au gaz naturel. La découverte du gisement de Lacq en 1951, marque un tournant dans l'histoire de la jeune entreprise. Sa mise en exploitation au milieu des années 50 scella l'abandon des



PIERRE GADONNEIX

usines à gaz et le début de l'importation massive. L'approvisionnement viendrait des Pays-Bas (1966), d'Algérie (1971), de Russie et de Norvège (1975). Aujourd'hui, Gaz de France aborde une nouvelle ère, celle de la concurrence nationale et internationale avec les autres énergies.

Dans l'Hexagone, Pierre Gadonneix se montre optimiste. « Le développement du gaz naturel dans les dix ans sera au moins égal au rythme actuel de croissance estimé à 3 % par an. » Il mise sur la poursuite d'une politique tarifaire attractive auprès de la clientèle. La nouvelle baisse de 1 % depuis le 1<sup>er</sup> avril porte à 11 % en France courante la diminution des tarifs depuis quatre ans et à 18 % en intégrant l'inflation. Ces réductions sont dues pour

moitié à la baisse du prix du gaz sur le marché international et pour moitié aux efforts de productivité de l'entreprise.

M. Gadonneix compte aussi sur le développement de nouvelles techniques comme la cogénération, système produisant à partir du gaz à la fois de la chaleur et de l'électricité. Lancée en 1991, la cogénération contribue à 0,5 % des 3 % de croissance annuelle des ventes. « En trois ans, la somme des installations représente une capacité de 600 mégawatts, soit l'équivalent des deux tiers d'une tranche nucléaire. » L'extension du réseau devrait également contribuer à la croissance à hauteur de 0,5 %. Les nouvelles dispositions législatives, abaissant les critères de rentabilité exigés pour les dessertes des localités, devraient permettre d'augmenter de 30 % le nombre annuel de raccordements (le rythme actuel est de 250) de communes dont près de 6 000 sont déjà reliées.

### BILAN FINANCIER ASSAINI

Les 2 % restants de croissance espérée viendront des efforts de promotions et de marketing. « Nous avons l'ambition d'ici à l'an 2000 d'avoir 100 000 clients nouveaux clients par an et atteindre la barre des 10 millions », affirme Pierre Gadonneix.

Hors des frontières, le président de GDF entend accélérer son développement, d'autant que tous les groupes internationaux s'y renforcent. « Si GDF était la seule entreprise énergétique mondiale à être uniquement dans son pays d'origine, ce serait un signe de fragilité. »

Présent en Europe de l'Est et en Amérique du Nord, la firme regarde aussi vers l'Amérique latine et l'Asie. Estimée à 9,5 milliards de francs, cette activité représente 19 % du chiffre d'affaires total, mais seulement 7 % en calculant au prorata des participations.

La firme publique bénéficie d'un bilan financier assaini et, selon Pierre Gadonneix, « d'une légitimité vis-à-vis de ses clients, de son actionnariat, l'État, et de son personnel ». Dans ces conditions, l'entreprise doit continuer sa mission de service public quelle que soit l'évolution future de son actionnariat. « La conduite de l'entreprise doit être neutre sur ce point, affirme-t-il, un actionnaire public mérite autant de considération qu'un actionnaire privé. » Pour le président de GDF, « une ouverture du capital pourrait se justifier dans le cadre d'un projet Industriel ». Mais, selon lui, ce sujet n'est pas d'actualité.

Dominique Gallois

## Un anniversaire fêté avec discrétion

Un colloque, une exposition à la Cité des sciences de La Villette (du 7 mars au 15 avril) sur le thème « Une vie électrique, voyage dans le quotidien » : EDF célèbre sans ostentation son cinquantenaire. La discrétion affichée également par GDF tient aux circonstances. Les deux entreprises publiques ont connu des années importantes en décembre et sont en pleines négociations salariales. De plus, EDF n'attend pas trop s'afficher à quelques semaines du sommet européen sur la dérégulation du marché. Deux livres ont été édités pour l'occasion, 1946-1996, Chroniques de nos années lumières, de Patrick Coupchoux (Textuel, 120 francs) et Lumière s'il vous plaît, de Dominique Gausson et Christine Monnet (Fontaine Mango, 99 francs). Surtout destinés aux adolescents, abondamment illustrés, ils retracent l'évolution de la société française au rythme du développement de l'électricité, avec un vrai souci pédagogique. Les couleurs et le ton alerte des récits tranchent avec l'austérité ambiante.

## Horizon

SICAV DIVERSIFIÉE POUR LA VALORISATION D'UN CAPITAL À LONG TERME

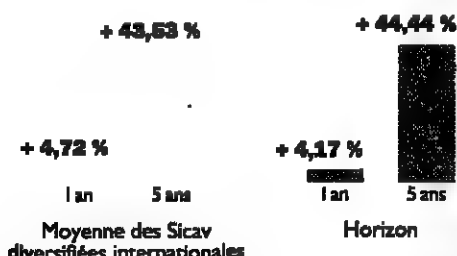
### Clôture de l'exercice comptable 1995

Le conseil d'administration de la Sicav, réuni le 20 février 1996, a arrêté les comptes de l'exercice social clos le 29 décembre 1995.

Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 9 avril 1996. Conformément aux statuts, le conseil proposera de capitaliser la totalité des revenus distribuables de l'exercice.

### Performances au 29.12.1995

(source : Europperformance)



### Politique de gestion

La diversification internationale (25 % des actifs) d'Horizon lui a permis d'enregistrer une performance 1995 positive alors que la Bourse de Paris perdait 0,5 % (CAC 40). Sur 5 ans, durée minimale de placement conseillée, elle se place au-dessus de la moyenne de sa catégorie.

Valeur de l'action au 29.03.96 : 1 620,96 F

Sicav gérée par Ecomail Gestion - Filiale des Caisse d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.



CAISSE D'ÉPARGNE



Les valeurs liquidatives de vos Sicav et FCP Ecomail 24h/24 02.23.1996

## Pepsi vire au bleu pour relancer la guerre des colas

LONDRES

de notre correspondant

La guerre des colas est relancée. Amateurs, à vos canettes ! Et vous qui n'appréciez guère ce breuvage couleur brunâtre venu des États-Unis, comptez les coups ! Et les coûts, puisque le challenger de Coca-Cola, Pepsi-Cola, met dans cette nouvelle manche la bagatelle de 500 millions de dollars (2,5 milliards de francs) !

Pourquoi, puisque le produit reste le même ? Pour tout repindre en bleu, alors que la couleur traditionnelle des emballages de cola, destinée à copier Coca-Cola, est à dominante rouge : au total, 20 milliards de canettes et de bouteilles, 500 000 distributeurs automatiques, 30 000 camions de livraison, etc., vont virer au bleu.

Pour Yann Tardif, directeur du marketing pour l'Europe, qui descend d'un Concorde d'Air France repeint en bleu roi pour l'occasion, cette initiative « a été pensée. » Depuis deux ans, nous avons effectué des recherches sur notre look sur les marchés internationaux. Il était nécessaire d'effectuer un changement radical, de redynamiser l'ensemble de notre gamme, car Pepsi, c'est le choix de la nouvelle génération. » Et le choix, c'est tout ! Pepsi a

donc lancé une nouvelle campagne de pub, défini de nouveaux contrôles de qualité et donné un goût plus frais au produit.

Pourquoi ce bleu, une couleur qui n'est pas très « gouléante », surtout si le breuvage n'a pas changé d'aspect ? Pour « posséder » sa couleur, qui s'affichera désormais sur tous les distributeurs. « Le bleu, c'est moderne et cool, excitant et dynamique. Plus important encore, c'est la couleur qui communique avec le plus de puissance l'image du rafraîchissement », affirme John Swannhaus, senior vice-président pour les ventes et le marketing internationaux. Une bonne base pour faire « basculer la guerre des colas dans le XXI<sup>e</sup> siècle, et pour la gagner. »

### TESTS EN AVEUGLE RÉCONFORTANTS

Tendues vers cet objectif, la firme, âgée de quatre-vingt-dix-huit ans, s'est offerte son neuvième lifting et n'a pas lésiné sur les moyens. Avec ce Concorde à la peinture toute fraîche, amené en grand secret d'Orly à l'aéroport de Gatwick, « muché » dans un hangar désaffecté avant d'être exhibé devant des centaines de journalistes au cours d'un événement médiatique global spectaculaire » aux côtés du gratin de Pepsi et des membres de la

famille Pepsi. En tête, le mannequin américain Cindy Crawford, « la première dame de Pepsi », accompagnée des petits derniers, Claudia Schiffer et André Agassi.

La campagne se poursuivra sur MTV avec, le 6 juillet, « le plus grand bal du monde », et dans l'espace, sur la station soviétique Mir. Les cosmonautes russes y déploieront une bannière proclamant : « Même dans l'espace... Pepsi change le scénario. » On croit lire : « Buvez de Pepsi du monde entier, unissez-vous ! »

Révolutions-nai-re ! Cette campagne « parle au désir universel des adolescents de secouer le statu quo et les encourage à regarder Pepsi et à penser d'une façon tout à fait nouvelle ». De fait, si 60 % des 20 millions de personnes sondées par Pepsi lors de dégustations en aveugle ont dit préférer le goût de Pepsi, elles achètent toujours en majorité du Coca. C'est pourquoi le numéro deux mondial a tout mis sur ce grand coup de pub pour dépasser ses 24 % de part de marché. Que le meilleur gagne ! A moins que l'on ne préfère compter les coups devant une bonne bouteille de vin... rouge.

Patrice de Beer



## Pierre-Paul Fourcade à la tête du Comptoir des entrepreneurs

PIERRE-PAUL FOURCADE, secrétaire général de la Commission de privatisation, 44 ans, vient d'être choisi pour gérer les sociétés de défaillance du Comptoir des entrepreneurs qui porte 7 milliards de rancs d'actifs immobiliers compromis. Le plan de sauvetage du Comptoir des entrepreneurs voté par le Parlement fin novembre 1995 prévoit une aide de l'Etat de 4,5 milliards de francs aux AGF, actionnaire du Comptoir, la compagnie d'assurance injectant elle-même 400 millions de francs pour en contrôler le capital. Cette aide ne peut être versée qu'au président des sociétés de défaillance. Nommé en août dernier, Pierre-Yves Cossé, ancien président de la Coface, n'avait fait qu'un court passage au CDE. Sollicité par Philippe Lagayette, directeur de la caisse des dépôts et Antoine Jeancourt Galignani, patron des AGF, Jean-Pierre Aubert, ancien président de la compagnie financière de CIC, débarqué fin février, n'a pas reçu l'imprimatur de Matignon. Jean-François Bénard, ancien directeur général de la SNCF, a refusé le poste. L'arrivée de M. Fourcade va enfin débloquent le dossier.

■ **AIR FRANCE**: le président de la compagnie, Christian Blanc, trouve les débuts de son hub (plate forme de correspondance) à Roissy très prometteurs : « la mise en place du hub au 1<sup>er</sup> avril a permis d'augmenter le trafic d'Air France de 15 à 20 % en quelques jours ». Mais l'organisation en hub est vulnérable. « Chez Lufthansa, il n'y a pas eu de grève depuis 15 ans », a dit Christian Blanc en évoquant l'appel à la grève de l'UNAC (hôtesse et stewards), pour le 5 avril.

■ **LAZARD**: les trois banques Lazard de New York, Paris et Londres ont décidé de créer une structure commune afin de regrouper leurs bénéfices tout en préservant leur indépendance. L'objectif est de renforcer les moyens financiers des établissements essentiellement tournés vers les services de conseil aux entreprises.

■ **BULL**: les groupes français et américains Packard Bell ont conclu le 4 avril la création d'une société commune dans les micro-ordinateurs en Europe dont Bull détient 51 % et Packard Bell 49 % et qui s'inscrit dans l'accord par lequel Bull apporte son activité Zenith Data Systems (ZDS) à Packard Bell.

■ **MCDONNELL DOUGLAS** le deuxième constructeur aéronautique américain a vendu six avions tri-réacteur gros porteur MD-11, dont quatre options, à la compagnie aérienne suisse. La transaction, annoncée jeudi 4 avril, est évaluée à 600 millions de dollars (3 milliards de francs), au prix catalogue.

■ **APPLE**: le constructeur informatique américain a annoncé le 4 avril la vente à la société SCI Systems de son usine de Fountain (1 100 personnes) dans le Colorado (Etat-Unis), qui fabrique des micro-ordinateurs. Apple a récemment indiqué avoir accusé une perte de 3,5 milliards de francs au cours du premier trimestre 1996.

■ **HABILLERMENT**: le président de l'Union Française des Industries de l'Habillement (UFIH) Henri Weil a affirmé que « le premier ministre prendrait une responsabilité extrêmement grave en ne donnant pas une suite immédiate à une mesure qui devrait être en application depuis le 30 mars ». L'aide gouvernementale de 2,1 milliards de francs accordée à ce secteur est conditionnée à un accord sur le temps de travail.

■ **FIAT**: Le constructeur automobile italien serait sur le point de racheter l'équipementier aéronautique Alfa Romeo Avio à la société d'Etat Finmeccanica. La transaction, évaluée à 200 milliards de lires (environ 600 millions de francs), révélée vendredi 5 avril par le quotidien italien *Il Sole24*, doit recevoir l'agrément de la compagnie aérienne Alitalia qui détient 22,5 % d'Alfa Romeo Avio.

## Le banquier Jean-Marc Vernes disparaît sans avoir désigné son successeur

Cet homme d'affaires dirigeait la Société centrale d'investissement et la Banque qui porte son nom

Le banquier et homme d'affaires Jean-Marc Vernes est décédé dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 avril. Il avait créé en 1991 la Société cen-

trale d'investissement, avec l'appui de Marcel Dassault. L'arrivée dans le tour de table de l'homme d'affaires italien Raul Gardini avait

permis à la SCI de se développer mais son suicide, en juillet 1993, avait obligé M. Vernes à modifier le tour de table.

LE BANQUIER et homme d'affaires Jean-Marc Vernes, décédé dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 avril, n'avait pas désigné de dauphin pour prendre sa succession à la tête de la Banque Vernes et la Société centrale d'investissements (SCI), dont il détenait plus de 30 %. Pour l'état-major de la SCI, la disparition de M. Vernes ne devrait pas perturber dans l'immédiat le fonctionnement des deux sociétés, M. Vernes ayant ralenti ses activités ses derniers mois en raison de sa maladie.

La SCI a été créée en 1991 avec l'appui de Marcel Dassault. L'arrivée de Raul Gardini, le flamboyant capitaliste d'industrie italienne, renvoyé par sa belle-famille de la présidence du groupe Ferruzzi, avait transformé la société qui détenait seulement un petit portefeuille de participations en un important groupe industriel. Sous l'impulsion de l'italien, entré au capital à hauteur de 37 %, la SCI fait une entrée fracassante dans l'agroalimentaire français. En 1991-1992, elle rachète les branches cacao et viande de Sucres et Dérivés, Barry, un des trois premiers négociants mondiaux de cacao et Vital Sogéviande, premier négociant privé du secteur, plus connu pour sa marque grand public, Charal. Le chiffre d'affaires de la SCI est proposé à plus de 7 milliards de francs.

Mais après le suicide de M. Gardini - accusé de corruption en juillet 1993 dans ce qui est devenu l'affaire Enimont - qui fait dangereusement tanguer la SCI, M. Vernes va devoir progressivement recomposer le tour de table.



Le groupe financier italien Montedison entre dans le capital de la SCI, dont il détient aujourd'hui 30,6 %, le groupe familial Vernes gardant 30,78 %. Pierre Vernes, fils de Jean-Marc Vernes, occupe une place d'administrateur au sein de la SCI.

### GROSSES PERTES

Dès 1993, la holding financière de Jean-Marc Vernes commence à décliner et accuse une perte nette consolidée de 447,7 millions de francs en 1993. Le trou se creuse en 1994 pour atteindre 750 millions de francs. Jean-Marc Vernes s'empresse alors de racheter - au prix fort - 10 % de la holding pour

ôter la minorité de blocage à la famille Ferruzzi qui s'entredéchirait. Pour dégager l'argent frais nécessaire au renouveau de son affaire et au colmatage des brèches de la banque qui porte son nom, Jean-Marc Vernes fait remonter sa participation dans Sucres et Dérivés - en perte de 220 millions de francs en 1994 - au niveau de la SCI. L'opération rend plus séduisante l'activité agro-alimentaire, la seule aujourd'hui rentable et le belge Albert Frère et le canadien Paul Desmarais en achètent 49 %.

Ailleurs tout va mal. La société italienne agro-alimentaire Argel, dont la SCI détient 38 %, enregistre une perte de 33 milliards de lires.

En France, la banque Vernes doit éponger les pertes immobilières de ses filiales Euroball et Pyramides Bail et notamment les ardoises laissées par l'homme d'affaires Pierre Elmalek dont les 600 franchises (Vieux Chêne, Maison de la Literie et Sièges Center) ont mis la clef sous la porte. Les conseils d'administration de la SCI et de la Banque Vernes avaient décidé, en décembre 1993, de recapitaliser les filiales Euroball et Pyramides bail pour un montant total de 1,64 milliard de francs qui permettrait d'absorber les pertes de 1,3 milliard de francs d'Euroball. Le juge Patrick Flévet s'intéresse de près aux modalités de ces opérations.

En 1996, Jean-Marc Vernes a apporté à l'OPA lancée par Farbas sur la Navigation mixte les 11 % qu'il détenait. Mais la SCI avait dû provisionner 700 millions sur cette participation acquise au prix fort en 1989 pour venir en aide à son ami Marc Fournier lors d'une première attaque de la banque de la rue d'Antin sur la Mixte. Il avait déjà commencé à prendre ses distances avec Marc Fournier en apportant sa voix à l'assemblée générale de juillet 1993 qui a renversé M. Fournier.

Les conseils d'administration respectifs de la SCI et de la banque Vernes devaient se réunir dans les prochains jours pour désigner les nouveaux présidents. Le groupe familial Vernes détient 57 % de la holding de contrôle Vernes Investissements elle-même détentricrice de 50,59 % de la banque Vernes.

Babette Stern

## Le conflit social à la Banque de France est dans l'impasse

C'EST DERRIÈRE des banderoles où l'on pouvait lire « Trichet, l'ami des marchés, l'ennemi des salariés » ou « Franc fort, emploi mort » qu'environ cent cinquante manifestants ont défilé, jeudi 4 avril, à Paris, entre le siège de la Banque de France et la Bourse. Les syndicats de la Banque de France avaient appelé l'ensemble des personnels de l'institut d'émission à une journée de grève nationale afin de protester contre le plan de restructuration de l'activité de fabrication des billets, qui prévoit notamment la suppression de 700 emplois.

Le mouvement a été diversement suivi sur l'ensemble du territoire. Dans les centres industriels où sont produits les billets, en grève depuis le 28 mars, le mouvement a été observé par 55 % des salariés à Vic-le-Comte (Puy-de-Dôme). Le site de Puteaux (Hauts-de-Seine) a été bloqué par un piquet de grève. Il n'y a pas eu d'activité à Chamalières (Puy-de-Dôme). 24 % des salariés ont participé à la grève sur le réseau des succursales et 14 % au siège. Enfin, l'aéroport de Clermont-Ferrand a été occupé deux heures par les grévistes dans l'après-midi.

En fin de journée, le gouverneur de la Banque, Jean-Claude Trichet, a reçu l'ensemble des syndicats (SNA, FO, CFDT, CPDT, CGT et SIC) et

leur a confirmé sa volonté d'entreprendre « l'indispensable redressement » qui sera effectué, « s'il est possible, sans aucun licenciement ». Il a souligné que « son seul objectif est d'assurer la survie de la fabrication des billets et la survie des usines de Chamalières et Vic-le-Comte ».

### PAS DE RISQUE DE PÉNURIE DE BILLETS

Les dirigeants de l'institut d'émission cherchent à ramener le coût de fabrication des billets en France (1 milliard de coupures par an) au niveau de celui observé dans les autres pays européens. Il est aujourd'hui de l'ordre de 1,15 franc par billet dans l'Hexagone, contre 70 centimes en Allemagne, 40 centimes au Royaume-Uni et 30 centimes en Suisse. L'enjeu est de taille dans la perspective de la monnaie unique, la France risquant d'être tenue à l'écart de la fabrication des futurs euros. Pour la production des coupures libellées dans la monnaie unique, la banque centrale européenne procédera à des appels d'offres auprès des instituts d'émission de l'Union.

Jean-Claude Trichet a tenu, jeudi, à souligner les améliorations apportées au plan initial, comprenant « son allongement de quatre à cinq ans, ce qui permet d'augmenter de 450 à 600 le

nombre d'agents concernés par les mesures d'âge ». Les syndicats ont pour leur part jugé que la direction n'avait fait « aucune proposition nouvelle ». « Le dialogue social est totalement rompu », a constaté le représentant de la CFDT. Les syndicats craignent également qu'à terme le processus de restructuration ne se limite pas aux sites de fabrication des billets mais s'étende à l'ensemble des 211 succursales de l'institut d'émission.

Les dirigeants de la Banque de France estiment que le conflit social n'est pas de nature à provoquer une pénurie de billets, ni à court terme ni à moyen terme. Ils soulignent en particulier que les réserves de billets neufs de l'institut d'émission sont supérieures au montant de coupures actuellement en circulation. Ce dernier s'établit à 1,32 milliard, se répartissant comme suit : billets de 100 francs (36 %), de 200 francs (30 %), de 500 francs (20 %), de 50 francs (10 %) et de 20 francs (4 %). Tout juste concède-t-on, au siège de l'institut d'émission, que le mouvement de grève actuel pourrait se traduire par une légère dégradation de la qualité des billets en circulation.

P.-A. D.

## La Générale des eaux a conclu avec le groupe Philip Morris une transaction immobilière de 3 milliards de francs à la Défense

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis bien longtemps dans l'immobilier, la Générale des eaux a une bonne nouvelle à annoncer. Après des mois de négociations, le groupe est parvenu, jeudi 4 avril, à conclure avec Philip Morris Capital Corp, bras financier de la multinationale américaine, la plus grosse transaction immobilière depuis cinq ans à la Défense.

Au moment où la Générale des eaux s'approprie à annoncer, pour 1995, ses premières pertes, liées en grande partie à ses déboires dans l'immobilier, cet accord est pour elle un soulagement : il existe, malgré tout, des solutions dans ce secteur sinistré. Pour être viables, celles-ci ont toutefois besoin de s'appuyer sur une panoplie de mesures financières et fiscales.

Le montage financier imaginé par les deux partenaires s'apparente à celui du *lease-back* (location-vente). La Générale des eaux cède 118 000 mètres carrés de droits à construire dans la ZAC Danton, à la Défense, sous forme de concession de cinquante-cinq

ans, mais s'engage à louer immédiatement les futurs locaux pour une période, très longue, de trente ans. Avantage de la transaction : le groupe français récupère immédiatement de l'argent frais et allège son bilan.

### SANS GRAND RISQUE

Sur ce terrain, acquis 3,125 milliards de francs, dont 1,9 milliard comptant, Philip Morris Capital va faire construire d'ici à l'an 2000 trois immeubles, soit un total de 108 000 mètres carrés. La promotion et la construction de ces tours seront confiées à des filiales de la Générale des eaux. Le groupe français les louera pendant trente ans au prix moyen de 1 500 francs le mètre carré jusqu'en 2006 (réactualisé de 2,5 % par an) puis de 2 200 à 2 300 francs le mètre carré. A charge, pour lui, de trouver des locataires. Philip Morris Capital restera propriétaire des immeubles et pourra vendre à tout moment. A l'expiration des baux, terrain et immeubles redeviendront propriété de la Générale des

eaux. Pour l'investisseur américain, l'opération se révèle sans grand risque. Les immeubles étant à construire, la transaction n'est pas soumise à des droits de mutation (20 %), non récupérables, mais à la TVA, qui, elle, peut être récupérée. Ce détail rend l'opération financièrement rentable. Assuré de toucher des loyers qui lui offrent un rendement brut d'environ 6 %, Philip Morris Capital va bénéficier en outre d'avantages fiscaux aux Etats-Unis. Au début, les amortissements devaient dépasser les loyers perçus : il réalisera des déficits fiscaux qui lui permettront de payer, dans un premier temps, moins d'impôt. Au total, il peut espérer un rendement de l'ordre de 8 % au moins. C'est un point et demi de plus que les emprunts d'Etat français, avec la garantie de la signature de la Générale des eaux.

Le groupe français, lui, a pris un pari : il doit trouver des locataires s'il veut que l'opération soit rentable. La Générale des eaux minimise le risque. Elle est persuadée

qu'il existe une demande pour les bureaux neufs, bien placés et bien aménagés. Elle entend aussi prouver au marché qu'elle gère ses dossiers les plus préoccupants.

Le groupe est cependant loin d'en avoir fini avec l'immobilier. Il reste toujours 90 000 mètres carrés environ à vendre à la ZAC Danton à la Défense, dossier le plus facile. Sur les huit autres grands projets d'aménagement - hérités de l'époque de Jean-Marc Oury, ex-président de l'immobilière Phénix, couteuse filiale immobilière du groupe, aujourd'hui disparue, un seul évolue très lentement vers une issue favorable : Babelsberg à Berlin. Tous les autres - Boulogne-Billancourt, Antibes, Cannes, Mandelieu - semblent dans l'impasse, tant les conditions économiques et politiques ont changé depuis la date de leur lancement. En 1995, ils ont coûté au groupe près de 4 milliards de francs sur les 7,1 milliards de pertes annoncées dans l'immobilier.

Martine Orange

### Ecureuil

## Actions Futur

SICAV ACTIONS FRANÇAISES/PEA - POUR VOS PLACEMENTS SUR LES VALEURS DYNAMIQUES

### Dividende de l'exercice 1995

Le conseil d'administration de la Sicav, réuni le 28 février 1996, a arrêté les comptes de l'exercice social clos le 29 décembre 1995.

Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 9 avril 1996. Sous réserve de son accord, le dividende net de l'exercice a été fixé à 3,25 F par action.

Il sera mis en paiement le 15 avril 1996. Le crédit d'impôt sera déterminé le jour du détachement, le 10 avril 1996. Réinvestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1996.

### Performances au 29.12.1995

dividendes nets réinvestis (source : Europerformance)



Valeur de l'action au 29.03.96 : 205,53 F

### Politique de gestion

Ecureuil Actions Futur, créée fin 1993, est gérée dans une optique de placement d'une durée minimale de 5 ans. Son portefeuille est investi à 75 % minimum en actions : majorité de grandes valeurs de la cote française assortie de valeurs plus offensives. Tout en respectant son objectif de gestion dynamique, la Sicav offre une performance positive alors que la Bourse de Paris (CAC 40) perdait 0,5 % en 1995.

Optimisez votre fiscalité : en détenant vos actions Ecureuil Actions Futur dans le cadre d'un PEA conservé au moins 5 ans, vous plus-values et revenus bénéficiez d'une fiscalité minimale (RDS de 0,5 %).

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisse d'Epargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.



CAISSE D'EPARGNE



le réclusion  
ans l'affaire  
tu à Monza

DISPARITIONS

# Jean-Marc Vernes

Une grande figure du capitalisme français des années 80

A SOIXANTE-TREIZE ANS, Jean-Marc Vernes avait tout connu, la fortune et les revers, les courants et les traîtres, les vrais et les faux amis, la politique et la finance. Lui, à su rester fidèle. A ses idées. A sa propre éthique des affaires. A sa famille, biologique ou choisie, comme ce fut le cas pour les Gardini. Il était, à l'instar de Jacques Friedmann, président de l'UAP, l'un des « deux amis de trente ans ».

On lui avait collé l'étiquette de « banquier du RPR », ce qui n'était pas forcément faux. Depuis le début des années 80, il a incarné l'establishment d'opposition aux socialistes. Pas une opération financière qui ne portait - à tort ou à raison - sa marque. Il a été de toutes les batailles boursières, les bonnes et les moins bonnes. Il est l'abonné des conseils d'administration les plus prestigieux. Son soutien à Robert Hersant n'a pas eu de faille.

Jean-Marc Vernes, décédé le 4 avril, était l'héritier d'une famille de banquiers protestants qui, en 1821, avait créé sa banque, la Banque Vernes. En 1982, la Banque Vernes fait partie des nationalisations. Les 100 millions versés par l'Etat en dédommagement pour cet établissement alors en pieux état lui donne l'espoir de rebondir, un exercice dans lequel il démontrera un talent certain. Dans cette période d'épreuve qui voit les socialistes arriver au pouvoir, il peut compter sur de nombreux amis. En 1983, Marcel Dassault, qui le considère comme son poulain, lui confie les rênes de la minuscule Banque commerciale et industrielle

du Marais. Il n'aura de cesse de la baptiser de son nom, ce qu'il parviendra à faire en 1991. Dans la foulée, l'aviateur participe à la création de la Société centrale d'investissement (SCI), qui deviendra le creuset du développement de ses affaires. Le tour de table est prestigieux. On y trouve Edmond de Rothschild, la société L'Air liquide, Vernes et Dassault. « L'intersyndicale des bonnes familles », comme la surnomme un grand financier de la place. A lui seul, pendant quinze ans, Jean-Marc Vernes rassemble trois personnalités : le chouchou de l'establishment, l'as des coups financiers et le conseiller du Prince.

**GARDIEN DANS LA FAMILLE**  
Le tournant de cette carrière intervient en 1991 lorsqu'il associe le capitaine d'industrie italien Raul Gardini au destin de la SCI. Les liens entre les deux hommes sont anciens. En 1986, Béghin-Say, dont Jean-Marc Vernes est président de 1977 à 1993, est passé dans le giron du groupe italien agroalimentaire Ferruzzi, présidé par Gardini. En 1987, ce dernier rachète le chimiste Montedison. L'association qui avait tout pour réussir se conclut par un drame absolu. Au printemps 1993, éclate en Italie l'opération « Mani pulite » (Mains propres). Soupçonné d'avoir versé des pots-de-vin, Gardini se suicide. Jean-Marc Vernes aura à cœur, après le décès de « Raul », de préserver la famille de l'Italien, dont il est l'exécuteur testamentaire.

De 1983 à 1991, Vernes investit partout et multiplie par vingt sa

mise initiale et celle de ses actionnaires. Ayant décidé de s'intéresser au secteur de la communication, il prend 5 % de Havas au moment de sa privatisation en 1987, 10 % de FOD, la régie publicitaire des annuaires téléphoniques, et 9 % de La Cinq pour appuyer son ami Robert Hersant, comme il fut à ses côtés plus tard lorsque le patron de presse mettra la main sur *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*. Le don de Jean-Marc Vernes fut de transformer les échecs en succès. En 1982, la nationalisation lui permet d'entamer une seconde carrière. Une autre défaite, sept ans plus tard lui fait toucher le jackpot. En 1989, la Compagnie financière de Suez lance une OPA sur Colonia-Victoria, le pôle d'assurance européen constitué par Jack Francès et Vernes. Après une bataille homérique, et malgré le renfort de Marc Fournier, son vieux complice en affaires, ces derniers doivent jeter l'éponge... après avoir empoché un chèque de 6,5 milliards.

Jean-Marc Vernes n'était pas seulement un financier hors pair. Il aimait les joies de la vie. Il avait ainsi acquis le coffre à bijoux de Marie-Antoinette, pour l'offrir au patrimoine national. C'est lui qui avait attaché en 1992 *Le Jardin d'Auvers*, de Van Gogh, pour 35 millions de francs dans une vente à Drouot. Le vieux monsieur un peu rond était resté court et affable. Il ne téléphonerait plus à ses amis tous les matins entre 7 h 55 et 8 h 10 pour humer l'air des affaires, comme il l'a fait pendant des années.

Babette Stern

# Jo Privat

Un accordéoniste et un grand musicien

« ET AVEC ÇA, j'aurais pu... » Le guitariste Didi Duprat ne plaisante pas quand il parle en ces termes de l'accordéoniste Jo Privat. De l'auteur de *Balajo*, qu'il accompagna à maintes reprises. Il a connu l'élégance et la générosité. Certes, l'accordéoniste avait son franc-parler et le langage fleuri du vieux Paris pour décrire le monde des claudes et des bonos, à proximité desquels il naquit le 15 avril 1919. Parmi ses premières auditrices : les pensionnaires du bordel que tenait sa tante, une maison bien, où l'on « dégoûtait des courgettes de luxe ». Aussi est-ce avant tout pour recueillir ses gammes dans ce chaleton registre que les médias lui tendirent le micro au cours de ces dernières années. Pour qu'il se plaigne ? L'homme fut un artiste de l'argot parisien, la plus pittoresque figure que l'on ait pu exhiber de ce Paris qui meurt avec lui.

Mais à trop y prêter attention on oublie l'essentiel : l'accordéon. Ah ! le piano à bretelles, le piano du pauvre, le dépliant, la boîte à trissons... L'accordéon n'est jamais allé pour lui-même. C'est lui qui ajoutait quelques surnoms, quelques légendes, quelques origines. Aussi, hier matin sur les ondes, après nous avoir annoncé la mort du prince du musette, le 3 avril, des suites d'un cancer, aucun présentateur ne s'est étonné d'entendre des doigts fatigués chanter les notes de *Balajo* dans des versions tardives choisies au hasard de sonothèques. Comme si l'on ignorait quel grand musicien fut Jo Privat. Comme si les disques de son

âge d'or n'avaient jamais existé. Comme si personne n'avait compris les origines de son surnom : « le Git-tan blanc ». Il faut remonter dans les années 30. A la suite de Django Reinhardt, mais aussi des frères Baro, Matelot et Saranne Ferret, les guitaristes manouches ont apporté un son nouveau, plus léger que celui du banjo. Le phrasé de l'accordéon est devenu plus lié, le son moins criard, débarrassé du fameux registre musette à vibration. Quant aux harmonies, elles mêlent à l'héritage mélodique italien les mystères de l'Europe centrale et les accents futuristes du jazz.

**FIDÈLE AUX MANOUCHES**  
Jo Privat fréquente les manouches au bal du Petit Jardin et tombe sous le charme. Il en gardera une conception fondamentaliste du bal musette : l'intimité d'un espace réduit, pas de cuivres, le son pur de l'accordéon porté par les guitares, la valse swing et les couples illégitimes qui tournent en silence. Les flonflons des sax et des trompettes, les archaïsmes de la polka et de la marche, les bruyantes effusions des fêtes familiales, il les laisse au bal champêtre, au bal parqué, au bal sous tente, à Verchuren.

Lui, il restera fidèle aux manouches, et c'est avec eux, plus particulièrement avec Matelot et Baro, qu'il parviendra au faite de son art, sur les faces 78 tours de la fin des années 40 et des années 50. Un doigt d'une grande sûreté, pas la virtuosité fracassante d'un Murena, mais une tendresse de frangin dans le legato, une élégance princière qui

le rapproche de Matelot, dans l'ornementation comme dans la nuance. Et le tempo ! A vous faire danser toute une nuit sans que vous ressentiez la moindre fatigue.

Il faut bien sûr parler du *Balajo*. Non pas Jo comme Jo Privat, mais Jo comme Jo France et Jo Lallemand, reprenneurs de l'ancien bar Vermet de la rue de Lappe. Privat y entre en 1936, après avoir remporté le concours international du Moulin de la Galette. De par sa taille et son public, le Balajo aurait pu rapidement tourner au dancing. Titulaire du lieu, Jo Privat garantit sa réputation de temple du musette. On pourrait broder sur la légende. Mais il faut revenir à l'œuvre, car *Balajo* c'est aussi cette valse à succès qu'il composa en 1939 pendant son service militaire, en taule.

S'il n'y avait qu'elle ! Il y en aura plus de cinq cents, et parmi elles un bon nombre de chefs-d'œuvre : sa préférence *Brise sablaise*, *Nuit blanche*, *Cauchemar*, *Papillons noirs*, *Anniversaire*, *Mystérieuse*, *La Ritale*... sans oublier celles énigmatiques ou purement déraisonnables qu'il cosigna avec Baro Ferret, telles que *La Folle* ou *Dinallie mineure*. Partout c'est la même perfection formelle, la même lisibilité mélodique qui conduit l'écoute à travers les nuances inspirées du jazz : ce même élan tranquille qui fait glisser les pas sur les traits de virtuosité. Parfois l'accordéon s'attarde, rêveur, au bord d'un folklore fantasmé, le temps d'un *Rêve bohémien* ou d'une *Zingara*. C'est peut-être là que Jo Privat est le plus bouleversant.

Franck Bergerot

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

Depuis le 3 avril 1996,  
Séraphine, Ophélie et Raphaëlle,  
ont la joie d'annoncer la naissance de leur frère,  
Poi-Eliott.  
Mme,  
14, rue de la Vieille-Eglise,  
95350 Saint-Vaast-le-Nogues.

M<sup>me</sup> Colette BACHELLET-WALTER,  
a la joie d'annoncer avec ses petits-fils  
Antoine,  
né le 19 avril 1993, et  
Clement,  
né le 14 décembre 1994, la naissance de  
Léon-Angèle,  
le 2 avril 1996.

Tous les trois au foyer de ses enfants  
Denis et Lydie.  
12, rue Quéigny,  
93800 Episy-sur-Seine.

### Décès

M. et M<sup>me</sup> Jacques Bodin  
et leur fille,  
M. et M<sup>me</sup> Henri Paulus  
et leur fille,  
M<sup>me</sup> veuve Gustave Durvillard  
et ses enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Simone BODIN,  
survenue à Paris-20<sup>e</sup>, le 4 avril 1996, dans  
sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le samedi 6 avril, à 9 heures, au  
funérarium des Barigolles, 10, rue  
Pierre-Rabière, à Paris-17<sup>e</sup>.  
L'inhumation aura lieu au cimetière de  
La Villette, Paris-19<sup>e</sup>, dans le caveau de  
famille.

La direction et le personnel de  
l'Ecole normale supérieure.  
Ses anciens collègues et étudiants,  
ont la douleur de faire part de la  
disparition de  
Jean BOUSQUET,  
directeur de l'Ecole normale supérieure  
de 1971 à 1981.  
(Le Monde du 5 avril.)

Colette Durand, née Sicard,  
sa femme,  
François-Marc Durand  
et Mirela Agache-Durand,  
ses enfants,  
Les docteurs Noszy et Sicard,  
sa sœur et ses beaux-frères,  
Sa belle-sœur,  
Leurs enfants et petits-enfants,  
ont l'immense douleur de faire part du  
décès de  
Jacques DURAND,  
conseiller d'Etat honoraire,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre,  
médaille de la Résistance,  
à l'hôpital du Val-de-Grâce.

M. et M<sup>me</sup> Roger Gillet,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Gérard Blavier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
Ses enfants, petits-enfants,  
Et toute la famille,  
font part du décès de  
M<sup>me</sup> Didier DELFOUR,  
née Claude d'ABZAC,  
survenue le 2 avril 1996, dans sa quatre-  
vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 10 avril, à 14 h 15, en l'église  
de Milon-la-Chapelle (Vendée).  
L'inhumation aura lieu au cimetière de  
Milon-la-Chapelle.  
Prière de n'apporter ni fleurs ni  
couronnes.

4, chemin du Vivier,  
78470 Milon-la-Chapelle.  
2, route du Belvédère,  
78470 Milon-la-Chapelle.

Yvonne et José Tarnabai,  
Marthe et Haroldo Affoncel,  
Edouard et Martha Sierra,  
ses enfants,  
José Ignacio, Thomas, Maria,  
Haroldo, Martin, Florence,  
Magdalena et Ignacio,  
ses petits-enfants,  
ont l'immense douleur de faire part du  
décès de  
M<sup>me</sup> Ignacio ERREA,  
née Esther BOUTAT,  
professeur de français.

rappelé à Dieu, le 10 mars 1996, à  
Montevideo, dans sa quatre-vingt-  
deuxième année.  
A travers elle, des milliers de jeunes  
Uruguayens ont appris à connaître et à  
aimer la France et la langue française.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à  
Montevideo dans l'intimité familiale.  
Ses enfants vous proposent de vous  
joindre par la pensée ou par la prière aux  
messes qui seront célébrées le 10 avril, à  
Montevideo, et le 8 mai, à Rome, en y  
associant le souvenir de son époux, le

docteur Ignacio ERREA,  
médecin ophtalmologue,  
décédé le 4 mai 1983, à Montevideo.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
26 de Marzo 1163,  
11300 Montevideo.  
Via Strozzi Pallavicini, 11,  
00193 Rome.

Marie-Ange André,  
sa compagne,  
Rachel, Pierre et Carla,  
Déphine, Benoît et Marguerite,  
ses enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Lucienne Flouzat,  
sa maman,  
Ainsi que toute la famille,  
Et ses amis,  
font part du décès de  
Jacky FLOUZAT,  
directeur du CIO de Montluçon,  
conseiller municipal de Montluçon,  
conseiller régional d'Auvergne.

survenue le 2 avril 1996, à l'âge de  
cinquante-sept ans.

M<sup>me</sup> Christine Gleize,  
son épouse,  
Cécile et Louise Gleize,  
ses filles,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean-Pierre GLEIZE,  
survenue le 4 avril 1996, à l'âge de  
quarante-six ans.

Selon la volonté du défunt, l'inhumation  
a eu lieu dans l'intimité, ce vendredi  
3 avril, au cimetière du cimetière de  
Troyes (Aube).  
Regrets.

5 bis, boulevard du Nord,  
93340 Le Raincy.

Les chercheurs et administrateurs du  
CREA (Ecole polytechnique/CNRS),  
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de  
Jean HAMPTON,  
professeur de philosophie  
à l'université de l'Arizona  
et maître de recherche  
à l'Ecole polytechnique.

survenue le 2 avril 1996.  
Ils s'associent à la douleur de sa  
famille.  
CREA,  
Ecole polytechnique,  
1, rue Descartes,  
75005 Paris.

M<sup>me</sup> Gustave Lor,  
sa mère,  
Karise, Gaëlle, Charles, Adrien et  
Léonard,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> Annie Lherbier,  
M<sup>me</sup> Monique Chapelle,  
ses sœurs,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Edouard LOR,  
survenue le 3 avril 1996, à Neuilly-sur-  
Seine (Hauts-de-Seine).

La bénédiction religieuse sera célébrée  
le mardi 9 avril, à 10 h 30, en l'église  
Sainte-Thérèse, 62, rue de l'Antienne-  
Mairie, à Boulogne (Hauts-de-Seine), suivie  
de l'inhumation au cimetière nouveau  
de Boulogne, avenue Pierre-Grenet.

Selon les vœux du défunt, il n'est  
demandé ni fleurs ni couronnes.

12, rue Blondau,  
92100 Boulogne-Billancourt.

Renée Karfiol  
et son père Benjamin Karfiol,  
ont la grande tristesse de faire part du  
décès de  
Frida Chaya MAJERCZYK,  
assistante sociale dévouée à  
l'œuvre de protection des enfants juifs.

le 29 mars 1996, à l'âge de quatre-vingt-  
deux ans.  
Rendez-vous à la porte principale du  
cimetière parisien de Pantin, mardi  
9 avril, à 15 heures.

La direction de France-Culture  
a la tristesse de faire part du décès de  
Louis MATABON,  
qui a longtemps collaboré à France-  
Culture en qualité de chroniqueur.

Sa famille,  
Ses amis,  
ont la tristesse d'annoncer le décès, le  
3 avril 1996, de  
Roger RIMBAULT,  
Jean-Roger CARROY  
de son nom d'écrivain.

Auvers  
Qui portait au front la pointe  
Très sage du fusil du jour,  
Frappe-moi de ta sabre,  
Miraculeuse cécité :  
la lumière !  
J.-R. C.

Les obsèques auront lieu au cimetière  
de Gurehy (Nièvre), le mardi 9 avril, à  
14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
Presles,  
58150 Suilly-la-Tour,  
122, boulevard de l'Hôpital,  
75013 Paris.

Sa famille,  
Ses amis,  
Ses anciens élèves,  
ont la tristesse d'annoncer le décès, le  
20 mars 1996, à l'âge de quatre-vingt-six  
ans, de  
Rémy RONTCHEVSKY,  
professeur agrégé honoraire  
de philosophie.

M<sup>me</sup> Pierre Ruais,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Georges van Egmont-Florian,  
M<sup>me</sup> Danièle Ruais,  
M. et M<sup>me</sup> Stéphane Ruais,  
M. et M<sup>me</sup> Vincent Ruais,  
ses enfants,  
ses petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Pierre RUAIS,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre trois citations,  
médaille de la Résistance,  
ingénieur en chef des Ponts et Chaussées,  
ancien président du conseil municipal  
de Paris,  
ancien député de Paris.

survenue le 3 avril 1996, à Paris, dans sa  
quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
mardi 9 avril, à 11 heures, en l'église  
Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de  
l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

Un service religieux et l'inhumation  
auront lieu le lendemain, 10 avril, à  
15 heures, à Ker-Emma, au cimetière de  
Treflez (Finistère).

Cet avis tient lieu de faire-part.  
5, hameau de Boulainvillers,  
75016 Paris.

Les familles de Vassal-Sineuil,  
Valete, Bertin,  
Ainsi que ses nombreux amis,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
Bertrand  
de VASSAL-SINEUIL,  
survenue le 24 mars 1996.

La cérémonie religieuse a été célébrée  
dans l'intimité, le samedi 30 mars, en  
l'église de Saint-Parize-le-Château  
(Nièvre).

Une messe sera dite à son intention, le  
mardi 23 avril, à 17 h 30, en l'église Saint-  
Thomas-d'Aquin, Paris-7<sup>e</sup>.

M. et M<sup>me</sup> Jean-Marc Vernes,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Serge Kurogiyan,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Vernes,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> Robert Vernes,  
sa mère,  
M. et M<sup>me</sup> Marcel Vernes,  
ses frères, sœurs,  
M. et M<sup>me</sup> Charles-Eric Vernes,  
M. et M<sup>me</sup> Gilles Grangé,  
M. Christian Ciniolac,  
ses neveux et nièces,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean-Marc VERNES,  
président de la banque Vernes,  
président-directeur général  
de la société centrale  
d'Investissements,  
conseiller municipal  
de Neuilly-sur-Seine,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945.

survenue le 4 avril 1996, à l'âge de  
soixante-treize ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le samedi 6 avril, à 10 heures, au temple  
de l'Eglise réformée de l'Etiole, 54, avenue  
de la Grande-Armée, Paris-17<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière  
ancien de Neuilly-sur-Seine.  
56, avenue Foch,  
75116 Paris.

Le conseil d'administration,  
La direction générale  
Et les membres du personnel de  
La Banque Vernes,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur président,  
Jean-Marc VERNES,  
survenue, à Paris, le 4 avril 1996.  
(Lire ci-dessus et page 18.)

Le conseil d'administration,  
La direction générale  
Et les membres du personnel de  
La Banque Vernes,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur président,  
Jean-Marc VERNES,  
survenue, à Paris, le 4 avril 1996.  
(Lire ci-dessus et page 18.)

CARNET DU MONDE  
Télécopieur :  
45-66-77-13  
Téléphone :  
40-65-29-94  
40-65-29-96

La famille.  
Les amis et les proches.  
L'Office départemental du tourisme de  
la Martinique.  
Les clubs Soporimint.  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Lucienne VERY,  
secrétaire générale adjoint.

survenue à Paris, le 3 avril 1996, dans sa  
cinquante-troisième année.  
Les obsèques religieuses seront  
célébrées à Port-de-France, le mardi  
9 avril.

Messes anniversaires  
- Pour le cinquième anniversaire du  
rappel à Dieu de  
Jean-Michel DÉTROVAT,  
une messe sera célébrée à son intention le  
mardi 9 avril 1996, à 18 h 30, en la  
chapelle de la Vierge de l'église Saint-  
Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

Anniversaires de décès  
- Le 5 avril 1987,  
Philippe AYDALOT  
nous quitte.

Une pensée est demandée à ceux qui  
l'ont connu et aimé.  
Laïf, son épouse,  
Marion, sa fille.

Le poète  
Robert GANZO,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
croix du combattant,  
croix du combattant volontaire  
de la Résistance,

nous a quittés, il y a un an déjà, le 6 avril  
1995.  
- Tout se meurt d'avenir -

Il y a vingt ans,  
Solange LOZET  
et  
François de LA GRANGE  
nous quittent.

Leurs enfants, Catherine et Philippe,  
Leurs petits-enfants, Marie,  
Clémentine, Lucie et Antoine,  
Et tous ceux qui les avaient pensés  
beaucoup à eux.

Il y a deux ans, le 6 avril 1994,  
Marie-Claude  
OURY-GATELMAUD,  
recteur de l'académie d'Orléans-Tours,  
chancelier des Universités.

était victime d'un accident mortel sur  
l'autoroute.

Ceux qui l'ont connue, estimée et ai-  
mée auront une affectueuse pensée pour  
la disparue en gardant fidèlement le sou-  
venir de son rayonnement.



## AUJOURD'HUI

SPORTS

**GRAND PRIX** Troisième course de la saison, le Grand Prix d'Argentine de formule 1 aura lieu, dimanche 7 avril, à Buenos Aires. Il sera retransmis en direct, à partir de 18 heures, sur

TF 1 et Eurosport. ● **JORDAN-PEUGEOT** tentera de confirmer les progrès enregistrés au Grand Prix du Brésil, au cours duquel Rubens Barrichello a longtemps été dans la course au po-

dium. Par les moyens engagés, l'écurie irlandaise est, cette année, au niveau des « top teams ». ● **LE V10 Peugeot** étant devenu un concurrent crédible du moteur Renault des Williams et des

Benetton, Jordan espère une victoire en Grand Prix cette saison et visera les titres mondiaux en 1997. ● **CARLOS REUTEMANN**, dernier pilote argentin à avoir brillé sur le circuit de Buenos

Aires, s'est aujourd'hui lancé dans une carrière politique. Après avoir été gouverneur de sa province natale, Santa Fe, il est sénateur du parti de Carlos Menem.

## Jordan-Peugeot frappe à la porte des grandes écuries de formule 1

Malgré l'échec de ses pilotes au Brésil, l'équipe franco-irlandaise est en progrès et apparaît comme un outsider sérieux en Argentine

**EDDIE JORDAN** n'est jamais que le dernier nom d'une longue liste. Il répète l'éternelle histoire, vieille comme la formule 1, du patron méritant d'une petite écurie qui devient grande, parce qu'un généreux sponsor, allié par les promesses de la piste, s'est penché sur son berceau.

**AUTOMOBILISME**

Hier, des moyens chichés, un train de vie économe, le décompte de chaque pièce, de chaque boulon, pas de quoi figurer dans le cercle des milliardaires. Aujourd'hui, les perspectives de victoires qui s'ouvrent comme par enchantement, et le salut respectueux des adversaires, grâce à l'argent, toujours l'argent. En formule 1, seuls les gros sous permettent d'aller un peu plus vite, de donner réalité aux rêves de podium.

Eddie Jordan n'a jamais été dupe. Il s'est toujours efforcé de provoquer ce miracle qui, chez lui, s'appelle Benson and Hedges. En associant, pour au moins deux saisons, la marque de cigarettes

au destin de son écurie irlandaise, il a assuré le doublement de son budget. Les 110 millions de francs sont devenus 230, selon une estimation que le prudent Eddie s'est refusé à confirmer. Même si son large sourire semblait dire le contraire.

Dans cette fructueuse opération, il a arraché la perspective, d'essais privés supplémentaires, celle du renforcement de son équipe technique, ingénieurs et mécaniciens. Il a désigné Gianni Morbidelli pilote d'essai, chargé d'optimiser, en dehors des Grands Prix, le développement de la voiture. Bref, il s'est offert tout ces petits riens qui font la différence entre les trop fameuses « top-teams » et l'anonymat du peloton ; tout ce qui sépare, l'année dernière encore, une Williams-Reynold d'une Jordan-Peugeot.

A São Paulo, Rubens Barrichello a failli baptiser d'un exploit le nouveau cours de l'histoire. Il a dédié à son équipe un week-end presque parfait. Hélas ! Le presque a dérapé dans l'après-midi, à quelques tours de l'arrivée du Grand Prix. Une glissade imprévue a propulsé la Jordan-

Peugeot hors de la piste, cette zone d'herbe et de sable où les plus belles courses se perdent, irrémédiablement.

A cette seconde, le Brésilien osait menacer Michael Schumacher, le champion du monde en titre. Il lui disputait la troisième place, dévorant son retard à coups de records. Il reprenait jusqu'à dix secondes au tour à la Ferrari du pilote allemand. Chez Jordan, la déception n'a duré que le temps d'un haussement d'épaules dédaigneux. Elle a vite été effacée. Le glorieux comportement de la voiture et du pilote tout au long du week-end suffisait à faire oublier l'échec du dimanche, et la pluie brésilienne paraissait promettre le soleil en Argentine.

« Rubinho » s'était laissé aller à la faute. Solt. Mais il avait conquis la deuxième place sur la grille de départ. Il avait su tirer le meilleur bénéfice d'un châssis bien né. Exploiter au maximum les derniers progrès de son moteur. Sous les trombes d'eau comme sur le sec, le V10 Peugeot s'affirmait pour la première fois comme un rival sérieux du Renault, son alter ego tricolore.

Les problèmes de distribution rencontrés lors du premier Grand Prix, le 10 mars à Melbourne, étaient, au moins provisoirement, oubliés. Fiabilité, souplesse, puissance, tout, ou presque, y était. L'erreur de pilotage de Rubens Barrichello a été l'unique limite à la démonstration. Comme si seuls

le pilote en activité le plus expérimenté. « Nos relations ne cessent de se resserrer », proclame Pierre-Michel Fauconnier, le directeur de Peugeot-Sport. Nous progressons main dans la main aussi bien lors des week-ends de course que lors des séances d'essais privés.

« La continuité, c'est essentiel

**Pour Peugeot, encore plus que pour Eddie Jordan, c'est 1997 qui demeure l'objectif, la date-clé**

d'imprévisibles aléas et la défaillance humaine pouvaient mettre à mal les premiers résultats concrets d'une collaboration entamée la saison dernière.

L'association Jordan-Peugeot porte sans doute ses fruits. Les hommes ont appris à se connaître. A travailler ensemble. Le temps de l'apprentissage et des tâtonnements est révolu. Barrichello apporte sa connaissance d'une équipe surprise de laquelle il attaque sa quatrième saison. Martin Brundle, son coéquipier, est à trente-six ans

pour une équipe », renchérit Eddie Jordan. Cette douce constatation semble entériner a posteriori le choix du constructeur français. Lorsque McLaren l'avait abandonné pour Mercedes à la fin de la saison 1994, il s'était tourné vers Jordan, plutôt que vers une équipe de pointe. Le pari n'était sans doute pas si mauvais. Depuis son arrivée en formule 1, l'écurie irlandaise s'est signalée par son ingéniosité, et une capacité à régler très vite à tous les problèmes rencontrés sur la piste.

Reste à franchir l'étape la plus difficile : celle qui sépare le sympathique outsider du champion confirmé. Pour l'équipe Jordan-Peugeot, elle s'incarne en une simple vérité statistique. Elle se doit de remporter sa première victoire en Grand Prix. Les responsables l'ont programmée pour 1996. « Nous nous contentons d'un succès pour cette saison », avait modestement Pierre-Michel Fauconnier, avant les premiers tours de roue de la voiture dans une configuration de course.

Après le Brésil, les ambitions n'ont pas démesurément grandi. Pour Peugeot, encore plus que pour Eddie Jordan, c'est 1997 qui demeure l'objectif, la date-clé. L'écurie devra prouver qu'elle peut disputer alors sans rougir les titres mondiaux des constructeurs et des pilotes. Au-delà, la patience de Jacques Calvet pourrait avoir des limites. Le PDG de PSA ne s'est pas engagé en formule 1 par passion. Il avoue volontiers une préférence pour le football. Son intérêt pour la FI ne peut donc que se payer de victoires.

R. Ce.

## L'ancien pilote Carlos Reutemann a pris une allure de sénateur

**BUENOS AIRES**

de notre correspondante  
« La politique, c'est comme la formule 1. La même tension, les mêmes dangers, la même solitude. C'est comme si je dormais sur de la dynamite. » L'ancien pilote argentin Carlos Reutemann affirme qu'il n'a pas eu de mal à se reconverter en homme politique après avoir abandonné, en 1982, la course automobile.

A cinquante-trois ans, il est sénateur du Parti Justicialista (péroniste), au pouvoir, pour sa province natale, Santa Fe, à 700 kilomètres au nord de Buenos Aires, après en avoir été le gouverneur pendant quatre ans (1991-1995). Il a gardé son allure de play-boy et ses yeux sont toujours aussi bleus et perçants. Celui que la presse italienne avait surnommé le « Gauchito », car il était l'éternel second des grandes compétitions internationales, continue aussi de conduire à vive al-

lure sur les routes de Santa Fe, où il salue au passage ses électeurs en faisant le « V » de la victoire. Pour les habitants de cette terre d'élevage et de pâturage, Reutemann est « Lole », comme on l'appelle affectueusement, l'enfant prodige qui a choisi de rentrer au pays après avoir abandonné une vie luxueuse sur la Côte d'Azur.

Ses adversaires lui reprochent son absence d'idées politiques, mais une réputation d'honnêteté lui avait permis d'être élu gouverneur dans une province où les scandales de corruption avaient anéanti la crédibilité des politiciens locaux. C'est d'ailleurs pour redorer l'image de son parti que le président Carlos Menem avait eu l'idée de faire appel à une célébrité. Reutemann est une vedette populaire, même s'il n'est jamais parvenu à égaler son compatriote Juan Manuel Fangio.

Le hasard d'une rencontre dans les tribunes

d'un stade de football et une conversation en privé avec le président de la République avaient suffi à convaincre Carlos Reutemann de se lancer dans l'aventure. Les deux hommes partagent la même passion pour le sport et la vitesse. Sinon tout semblait séparer l'ancien pilote, austère et taciturne, du chef de l'Etat, un politicien de race au style tapageur.

La Constitution ne l'autorisait pas à se représenter comme gouverneur, Reutemann a été élu sénateur, et il partage désormais son temps entre son bureau au Congrès et « Los Aromos », sa propriété de quelque mille hectares à Santa Fe. Habitué à la solitude des courses et mal à l'aise dans les intrigues de palais, il affirme : « J'ai cessé de penser au futur quand j'ai commencé à courir. Quand j'allais à une course, je n'emmenais que très peu de vêtements. Comme ça, si je me tuais, personne n'avait à faire de veillée. » Le 19 mai, il dis-

putera la conduite du parti péroniste de la province de Santa Fe à une autre vedette reconverte dans la politique : Ramon Ortega, alias « le Roi », ancien chanteur de charme des années 60 et ancien gouverneur péroniste de la province de Tucuman (nord-est).

L'an dernier, Carlos Reutemann a repris le volant d'une Ferrari pour inaugurer l'autodrome Oscar Alfredo Galvez, dans la banlieue de Buenos Aires, qui ouvrirait ses portes au grand prix de FI après avoir été fermé pendant quatorze ans. C'est sur cette piste qu'en 1974 il avait été le dernier pilote argentin à faire vibrer le cœur de ses compatriotes sans toutefois parvenir à gagner. Grand favori, au volant de sa Brabham, il s'était retrouvé à court d'essence en fin de course, ce qui avait permis la victoire du Britannique Dennis Hulme.

Christine Legrand

## Bernard Lama sauve Paris ; Youri Djorkaeff enfonce La Corogne

En gagnant en Espagne (1-0), le PSG a bien négocié la demi-finale aller de la Coupe des coupes

**LA COROGNE**

de notre envoyé spécial  
Ce devait être l'homme du match. Celui dont on retient le nom, dont on se souvient long-

**COUPE D'EUROPE**

temps après, quand presque toutes les minutes d'un match se sont enfuies des mémoires. Ce soir-là, c'était lui. C'était son jour, dit-on en ces moments-là. Et comment ne pas sacrer Bernard Lama ? Comment ne pas admirer l'art impeccable du gardien de but parisien ? Par trois fois, il s'était fait sauveur. Par trois fois, il avait eu entre les mains le sort de son équipe. C'est si fragile, des mains, dans une partie de football. Une formidable sortie dans les pieds de Beбето, l'attaquant brésilien, étrangement essouffé dans la surface de réparation parisiennne et deux arrêts-réflexes du bout des gants, dans un effort désespéré, ont évité le pire. Les joueurs de La Corogne avaient trouvé, ce jeudi 4 avril, leur maître, un homme seul résolu à leur faire barrage.

A cinq secondes du coup de sifflet final, Bernard Lama était encore ce roi, ce héros rituel des grands jours. Et puis, il y a eu l'inattendu, l'autre. Le coup de théâtre fait football. Youri Djorkaeff était entré sur le terrain depuis neuf minutes, une misère dans une partie qui prenait des airs interminables. L'attaquant du PSG et de l'équipe de France relève tout juste de blessure. Depuis un mois, il n'a pu s'offrir le plaisir minimum de tout joueur, de tout professionnel qui se respecte : frapper dans un ballon.

Mais il est là, entré dans la partie comme par effraction. Luis Fernandez, l'entraîneur parisien, a longtemps hésité. Le risque n'était-il pas trop grand ? Il aurait préféré un autre. Un défenseur propre à verrouiller un peu plus le résultat nul qu'il tenait entre ses mains. Le 0-0 était trop beau pour le laisser glisser sur une mauvaise inspiration tactique.

Youri Djorkaeff a insisté, comme un gamin trop doué auquel il est si dur de refuser. Il se sentait bien. Il était avide de rejouer au football, de redécouvrir les sensations dont la blessure l'a privé. On a fini par lui faire confiance. Il reste donc cinq secondes de jeu. Une passe de Pascal Nouma et le ballon échoit au Parisien. Il avance. Pénètre le camp adverse, sans que personne ne se porte à sa rencontre. Il tire donc. Pour la première fois en un mois. Une frappe pure. Enroulée, disent les spécialistes. But. Le Paris Saint-Germain bat La Corogne en son pays d'Espagne. Bernard Lama, héros des quatre-vingt-neuf premières minutes et cinquante-cinq secondes ne peut qu'applaudir. Il y a des injustices qui font plaisir. Jusqu'à cet ultime moment du

match, le PSG s'était cantonné dans une féroce attention. Il empêchait le jeu espagnol par la manière forte, sans s'inquiéter du qu'en-dira-t-on des esthètes et de l'épiscopat bronca des supporters du Deportivo. Avec Bernard Lama, assisté de quatre défenseurs déterminés, il s'agissait d'oublier les imprécisions du championnat, les trois buts encaissés à Auxerre, les trois autres concédés à Paris, contre Metz. Cette fois, c'était l'Europe, ce continent de rêve pour les supporters, ce club voulait croire qu'il les écarts récents ne se reproduiraient pas, et que l'équipe saurait décliner son football.

**BON SENS FOOTBALLISTIQUE**

Luis Fernandez s'était chargé de décerner une première leçon empruntée au bon sens footballistique : en Coupe d'Europe, il ne faut pas prendre de but à l'extérieur. Sur le terrain, les Parisiens semblaient acharnés à démontrer la vérité profonde d'une maxime vieille comme le ballon rond. En jouant habilement du hors-jeu, en pressant l'adversaire au plus loin de son but, ils parvenaient à étouffer

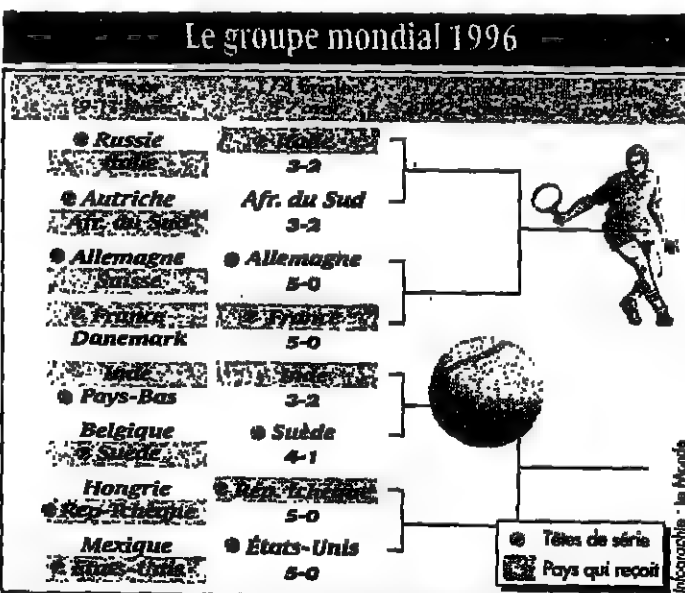
ses velléités offensives, à le renvoyer à la terrible impuissance à faire franchir à la balle la ligne blanche du but.

Seulement voilà : la force défensive a pour corollaire un sain principe tout aussi rationnel. En Coupe d'Europe, il faut tout faire pour marquer ce fameux but à l'extérieur qui forge les destins victorieux. Luis Fernandez le sait. Tous les joueurs en ont conscience. Pendant tout un match, moins cinq secondes, Paris n'en a cependant pas été capable, en proie au douloureux flottement de ses attaquants. Patrice Loko sortait de l'infirmerie. Julio Cesar Dely Valdes, à court de forme, était presque absent. Quant à Pascal Nouma, il s'échinait en vain à abattre le travail de trois hommes.

Depuis ses derniers malheurs en championnat, le PSG n'en finit pas de pâtir du mal de ses avants. Plus de Rafi, ni de Djorkaeff. Vertige du vide. Les voilà soudain irremplaçables et une vérité tactique saute aux yeux. Autour de ces deux joueurs s'est bâti tout le talent offensif de l'équipe. Ils sont à la fois créateurs et finisseurs, invention et réalisation. Sans eux, les Parisiens perdent de leur capacité à déstabiliser l'adversaire. « Sans Rafi et Youri, il nous manque l'étincelle », avoue Daniel Bravo. D'ici deux semaines, pour recevoir La Corogne, le Paris Saint-Germain aura sans doute récupéré les deux joueurs-clés de son attaque. Cela vaut-il la promesse de feu et de flamme au Parc des Princes, le 18 avril ? Les joueurs auront en tout cas les moyens de tailler leur route vers la première finale de Coupe d'Europe de l'histoire du club.

R. Ce.

## Coupe Davis : le forfait de Becker rassure les tennismen français



L'Inde est l'unique surprise des quarts de finale. Le tennisme indien a brillé en 1993, à la même phase des éliminatoires, en battant le champion du monde, Andre Agassi.

**ARNAUD BOETSCH** et Cédric Pioline ont été retenus en simples pour le quart de finale de Coupe Davis qui oppose la France à l'Allemagne, à Limoges, du 5 au 7 avril. Pour le double, le capitaine, Yannick Noah, a retenu Guy Forget et Guillaume Raoux. Avec le forfait de Boris Becker, le rapport de forces s'annonce plus équilibré. Les Allemands David Prinosil et Hendrik Dreckman, qui sont alignés en simples et en double, avaient été les artisans de la qualification contre la Suisse en février à Genève.

La République tchèque reçoit les États-Unis, privés de Pete Sampras, André Agassi, Michael Chang et Jim Courier. L'Italie accueille l'Afrique du Sud. L'un des deux pays sera l'adversaire du vainqueur de France-Allemagne, en demi-finales, du 20 au 22 septembre.

## RÉSULTATS

**RUGBY A XIII**  
Ligue européenne  
2<sup>e</sup> journée  
London Broncos - Paris-SG

38-22



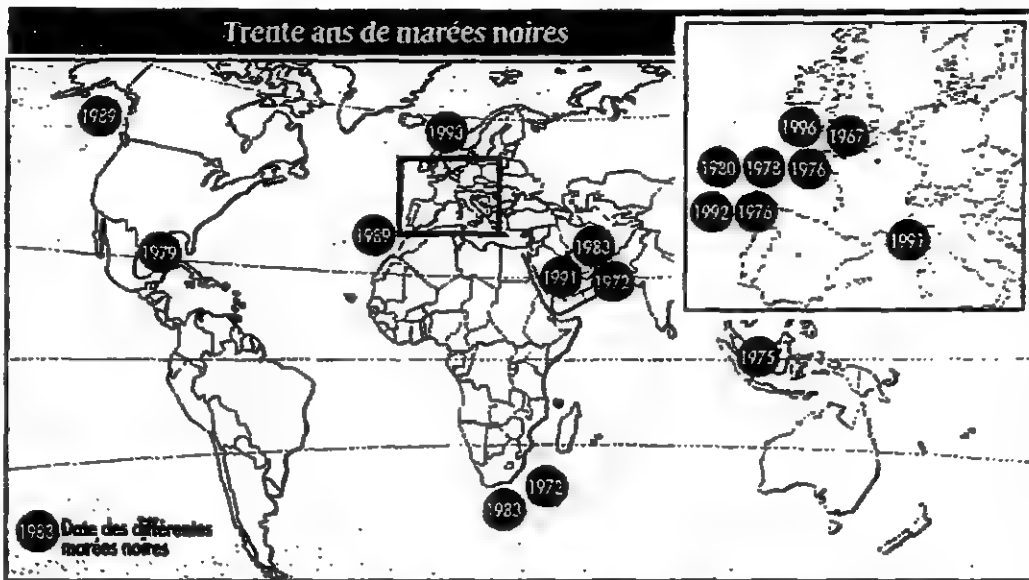
## Les dégazages des navires au large des côtes continuent de décimer les oiseaux de mer d'Europe

Le bilan d'une station de l'île-Grande montre que le pétrole reste un danger

Le bilan de douze années de sauvetage à la station ornithologique de l'île-Grande (Côtes-d'Armor) montre que le pétrole reste le prin-

pal danger pour les migrateurs qui hivernent sur les côtes bretonnes. Depuis 1984, 2 698 oiseaux mazoutés ont été soignés à la station

bretonne. Mais les spécialistes estiment que ce chiffre doit être fortement majoré pour tenir compte des oiseaux morts en mer.



De 1967, date de l'échouage du Torrey-Canyon dans la Manche, à 1996, date de l'échouage du Sea Empress au large du pays de Galles, quelques millions de tonnes de pétrole ont été déversées à la mer lors de naufrages majeurs, sans compter les fuites non répertoriées et les dégazages frauduleux.

LES VOLONTAIRES britanniques de la RSPB (Société royale de protection des oiseaux) poursuivent toujours leurs recherches d'oiseaux mazoutés après le récent naufrage au pays de Galles du pétrolier libérien Sea Empress (Le Monde du 23 et du 24 février). Heureusement, la marée noire a été limitée car le pétrole de la mer du Nord, très léger, s'est, pour l'essentiel, évaporé avant d'atteindre les côtes. Et les oiseaux migrateurs, en février, n'étaient pas encore revenus sur les îles refuges de Skokholm et Skomer. De sorte que les sauveteurs n'ont recueilli que quelques centaines d'oiseaux - dont certains manifestement victimes de dégazages sans lien direct avec le Sea Empress.

Car les protecteurs d'oiseaux le savent : c'est tous les jours que du pétrole est relâché en mer, volontairement ou non. Et c'est donc quotidiennement que des oiseaux de mer se trouvent pris au piège du liquide gluant qui décimera leur plume et, souvent, les fait périr de froid. Notamment dans les mers très fréquentées comme la Manche.

C'est à partir de cette constatation que la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) a décidé de créer sur le littoral breton un centre de soins pour venir en aide aux oiseaux mazoutés. La station ornithologique de l'île-Grande, sur la commune de Ploumenez-Bodou (Côtes-d'Armor), a donc vu le jour en 1984, au lendemain de la marée noire du Tania, qui rappelait que la catastrophe de l'Amoco Cadiz ne resterait malheureusement pas unique.

La station est aujourd'hui dirigée par Gilles Bentz, qui vient de jeter un cri d'alarme : « Les dégazages continuent de décimer les populations européennes d'oiseaux de mer qui hivernent sur nos côtes », dit-il, prenant pour preuve la diminution des aîcés (pingouins torda et guillemots de Troil) observée dans la plus ancienne réserve naturelle de France (1912) aux Sept Îles. « Il y a dix ans, poursuit Gilles Bentz, la LPO dénombrait 25 couples de pingouins et 30 de guillemots sur la réserve. Aujourd'hui, il n'en reste plus respectivement que 10 et 7. La fin semble se rapprocher inexorablement ».

On peut expliquer cette raréfaction par d'autres phénomènes. Le réchauffement climatique, par exemple, pourrait affecter des oiseaux migrateurs dont la Bretagne représente la limite méridionale de l'aire de répartition. Des oiseaux

comme les fous de Bassan ou le macareux moine, encore abondants dans les îles Britanniques, ne descendent pas au-delà du littoral nord de la Bretagne. Le guillemot de Troil, en revanche, fréquente le littoral atlantique d'une bonne partie de la France, et c'est lui la première victime des marées noires, aussi bien en France qu'en Angleterre.

Depuis 1984, le centre de l'île-Grande a reçu et soigné 2 698 oiseaux mazoutés (sur un total de 4 027 oiseaux de mer recueillis). Pour être précis, ce chiffre ne reflète que très partiellement la situation réelle, car les centres de soins ne recueillent

pas les oiseaux déjà morts. Même un comptage des animaux ramassés sans vie serait forcément incomplet, car la plupart des oiseaux périssent en mer disparaissant et n'atteignant jamais le rivage. Le total de 2 698 victimes du pétrole doit donc être majoré pour approcher la réalité. « Peut-être dix fois plus », avance Gilles Bentz.

LE PRINCIPAL DANGER Plus que les effectifs totaux de population, qui restent du domaine de l'évaluation, le comptage des victimes recueillies à l'île-Grande est un bon indicateur de la fréquentation de

nos côtes et des causes de mortalité. C'est ainsi que, pour la seule année 1995, la station ornithologique a recueilli 804 oiseaux, appartenant à 67 espèces différentes, ainsi que quelques mammifères dont un phoque gris et un dauphin commun. Sur les 804 oiseaux rapportés, 344 avaient été mazoutés, ce qui confirme que le pétrole représente bien le principal danger pour les oiseaux de mer. Au total, la station a recueilli 270 guillemots de Troil, 102 goélands argentés, 78 fous de Bassan et 59 pingouins torda. Le guillemot est incontestablement la principale victime : il en a été recueilli 1 724 en douze ans.

Les causes d'accident, justement, sont très variées. Alors que la quasi-totalité des guillemots recueillis avaient le plumage souillé de pétrole, les fous de Bassan étaient une minorité dans ce cas. Plusieurs étaient victimes de la pêche (filets ou hameçons), quelques-uns du débardage, et la majorité avaient des difficultés qu'on ne peut expliquer au premier coup d'œil.

Le cormoran, en revanche, qui fait abusivement figure de symbole pour toute marée noire télévisée, arrive à un rang très modeste à l'île-Grande : cinq grands cormorans et huit cormorans huppés ont été secourus en 1995, et aucun pour cause de pétrole.

Roger Cars

## Nucléaire : les scientifiques récusent l'origine des cancers en Provence

La distribution des données était inexacte

QUE CROIRE ? On savait la matière scientifique hautement périssable avec le temps, mais pas aussi rapidement. Contrairement à ce qui avait récemment été suspecté, il n'y aurait pas dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse incluse, d'augmentation du taux des cancers de la thyroïde chez les enfants. La nouvelle est rassurante. Tant mieux. Mais la manière dont elle nous parvient aujourd'hui ne laisse pas d'étonner. Certes, depuis plusieurs années, des rumeurs faisaient état d'une telle augmentation de la fréquence des cancers dans la région PACA. La population s'en était émue à bon droit, s'inquiétant d'un possible effet post-Tchernobyl ou d'autres, plus locaux, à l'origine inconnue.

Soucieux de faire la lumière sur cette affaire, l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) et l'Observatoire régional de la santé (ORS) de PACA décident en 1995 d'étudier le registre régional des cancers de l'enfant, créé en 1984 par le professeur Jean-Louis Bernard et agréé par la direction générale de la santé et par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). A en croire cette base de données, il apparaissait que, dans la région PACA, dix-sept cas de cancers de la thyroïde avaient été recensés : trois pour la période 1984-1991, mais quatorze pour la période 1991-1994.

Fin mars, l'IPSN et l'ORS répercutaient ces données dans une note (Le Monde du 29 mars), tout en soulignant qu'il était « nécessaire de s'assurer de l'exhaustivité des données de la thyroïde recensées pendant cette période » ainsi que « de la réalité de l'exposition des enfants aux retombées de l'accident » de la centrale de Tchernobyl. « Rien ne permet, ajoutaient les deux organismes, d'attribuer ou non les cancers en excès à Tchernobyl ».

Une semaine plus tard, surprise. Si les cancers sont toujours redoutablement présents, ils se répartissent en revanche fort différemment dans le temps, comme le souligne un nouveau communiqué conjoint IPSN-ORS publié le jeudi 4 avril. Vérifications faites, il n'y aurait donc pas eu, « comme publié antérieurement », trois cas de cancers de la thyroïde au cours de la période 1984-1991, mais... douze. Conséquence : il n'y aurait pas d'augmentation du nombre de ces cancers entre 1984 et 1994.

Le plus gênant dans cette affaire, c'est que des chiffres, repris par la

presse, aient circulé avec l'apparence de la réalité. Qu'un certain nombre d'avertissements aient accompagné ces données pour en modérer la terrible portée, on le comprend. Tout comme on admet que la science ne soit pas toujours exacte et qu'elle puisse donner lieu ensuite à des corrections. Mais il est plus difficile d'accepter, surtout à la veille du dixième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, que, sur des sujets aussi sensibles, on laisse dire une chose fautive de données suffisamment confortées et, qu'une semaine plus tard, on avance son contraire.

POUR UN REGISTRE NATIONAL

Ne serait-il pas préférable dans de tels cas de laisser un peu de temps au temps, de vérifier à l'extrême, même si la rumeur est insistante, pour éviter de se trouver quelques jours plus tard pris en porte à faux ? N'aurait-il pas été préférable de contraindre l'équipe à l'origine de ces données reprises par le Bulletin épidémiologique hebdomadaire de fournir plus rapidement les vérifications qui lui avaient été « depuis longtemps » réclamées par l'IPSN ?

Aujourd'hui, reconnaît Philippe Vesseron, directeur de l'IPSN, « cette affaire ne laisse un goût amer. J'aimerais que les informations que l'organisme diffuse soient exactes. Personne ne pouvait penser que les chiffres de la base de données puissent être ainsi remis en cause ». Ce n'est sans doute pas le docteur Yolande Obadia, directeur de l'ORS pour la région PACA, qui le démentira. Mais cette affaire montre, s'il fallait s'en convaincre, la nécessité de se doter d'un véritable registre national des cancers, là où il n'existe pour le moment que quelques registres régionaux plus modestes, dont certains seraient, de l'avis de spécialistes, « un peu faibles ».

A fortiori lorsqu'il s'agit d'évaluer l'incidence éventuelle de catastrophes ou d'activités nucléaires sur l'émergence de nouveaux cancers. Sans doute est-ce la raison pour laquelle le professeur Bernard et le docteur Obadia présentent qu'une étude approfondie sur le registre PACA sera menée en collaboration avec l'IPSN et que ses conclusions seront publiées « dans le respect des bonnes pratiques scientifiques ». Mais, même « corrigé », ce registre est-il suffisamment exhaustif pour être bien exploité ?

J.-F.A.

### Un accueil sans discrimination

Comme la quarantaine de centres de soins adhérent à l'Union nationale des centres de sauvegarde de la faune sauvage (6, rue des Gomards - 97100 Fontaine-La-Gaillarde, tél : 86-97-86-05), la station ornithologique de l'île-Grande recueille les animaux sauvages qui lui sont rapportés vivants, blessés ou non. En 1995, elle a recueilli 19 faucons crécerelles, 13 chouettes effraies et 10 buses variables. Ces rapaces ne vont pas en mer, mais sont victimes de la route, des fils électriques ou d'actes illicites de chasse.

Tous les animaux recueillis ne peuvent pas être sauvés. La plupart meurent rapidement ou doivent être euthanasiés. Au total, 37 % seulement des oiseaux reçus vivants ont été relâchés en 1995. Le centre garde en moyenne chaque animal vingt-deux jours avant de le relâcher, ce qui lui a coûté 538 francs par pensionnaire en 1995. En dehors de quelques permanents, les soigneurs sont bénévoles. Cela permet aux différents centres de fonctionner et d'accepter tous les animaux sauvages sans discrimination, de la lourde tortue-luth jusqu'à la minuscule chauve-souris pipistrelle.

## Big Brother traque les jeux

Un logiciel « chasseur » surveille les ordinateurs de bureau

CEUX qui passent le plus clair de leurs journées de travail à jouer sur un ordinateur peuvent trembler. Un logiciel anti-jeu s'apprête à fouiller les entrailles des disques durs pour détecter et supprimer jusqu'au dernier Solitaire. Sans parler des jeux d'échecs, des révisites et autres Mah-jong.

Après les logiciels « dressés » à traquer les virus, voici donc les « chasseurs » de jeux. Mané par un surveillant de réseau informatique, l'outil développé par l'américain DVD Software et commercialisé en France par Apydoc, filiale d'Apylog, peut se révéler une arme redoutable. En effet, Un-Game, c'est son nom, épie chaque ordinateur, compare les programmes qu'il contient à sa liste noire de 4 500 jeux, et, une fois localisé le Solitaire ou la réussite interdite, le tue impitoyablement... à distance.

Plus question de s'amuser aux frais de l'entreprise. Trop cher, à en croire les promoteurs d'Un-Game. Ils produisent une étude américaine de Coleman Associates, selon laquelle le coût annuel des jeux en entreprises s'élèverait à 50 milliards de dollars (250 milliards de francs). Objets de tous les maux, ces jeux informatiques volent, disent-ils, de la place sur les disques durs, dégradent les performances du système et risquent d'introduire des virus dans les réseaux. Mais, surtout, ils

portent atteinte à la sacro-sainte productivité et risquent de réduire à néant le résultat de maintes restructurations.

L'employeur « naïf » qui s'imaginerait que tout employé visé devant sa console est un employé qui travaille à tort. Le collaborateur au comportement modèle joue. Certains poussent même l'indiscipline jusqu'à jouer ensemble par le biais du réseau informatique de l'entreprise, cour de récréation virtuelle et donc bien évidemment invisible.

MEME LA NUIT

C'est le cas pour l'une des plus grandes entreprises françaises. Son responsable réseau note que certains jeux peuvent même bloquer les échanges de documents entre ceux - il en reste - qui travaillent. « Certains jeux comme Doom sont bien conçus et n'envoient sur le réseau qu'un nombre très faible d'informations. Mais d'autres tels que X-Tank inondent le réseau sur lequel ils fonctionnent et même les réseaux annexes », explique-t-il.

Dans ce cas, la politique de l'entreprise consiste à « appeler les personnes qui jouent et à leur faire la morale ». Pas question, pour le moment, d'installer un Big Brother du jeu. Mais cela durera-t-il ? L'un des derniers nés, Warcraft-2, peut fonctionner avec seize joueurs en réseau. Quant à certains mordu, ils concilient leur passion avec les

impératifs du travail en n'utilisant le matériel de l'entreprise que pendant la pause déjeuner ou la nuit.

Les autres, joueurs ordinaires, se laissent tenter par une petite partie entre deux rendez-vous ou deux coups de téléphone. Faut-il les pourchasser sans pitié ? Risquent-ils de contaminer leurs voisins ? Question de style de management sans doute. Des logiciels comme Un-Game font inévitablement penser à ces contremaîtres qui se cachaient derrière les piliers des usines, resurgira-t-elle dans les bureaux ?

Michel Alberganti

Un logiciel de simulation de la circulation de composants électroniques mis au point par des chercheurs du laboratoire de génie chimique de Toulouse a été testé avec succès sur deux sites industriels de Motorola et Sillmag. Mellisa, logiciel industriel de simulation et de suivi d'atelier, a été conçu pour permettre aux concepteurs d'installations industrielles de repérer les goulots d'étranglement et les étapes critiques dans la fabrication des produits. Il permet de configurer l'atelier de façon à harmoniser la production et espérer des gains de productivité.

Résultats de l'exercice 1995

**La Hénin**  
ÉPARGNE - CRÉDIT

**Le Conseil d'Administration de la Banque La Hénin, réuni le 27 mars 1996, sous la présidence de Maurice BELLET, a arrêté les comptes de l'exercice 1995.**

**ACTIVITE**  
La Hénin a poursuivi sa politique de distributeur de produits d'épargne, de crédits immobiliers aux particuliers et aux professionnels pour leurs besoins d'exploitation, et de banque de services pour les professionnels qui sont les administrateurs de biens. En concordance avec cette orientation, La Hénin s'est dotée d'une nouvelle identité visuelle et d'une nouvelle dénomination commerciale « LA HENIN EPARGNE-CREDIT ».

En 1995, la production de crédits à moyen et long terme a atteint 3 436 millions de francs, subissant un recul de 12 % dû à une conjoncture économique défavorable. Les encours gérés s'élevaient au 31 décembre 1995 à 32 871 millions de francs, soit une baisse de 6 % expliquée par le poids des remboursements anticipés effectués durant l'année 1994.

L'encours moyen annuel des dépôts s'est élevé à 3 448 millions de francs soit une hausse de 13 % par rapport à 1994 : l'activité de services auprès des administrateurs de biens a connu un fort développement durant l'année 1995.

Au 31 décembre 1995, l'encours des produits d'assurance-vie représentait 1 474 millions de francs soit une hausse de plus de 13 % ; l'encours des FCP et SICAV 2 204 millions de francs.

**RÉSULTATS**  
La diminution des encours due au volume très élevé de remboursements anticipés intervenus en 1994 et la baisse de la marge propre à notre secteur d'activité conduisent à un bénéfice net consolidé de 12 millions de francs, contre 139 millions de francs en 1994, résultat qui inclut une plus-value de cessions pour 66 millions de francs.

Le plan social, qui résulte d'une étude globale de « reengineering » menée durant le quatrième trimestre 1995, sera mis en œuvre au premier semestre 1996. Le coût prévisionnel de ce plan a été intégralement provisionné dans les comptes 1995 : son impact étant compensé en totalité par des profits exceptionnels non récurrents.

Au 31 décembre 1995, les capitaux propres consolidés part du Groupe s'élevaient à 1 226 millions de francs. Le ratio de solvabilité de la Banque La Hénin atteignait 10,9 % au 31 décembre 1995.

**PERSPECTIVES**  
Le marché du crédit immobilier reste extrêmement concurrentiel. Les mesures gouvernementales déjà prises et celles attendues devraient cependant contribuer à améliorer ce contexte.

Pour sa part, La Hénin constate que la reprise de la production intervenue au quatrième trimestre 1995 a été pleinement confirmée au premier trimestre 1996.

Siège Social : Banque La Hénin - 16, rue de la Ville l'Évêque - 75402 Paris cedex 08. Tél 1 44 51 20 20



## JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

### MOTS CROISÉS

Problème n° 910

#### HORIZONTALEMENT

1. Ceux qui la pratiquent laissent leur trace sur la terre. - II. C'est souvent une vraie bouillie. En fin de collage. - III. Pour ceux qui n'aiment pas marcher droit. Donne du vaporeux. - IV. Laps de temps. Éreinté. - V. C'est décidé quand ils sont jetés. Elles fournissent certains éclairages. Devrait être en tête. - VI. Mise en place. Éternelle amoureuse. - VII. Retient l'aviron. Connaît les échecs. - VIII. A mettre dans la balance. Titre de collection. Au Vietnam. - IX. De si petites choses. Révé. - X. C'est sur eux que se fonde la connaissance.

#### VERTICALEMENT

1. Ça ne l'empêche pas d'être maladroit. - 2. Travailler le bois, d'une certaine façon. Se prononce comme ça se numérote. - 3. Dessous d'enfants. - 4. Tut. Réduit à un strict minimum. - 5. On a cor-

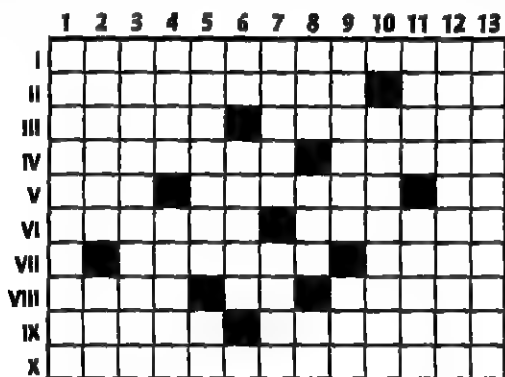
rigé leur manque de goût. Note. - 6. Pronom. Menaçantes par cliché. - 7. Son esprit favorise l'exclusion. Certifie l'intention. - 8. En a-t-on tué le père ? Roi faignant. Pronom. - 9. Monta un bateau. Malheur. - 10. Doit se faire sur le champ. - 11. Voit toujours le Nord. Fait pour vous cajoler. - 12. S'est mis à l'écart. - 13. Ont connu les chiffres.

#### SOLUTION DU N° 909

Horizontalement  
1. Vicissitudes. - II. Inentamé. Elu. - III. Santal. Polar. - IV. Ic-tères. Tige. - V. OTAN. Niveau. - VI. Nuisette. Sec. - VII. Nénés. USA. SI. - VIII. Ale. Sketch. - IX. II. Saist. Ice. - X. Requin. Giffe. - XI. Espégleries.

Verticalement  
1. Visionnaire. - 2. Inactuelles. - 3. Centaine. CP. - 4. Intense. Sol. - 5. Star. Essale. - 6. Salent. King. - 7. Im. Situés. - 8. TER. Vestige. - 9. Ote. Ac. Ir. - 10. Délias. Hi-fi. - 11. Elagés. Clé. - 12. Sur-xcités.

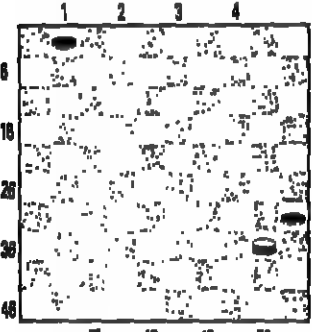
François Dorlet



### DAMES

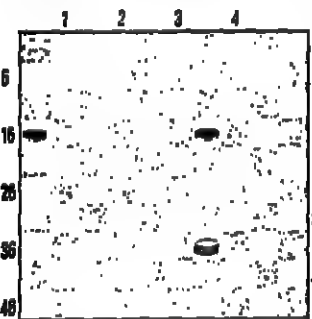
Problème n° 528

LE COIN DU DÉBUTANT  
UNE DAME CONTRE DEUX PIONS  
(Una dama e due pedine avverse)  
3<sup>e</sup> exemple :



Les Blancs jouent et gagnent.

Solution : 40-34 [sur la diagonale 1 à 45, les cases 12 à 45 sont gagnantes : la case vincente] (1-6) 34-71 [la sola casa vincente] (6-11) 7-16 (35-40) 16-11 [la sola] (40-45) 11-50, + [vittoria dopo bloccaggio].

4<sup>e</sup> exemple :


Les Blancs jouent et gagnent.

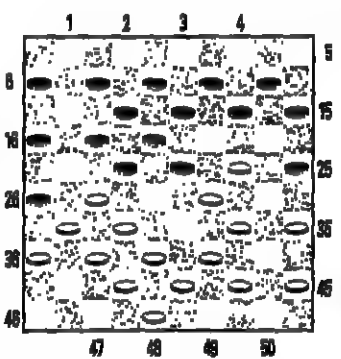
Solution : 39-43 [la sola] (19-23) 43-38 [la sola] (23-28) 38-27 (ou 38-49) (28-33) 27-43 (16-21) 43-16 (33-39) 16-49, + [opposizione].

a) (19-24) 43-38 (24-30) 38-43 (30-35) 43-49 (16-21) 49-16 (35-40) 16-11, etc., +.

L'UNIVERS MAGIQUE

Combinaison exécutée, en 1960, par l'ancien champion du monde Deslauriers [la volpe dell'Alaska], avec les Blancs, dans la position ci-dessous.

CINÉMA  
Tous les films au bout du fil  
36-68-03-78



La combinazione che fumo stare col fatto sospeso.

Solution : 24-19 (13-33) 39-19 (14-23) 34-29 (23-34) 45-40 (34-45) 35-30 (25-34) 32-28 (22-33) 38-40 (45-34) 27-21 (16-27) 31-41, dame (12-18) 4-11. Blancs +1 et +.

#### SOLUTION DU PROBLÈME N° 527

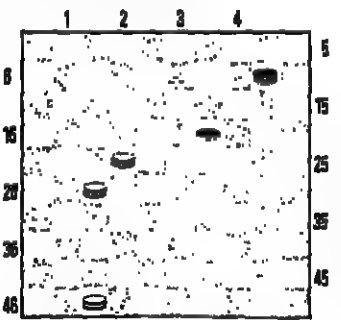
C. BENENSON (1939)

Blancs : dames à 10, 35 et 46 ; pion à 14.

Noirs : dames à 5 ; pions à 2, 12 et 42.  
35-47 (2-13, a) 10-15 (5-19, b) 15-47 (19-5, force) 47-41, etc., +.  
a) (12-3) 14-9 (11) (5-14) 46-5 (3-14) 5-48, +.  
b) (5-37) 46-26 (11, autre surprise très originale [altra sorpresa che fu colpo]).

#### PROBLÈME N° 528

L. DALMAN (1977)



Les Blancs jouent et gagnent.

Solution dans la prochaine chronique.

Jean Chaze

Horaires des spectacles  
36 15 LEMONDE

### ANACROISÉS (R)

Problème n° 971

#### HORIZONTALEMENT

1. AEGINNV. - 2. CEEIKORS. - 3. ACELOSTU (+2). - 4. EELLOFT. - 5. DEEIORU. - 6. ACINRTTU. - 7. EERRRSU (+1). - 8. ENOPST. - 9. EEILNR (+1). - 10. AAALNNST. - 11. CEEENQSU. - 12. EHSITTU. - 13. EEIIMPST (+2). - 14. AEEGRRR. - 15. AEEGPRV. - 16. EEEIOPST. - 17. CEEINPT (+1). - 18. ACEIMN (+2). - 19. AEEGLT (+1). - 20. AACEMRT. - 21. IOOPRUV (+1). - 22. CEERSSTU (+2).

#### VERTICALEMENT

23. ACEELLTU. - 24. ACEEPRS (+3). - 25. EINORRU. - 26. AAILNOSS. - 27. EECRTU (+2). - 28. BEGINU. - 29. EEEIRST (+3). - 30. EENRRSU. - 31. CEENTTU. - 32. AEEIORRU (+2). - 33. EINRTU (+2). - 34. AEEINPR (+3). - 35. CEELNOPU. - 36. EEEELPS. - 37. EIKORSST. - 38. EEEIPPR (+1). - 39. AAFGINIT. - 40. EENORRT (+1). - 41. AACESTV. - 42. AAEFGNRU. - 43. AEEILSS (+1). - 44. AAEAGINS. - 45. DEEINST.

#### SOLUTION DU N° 910

1. CROQUET. - 2. SAMPAN. - 3. AUGUSTE (GUEUSAT). - 4. ETHNIES (STHENIE THEINES).

### ÉCHECS

Étude n° 1683

#### MÉMORIAL EUWE

(Amsterdam, mars 1996)

Blancs : Lautner.

Noirs : Short.

Défense ouest-indienne.

1. e4	c5	2. f3	d6	3. d4	e5	4. e3	f6	5. f4	e7	6. e5	d6	7. d5	c6	8. c5	d6	9. d5	c6	10. c5	d6	11. c5	d6	12. c5	d6	13. c5	d6	14. c5	d6	15. c5	d6	16. c5	d6	17. c5	d6	18. c5	d6	19. c5	d6	20. c5	d6	21. c5	d6	22. c5	d6	23. c5	d6	24. c5	d6	25. c5	d6	26. c5	d6	27. c5	d6	28. c5	d6	29. c5	d6	30. c5	d6	31. c5	d6	32. c5	d6	33. c5	d6	34. c5	d6	35. c5	d6	36. c5	d6	37. c5	d6	38. c5	d6	39. c5	d6	40. c5	d6	41. c5	d6	42. c5	d6	43. c5	d6	44. c5	d6	45. c5	d6	46. c5	d6	47. c5	d6	48. c5	d6	49. c5	d6	50. c5	d6	51. c5	d6	52. c5	d6	53. c5	d6	54. c5	d6	55. c5	d6	56. c5	d6	57. c5	d6	58. c5	d6	59. c5	d6	60. c5	d6	61. c5	d6	62. c5	d6	63. c5	d6	64. c5	d6	65. c5	d6	66. c5	d6	67. c5	d6	68. c5	d6	69. c5	d6	70. c5	d6	71. c5	d6	72. c5	d6	73. c5	d6	74. c5	d6	75. c5	d6	76. c5	d6	77. c5	d6	78. c5	d6	79. c5	d6	80. c5	d6	81. c5	d6	82. c5	d6	83. c5	d6	84. c5	d6	85. c5	d6	86. c5	d6	87. c5	d6	88. c5	d6	89. c5	d6	90. c5	d6	91. c5	d6	92. c5	d6	93. c5	d6	94. c5	d6	95. c5	d6	96. c5	d6	97. c5	d6	98. c5	d6	99. c5	d6	100. c5	d6	101. c5	d6	102. c5	d6	103. c5	d6	104. c5	d6	105. c5	d6	106. c5	d6	107. c5	d6	108. c5	d6	109. c5	d6	110. c5	d6	111. c5	d6	112. c5	d6	113. c5	d6	114. c5	d6	115. c5	d6	116. c5	d6	117. c5	d6	118. c5	d6	119. c5	d6	120. c5	d6	121. c5	d6	122. c5	d6	123. c5	d6	124. c5	d6	125. c5	d6	126. c5	d6	127. c5	d6	128. c5	d6	129. c5	d6	130. c5	d6	131. c5	d6	132. c5	d6	133. c5	d6	134. c5	d6	135. c5	d6	136. c5	d6	137. c5	d6	138. c5	d6	139. c5	d6	140. c5	d6	141. c5	d6	142. c5	d6	143. c5	d6	144. c5	d6	145. c5	d6	146. c5	d6	147. c5	d6	148. c5	d6	149. c5	d6	150. c5	d6	151. c5	d6	152. c5	d6	153. c5	d6	154. c5	d6	155. c5	d6	156. c5	d6	157. c5	d6	158. c5	d6	159. c5	d6	160. c5	d6	161. c5	d6	162. c5	d6	163. c5	d6	164. c5	d6	165. c5	d6	166. c5	d6	167. c5	d6	168. c5	d6	169. c5	d6	170. c5	d6	171. c5	d6	172. c5	d6	173. c5	d6	174. c5	d6	175. c5	d6	176. c5	d6	177. c5	d6	178. c5	d6	179. c5	d6	180. c5	d6	181. c5	d6	182. c5	d6	183. c5	d6	184. c5	d6	185. c5	d6	186. c5	d6	187. c5	d6	188. c5	d6	189. c5	d6	190. c5	d6	191. c5	d6	192. c5	d6	193. c5	d6	194. c5	d6	195. c5	d6	196. c5	d6	197. c5	d6	198. c5	d6	199. c5	d6	200. c5	d6	201. c5	d6	202. c5	d6	203. c5	d6	204. c5	d6	205. c5	d6	206. c5	d6	207. c5	d6	208. c5	d6	209. c5	d6	210. c5	d6	211. c5	d6	212. c5	d6	213. c5	d6	214. c5	d6	215. c5	d6	216. c5	d6	217. c5	d6	218. c5	d6	219. c5	d6	220. c5	d6	221. c5	d6	222. c5	d6	223. c5	d6	224. c5	d6	225. c5	d6	226. c5	d6	227. c5	d6	228. c5	d6	229. c5	d6	230. c5	d6	231. c5	d6	232. c5	d6	233. c5	d6	234. c5	d6	235. c5	d6	236. c5	d6	237. c5	d6	238. c5	d6	239. c5	d6	240. c5	d6	241. c5	d6	242. c5	d6	243. c5	d6	244. c5	d6	245. c5	d6	246. c5	d6	247. c5	d6	248. c5	d6	249. c5	d6	250. c5	d6	251. c5	d6	252. c5	d6	253. c5	d6	254. c5	d6	255. c5	d6	256. c5	d6	257. c5	d6	258. c5	d6	259. c5	d6	260. c5	d6	261. c5	d6	262. c5	d6	263. c5	d6	264. c5	d6	265. c5	d6	266. c5	d6	267. c5	d6	268. c5	d6	269. c5	d6	270. c5	d6	271. c5	d6	272. c5	d6	273. c5	d6	274. c5	d6	275. c5	d6	276. c5	d6	277. c5	d6	278. c5	d6	279. c5	d6	280. c5	d6	281. c5	d6	282. c5	d6	283. c5	d6	284. c5	d6	285. c5	d6	286. c5	d6	287. c5	d6	288. c5	d6	289. c5	d6	290. c5	d6	291. c5	d6	292. c5	d6	293. c5	d6	294. c5	d6	295. c5	d6	296. c5	d6	297. c5	d6	298. c5	d6	299. c5	d6	300. c5	d6	301. c5	d6	302. c5	d6	303. c5	d6	304. c5	d6	305. c5	d6	306. c5	d6	307. c5	d6	308. c5	d6	309. c5	d6	310. c5	d6	311. c5	d6	312. c5	d6	313. c5	d6	314. c5	d6	315. c5	d6	316. c5	d6	317. c5	d6	318. c5	d6	319. c5	d6	320. c5	d6	321. c5	d6	322. c5	d6	323. c5	d6	324. c5	d6	325. c5	d6	326. c5	d6	327. c5	d6	328. c5	d6	329. c5	d6	330. c5	d6	331. c5	d6	332. c5	d6	333. c5	d6	334. c5	d6	335. c5	d6	336. c5	d6	337. c5	d6	338. c5	d6	339. c5	d6	340. c5	d6	341. c5	d6	342. c5	d6	343. c5	d6	344. c5	d6	345. c5	d6	346. c5	d6	347. c5	d6	348. c5	d6	349. c5	d6	350. c5	d6	351. c5	d6	352. c5	d6	353. c5	d6	354. c5	d6	355. c5	d6	356. c5	d6	357. c5	d6	358. c5	d6	359. c5	d6	360. c5	d6	361. c5	d6	362. c5	d6	363. c5	d6	364. c5	d6	365. c5	d6	366. c5	d6	367. c5	d6	368. c5	d6	369. c5	d6	370. c5	d6	371. c5	d6	372. c5	d6	373. c5	d6	374. c5	d6	375. c5	d6	376. c5	d6	377. c5	d6	378. c5	d6	379. c5	d6	380. c5	d6	381. c5	d6	382. c5	d6	383. c5	d6	384. c5	d6	385. c5	d6	386. c5	d6	387. c5	d6	388. c5	d6	389. c5	d6	390. c5	d6	391. c5	d6	392. c5	d6	393. c5	d6	394. c5	d6	395. c5	d6	396. c5	d6	397. c5	d6	398. c5	d6	399. c5	d6	400. c5	d6	401. c5	d6	402. c5	d6	403. c5	d6	404. c5	d6	405. c5	d6	406. c5	d6	407. c5	d6	408. c5	d6	409. c5	d6	410. c5	d6	411. c5	d6	412. c5	d6	413. c5	d6	414. c5	d6	415. c5	d6	416. c5	d6	417. c5	d6	418. c5	d6	419. c5	d6	420. c5	d6	421. c5	d6	422. c5	d6	423. c5	d6	424. c5	d6	425. c5	d6	426. c5	d6	427. c5	d6	428. c5	d6	429. c5	d6	430. c5	d6	431. c5	d6	432. c5	d6	433. c5	d6	434. c5	d6	435. c5	d6	436. c5	d6	437. c5	d6	438. c5	d6	439. c5	d6	440. c5	d6	441. c5	d6	442. c5	d6	443. c5	d6	444. c5	d6	445. c5	d6	446. c5	d6	447. c5	d6	448. c5	d6	449. c5	d6	450. c5	d6	451. c5	d6	452. c5	d6	453. c5	d6	454. c5	d6	455. c5	d6	456. c5	d6	457. c5	d6	458. c5	d6	459. c5	d6	460. c5	d6	461. c5	d6	462. c5	d6	463. c5	d6	464. c5	d6	465. c5	d6	466. c5	d6	467. c5	d6	468. c5	d6	469. c5	d6	470. c5	d6	471. c5	d6	472. c5	d6	473. c5	d6	474. c5	d6	475. c5	d6	476. c5	d6	477. c5	d6	478. c5	d6	479. c5	d6	480. c5	d6	481. c5	d6	482. c5	d6	483. c5	d6	484. c5	d6	485. c5	d6	486. c5	d6	487. c5	d6	488. c5	d6	489. c5	d6	490. c5	d6	491. c5	d6	492. c5	d6	493. c5	d6	494. c5	d6	495. c5	d6	496. c5	d6	497. c5	d6	498. c5	d6	499. c5	d6	500. c5	d6	501. c5	d6	502. c5	d6	503. c5	d6	504. c5	d6	505. c5	d6	506. c5	d6	507. c5	d6	508. c5	d6	509. c5	d6	510. c5	d6	511. c5	d6	512. c5	d6	513. c5	d6	514. c5	d6	515. c5	d6	516. c5	d6	517. c5	d6	518. c5	d6	519. c5	d6	520. c5	d6	521. c5	d6	522. c5	d6	523. c5	d6	524. c5	d6	525. c5	d6	526. c5	d6	527. c5	d6	528. c5	d6	529. c5	d6	530. c5	d6	531. c5	d6	532. c5	d6	533. c5	d6	534. c5	d6	535. c5	d6	536. c5	d6	537. c5	d6	538. c5	d6	539. c5	d6	540. c5	d6	541. c5	d6	542. c5	d6	543. c5	d6	544. c5	d6	545. c5	d6	546. c5	d6	547. c5	d6	548. c5	d6	549. c5	d6	550. c5	d6	551. c5	d6	552. c5	d6	553. c5	d6	554. c5	d6	555. c5	d6	556. c5	d6	557. c5	d6	558. c5	d6	559. c5	d6	560. c5	d6	561. c5	d6	562. c5	d6	563. c5	d6	564. c5	d6	565. c5	d6	566. c5	d6	567. c5	d6	568. c5	d6	569. c5	d6	570. c5	d6	571. c5	d6	572. c5	d6	573. c5	d6	574. c5	d6	575. c5	d6	576. c5	d6	577. c5	d6	578. c5	d6	579. c5	d6	580. c5	d6	581. c5	d6	582. c5	d6	583. c5	d6	584. c5	d6	585. c5	d6	586. c5	d6	587. c5	d6	588. c5	d6	589. c5	d6	590. c5	d6	591. c5	d6	592. c5	d6	593. c5	d6	594. c5	d6	595. c5	d6	596. c5	d6	597. c5	d6	598. c5	d6	599. c5	d6	600. c5	d6	601. c5	d6	602. c5	d6	603. c5	d6	604. c5	d6	605. c5	d6	606. c5	d6	607. c5	d6	608. c5	d6	609. c5	d6	610. c5	d6	611. c5	d6	612. c5	d6	613. c5	d6	614. c5	d6	615. c5	d6	616. c5	d6	617. c5	d6	618. c5	d6	619. c5	d6	620. c5	d6	621. c5	d6	622. c5	d6	623. c5	d6	624. c5	d6	625. c5	d6	626. c5	d6	627. c5	d6	628. c5	d6	629. c5	d6	630. c5	d6	631. c5	d6	632. c5	d6	633. c5	d6	634. c5	d6	635. c5	d6	636. c5	d6	637. c5	d6	638. c5	d6	639. c5	d6	640. c5	d6	641. c5	d6	642. c5	d6	643. c5	d6	644. c5	d6	645. c5	d6	646. c5	d6	647. c5	d6	648. c5	d6	649. c5	d6	650. c5	d6	651. c5	d6	652. c5	d6	653. c5	d6	654. c5	d6	655. c5	d6	656. c5	d6	657. c5	d6	658. c5	d6	659. c5	d6	660. c5	d6	661. c5	d6	662. c5	d6	663. c5	d6	664. c5	d6	665. c5	d6	666. c5	d6	667. c5	d6	668. c5	d6	669. c5	d6	670. c5	d6	671. c5	d6	672. c5	d6	673. c5	d6	674. c5	d6	675. c5	d6	676. c5	d6	677. c5	d6	678. c5	d6	679. c5	d6	680. c5	d6	681. c5	d6	682. c5	d6	683. c5	d6	684. c5	d6	685. c5	d6	686. c5	d6	687. c5	d6	688. c5	d6	689. c5	d6	690. c5	d6	691. c5	d6	692. c5	d6	693. c5	d6	694. c5	d6	695. c5	d6	696. c5	d6	697. c5	d6	698. c5	d6	699. c5	d6	700. c5	d6	701. c5	d6	702. c5	d6	703. c5	d6	704. c5	d6	705. c5	d6	706. c5	d6	707. c5	d6	708. c5	d6	709. c5	d6	710. c5	d6	711. c5	d6	712. c5	d6	713. c5	d6	714. c5	d6	715. c5	d6	716. c5	d6	717. c5	d6	718. c5	d6	719. c5	d6	720. c5	d6	721. c5	d6	722. c5	d6	723. c5	d6	724. c5	d6	725. c5	d6	726. c5	d6	727. c5	d6	728. c5	d6	729. c5	d6	730. c5	d6	731. c5	d6	732. c5	d6	733. c5	d6	734. c5	d6	735. c5
-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------	----	---------



## Un week-end pascal plutôt clément

L'ANTICYCLONE centré sur le Danemark, et qui dirigeait depuis plusieurs jours de l'air froid sur la France, va s'affaiblir quelque peu ; son influence sur notre pays va ainsi s'estomper, et le froid va progressivement reculer. Et, comme aucun système perturbé ne vient prendre la place de cet anticyclone, le week-end pascal s'annonce plutôt clément.

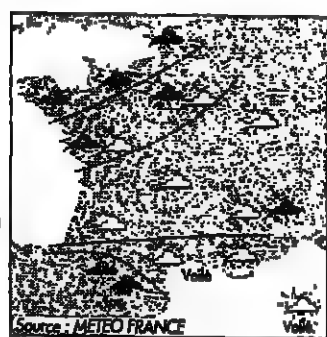
Samedi, dans les régions

proches de la Manche, de nombreux nuages bas rendront la matinée grise ; quelques éclaircies devraient ensuite se développer. Dans les Pays de Loire, le Centre, l'Île-de-France, la Champagne et les Ardennes, le ciel, assez nuageux le matin, laissera la place à des éclaircies l'après-midi. Dans les Pyrénées, la voile de nuages, déjà présente au lever du jour, s'épaissira au fil des heures ; les nuages deviendront même menaçants l'après-midi. Dans les Alpes, après une matinée bien ensoleillée, des averses sont possibles en fin d'après-midi. Dans les régions méditerranéennes et le piémont pyrénéen, la journée sera ensoleillée, mais avec un voile de nuages très élevés. Ailleurs, ce sera une belle journée de début de printemps, avec des bancs de brume au lever du jour en Aquitaine et en région lyonnaise, puis quelques cumulus de beau temps l'après-midi.

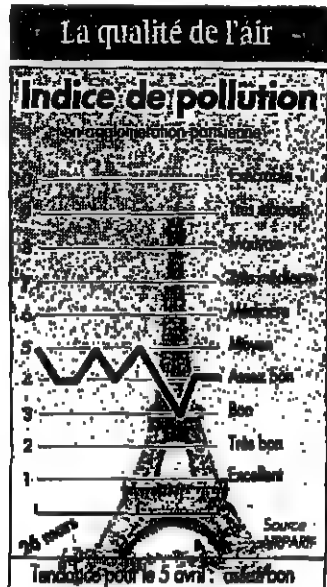
Les températures resteront fraîches le matin, et se montreront agréables l'après-midi : les minimales seront comprises entre 1 et 4 degrés, un peu plus sur les franges littorales, mais il y aura par endroits des gelées entre 0 et -2 degrés, notamment en Provence, dans le Sud-Ouest, le Massif Central, les Alpes et le Jura ; quant aux maximales, elles seront en hausse : elles ne dépasseront pas 10 à 13 degrés près de la Manche, mais seront partout ailleurs comprises entre 14 et 17 degrés, avec des pointes à 18 ou 19 degrés dans le Sud.

Dimanche, en plaine, ce sera une journée ensoleillée, avec simplement quelques nuages passagers. Sur le relief, les nuages seront plus abondants et plus menaçants, surtout l'après-midi, où ils donneront quelques averses. Les températures, minimales et maximales, seront partout en légère hausse.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 6 avril vers 12h00



## BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au 21 mars. Elles nous sont communiquées par Ski France, l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : (0) 47-42-32-32), qui diffuse aussi ces renseignements sur son site Internet, code : <http://www.ski-france.fr>

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

### HAUTE-SAOÛNE

Avoriz : 40-185 ; Les Carroz-d'Aranches : 15-250 ; Chamonix : 30-250 ; Châtel : 35-135 ; La Clusaz : 05-170 ; Comblanchien : 25-130 ; Les Contamines-Montjoie : 20-140 ; Flaine : 35-255 ; Les Gets : 15-100 ; Le Grand-Bornand : 10-95 ; Les Houches : 40-100 ; Megève : 10-110 ; Morillon : 05-250 ; Morzine-Avoriaz : 30-185 ; Praz-de-Lys-Sommand : 45-100 ; Praz-sur-Ady : 10-

80 ; Saint-Gervais : 45-110 ; Samoëns : 05-250 ; Thollon-les-Mémises : 20-40.

### SAVOIE

Les Allons : 0-105 ; Les Arcs : 62-205 ; Arèches-Beaufort : 0-185 ; Aussois : 20-60 ; Bessans : 60-75 ; Bonneval-sur-Arc : 65-185 ; Le Corbier : 20-110 ; Courchevel : 15-127 ; La Tania : 15-114 ; Crest-Voland-Corrençon : 25-90 ; Flumet : 10-70 ; Les Karellis : 30-100 ; Les Menuires : 35-130 ; Saint-Martin-de-Belleville : 25-130 ; Méribel : 25-98 ; La Norma : 0-90 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 10-90 ; La Plagne : 100-215 ; Pralognan-la-Vanoise : 05-50 ; La Rosière : 1850 ; 62-135 ; Saint-François-Longchamp : 35-120 ; Les Saix : 80-110 ; Tignes : 110-190 ; La Toussuire : 35-60 ; Val-Cenis : 20-160 ; Valfréjus : 15-120 ; Val-d'Isère : 92-150 ; Valloire : 15-90 ; Valmeinier : 0-90 ; Valmorel : 40-145 ; Val-Thorens : 60-200.

### DAUPHINÉ-SEINE

Alpe-d'Huez : 70-290 ; Alpe-du-Grand-Serre : 0-0 ; Auris-en-Oi-

sans : 10-70 ; Autrans : 10-30 ; Chamrousse : 30-70 ; Le Collet-d'Allervand : 20-80 ; Les Deux-Alpes : 30-320 ; Lans-en-Vercors : 0-30 ; Méaudre : n.c. ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : n.c. ; Les Sept-Laux : 0-100 ; Villard-de-Lans : 30-110.

### ALPES DU SUD

Auron : 150-280 ; Beuil-Les-Launes : n.c. ; Briançon : 30-130 ; Isola 2000 : 210-290 ; Montgenèvre : 70-140 ; Orcières-Merlette : 60-265 ; Les Orres : 70-180 ; Pra-Loup : 60-270 ; Puy-Saint-Vincent : 45-180 ; La Salette-Sauze : 40-200 ; Serre-Chevalier : 40-150 ; Super-Dévoluy : 20-270 ; Valberg : 30-130 ; Val-d'Alos-Le Seignus : 60-250 ; Val-d'Allos-La Foux : 190-355 ; Risoul : 60-150 ; Vars : 60-150.

### PYRÉNÉES

Ax-les-Thermes : 20-160 ; Caute-rats-Lys : 15-280 ; Font-Romeu : 70-120 ; Gourette : 40-320 ; Luchon-Superbagnères : 20-110 ; Luz-Ardiden : 30-130 ; La Mongie : 60-160 ; Peyragudes : 70-130 ; Plau-Engaly : 95-140 ; Saint-Lary-Soulan : 35-100.

### AUVERGNE

Besse-Super-Besse : 20-100 ; Super-Lioran : 40-120.

### JURA

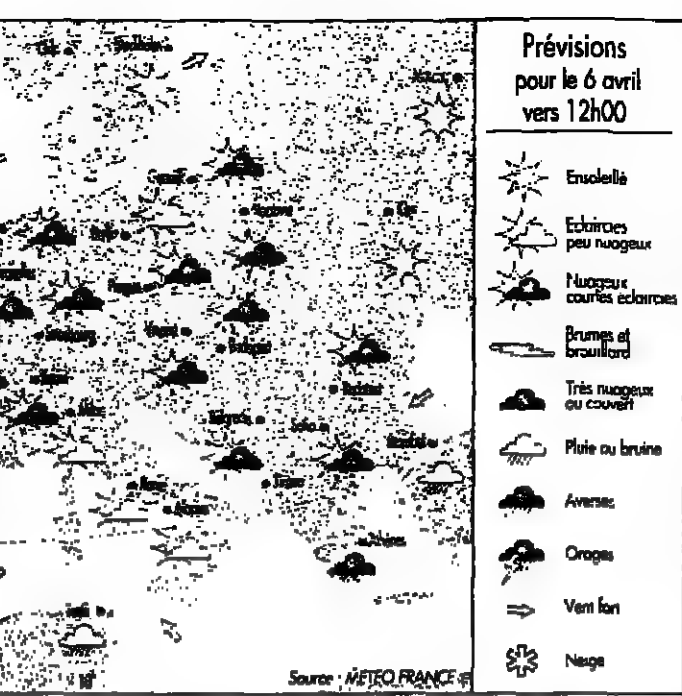
Métabief-Mont-d'Or : n.c. ; Mil-joux-Lelex-La Fautelle : 03-30 ; Les Rousses : 0-50.

### VOGÈS

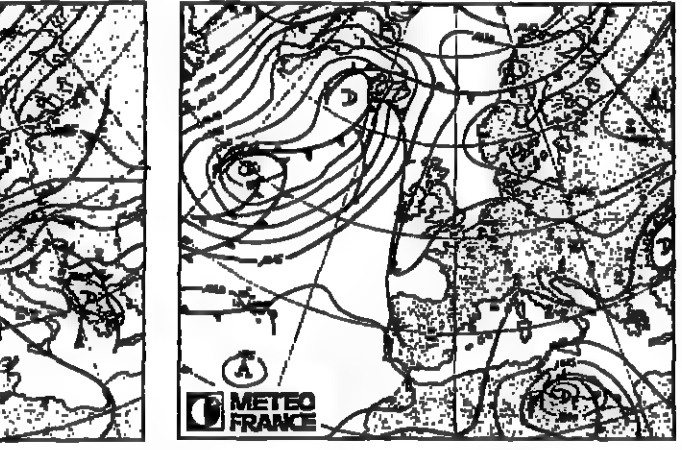
La Bresse-Hohneck : 30-50 ; Gérardmer : 20-40 ; Saint-Mau-rice-sur-Moselle : n.c. ; Ventron : n.c.

### LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour ces stations, on peut s'adresser à l'office de tourisme de chaque pays. Allemagne : 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 40-20-01-88 ; Andorre : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55 ; Autriche : 53-83-95-20, ou par Minitel : 36-15 code AUTRICHE ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68 ; Suisse : 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 44-51-65-51.



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	10/3	TOURS	10/3	CHICAGO	8/-1	LES ANTONNES	21/3	PRETORIA	19/2
du 4 avril	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3
max/min	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3
max/min	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3
max/min	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3	10/3



Situation le 5 avril, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 7 avril, à 0 heure, temps universel

## LES OFFICES DE PÂQUES À PARIS

Nous publions les horaires des offices de la fin de la semaine sainte et du jour de Pâques. L'ensemble des informations sur ces offices sont disponibles au 3615 GABRIEL, le Minitel des Églises de France. Les Églises orthodoxes et orientales qui appliquent le calendrier julien célèbrent Pâques une semaine plus tard, dimanche 14 avril.

### Culte catholique

■ Notre-Dame-de-Paris (4<sup>e</sup>). Vendredi 5 : célébration de la Passion à 19 heures ; samedi 6 : vigile pascalle à 22 heures ; dimanche 7 : offices à 9 h 30, 11 heures, 18 heures ; lundi 8 : offices à 10 heures, 18 heures. ■ Saint-Germain-des-Près (6<sup>e</sup>). Vendredi 5 : célébration de la Passion à 19 heures ; samedi 6 : vigile pascalle à 21 heures ; dimanche 7 : offices à 9 heures, 10 heures, 11 heures, 17 heures (espagnol), 19 heures ; lundi 8 : office à 12 h 15. ■ Saint-Sulpice (6<sup>e</sup>). Vendredi 5 : célébration de la Passion à 19 heures ; samedi 6 : vigile pascalle à 21 h 30 ; dimanche 7 : offices à 7 heures, 9 heures, 10 h 30, 12 h 05, 18 h 45 ; lundi 8 : offices à 7 heures, 9 heures, 12 h 05, 18 h 45. ■ La Madeleine (8<sup>e</sup>). Vendredi 5 : célébration de la Passion à 18 h 30 ; samedi 6 : vigile pascalle à 21 heures ; dimanche 7 : offices à 10 heures, 11 heures, 12 h 30, 18 h 15 ; lundi 8 : offices à 9 heures, 11 heures, 12 h 15, 18 heures. ■ Saint-Augustin (8<sup>e</sup>). Vendredi 5 : célébration de la Passion à 19 heures ; samedi 6 : vigile pascalle à 21 heures ; dimanche 7 : offices à 10 heures, 11 h 15, 18 h 30.

### LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25  
Télématique 3615 code LE MONDE  
CompuServe 36 63 81 22  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>  
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56  
CD-ROM : (1) 44-08-78-30  
Index et microfilms : (1) 40-65-29-33  
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2, 23 films)  
Le Monde est édité par le SA Le Monde, 12, rue M. Gurobois, 94852 Ivry-Cedex.  
Imprimé en France 1994

### Culte luthérien

■ Paroisse des Billettes (4<sup>e</sup>). Vendredi 5 : office à 19 heures ; samedi 6 : vigile à 21 heures ; dimanche 7 : office à 10 h 30. ■ Église de la Rédemption (9<sup>e</sup>). Vendredi 5 : office à 12 h 15 ; dimanche 7 avril : office à 10 h 30.

### Culte réformé

■ Oratoire du Louvre (1<sup>er</sup>). Vendredi 5 : culte avec Sainte-Cène à 20 h 30 ; dimanche 6 : culte avec Sainte-Cène à 10 h 30. ■ Église du Luxembourg (6<sup>e</sup>). Vendredi 5 : culte à 21 heures ; dimanche 7 : culte à 10 h 30. ■ Paroisse de l'Étoile (17<sup>e</sup>). Vendredi 5 : célébration de la Passion à 19 h 30 ; dimanche 7 : culte à 10 h 30.

### Culte anglican

■ Saint-Georges (16<sup>e</sup>). Vendredi 5 : célébration de la Passion à 19 h 30 ; samedi 6 : vigile à 22 heures ; dimanche 7 : offices à 8 h 30, 10 h 30 et 15 heures.

## IL Y A 50 ANS DANS le Monde

### Onze ans après

EN ÉCOUTANT le débat à l'Assemblée constituante sur les crédits militaires, il fut permis à un moment de se croire reporté onze ans en arrière, à cette séance du 15 mars 1935 qui fut fatale à notre pays. Il s'agissait alors de la proposition de loi de M. Paul Reynaud qui demandait, s'appuyant sur le livre, devenu classique, du colonel de Gaulle - Vers l'armée de métier -, la création de dix divisions cuirassées avec un corps de spécialistes, engagées de six ans. On sait que l'inertie des grands chefs militaires, ajoutée à l'aveuglement des idéologues, fit rejeter ce projet, dont la réalisation eût sans doute sauvé le pays de l'invasion. Il va de soi que l'armée nationale n'aurait pas supprimée pour autant. « Mémoire de l'Assemblée », dit alors l'extrême gauche, pendant que Pétain chevrotait : « C'est de la fantaisie ».

Il est admirable que les mêmes arguments qui furent employés alors aient été repris du même côté de l'Assemblée : « conception des armées et des valets d'armes », « la levée en masse », « les soldats de l'an II n'étaient-ils pas improvisés ? ». Comme si l'on ne savait pas que la valeur efficace des soldats de la Révolution leur est venue de l'armement, comme si l'on ignorait que la force de l'armée rouge, née en 1939 par Weygand, a reposé sur un cadre solide, puissant, admirable, de spécialistes de l'artillerie, des blindés, de l'aviation.

M. André Montell parlait d'or quand il prononçait ces paroles de bon sens : « L'évolution technique postule un corps de spécialistes. Qu'il s'agisse de la garde de notre empire ou de notre contribution à l'Organisation des Nations unies, nous avons besoin d'hommes de métier parfaitement entraînés et équipés. On ne tient pas le Tonkin avec des conscrits. On n'alimente pas l'armée internationale chargée de la sécurité collective avec des milices improvisées ».

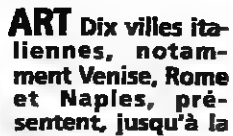
Rémy Roure  
(6 avril 1946.)

## PARIS EN VISITE

### Dimanche 7 avril

■ LA CRYPTÉ ARCHÉOLOGIQUE sous le parvis de Notre-Dame (40 F + prix d'entrée), 10 h 30, devant l'entrée près de la préfecture de police (Approche de l'art). ■ MONTMARTRE, 10 h 30 (50 F), en haut du funiculaire (Paris autrefois) ; 11 heures et 15 h 30 (50 F), en haut du funiculaire sortie côté gauche (Claude Maréchal). ■ LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE (70 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Philippe-Auguste (Vincent de Landglade). ■ MUSÉE DU MOYEN ÂGE (36 F + prix d'entrée) : l'hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 11 heures ; les Thermes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures ; la chasse de Nivelles et l'orfèvrerie gothique, 15 h 30 (Musées nationaux). ■ LA BUTTE-AUX-CAILLES (50 F), 14 h 30, sortie du métro Corvisart (Découvrir Paris). ■ L'ÎLE DE LA CITÉ et l'Île Saint-Louis (50 F), 14 h 30, Pont-Neuf devant la statue d'Henri IV (Connaissance de Paris). ■ LE QUARTIER CHINOIS (55 F), 14 h 30, sortie du métro Maison-Blanche côté impair (Europ expo). ■ LE CHÂTEAU DE BAGATELLE (25 F + prix d'entrée), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Ville de Paris). ■ LES ÉGOUTS (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris). ■ LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS et ses jardins hispano-mauresques (37 F + prix d'entrée), 15 heures, place du Puits-de-l'Érmitte (Monuments historiques). ■ L'ÎLE DE LA CITÉ (37 F), 15 heures, sortie du métro Pont-Neuf côté Pont-Neuf (Monuments historiques). ■ L'INSTITUT (40 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, quai de Conti (Approche de l'art). ■ LE PARC DE BAGATELLE (35 F), 15 heures, entrée ouest du parc devant la grille de Sévres (Ville de Paris). ■ LE QUARTIER DE SAINT-SÉVERIN (50 F), 15 heures, sortie du métro Maubert-Mutualité (Résurrection du passé).





**fin de l'année, une série d'expositions qui retracent la présence grecque dans le sud de la péninsule et en Sicile. Arrivés par la mer à partir de 750 av. J.-C., les colons**

**hellènes fondent des cités -  
Cumae, Tarente, Agrigente, Naples,  
Syracuse - qui, très vite, prennent  
leurs distances avec la mère patrie.**  
● **LE PALAZZO GRASSI de Venise**

est le lieu phare de ces manifestations. Il présente, à travers quatre cents pièces originales et de grande qualité, l'histoire d'une civilisation, trop souvent connue à tra-

● PREMIÈRE en Italie, cette entreprise est née de la collaboration entre le secteur privé (la firme Fiat) et le ministère des biens culturels.

Rome, Naples, mais surtout Venise présentent un « musée imaginaire » de la présence hellène dans la péninsule, qui s'est développée entre 750 et 200 avant notre ère. A travers quatre cents pièces originales, la Cité des doges renouvelle la vision d'un modèle

**VENISE**

**de notre envoi spécial**

En voulant retracer un demi-millénaire de civilisation hellénique en Italie, la péninsule s'est lancée, jusqu'à la fin 1996, dans une entreprise fleuve, à travers une dizaine d'expositions, à Venise mais aussi Rome, Naples, Paestum, Tarente... Rien que dans la Cité des doges, les trente-six salles du Palazzo Grassi sont occupées par une rétrospective monumentale - « Les Grecs en Occident » -, montée par Giovanni Pugliese Carratelli et Angelo Bottini, qui entend présenter à travers quatre cents pièces, la civilisation qui s'est installée dans cette région entre 750 et 200 av. J.-C.

Comment s'est imposé le miracle héliénique ? En fait, l'un des noms de la mer est la *route*. Prendre la mer, pour un Grec, c'est prendre la route. Partant de la mer Egée, d'Ile en Ile, de cap en promontoire, il est facile, si l'on se dirige vers le couchant, de franchir le détroit de Tarente et d'aborder l'Italie méridionale, la Sicile et, au-delà, la Sardaigne et la Corse, puis la Provence et la Catalogne. Les étapes sont courtes, il y a toujours une anse pour s'abriter. La mer, c'est la voie des échanges, le chemin des exilés, des aventuriers et des laissés-pour-compte. Au bout, il y a des terres à cultiver, une liberté à conquérir loin des pesantes oligarchies de la mère patrie.

Ainsi, à partir du VIII<sup>e</sup> siècle av. J.-C., les grandes cités grecques ont décliné leur modèle, de la mer

Noire au côtes espagnoles. Ces villes nouvelles s'épanouissent vite. Sur tous les plans : politique, social et culturel. Les plus beaux temples doriques sont à Posidonia (Paestum) ou à Agrigente. Parnémide et Pythagore donneront libre cours à des initiatives qui auraient été bridées dans leur patrie d'origine. Platon séjournera en Sicile où il pensera créer une cité idéale. Parfois, les affrontements avec la mère patrie sont rudes, comme le montrera le sanglant échec de l'expédition montée par Athènes contre Syracuse.

## REALITY MEASURE BUILDING

Pour éviter de retomber entre les mains de l'aristocratie, des artisans et commerçants, les nouvelles classes enrichies, recherchent la protection d'un homme fort - le tyran - dont l'action va souvent se révéler positive sur le plan culturel. L'homme providentiel recherche la compagnie des philosophes et des poètes pour orner sa cour. Pour donner du travail à la population, et pour entretenir sa renommée, il fait construire de nombreux sanctuaires. Ces colons ont ainsi réussi à greffer le héraclite grec sur une civilisation grecque. Cela ne se fit pas sans héros ni conflits avec les premiers occupants du sol, mais donna naissance à une civilisation durable - plus de cinq siècles, le temps qui nous sépare de la Renaissance - avant d'être avalée par Rome.

### Qu'est-ce que le modèle grec ?

Pour des générations nourries de « classiques », c'est la beauté, la mesure, l'ordre, l'équilibre. Si l'étonnant épêhe de Mozia, qui accueille le visiteur au paléozio Grassi, peut convenir à cette définition (la sensualité en plus), on s'aperçoit, à parcourir les salles de cette exposition-fléuve, qu'il y a une diversité d'expressions qui sont loin de correspondre à cette apollinisme tranquille. On y découvre aussi bien la Grèce archaïque, raide, rugueuse, la Grèce dionysiaque des Gorgones échelées, les différentes variétés du classicisme – sévère, maniériste, baroque – que la Grèce hellénistique et savante. L'intérêt de cette exposition est de montrer à travers un parcours chronologique richement nourri, la permanence de cet art : dédain de l'histoire événementielle, goût pour un réalisme idéalisé et désir d'établir un répertoire durable de formes.

On trouve, dans l'*Odyssée* (vers 750 av. J.-C.) des échos des premières périodes. Sur une coupe présentée au Palazzo Grassi, Ulysse est lié au mât de son navire pour échapper aux Sireènes mangeuses d'hommes. Le héros d'Homère affronte des contrées mythiques, peuplées de monstres et de magiciennes. Ses mésaventures se déroulent entre la Sicile, la Sardaigne et l'Italie méridionale qu'on appellera plus tard la Grande Grèce. Les premiers colons qui s'installent sur la côte ouest de la péninsule sont des terres cuites innombrables : images votives, Gorgones polychromes ou ces figurines un peu plus tardives qui ont la grâce dansante des grosses dames peintes par Picasso dans les années 20.

Alailleurs, deux héros (Héracles et Alcynon) qui s'affrontent sur une dalle (métrope) font penser, dans la violence de la composition, dans la torsion des corps et la brutalité des traits, à une sculpture précolombienne. Maltraux aurait aimé ce voyage où le visiteur enjambe, malgré lui, les siècles et les continents. Le plongeur de Paestum (vers 480 av. J.-C.), exhumé en 1968, n'a pas une ride. Cette miraculeuse peinture, découverte sur le couvercle d'un tombeau, témoigne d'une technique dont l'essentiel s'est perdu. Le petit bonhomme bronzé est suspendu sur un fond blanc, les bras tendus vers la mer symbolisée par deux ou trois poissons bleus. Le paysage est peint stylisé : rien ne vient distraire l'œil du mouvement de ce corps nu.

Le public n'a qu'une connaissance fragmentaire de la grande statuaire grecque. Trop souvent, il

A high-contrast, black and white graphic illustration of a stylized, mask-like face. The face has large, swirling eyes, a wide, open mouth showing teeth, and a prominent nose. The background is dark and textured, with some lighter, swirling patterns on the left side. The overall style is reminiscent of a woodcut or a high-contrast photograph.

**Gorgone, argile polychrome, Syracuse**  
**En l'air : tête de philosophe, bronze, Reggio de Calabre**

doit se contenir des répliques romaines affrédées par cent ans de copies répétitives. Ici, le visiteur embrasse d'un coup une série incomparable de chefs-d'œuvre originaux dispersés dans des dizaines de musées, cent fois reproduits, rarement vus : tête d'Apollon (Agrigente), *Philosophe* de Portico (Reggio de Calabre), grand Dioscure accoudé à un cheval (Reggio de Calabre), coupe au chaudron d'Héraclès (Vaticane), petit satyre de bronze agaçant un serpent (Munich), couple de femmes jouant aux dés (Capoue), grand buste d'Artemis en terre cuite (Lucera). Sans oublier l'illustissime trône de Ludovisi, avec sa naissance d'Affrodite, dont la datation (vers 450 av. J.-C.) est remise en question. Il partage une salle entière avec une trouvaille plus récente - le trône, dit de Boston - dont l'authenticité est plus que contestée.

**DOUBLE LECTURE**

Ce « musée Imaginaire » de la Grande Grèce n'oublie pas la production artistique plus courante, qui met les chefs-d'œuvre en perspective. C'est un des mérites de l'exposition. Moins convaincant est le part pris de la scénographie Gae Aulenti : pour donner à comprendre autant qu'à voir, elle a mis en parallèle l'exceptionnelle

nement méditative tend à occulter l'œuvre en trois dimensions. Le visiteur doit faire un effort pour fuir son attention sur ce que lui ont légué les siècles. Traités de cette manière, les objets ne sont que les illustrations d'un gigantesque et fastueux manuel scolaire. Heureusement pour la Grande Grèce, les œuvres résistent à ce traitement.

**Emmanuel de Roux**

Emmanuel de Roux

● **Les Grecs en Occident :**  
Palazzo Grassi, spa San Samuele  
3231, Venise. Tél. :  
19-39-41-52-31-680. Jusqu'au  
8 décembre. Catalogue (italien,  
anglais et français),  
800 p., 85 000 livres.

● **Le trésor d'Héra : Musée**  
Barracco, 166,  
Corso V. Emanuele II, Rome.  
Tél. : 19-39-6-688-06-848.  
Jusqu'au 30 juin.

● **Posidonia et les Lucaniens :**  
Musée archéologique national,  
via Magna Grecia, 84063,  
Paestum. Tél. :  
19-39-08-28-811-023. Du 27 avril  
au 8 décembre.

● **Les Grecs et les Lucaniens en Basilicate orientale** : Musée national della Sirtide, 8, via C. Colombo, 75025 Policoro Basilicate.  
Tél. : 19-39-08-35-972-154.  
Du 4 mai au 8 décembre.

■ **Les sanctuaires de la Grande Grèce en Calabre :** Musée national, 26, Piazza Nava, 89100 Reggio de Calabre. Tél : 19-39-965-812-255. Du 25 mai au 31 décembre. Musée archéologique, Castello Normanno Svevo, Vibo Valentia. Tél : 19-39-963-435-350. Du 24 mai au 31 décembre. Musée national de la Sibartide, Contrada Casoni, Sibari. Tél : 19-39-981-79391. Exposition permanente à partir du 22 mai. Musée archéologique, Palazzo Morelli, Piazza Castello, Crotone. Tél. : 19-39-962-20-179. Du 29 mai au 31 décembre.

■ **La Grande Grèce au Musée de Naples** : Musée archéologique national, 19, Piazza Museo, Naples. Tél. : 19-39-81-441-066. A partir du 31 mai.

● **Art et artisanat en Grande Grèce** : ancien couvent de San Domenico, Via Duomo (Citta Vecchia), Tarente.  
Tél. : 19-39-99-45-32-112.  
Du 1<sup>er</sup> juin au 30 mai 1997.

**Des voyages d'une semaine environ sont proposés, en marge des expositions, par le Touring Club italien, entre la fin mai et octobre. Rens. : Touring Viaggi-Touring Club italiano, 10, Corso Italia, 20122 Milano. Tél. : 19-39-2-852-672.**

● **750 av. J.-C.** : les colons venant de la Grèce continentale (Megare, Corinthe, Athènes, Élée), de la mer Égée (Rhodes) ou d'Asie mineure (Milet) abordent les côtes d'Italie du Sud, puis de la Sicile, de la Sardaigne, de la Corse, de la Provence et de la Catalogne pour y fonder des villes. Sont créées Cumes (730), Syracuse (733), Messine (730), Megara Hyblaea (728), Reggio (723), Sybaris (720), Crotona (710), Tarente (700), Posidonia (675).  
● **Seconde moitié du VII<sup>e</sup> siècle** : Selinunte (650), Naples (600), Marseille (600), Agrigente (582). Les nouvelles cités sont indépendantes, souvent rivales.

● **484 av. J.-C.** : Gelon, tyran de Géla et de Syracuse, bat les Carthaginois à Himère : Hiéron (n° 3), son frère et successeur, bat les Étrusques à Cumes en 474. Il recueille dramaturges et poètes comme Eschyle et Pindare.

- 415-413 av. J.-C. : expédition désastreuse de l'Athénien Alcibiade en Sicile.
- 409 av. J.-C. : les Carthaginois prennent Selinonte et Himère, puis, en 405, Agrigente. Le tyran Denys de Syracuse (405-365) les repousse.
- 307-288 av. J.-C. : le tyran Agathocle unifie la Sicile.
- 280-275 av. J.-C. : Rome se heurte aux cités grecques en Italie. Pyrrhus, roi d'Épire, intervient pour les défendre. Il est battu. En 272, l'Italie méridionale devient protectorat romain.
- 269 av. J.-C. : Carthage attaque Messine en Sicile. Les Romains interviennent. Début des guerres puniques. La plupart des cités grecques s'allient à Carthage. La victoire de Rome marque la fin de leur indépendance.
- 201 av. J.-C. : Syracuse est incorporée à la province romaine de Sicile.

**ROME** exemple, que Paestum a laissé D'où cette conception « stellaire », justement les visiteurs

[illegible]

Non que cette fois en-  
semble préparatoires,  
n'ait pas tenu le rôle  
saur, ce qui a pu créer  
embarras devant l'insus-  
sance de revendre à vil  
beilles pièces à Venise,  
pas sans regret, par

**INCIDENT AU VOYAGE**  
L'initiative de ces manifesta-  
tions semble avoir pour origine, il  
y a deux ans et demi, un décret du  
ministre des biens culturels de  
l'époque, Alberto Ronchey, sur la  
nécessité de revendre à vil les  
monvior le patrimoine archéologi-  
que des régions méridionales.

utilisée des « Gre-  
ciens », espèrent éga-  
budget, pour un non-  
comparables à celui  
tions consacrées aux  
Phéniciens, qui ont  
énormes succès (envi-  
visseurs).

**Marie-Claude**

Justement les visiteurs à faire le voyage qui, à travers la Basilicate, les Pouilles et la Calabre, mène de Naples jusqu'à la Sicile, qui à elle seule a fourni 30 % des œuvres d'art exposées à Venise. « Je considère que l'opération sera un succès si un visiteur du Palazzo Grassi sur cent, ou même un sur mille fait le voyage », nous dira le professeur Pietro Giovanni Guzzo, surintendant de Pompéi et coordinateur de l'ensemble des expositions consacrées aux Grecs en Occident. Et d'ajouter : « Grâce à cette initiative tout a fait inédite, de nombreux musées ont pu recevoir des fonds, présenter des collections jusqu'alors restées dans les réserves, ou encore

Pour leur part, les dirigeants du Palazzo Grassi, qui ont entièrement financé et géré la partie vénétienne des « Grecs en Occident », espèrent équilibrer leur budget, avec un nombre d'entrées comparables à celui des expositions consacrées aux Celtes et aux Phéniciens, qui ont connu un énorme succès (environ 700 000 visiteurs).

**Marie-Claude Decamps**



صدا من الاول

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 6 AVRIL 1996 / 25

## Le capitaine Marcel Maréchal en route pour le Mexique de Jacques Audibert

Une mise en scène trop sage pour un « Quoat-Quoat » pourtant loufoque

Il voyait le mal partout mais le cachait bien. Jacques Audibert, mort en 1965, était l'homme de la vortige verbale et des poésies folles. Mar-

cel Maréchal, qui fut son ami, a monté cinq de ses pièces, depuis ses débuts à Lyon, en 1961. Pour sa première saison au Théâtre du Rond-

Point, à Paris, il a choisi Quoat-Quoat, la première pièce d'Audibert, écrite en 1945, et trop peu souvent jouée depuis.

QUOAT-QUOAT, de Jacques Audibert. Mise en scène : Marcel Maréchal. Avec Catherine Arditi, Françoise Christophe, Mama Prassinou, Marcel Maréchal, Claude Merlin, Nicolas Vaude et Michel Demblante. THÉÂTRE DU ROND-POINT, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-9. M. Franklin-Roosevelt. Tél. : 44-95-98-10. Mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30 ; mercredi à 19 h 30 ; dimanche à 15 heures. 150 F. Jusqu'au 31 mai.

L'histoire de la gestation de Quoat-Quoat donne un indice de son sérieux : Jacques Audibert était chez un dentiste de la rue de Rivoli, dont le cabinet était tapissé de bois clair. Elle lui parla d'un oncle qui avait été au Mexique. « De ces quelques mots, "oncle", "Mexique", est née la pièce qui s'appelle Quoat-

Quoat, qui fut la première de mes pièces. » Créée en 1948, c'est un classique joyeux, une perle incongrue.

Sur un paquebot en route vers le Mexique embarque le bel et jeune Amédée (Nicolas Vaude), un agent secret qui se fait passer pour un archéologue. Le capitaine (Marcel Maréchal) lui donne lecture du règlement : s'il engage une histoire d'amour avec une des passagères, il sera tué. Qui rencontre Amédée sur le pont ? Clarisse (Mama Prassinou), la fille du capitaine, qu'il aime comme et aime. Suspens : le bel Amédée mourra-t-il ? Il posera, l'air de rien, des questions plutôt essentielles : comment être soi ? s'accommoder, vivre, aimer ?

Jacques Audibert ne manque pas d'élégance. Il vit jeune, mais ne prend pas le théâtre pour le d'ivan d'un analyste, où il déverserait ses angoisses sur le dos du spectateur.

Autodidacte, il avait commencé comme journaliste, « celui, disait-il, qui va demander ses impressions à la mère d'un guillotiné ». Devenu écrivain, Jacques Audibert a prêté des jeux de mots au guillotiné : cela s'appelle aimer le théâtre, lieu de tous les voyages. Dans Quoat-Quoat, le paquebot vogue vers une contrée loufoque et baroque, où une marchande de Pernod tutoie Dieu, le désespoir s'amuse, l'amour fantasme. C'est une pièce à déguiser, comme un vin qui roule en bouche. Un bonheur pour les comédiens, un régal pour ceux qui les écoutent.

Au Rond-Point, tout se passe comme si Marcel Maréchal n'avait pas mis en scène Quoat-Quoat. Le décor ne l'aide pas : le pont d'un paquebot, avec bastingages, bouées, et ciel marin - un cliché publicitaire. Le regard du spectateur s'en détache, les comédiens s'y agrippent.

Ils prennent la pose, comme des personnages dans un catalogue. Ce serait amusant si Marcel Maréchal les dirigeait avec une pointe d'ironie. Mais non : il y va franc jeu, avec casquettes et costumes marins. Un petit coup de vent atlantique n'aurait pas nuï à l'ambiance.

Marcel Maréchal joue le capitaine comme s'il dialoguait avec Audibert, qui fut son ami : il est touchant. Françoise Christophe prête sa diction parfaite à la marchande de Pernod (mais pourquoi l'avoir habillée d'une robe dans laquelle elle se prend les pieds ?). Catherine Arditi et Mama Prassinou collent à leurs rôles de jeune fille et de Mexicaine. Ce serait insuffisant, si Nicolas Vaude ne portait le costume d'Amédée avec un talent tissé dans la nuance. Grâce à lui, Audibert traverse l'océan.

Brigitte Salino

## Jean-Pierre Brossmann nommé directeur du Châtelet

L'administrateur général de l'Opéra national de Lyon succède à Stéphane Lissner

JEAN-PIERRE BROSSMANN, actuel administrateur général de l'Opéra national de Lyon, prendra, à partir de septembre 1996, la direction du Théâtre du Châtelet de Paris, rendue vacante par le départ de Stéphane Lissner.

C'est à la demande de la Mairie de Paris que Jean-Pierre Brossmann a choisi de s'installer à la tête de ce théâtre prestigieux qui accueille également dans ses murs l'Orchestre de Paris pour quelques concerts et représentations d'opéras chaque saison. « Tout s'est fait très vite, en huit jours, a expliqué Jean-Pierre Brossmann. Je ne cherchais pas à quitter Lyon, mais cela fera en 1998 dix-huit ans que je suis ici. Il faut savoir tourner les pages. » La page va également se tourner pour l'Opéra de Lyon, déjà privé l'an dernier, pour cause de mise à la retraite, de Louis Erlo. Le contrat de Kent Nagano, le directeur musical, viendra également à expiration dans deux ans. Cinq ans après l'inauguration du nouvel opéra, c'est le nouveau directeur qui a rénové l'établissement et lui a apporté son incontestable aura qui sera sans doute parti.

« J'avais toujours dit que je ne reviendrais jamais à Paris, a précisé Jean-Pierre Brossmann, échappé par une expérience éphémère à l'Opéra Bastille. Et je pensais m'arrêter de travailler à soixante ans. Je fais tout le contraire, puis-

qu'en 1999-2000 j'assurerais ma première saison au Châtelet. » Ce n'est pas le moindre paradoxe revendiqué par cet homme élégant et sensible, à l'humour froid et décapant.

Né en 1940, il a été successivement typographe puis chanteur, avant de se reconverter en manager musical. Assistant d'Alain Lombard à l'Opéra du Rhin pendant huit ans, responsable de quelques-unes des meilleures distributions d'opéra pour les disques Erato, il est appelé à Lyon

par Louis Erlo en 1980 et devient rapidement codirecteur de l'Opéra. Les deux hommes constituent un « couple » redoutable d'efficacité qui donne à l'établissement lyrique un nouveau souffle : recrutement d'un orchestre, relance du ballet, politique audiovisuelle ambitieuse, reconstruction complète de l'ancienne salle par l'architecte Nouvel, développement international.

Il y a quinze jours, le 14 mars, était signée solennellement la convention passée entre l'Etat, la

ville de Lyon, le conseil général du Rhône et le conseil régional Rhône-Alpes : elle fait de l'Opéra de Lyon un établissement national et vise à lui donner une véritable sécurité financière. N'est-il pas, encore une fois, paradoxal de partir à ce moment-là ? « Justement, la situation est confortée, répond Jean-Pierre Brossmann. Pour moi, le Châtelet, c'est une nouvelle route que je présente, c'est une nouvelle aventure. »

Pierre Moulinier

## Stravinsky et Schubert à l'affiche de la saison 1996-1997

LE THÉÂTRE MUSICAL de Paris rend hommage à Stravinsky dont l'œuvre a précédé, accompagné les grands combats esthétiques de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, à György Ligeti - dont l'intégrale de l'œuvre sera donnée sur deux années - et à Schubert. Dirigé par Esa-Pekka Salonen, à la tête de l'Orchestre philharmonique de Los Angeles, *The Rake's Progress* de Stravinsky ouvrira une saison qui propose également *Oedipus Rex* (direction musicale Christoph von Dohnanyi, mise en scène de Robert Wilson) et *Le Rossini* (direction musicale Pierre Boulez, mise en scène de Stanislas Nordey) du même compositeur. La programmation lyrique du Châtelet proposera également la création de *60 Parallèles* de Philippe Manoury et Michel Deutsch (direction musicale David Robertson, mise en scène Pierre Strasser), *Lohengrin* de Richard Wagner (par le Staatsoper de Berlin), *Salomé* de Richard Strauss (direction musicale Semyon Bychkov, mise en scène Luc Bondy).

Dans la série « Concerts », Esa-Pekka Salonen, Pierre Boulez, Kent Nagano, Christoph von Dohnanyi, David

Robertson, Riccardo Chailly, Daniel Barenboim se produiront à la tête des orchestres philharmonique et symphonique de Los Angeles et de Londres, du Philharmonia, du Concertgebouw d'Amsterdam, de l'InterContemporain et de la Staatskapelle de Berlin. De son côté, Simon Rattle se produira à la tête de l'Orchestre de l'âge des Lumières.

1997 étant le bicentenaire de la naissance de Franz Schubert, le Châtelet a organisé une série de concerts dédiés à ce compositeur. Le violoniste Gidon Kremer et l'équipe d'interprètes qu'il a regroupés autour de lui sous le nom de KREMERATA en seront les participants privilégiés - regrets au passage que l'on n'ait pas demandé à Michel Dalcroze d'interpréter quelques sonates pour piano.

➤ Renseignements et locations, Théâtre du Châtelet-Théâtre musical de Paris, service relations avec le public, 2, rue Edouard-Colonne, 75001 Paris. Tél. : 40-28-28-40, de 10 heures à 19 heures, sauf dimanche et jours fériés.

## Les chorégraphes de Danses d'avril interrogent leur art avec âpreté

A ATT EN TIONON, de Boris Charmatz. Yves Godin (lumière). Hubertus Biermann, Olivier Renouf (son). ELEPSIE/MATALE, de Wanda Golonka et VA WÖH (chorégraphie, scénographie, musique, lumière). DANS LES ALLÉES, LES ALLÉES... de et par Loïc Touzé. Kasper Töplitz (musique). Jean Wirth (sculpture). Maryse Gauthier (lumière). Cidalia da Costa (costume). V.O., d'Hervé Robbe. Didier Olivé (photographe). Cécile Prado (création sonore). Danses d'avril, La Ferme du Bulson, Nolsiel, 77437 Marne-la-Vallée.

L'intimité des corps se dévoile au hasard des sauts, des chutes, des grands moulins de jambes. Seul un petit tee-shirt blanc cache pudiquement le haut du corps jusqu'au nombril. La nudité des danseurs d'A Att En Tionon, de Boris Charmatz, exprime un tel désespoir qu'on en reste coi.

Pendant la guerre du Vietnam les Américains se mettaient nus pour dénoncer l'hypocrisie d'une société puritaine. Cette nudité était signe de solidarité tribale et politique. Rien de tel chez Charmatz : ses sexes nus sont une manière de refuser la danse, son bavardage, ses effets

spectaculaires. Le public, invité à s'installer directement sur la scène, encercle une sorte de tour, formée de trois plates-formes superposées. A chaque étage, un danseur s'échauffe. Placés l'un au-dessus de l'autre, isolés, Boris Charmatz, Vincent Druguet et Julia Cima ne peuvent ni communiquer ni se voir.

La salle se fige, quand les trois danseurs retirent leur pantalon. Le trio saute, les mains placées en conque devant les organes sexuels. A leur air quelque peu épouvanté, on comprend qu'ils ont inventé un rituel dangereux. Ou ils sont sublimes ou ils sont ridicules. Des litanies résonnent ainsi que des alarmes.

Charmatz, qui est grand, se cogne sans arrêt la tête à la plate-forme supérieure. Les interprètes reprennent leur souffle par quatre fois dans les coins des plates-formes, points cardinaux de cette danse déboussolée. Rings, rounds, on ne sait : il y a de quoi être sonné par la rage rentrée de ces trois solitudes. Les visages des danseurs disent assez, au moment du salut final, qu'ils viennent de traverser une *terra incognita*. Questionnement de la danse, remise en cause des pratiques, furent les tendances fortes de ces Danses d'avril. Wanda Golonka et le plasticien

VA WÖH, ancien élève de Koschka à Vienne, interrogent tout ce qui a pu marquer la danse ces vingt dernières années. Pina Bausch, William Forsythe, Trisha Brown sont leurs favoris. Ils recomposent dans *Elepsie/Matale* un zapping infernal, qui n'est rien d'autre que ce qui constitue notre quotidien. Les radios en boucle, les chaînes de télé, les cultures qu'on met sans savoir comment ni pourquoi. Golonka et Wöhl sont assez brillants pour se permettre ce clinquant, assez profonds pour nous dire combien ce chaos recèle d'embellissement. Un travail méchantement insolent.

LA DANSE HORS DE SCÈNE

Loïc Touzé formule en ces termes la question qui nourrit son solo *Dans les allées, les allées...* : « Je tente de m'approcher de la racine du mouvement, de questionner sa provenance. » Résultat : une danse d'effleurement, polémique. Hervé Robbe dans *V.O.* a carrément posé la question suivante à neuf personnes, des femmes, des hommes, des enfants : « Qu'est-ce que la danse pour vous ? ». Les réponses ont été montées en bande-son. Les portraits des interviewés, tirés en grand format, construisent un décor mobile, en gris et noir. Que

danser face à un homme qui dit : « La danse est un moyen de drague en boîte » ? Face à cet autre pour lequel elle évoque le souvenir d'un match de foot en Afrique avec les grils et les femmes qui dansent ? Robbe s'en tire... de justesse. Il est trop à l'écoute de ces voix qui expriment la nostalgie d'une danse festive, familiale, quotidienne. Sa réponse chorégraphique est un exercice d'application.

Anita Mathieu, initiatrice de Danses d'avril, programmait également *Rapport pour une académie*, de François Verret (*Le Monde* du 17 janvier). Ce créateur a été le premier à remettre en question les conditions habituelles de production et de diffusion de la danse. Pour agir différemment, il imaginait, en 1994, les Laboratoires d'Aubervilliers. Dans le même ordre d'idées, Maguy Marin serait en train d'acheter une ancienne menuiserie à Vaulx-en-Velin : elle aussi veut créer un lieu qui ne serait plus coupé d'un environnement, d'une population. Réimplanter la danse dans la vie, la faire descendre de scène. Si l'art anticipe l'état d'une société, on peut s'attendre à quelques mouvements de fond.

Dominique Frérot

## DANS LES THÉÂTRES

LAPIN LAPIN

de Coline Serreau. Mise en scène : Benno Besson. Avec Coline Serreau, Annick Alane, Sonia Vollereaux, Patrick Alexis, Philippe Beautier, Mathieu Dion, Corinne Fischer, Michel Lagueyrie, François Maille, Charles Nelson, Catherine Rouchon et James Thierree. THÉÂTRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN, 16, boulevard Saint-Martin, Paris-10. M. Strasbourg Saint-Denis. Tél. : 42-08-00-32. Du mardi au vendredi à 20h30 ; samedi à 17 heures ; dimanche à 15 heures. 100 F à 240 F.

Une fois de plus, Jean-Marc Stehlé signe un beau décor : une petite maison de guingois posée sur la vaste scène, avec, en fond, une toile peinte inspirée d'une vision de Piranèse. La famille Lapin s'entasse dans la maison : le père, ouvrier, la mère, au ménage, et deux fils, un futur médecin brillant et un petit dernier malin, nommé Lapin. Ils sont pauvres, mais ils vivent dans l'espoir annoncé de s'en sortir. Le père doit être augmenté, et les aînés tracent leur chemin : une des filles est mariée, l'autre fiancée, et le troisième fils a un bon travail, à l'étranger. Tout irait donc pour le mieux si... le père n'était pas licencié ; Lapin, renvoyé de son lycée parce qu'il se prend pour un extra-terrestre ; les deux filles ne revenaient pas à la maison ; le fils exilé n'était pas poursuivi par la police, et le futur médecin ne cachait pas un terroriste. Comment se sortir de la panade ? En pensant, comme Coline Serreau (l'auteur, qui joue la mère) que l'amour peut vaincre tous les obstacles. On aimerait croire que la vie est aussi simple que dans *Lapin Lapin* - si cette idée n'était incompatible avec le vrai théâtre, qui n'aime guère les bons sentiments. D'ailleurs, Coline Serreau se trouve contrainte d'appeler aux extraterrestres pour sauver la Terre, et la famille Lapin, à la fin de la pièce. Pourtant, on se laisse porter par cette soirée gentille, dont les principales vertus tiennent à une mise en scène enlevée (de Benno Besson), un jeu entraînant (en particulier celui de Sonia Vollereaux, en Lapin Lapin) et une absence de prétention qui n'est pas si fréquente sur les scènes.

B. S.

UN PAYSAGE SUR LA TOMBE

de Fanny Mentré. Mise en scène de l'auteur. Avec Muriel Amat, Christophe Bouisse, Van Duffas et Camille Japy. THÉÂTRE DE LA BASTILLE, 76, rue de la Roquette, Paris-11<sup>e</sup>. M. Bastille ou Voltaire. Tél. : 43-57-42-14. Du mardi au samedi à 19 h 30 ; dimanche à 15 h 30. 100 F. Jusqu'au 14 avril.

Une première pièce, et une histoire d'amitié. Fanny Mentré, vingt-cinq ans, a écrit et mis en scène *Un paysage sur la tombe* pour quatre de ses camarades du Conservatoire national supérieur d'art dramatique. Ils ont créé le spectacle au Festival d'Avignon en 1994, juste après leur sortie de l'école, et le reprennent dans la petite salle de la Bastille, propice aux galops d'essai. *Un paysage sur la tombe* ne manque pas d'ambition : Fanny Mentré y met en scène quatre personnages qui traversent la vie, âgés de vingt-cinq à soixante-dix ans : deux hommes et deux femmes, dont les histoires se croisent, se font et se défont, jusqu'à ce que trois d'entre eux se retrouvent devant la tombe du quatrième. Fragile, souvent naïf, ce *Paysage sur la tombe* ne sortirait pas du lot des premières pièces s'il ne recelait des éclats inattendus et de fugaces envolées. Mais, pour prometteurs que soient ces « petits riens » agencés par Fanny Mentré et choqués par les comédiens qui dégustent le bonheur d'être en scène, la représentation ne déçoit pas du niveau sympathique d'un exercice d'élèves.

B. S.

L'ORESTIE

d'Eschyle. Mise en scène : Silvii Purcarete. Avec Evelynne Fagnen, Simon Abkarian, Sava Lolov, Pierre-Stéphane Montagnier, Fatima Albout. Présenté au Théâtre de l'Union de Limoges jusqu'au 5 avril.

« Une architecture musicale des voix » : C'est *L'Orestie* telle que la conçoit le metteur en scène roumain Silvii Purcarete, un opéra parlé, qu'il accompagne d'une chorégraphie minutieuse, et violente. La force de son spectacle est plus plastique que dramatique. Pour son premier spectacle français (au Centre dramatique national de Limoges, dont il est le directeur depuis le début 1996), Purcarete a retrouvé une méthode qu'il avait déjà éternisée en Roumanie : le démontage-remontage des textes sacrés. Pour *La Légende des Atrides*, il avait recomposé des morceaux de diverses tragédies. Il a ensuite élaboré sa propre *Phèdre* à partir de Sénèque et d'Euripide. Cette fois-ci, il a choisi la trilogie de *L'Orestie* : *Agamemnon*, *Les Choéphores*, *Les Éuménides*.

La représentation pourrait durer dix heures ; elle est réduite à trois. Dans cette œuvre tumultueuse et sanglante, Silvii Purcarete a magnifié un personnage principal : le chœur ou plutôt les chœurs : les vieillards d'Argos, les Choéphores qui pleurent les morts et les Eryies qui les vengent. Chœurs de zombis obèses, costumes gris et attachés-cases, de fantômes fugaces, de femmes enceintes et blafardes. Dans un brouillard de chuchotements, d'incantations, de psalmodies d'où jaillissent des phrases fortes et des hurlements, le spectacle insiste plus sur l'agonie de l'ordre ancien que sur l'ère nouvelle qui s'ouvre.

Georges Chatain

## Les nouveaux statuts du Syndicat national de l'édition

AU COURS d'une assemblée générale extraordinaire, jeudi 4 avril, le Syndicat national de l'édition (SNE) a voté, de justesse, la réforme de ses statuts, par 96 voix sur 138 exprimées (la majorité qualifiée - des deux tiers - était de 92 voix), et compte tenu d'une forte abstention (le SNE compte 383 adhérents). Cette réforme instaure un bureau exécutif et une pondération des votes en fonction des chiffres d'affaires (auparavant, chaque maison avait droit à une voix) ; un mode de scrutin « censitaire », qui se traduit par un renforcement du pouvoir des grandes maisons.

Contesté par certains éditeurs de littérature générale, en particulier Jérôme Lindon, PDG des Éditions de Minuit, le projet de réforme a suscité une crise interne se soldant par le départ du Groupe de la Cité (*Le Monde* du 13 janvier). Son plus ardent défenseur s'étant retiré du syndicat, la réforme allait-elle aboutir ? Finalement, elle a été soutenue non seulement par Serge Eyrolles, président du SNE - qui l'a mise en œuvre et souhaite le retour du Groupe de la Cité -, mais par les représentants de toutes les grandes maisons - à l'exception de Claude Chérid, PDG du Seuil - et par la majorité des petites.

Le projet final est moins défavorable à ces dernières que les mutations antérieures. Le système de pondération a été plafonné ; est également prévu un quorum de 60 % des droits de vote qui exclut toute possibilité de décision par les seuls grands groupes. L'adoption de la réforme n'en représente pas moins une concentration des pouvoirs au bénéfice des grandes maisons. Si la défense de la loi sur le prix unique est réaffirmée comme principe du SNE, le système de pondération pourrait entraîner des décisions menaçantes pour les petits éditeurs, par exemple une intervention auprès des pouvoirs publics pour autoriser la publicité des livres à la télévision.

Une assemblée ordinaire se tiendra en juin pour élire un nouveau président, lequel désignera un bureau de douze membres. Etant donné les résultats du vote, c'est vraisemblablement Serge Eyrolles - très apprécié par ses pairs - qui devrait être réélu pour trois ans. Il reste à savoir si le Groupe de la Cité fera partie du bureau - cela dépend, évidemment, de son éventuel retour au syndicat, d'ici au mois de juin.

Marion Van Renterghem



## La nouvelle vigueur du fado

Au Portugal, une jeune génération de fadistas interprète la multiplicité d'une musique du déchirement

Maria da Fé, Institut du monde arabe. Le 5 avril à 20 heures. Paulo Jorge, Paulo Valentim (guitares portugaises). Carlos Manuel (guitare classique).

### LISBONNE

de notre envoyée spéciale

Le Senhor Vinho est un cabaret du quartier tortueux de Lapa, sur les hauteurs de Lisbonne. Au mur, il y a bien sûr des *azulejos* (carreaux de faïence), seconde âme de Lisbonne, ville en perpétuelle mutation peuplée de tribus morcelées, mais unies par un destin commun. Des tables en bois aux pieds torsadés, des lumières qui se baissent quand apparaît le fadista (le chanteur) au milieu des dîneurs (amateurs irréductibles ou membres de la bonne société) : voilà l'apparence physique du Senhor Vinho (*Monsieur le Vin*), titre d'un fado célèbre. Les touristes y viennent « parce qu'il n'y a pas de touristes », ironise le maître des lieux, José Luis Gordo, compositeur et époux de Maria da Fé, l'une des meilleures interprètes de fado du Portugal.

Une soirée au Senhor Vinho est une occasion de réviser quelques classiques de belles chansons carter postales. Uma casa portuguesa, par exemple, aussi parlante à l'étranger que *La Foulle d'Edith Piaf* (l'Amalia Rodriguez française). C'est aussi une excellente façon de sentir la multiplicité des fados : fado balnéaire (de quartier, populaires, plus crus, à la mètre plus libre) ; fado de Lisbonne, en prise directe sur le drame et où l'influence maure s'impose ; fado de Coimbra, ville universitaire où les étudiants lettrés et provinciaux ont mêlé poésie et folklore campagnard. Au Senhor Vinho, il n'y a ni scène ni micro : la règle est ici de se donner, entièrement, exclusivement, à corps perdu, à la volée du *fado* (destin) chanté.

### BRÉSIL

Au début de l'Estado Novo, mis en place en 1927, le fado libre et abrupt fut censuré par la dictature. Puis, par un curieux retournement de l'histoire, une fraction de notables salazaristes firent de ce genre, né un siècle plus tôt dans l'ancien quartier arabe, la Mouraria, ou dans les ruelles mal famées de l'Alfama et du Bairro Alto, l'emblème du Portugal et de son empire supposé. L'acceptation des volontés divines, l'écrasement du noir et de l'attente (le châte), le désespoir métaphysique, aussi véhiculés, alimentèrent le ressentiment de l'opposition portugaise jusqu'à la révolution des œillistes. Mais le fado, rappelle Antonio Machado Soares, magistrat originaire des Açores et grand chanteur de fado de Coimbra, « a aussi préparé et appelé la révolution d'avril 1974 » : Carlos do Carmo, un maître du genre, fut très tôt un membre éminent du Parti communiste ; José Afonso, sym-

bole de la chanson protestataire, commença par chanter le fado à l'université de Coimbra avant de composer des ballades qui s'en inspiraient largement.

Le fado est une drôle de créature. Africaine par son rythme, héritière directe du *lundum*, danse inventée par les esclaves au Brésil ; arabo-andalouse par le chant orné d'après un crescendo dramatique ; cousine germaine des joutes poétiques des troubadours du pays d'oc et de la musique d'Europe du Nord par son instrument phare, la guitare portugaise, dérivée du *sistre anglais* (mais aussi de l'oud, le luth arabe). Première interprète de fado dans sa forme moderne, la Severa, née en 1820 et morte assassinée en 1843, était une prostituée de la Mouraria. *Mulheres da vida*, *Mulheres do fado* : les femmes du fado avaient alors le malheur et la sensualité inscrits dans les veines comme le rire et l'obscurité ; les musiciens aveugles se servaient ensuite du fado pour récolter leurs oboles. De l'Amérique à la métropole lusophone, la logique du blues suit les mêmes chemins pentus.

### ESPION TOUTIMENT

Le fado déchire. L'interprète d'abord. Chez Senhor Vinho, le jeune chanteur encore un peu vert (pétillant et frais comme le vin, dont on ne sait cependant s'il vieillira en apprenant correctement l'édifiant mètre de la poésie fadique) et célébré chantant « jusqu'à ce que la voix fasse mal ». Sans cesse à la limite du cri, le fado balnéaire d'Ada de Castro évoque les lèvres, la bouche de l'atme, absent, insaisissable bien sûr. Celui, mystérieux, rentré, intensément feutré de Camane, nouvel espoir toutiment du fado, les ballades de Coimbra de Paulo Saraiva, interprète « post 25-2 Abril », celui de Jorge Fernando, jeune Lisboète à la voix de velours et ancien accompagnateur d'Amalia Rodriguez, exigent de chacun d'eux un don total de soi.

Vitrine du Portugal à l'étranger, le groupe Madredeus et sa chanteuse Teresa Salgueiro ont tenté avec succès une transposition moderne et chic de la philosophie fadiste. Pourtant, au Portugal, le fado provoque encore des frissons d'opprobre. Après la révolution, la jeune génération lui a prêté le rock et, aujourd'hui, le rap fait son entrée par la porte étroite des ghettos africains. Mais le fado n'est plus nié. Camane vient d'écrire un premier album chez EMI. Plusieurs fois par semaine, une brasserie branchée, installée dans une ancienne usine du Largo do Rato, présente ainsi des chanteurs de fado devant une clientèle jeune et animée. Impensable il y a seulement deux ans !

Véronique Mortaigne

### Maria da Fé, une chanteuse de premier plan

La gloire d'Amalia Rodriguez aura injustement occulté la carrière d'interprètes de grande classe, celle de Maria da Fé entre autres. Intense tournée vers le fado de Lisbonne, Maria da Fé est originaire du Nord, de Porto, et a dû, pour intégrer le club très prisé des fadistas lisboètes, travailler longtemps sa diction et corriger un accent très typé. Elle interprète les grands classiques, des compositions plus récentes et des textes de son mari, José Luis Gordo, qui a su allier la poésie du fado sans lui ôter son âpreté. Après Antonio Machado Soares, en 1995, Maria da Fé est le second interprète de fado invité par l'IMA (Institut du monde arabe), qui y reconnaît ses racines arabes.

Christian Dietrich Grabbe  
**NAPOLÉON**  
ou les Cent-jours  
mise en scène Bernard Sobel  
26 mars-21 avril  
Théâtre de Gennevilliers  
Centre Dramatique National  
41 32 26 36

## Le délire créateur de Percy Grainger

John Eliot Gardiner dirige une anthologie des chœurs d'un compositeur étrange

EXISTE-T-IL UNE MUSIQUE QUI MÊLE la poésie de Schubert ou Brahms, l'audace d'Ives, le raffinement de Ravel, l'émotion des *Knaben Wunderhorn*, de Mahler, et qui, pourtant, reste authentiquement elle-même ? Elle existe bien : elle est signée Percy Grainger (1882-1961). Telle que la révèle et dirige John Eliot Gardiner, l'œuvre de Grainger apparaît comme l'une des contributions les plus passionnantes à la musique vocale du XX<sup>e</sup> siècle. De ce compositeur, on connaît - un peu - la musique pour piano, plaisante et vagabonde collection de vignettes dont Martin Jones a signé l'intégrale (5 CD Nimbus). On connaît - à peine - sa carrière de soliste, singulièrement négligée bien que Grainger eût été, au dire des spécialistes l'un des meilleurs pianistes de son temps - élève de Busoni et champion incontesté de Grieg. Grâce à Gardiner, déjà, on connaissait depuis 1995 l'étonnante page symphonique *The Warriors*, véritable tourbillon orchestral dont l'encensement réclame trois chefs d'orchestre (1 CD Deutsche Grammophon 445 860-2).

Le personnage était étrange : au terme d'une étude serrée, son biographe le plus instruit concluait sobrement qu'il était « fou ». Né en Australie, formé en Allemagne, établi en Angle-

terre puis naturalisé américain en 1918, Grainger passa sa vie à déambuler de continent en continent. Il collecta des centaines de mélodies populaires à travers le monde et se lança dans une foule de projets pédagogiques ou éditoriaux dont la plupart n'aboutirent jamais. C'était un homme vigoureux, d'un caractère enfantine et d'une sexualité assez débridée.

Mais, à la différence de ces grands excentriques du début du siècle que sont Leopold Godowsky, Arthur Lourié, Henry Cowell ou Kaikhosru Shapurji Sorabji, Grainger n'a pas laissé l'une de ces œuvres sévères et passablement fumeuses qui rebutent le mélomane le mieux disposé. Sa singularité allait de pair avec un appétit musical insatiable. Si l'on connaît les expériences de Charles Ives, on sait moins que Grainger fut, lui aussi, un grand pionnier, féroce de polytonalité, de timbres neufs, aimant truffer ses œuvres de fanfares et d'airs folkloriques. Ses chœurs constituent strictement l'apogée de son art.

Magistralement défendus par John Eliot Gardiner, ces chœurs sont en effet assez époustouflants. Certes, il s'agit d'une sélection drastique opérée parmi les quelque mille compositions et arrangements de toutes sortes légués par le

musicien. Mais tout de même : quelle révélation ! De formats variables (du modeste *The Lost Lady Found* aux proportions grandioses de *The Bride's Tragedy*), ces pages ont en commun un mélange très particulier de simplicité et de raffinement sonore. On a rarement aussi bien marié l'inspiration folklorique et la puissance d'évocation. Il est difficile de résister à ces airs simples et rudes, que Grainger pare d'harmonies délectables, ou de combinaisons instrumentales insolites. Difficile de résister à cet univers de regret, d'amertume, de terreur, qui se dévoile au détour de la plus innocente ballade.

Cet art d'atteindre à l'universalité à partir d'idées apparemment anodines est la signature d'un grand, très grand musicien. A ce titre, *Shallow Brown* - le chant d'adieu d'une femme à son bien-aimé dont le bateau vient de lever l'ancre - est une des choses les plus poignantes qu'on ait entendues depuis longtemps.

Jacques-Emmanuel Fousnaquer

★ *Danny Boy, Songs & Dancing Ballads*, de Percy Grainger. Monteverdi Choir, English Country Gardiner Orchestra, John Eliot Gardiner (direction). 1 CD Philips 446 657-2.

## CLASSIQUE

MICHEL CORRETTE  
Concerts et concertos  
Ensemble Stradivari, Daniel Culler (direction).

Organiste, pédagogue, éditeur, Michel Corrette (1909-1995) bénéficie rarement des honneurs du disque - et le biennal de sa mort n'a guère mobilisé interprètes et maisons de disques. Composés pour les extraits de la Comédie-Française, fondés sur des mélodies populaires et mêlant aux instruments classiques de champêtres musettes et autres vieilles à roue, ses *Concertos comiques* ont pourtant un charme immédiat. On saluera le beau travail de l'ensemble de Daniel Culler qui livre cette anthologie d'une saveur intacte. Depuis la somptueuse interprétation des *Sauvages* et la *Furberberg* par la Musica Antiqua de Köln dans une anthologie fameuse du *Parnasse français* (Archiv 447 286-2), jamais on n'avait entendu sonner aussi bien cette musique où la couleur le dispute à la vitalité. La naïveté simplifiée de l'inspiration (des emprunts à Rameau, des Noëls ou des airs si obscurs que le public devait les reprendre en chœur dans les intermèdes théâtraux) ne vise que le plaisir instantané de l'auditeur.

★ 1 CD Adès 205 432.

LA CHAPELLE  
DES CHANTRES DES DUCS  
DE LORRAINE 1492-1553  
Ensemble Canus Plurimus, Dominique Vellard (direction) et La Tradition, Christian Bilet (direction)

Ce volume est exceptionnel. Moins par la perfection de l'interprétation que par la stature du programme. Si l'on découvre, au côté de Agricola, Compiègne et Josquin Desprez, *Pierquin de Thérache* (c. 1460-1528) et Mathieu Lasso (c. 1500-1553), c'est toute l'esthétique d'une cour princière injustement méconnue qui nous est rendue. Du duc Lorrain René II, petit-fils du « bon roi René » et vainqueur de Charles le Téméraire, à Chrétienne de Danemark, plus d'un demi-siècle de stratégie d'un mécène intelligent qui sait ne pouvoir imiter l'affirmation politique de ses puissants voisins, et regarde plutôt vers le modèle des principautés italiennes. Les informations sur la pratique musicale dans le duché lorrain sont rares et demandent un recoupement sérieux d'archives ingrates. On félicite donc l'éditeur comme les interprètes pour ce magnifique parcours dans la musique spirituelle délicate et limpide, subtile et impressionnante par le jeu entre l'expressivité et la somptuosité vocale humaine ou instrumentale.

★ 1 CD EMI 7559-61840-2. Distribué par WEA.

## ROCK

FUN LOVIN' CRIMINALS  
Come Find Yourself

Ce trio blanc de Brooklyn en bonnets et sportswear n'a aucune

revendication communautaire à véhiculer, aucune notion puriste à défendre. S'ils ont choisi le rap, c'est qu'il n'existe pas aujourd'hui de façon plus cool de parler des rues de New York et que le hip-hop leur permet de s'affranchir des styles musicaux en les adoptant tous. John Barry, Marvin Gaye, Carlos Jobim, mais aussi les rockers sudistes de Lynyrd Skynyrd, la new wave gothique de Tone On Tails, sont convoqués par les DJ à une fête réjouissante. On évoquera à propos des Fun Lovin' Criminals, l'influence libertaire des Beastie Boys, autres pieds-nickelés inventifs du rap américain. Mais leur pillage n'a rien d'anarchique. S'ils jouissent sans a priori du blues, de la soul, du funk et du rock, ces gars ne sont pas les assemblés en chansons idéalement variées, drôles et accrocheuses. S. D.

★ 1 CD EMI 7243-8-35703-2-4.

STEREOLAB  
Emperor Tomato Ketchup

En cercles concentriques, Stereolab creuse son sillon sur le petit lopin de la pop indépendante britannique. Depuis 1991, entourés de quelques amis, Tim Gane et Laetitia Sadier - une Française exilée à Londres - ont bricolé avec malice une poignée d'albums et beaucoup de singles bâtis autour de mélodies candides répétées en boucles. On retrouve dans *Emperor Tomato Ketchup*, ce parti-pris minimaliste au croisement des univers de Can - les apôtres du rock répétitif all-mand - du Velvet Underground - pour la naïveté perverse -, de Burt Bacharach - pour les refrains enjôleurs - et de Françoise Hardy. Jamais pourtant le groupe n'avait réussi à tirer d'aussi jolis effets de ces complines. Une ou deux tournent à vide, mais l'obsédant *Metronomic Underground*, le charme aérien de *Percolator* ou de l'adorable *Cybele's Reverie*, l'humour rétro d'un *Emperor Tomato Ketchup* sorti de *Boredom* prouvent qu'un accord de guitare, une basse rondelette, de l'électronique dévotée et quelques mots de français peuvent faire de petites merveilles.

★ 1 CD Elektra 7559-61840-2. Distribué par WEA.

## JAZZ

DUKE ELLINGTON  
Live at Newport 1958

Ce concert de l'orchestre de Duke Ellington au festival de Newport, le 3 juillet 1958, était inédit dans son intégralité. Le répertoire, pour l'essentiel nouveau, avait été enregistré en partie en studio pour raisons techniques et publié sous le titre *Newport 58*. Il y a bien dans ce *Live at Newport 1958* quelques failles - les deux chansons de Lil Greenwood -, des mises en route un peu liches, la musique est parfois en train d'être découverte. Mais on est chez Duke Ellington, soit au sommet du jazz en général, de la musique en particulier, et de la vie tout court. Revenons au savant *Princess Blue*, aux ponctuations de *Just Scratchin' the Surface*, à *Jazz Festival Jazz* pour le batteur Sam Woodyard, au superbe *Prima Bara Dubla*, où Gerry Mulligan rejoint Harry Carney.

Ces « premières-là » s'ajoutent à une œuvre unique. S. D.

★ 2 CD Columbia/Legacy C2K 53584. Distribué par Sony Music.

CASSANDRA WILSON  
New Moon Daughter

Sirène démodée sur la pochette, mone boudoise ou sourde kintain, la ravissante Cassandra Wilson, timbre grave, chante dans un rapport au souffle et à la diction où s'ébauchent des mots, des phrases envolées. Après avoir évolué au sein du collectif new-yorkais M Base, elle est devenue l'une des personnalités fortes de la chanson moderne. *New Moon Daughter*, qui suit *Blue Light 'Til Dawn*, se détache un peu plus des formes du jazz pour explorer un folk-blues aux constructions rythmiques en suspens, où dominent les instruments acoustiques (Brandon Ross à la guitare, Lomax Placido à la contrebasse). Ces ballades délicates viennent des ruelles du delta du Mississippi de Son House ou de Robert Johnson, le temps s'arrête sur un magnifique témoignage d'amour pour Billie Holiday, *Strange Fruit*, le *Harvest Moon* de Neil Young est touché par une immense tendresse. Un monde à part.

★ 1 CD Blue Note CDP 7243 8 37183 2. Distribué par EMI.

## MUSIQUE DU MONDE

TEMO  
Chants et musiques kurdes

Bilé en France depuis 1975, Temo œuvre au rayonnement de la musique kurde en respectant la tradition. Enfant naturel des mollahs transiens et du pouvoir centralisateur turc, il a composé des chansons d'esprit (*Dêrik du mont Mênâ*),

chanté l'amour et le combat des Kurdes (*Wêlat Perest*, *Patriotisme* sur des paroles de Cegerxwin). Temo, c'est une voix, grave, mâle, et un jeu souple de luth *tambûr*, accompagné au rythme du tambourin. Quinze ans après son premier et excellent album enregistré en France, *Le Chant du Kurdistan* en cd (Ocora), Temo est resté tel qu'en lui-même. V. Mo.

★ 1 CD EMI/Aurville 86815.

ASHIK FEYZULLAH  
TCHINAR  
Chants sacrés d'Anatolie (1)

KUDSI ERGUNER  
La flûte sacrée des derviches tourneurs (2)

Enregistrée en 1971 à la Maison de la radio à Paris et à la Faculté des lettres de Strasbourg, la voix profonde de Feyzullah Tchinar est le témoin d'une époque perdue : ce chanteur né vers 1906 en Cappadoce, héritier d'une lignée de chefs religieux, est mort sur un banc public d'Ankara après avoir sombré dans l'alcoolisme. L'intense brûlure intérieure transmise par Tchinar, qui appartenait à la confrérie des derviches Bektasli, l'aure consumée. Cette réédition de seize poèmes chantés avec ferveur (voix et luth à long manche) est une bénédiction.

Kudsi Erguner est l'un des plus grands musiciens classiques turcs de l'époque. Ses enregistrements, très nombreux (des collections ethniques de l'Unesco à Us, de Peter Gabriel) explorent toutes les facettes de cette musique extrêmement vivante, sacrée ou profane. Il interprète ici à la flûte *ney* sept pièces aux mélodies exploratoires, sinueuses et pures. V. Mo.

★ (1) 1 CD Ocora CS80057. Distribué par Harmonia Mundi.  
★ (2) 1 CD AI sur ALCD170. Distribué par Media 7.

## LE MONDE diplomatique

Avril 1996.

- **SECTE MOON** : Miraculeuse reconversion et étranges affinités, par Peter McGill.
- **« ARRÊT SUR IMAGES »** : Récit d'un passage à l'antenne, par Pierre Bourdieu.
- **ÉTATS-UNIS** : Le populisme, voilà l'ennemi ! par Serge Halimi.
- **UNE EUROPE DES CITOYENS** : L'outil et le projet, par Claude Jaffes.
- **EX-YOUGOSLAVIE** : La Bosnie sous administration occidentale, par Michel Chossudovsky.
- **DIX ANS APRÈS TCHERNOBYL** : A l'est de l'Europe, l'énergie nucléaire en otage, par Karel Bertek. - Ruines de la catastrophe, par Nathalie Neugayrède. - Gaspiillage de l'aide, incompréhension des experts, par Perle et Myrle Schneider.
- **DROGUE** : Un commerce dopé par le marché, par Christian de Brie. - Sur les pistes du Croissant d'or, par Stéphane Allix.
- **AMÉRIQUE LATINE** : Voyage à l'intérieur des grilles coloniales, par Robert Prigent. - Europe, Amérique latine : la nécessaire coopération des télévisions, par André Nicolas.
- **ART** : De la résistance des choses peintes, par John Berger.
- **APPEL À NOS LECTEURS** : la *Bibliothèque du Monde diplomatique*.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F



# Le bel avril de Jeff Sicard

Le saxophoniste clarinettiste dans plusieurs projets de musiciens



IL A MIS SA VIE au cœur du jazz. Au milieu des années 60, il est happé par les beaux sons d'Ornette Coleman et Don Cherry, par les manifestes free de Cecil Taylor ou d'Albert Ayler. Il a étudié d'autres musiques, le chant grégorien, les richesses des musiques ethniques. Il est de ceux qui vont aller aux profondeurs des musiques ethniques pour les comprendre, pour s'en imprégner et pour qu'elles viennent s'allier naturellement avec son propre discours.

Saxophoniste, clarinettiste, compositeur, Jeff Sicard écoute tout, joue tout. Il est pop et free, passe des ballades suaves aux improvisations mouvementées, interprète des autres et son propre maître. Jeff Sicard est

de ces musiciens dont il ne faut pas se passer. Des musiciens le savent, tant mieux. Ainsi, le 5 avril, le contre-bassiste Didier Levallois dans une « carte blanche » des Instantes chargés de Montreuil le reçoit avec Vincent Courtois et Ramon Lopez (tél. : 42-87-25-91). Puis on suivra Jeff Sicard au sein de l'un des plus anciens projets de l'ARFI, « Potemkine », le 10 à l'Esplanade de Saint-Etienne (tél. : 77-47-83-47), le 13 avec le quintette de François Tusques, autre artiste majeur, à l'Argenterie à Paris (tél. : 43-20-67-17) et enfin le 27 avril avec son quartette pour jazz en Gâtine, dans le Petit théâtre Saint-Jacques de Parthenay (tél. : 49-95-10-51).

## UNE SOIRÉE À PARIS

**Doudou N'Diaye Rose,** Raul Barboza  
Ces deux concerts de Banlieues bleues témoignent de l'ouverture de ce festival de jazz aux musiques du monde, des lors qu'elles sont de qualité. Le Sénégalais Doudou N'Diaye Rose et sa troupe passent l'Afrique au crible de la technique et de la magie tambourinaires (le 5, au Gymnase Maurice-Bagneux de Bagneux). L'Argentin Raul Barboza, l'un des meilleurs accordéonistes de l'époque, tisse le charme avec un exceptionnel doigté (le 5, au Centre culturel et cinéma Yves-Montand de Livry-Gargan). **Banlieues bleues.** Tél. : 43-85-66-00.

**Afghan Whigs**  
Le récent *Black Love* est sans doute le meilleur des albums de ce groupe américain qui s'est toujours distingué de la vague grunge par la qualité vibrante de chansons au-

tant inspirées par le lyrisme soul que par la tension du rock hard-core. **Arpapa,** 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris-13. **M. Place d'Italie.** 20 heures, le 5 avril. Tél. : 53-79-00-11. De 80 F à 90 F.

**Sunny Murray Sextet**  
Comme tous les batteurs importants du free jazz américain, Sunny Murray est d'abord un grand connaisseur de l'histoire de la batterie moderne. Il allie un swing sans défaut à des emportements massifs, des contrastes qui saisissent l'auditeur. Dans son groupe, Alain Jean-Marie, pianiste qui sait s'avancer dans le jeu de ses interlocuteurs. **Hot Brass,** 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-13. **M. Porte de Paris.** 20 h 30, le 5 avril. Tél. : 42-00-14-14. De 80 F à 100 F.

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

**LES CARICES D'UN FLEUVE**  
Film français de Bernard Giraud, avec Bernard Giraud, Richard Bohringer, Thierry Fremont, Roland Blanche, Raoul Billerey, Alsatou Sow (1 h 51). Gaumont les Halles, Dolby, 1<sup>re</sup> (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Hautefeuille, Dolby, 1<sup>re</sup> (43-63-73-38) ; 36-68-12 ; Bretagne, 9 (29-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Pagode, Dolby, 7<sup>re</sup> (36-68-75-07) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, Dolby, 9 (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, Dolby, 9 (36-68-43-47) ; Saint-Lazare-Peugeot, Dolby, 9 (43-67-35-43) ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Français, Dolby, 9 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnassus, Dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15<sup>e</sup> (43-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanorama, Dolby, 15<sup>e</sup> ; 36-68-75-15 ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wepler, Dolby, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10.

**CHACUN CHERCHE SON CHAT**  
Film français de Cécile Klapisch, avec Garmez Clavel, Zinedine Soualem, René Le Cam, Olivier Py, Arapiumou, Rambo (1 h 35). UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1<sup>re</sup> (36-68-69-24) ; 14-Juillet Beaubourg, Dolby, 1<sup>re</sup> (36-68-69-24) ; 14-Juillet Odéon, Dolby, 9 (43-25-59-43) ; 36-68-68-12 ; UGC Rotonde, Dolby, 9 (36-65-70-73) ; 36-68-41-45 ; Le Balzac, 9 (45-61-10-60) ; UGC Opéra, Dolby, 9 (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-69-27 ; Scurial, Dolby, 13<sup>e</sup> (47-07-28-04) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miskal, Dolby, 14<sup>e</sup> (35-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; Bienvenue Montparnasse, Dolby, 15<sup>e</sup> (35-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Paris, Dolby, 16<sup>e</sup> (44-24-24-24) ; 36-68-69-27 ; 14-Juillet Odéon, Dolby, 9 (43-25-59-43) ; 36-68-68-12 ; Gaumont Ambassade, Dolby, 9 (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Montparnasse, Dolby, 9 (36-68-43-47) ; 36-68-68-12 ; 14-Juillet Bastille, Dolby, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-69-27 ; Gaumont Parnassus, Dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; Pathé Wepler, Dolby, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10.

**COPYCAT (\*)**  
Film américain de Jon Amiel, avec Si-gourney Weaver, Holly Hunter, Dermot Mulroney, William McNamara, Will Patton, John Rothman (2 h 04). VO : Gaumont les Halles, Dolby, 1<sup>re</sup> (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Odéon, Dolby, 9 (43-25-59-43) ; 36-68-68-12 ; Gaumont Ambassade, Dolby, 9 (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Montparnasse, Dolby, 9 (36-68-43-47) ; 36-68-68-12 ; 14-Juillet Bastille, Dolby, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-69-27 ; Gaumont Parnassus, Dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; Pathé Wepler, Dolby, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10.

VR : Rex, Dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-70-33) ; Paramount Opéra, Dolby, 9 (47-42-56-31) ; 36-68-61-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvett, Dolby, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, Dolby, 14<sup>e</sup> (35-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Gambetta, Dolby, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10.

**L'ÉDUCATEUR**  
Film français de Pascal Kané, avec Alexandra Winsky, Nathalie Richard, Jean-François Stvenin, Brigitte Roulin (1 h 33). Saint-André-des-Arts 1, 9 (43-26-48-18). 1995

**Le norvégien** de Bent Hamer, avec Sverre Hansen, Kjell Stormoen, Leif Andrie (1 h 26). VO : Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (46-28-84-65).

**ENFANTS DE SALAUD**  
Film français de Tonie Marshall, avec Andromède, Nathalie Baye, François Cluzet, Molly Ringwald, Jean Yanne (1 h 40). UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1<sup>re</sup> (36-68-68-58) ; UGC Odéon, Dolby, 9 (36-68-70-14) ; 36-68-70-14 ; UGC Triomphe, Dolby, 9 (36-68-45-47) ; Paramount Opéra, Dolby, 9 (47-42-56-31) ; 36-68-61-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, Dolby, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; Miskal, 14<sup>e</sup> (35-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, Dolby, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, Dolby, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; réservation : 40-30-20-10.

**LA MADRE MUERTA**  
Film espagnol de Juan Emmanuel Bajo Ulla, avec Karra Elejalde, Ana Alvarez, Llo, Silvia Marso, Elena Iureta, Ramon Barera (1 h 42). VO : Espace Saint-Michel, Dolby, 5<sup>e</sup> (44-07-20-48) ; Elysees Lincoln, 9 (43-59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

**OTHELLO**  
Film britannique d'Olivier Parker, avec Laurence Fishburne, Irene Jacob, Kenneth Branagh, Nathaniel Parker, Michael Maloney, Anna Patrick (2 h 05). VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1<sup>re</sup> (36-68-68-58) ; Gaumont Opéra Impérial, Dolby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; L'Arlequin, Dolby, 9 (45-44-28-80) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Marignan, Dolby, 9 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-69-27 ; Sept Parnassiens, Dolby, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

**TOUT EST FINI ENTRE NOUS**  
Film italien de Rurio Angiollella, avec Elena Sofia Ricci, Richard Berry, Lucio Allocca, Alessandra Casella, Riccardo Acerbi, Jessica Forde (1 h 25). VO : Grand Pavée, Dolby, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10.

(\*) Films interdits aux moins de 12 ans.

## RÉGION

### MUSIQUE CLASSIQUE

**ARLES**  
Bernard Fabre-Garrus (basse), Brigitte Ramier (clavier, orgue)  
Œuvres de Campra, Villeneuve, Moutet et Deshayes  
Eglise Saint-Martin-du-Méjan, 13 Arles. 21 heures, le 12 avril. Tél. : 90-49-56-78. 100 F.

**AVIGNON**  
Orchestre lyrique de région  
Orchestre Provence  
Tchaïkovski : Concerto pour violon et orchestre op. 35, Symphonie n° 6 « Patétique », Olivier Charlier (violin), François-Xavier Siller (direction). Opéra, rue Racine, 84 Avignon, 20 h 30, le 12 avril. Tél. : 90-82-23-44.

**BORDEAUX**  
Orchestre national  
Bordeaux-Aquitaine  
Bartok : Concertos pour piano et orchestre n° 1, 2 et 3. Kun Woo Paik (piano), Antoni Wit (direction). Palais des sports, place Fenne-de-Riche-mont, 33 Bordeaux. 20 h 30, les 10 et 12 avril. Tél. : 56-48-59-54.

**CAEN**  
Les Musiciens du Louvre  
Haendel : Resurrezione. Jennifer Smith (Maddalena), Jean-Paul Fouchécourt (San Giovanni), Annick Massis (il Angelo), Linda Maguire (Cleofa), Laurent Naouri (Lucifero), Marc Minkowski (direction). Eglise Notre-Dame-de-la-Gloriette, rue Saint-Laurent, 14 Caen. 20 h 30, le 6 avril. Tél. : 31-30-76-20. 150 F.

**LA CENERENTOLA**  
de Rossini. Elsa Maurus (la Cenerentola), Gregory Cross (Don Ramiro), Thierry Félix (Dandini), Paul Guigue (Don Magnifico), Brigitte Toulon (Clorinda), Myriam Rossignol (Tisbé), Vincent Le Teller (Alidoro), Chœur du Théâtre des Arts de Rouen, Orchestre de Caen, Jérôme Pillement (direction), Marc Adam (mise en scène). Théâtre, 135, boulevard du Maréchal-Leclerc, 14 Caen. 20 h 30, les 11 et 12 avril. Tél. : 31-30-76-20. De 130 F à 150 F.

**FONTENEAUD**  
Ensemble Gilles Binchois  
Le Drame des trois Marie à la tombe, le matin de Pâques. Dominique Vellard (direction), Toni Casalonga (mise en scène). Abbaye royale, 49 Fontenraud. 17 heures, le 6 avril. Tél. : 41-51-73-52. 100 F.

**CHœur** Contrepoint de Saumur  
Messe de Piques. Christian Foulonneau (direction).

### METZ

Les Brigands  
d'Orfenbach, Ghyslaina Raphael (Fiorella), Christian Jean (Falsacappa), Yves Coudray (Fragoletto), Christian Asse (Pietro), Maurice Seyes (comte de Gloria Cassi), François Bédault (baron de Campo Tasso), Chœur de l'Opéra-Théâtre de Metz, Philharmonie de Lorraine, Fernand Quatrochi (direction), Luis Masson (mise en scène). Théâtre municipal, 4-5, place de la Comédie, 57 Metz. 20 h 30, les 12 et 13 avril ; 14 h 30, le 14 avril. Tél. : 83-37-40-50. De 40 F à 200 F.

**MULHOUSE**  
Orchestre symphonique  
de Mulhouse  
Dusapin : Go solo. Beethoven-Liszt : Les Ruines d'Athènes. Beethoven : Fantaisie pour piano, chœur et orchestre. Tchaïkovski : Symphonie n° 5. Bruno Rigutto (piano), Chœur de Haute-Alsace, Luka Pfaff (direction). La Filature, 20, allée Nathan-Katz, 68 Mulhouse. 20 h 30, les 12 et 13 avril. Tél. : 83-36-28-28. De 30 F à 220 F.

**STRASBOURG**  
Orchestre philharmonique  
de Strasbourg  
Brahms : Ouverture tragique. Schubert : Symphonie n° 8 « Inachevée ». Villa-Lobos : Bachianas brasileiras n° 5. Boccherini-Berio : Ritirata notturna. Falla : Le Tricorne. Isabelle Eschenbrenner (soprano), Ensemble de violoncelles de l'Orchestre, Theodor Guschlbauer (direction). Palais de la musique et des congrès, place de Bordeaux, 67 Strasbourg. 20 h 30, le 12 avril. Tél. : 88-52-18-45.

**TOULOUSE**  
Orchestre national  
du Capitole de Toulouse  
Bach : Passion selon saint Jean. Sylvia Greenberg (soprano), Elisabeth Mavrus (alto), Markus Schäfer, Malte Weyers (ténors), Siegfried Lorenz (basse), Berner Bach Choir, Michel Plasson (direction). Palais des sports, boulevard d'Arcole, 31 Toulouse. 20 h 30, le 11 avril. Tél. : 61-22-80-22.

### DANSE

**GRENOBLE**  
Isabelle Blanco  
Le duo, Duo féminin.  
Ancien musée de Peimure, 5, place de Verdun, 38 Grenoble. 19 heures, le 6 avril. Tél. : 76-44-24-73. 140 F.

**FRANCE**  
Françoise Lattuada  
Zirkus.  
Le Cargo, 9, avenue Paul-Claude, 38 Grenoble. 20 h 30, le 10 avril ; 19 h 30, le 11 avril. Tél. : 76-25-05-45. De 60 F à 115 F.

### VILLEURBANNE

La Moutarde  
d'Anton Tchekhov, mise en scène d'Alain Francon, avec Pierre Baillet, Carlo Brandt, Clovis Cornillac, Jean-Pierre Dognan, Valérie Drévieux, Jean-Claude Durand, Michèle Goddet, Guillaume Lévêque, Dominique Valadié, Claire Wauthion, Joseph Rolandez, Zimurh et Barbara Nicollier.

### ALBI

Centre culturel de l'Albigeois, place de l'Amitié, 81 Albi. Tél. : 63-49-72-72. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 12 mai 1996.

### ALÈS-EN-CÉVENNES

Imre Pan, Dominique Lonchamp  
Musée-bibliothèque Pierre-André-Benoît, 52, montée des Lauriers, Rochefort, 30 Alès-en-Cévennes. Tél. : 66-86-98-69. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 9 juin 1996. 20 F.

### AMBIENS

Ames et Patrick Poirier  
Musée de Picardie, 48, rue de la République, 80 Ambiens. Tél. : 22-91-36-44. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 19 mai 1996.

### BEAUMONT-DU-LAC

Catherine Beaugrand, Jacqueline Salmon, Gilles Richard  
Centre d'art contemporain de Vassivière, Ile de Vassivière, 87 Beaumont-du-Lac. Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 20 avril 1996. 15 F.

### BELFORT

Tir croisé-Kreuzfeuer : Carlo Alos, Franz Goldschmidt, Ueli Michel  
Tour 46, rue de l'ancien-Théâtre, 90 Belfort. Tél. : 84-54-25-46. De 14 heures à 17 heures. Également à la Chelouf-koff. Fermé mardi. Jusqu'au 28 avril 1996.

### BOULBAIX

Ballet du Nord  
Martha Graham : Steps in the Street. Nils Christie : Inner Move. Pascal Riout : Sôphie.  
Le Collège, 33, rue de l'Épée, 59 Roubaix. 20 h 30, le 6 avril. Tél. : 20-84-30-51. De 60 F à 130 F.

### SETE

Gisèle  
Ballet du Nord. Maryse Delente : chorégraphie.  
Théâtre, avenue Victor-Hugo, 34 Sete. 20 h 30, le 9 avril. Tél. : 67-74-66-97.

### THÉÂTRE

**BORDEAUX et DUON**  
L'illusion comique  
de Pierre Corneille, mise en scène d'Eric Vigner, avec Nazim Boudjenah, Dominique Charpenet, Cécile Garcia-Fogel, Eric Guérin, Denis Léger-Millaud, Jérôme Ols, Gilbert Marantognini et Grégoire Gesteemann en alternance, Guy Parigot, Eric Perjean et le Quatuor Mathéus.  
Théâtre du Port de la Lune, square Jean-Vautrin, 33 Bordeaux. 20 h 30, les 10, 12, 13 ; 19 h 30, le 11. Tél. : 56-91-98-00. Durée : 2 h 30. 70 F et 150 F.

### THÉÂTRE des Feuillants, 9, rue Condorcet, 21 Dijon. 20 h 30, le 6. Tél. : 80-30-12-12. Durée : 2 h 30. 100 F et 130 F.

### NANCY

**FESTIVAL PASSAGE**  
Chambre d'hôtel dans la ville de NN (en russe)  
d'après Gogol, mise en scène de Valeri Fokin, avec Avangard Leonov, Igor Lyach, Valeri Jeremitschew, Denis Sushanov, Irina Mischina, Nikolai Lopuchichin et Tatiana Jurschenko.

### Chapiteau de la Pépinière, 54 Nancy. 19 heures et 22 heures, les 7, 8, 10, 11. Tél. : 83-37-42-42. Durée : 1 h 25. 60 F et 100 F.

### COLLIOURE

Duode Vania (en bulgare surtitré en français)  
d'Anton Tchekhov, mise en scène d'Ivan Dobtchev, avec Itzhak Fintzi, Svetlana Iantcheva, Lidia Stefanova, Nevena Mandadjieva, Krassimir Dokov, Vladimir Penev, Tchavdar Monov, Zvezdana Maneva et Marian Bozoukov.  
La Manufacture, 10, rue Baron-Louis, 54 Nancy. 18 heures, le 6. Tél. : 83-37-42-42. Durée : 2 heures. 60 F et 100 F.

### Les Trois Sœurs (en bulgare surtitré en français)

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Margarita Mladenova, avec Petar Pejkov, Deliana Hadjankova, Lidia Stefanova, Joreta Nikolova, Svetlana Iantcheva, Vladimir Iotchev, Itzhak Fintzi, Vladimir Penev, Zvezdana Alexiev, Krassimir Dokov, Guerguili Gavazov, Tchavdar Monov et Nevena Mandadjieva.  
La Manufacture, 10, rue Baron-Louis, 54 Nancy. 21 h 30, le 6. Tél. : 83-37-42-42. Durée : 2 h 15. 60 F et 100 F.

### Chant funèbre

de la compagnie Teatr Biuro Podrozy, mise en scène de Pawel Szkotak, avec Barbara Pradzyńska, Marta Strzalko, Sławek Dadej, Marcin Liber, Ramiro Ramirez Ibarra, Adam Pierchalski, Jarek Siejowski et Wojciech Witkowski.  
La Manufacture, 10, rue Baron-Louis, 54 Nancy. 20 heures, les 7 et 8. Tél. : 83-37-42-42. Durée : 0 h 50. Entrée libre.

### Les Trois Sœurs (en arménien surtitré en français)

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Vahé Shavherdian, avec Hasmik Alexanian, Jacques Gabriellian, Hakop Azizian, Alfred Zakarian, Naira Kalachian, Hakop Daniellian, Samuel Pilonian, Aram Mikhtarian, Razmik Khosrovov, Grigori Medjouloun, Sofia Soghomonian, Sargis Melikian, Erineé Aghamian, Alla Hovhannissian, Evghénie Sofronov, Hayk Torossian, Sédra Zargarian et Martoun Margarian.  
La Manufacture, 10, rue Baron-Louis, 54 Nancy. 20 h 45, le 9 ; 19 heures, les 10 et 11. Tél. : 83-37-42-42. Durée : 3 heures. 60 F et 100 F.

### STRASBOURG

France, Allemagne, des jours difficiles.  
Volet 1 : Allemagne  
d'après Bertolt Brecht, mise en scène de Didier Bezace, avec Anne Baudouin, Fabien Béhar, Maya Borker, Maurice Boyer, Gérard Cabron, Daniel Delabesse, Thierry Gibault, Marina Pastor et Lisa Schuster.  
Wacken-Théâtre national, place de la Foire-Exposition, 67 Strasbourg. 20 heures, les 9, 10, 11, 12, 13. Tél. : 88-35-44-52. Durée : 3 heures. 95 F et 125 F.

### VILLEURBANNE

La Moutarde  
d'Anton Tchekhov, mise en scène d'Alain Francon, avec Pierre Baillet, Carlo Brandt, Clovis Cornillac, Jean-Pierre Dognan, Valérie Drévieux, Jean-Claude Durand, Michèle Goddet, Guillaume Lévêque, Dominique Valadié, Claire Wauthion, Joseph Rolandez, Zimurh et Barbara Nicollier.

### ALBI

Centre culturel de l'Albigeois, place de l'Amitié, 81 Albi. Tél. : 63-49-72-72. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 12 mai 1996.

### ALÈS-EN-CÉVENNES

Imre Pan, Dominique Lonchamp  
Musée-bibliothèque Pierre-André-Benoît, 52, montée des Lauriers, Rochefort, 30 Alès-en-Cévennes. Tél. : 66-86-98-69. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 9 juin 1996. 20 F.

### AMBIENS

Ames et Patrick Poirier  
Musée de Picardie, 48, rue de la République, 80 Ambiens. Tél. : 22-91-36-44. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 19 mai 1996.

### BEAUMONT-DU-LAC

Catherine Beaugrand, Jacqueline Salmon, Gilles Richard  
Centre d'art contemporain de Vassivière, Ile de Vassivière, 87 Beaumont-du-Lac. Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 20 avril 1996. 15 F.

### BELFORT

Tir croisé-Kreuzfeuer : Carlo Alos, Franz Goldschmidt, Ueli Michel  
Tour 46, rue de l'ancien-Théâtre, 90 Belfort. Tél. : 84-54-25-46. De 14 heures à 17 heures. Également à la Chelouf-koff. Fermé mardi. Jusqu'au 28 avril 1996.

### BOULBAIX

Ballet du Nord  
Martha Graham : Steps in the Street. Nils Christie : Inner Move. Pascal Riout : Sôphie.  
Le Collège, 33, rue de l'Épée, 59 Roubaix. 20 h 30, le 6 avril. Tél. : 20-84-30-51. De 60 F à 130 F.

### SETE

Gisèle  
Ballet du Nord. Maryse Delente : chorégraphie.  
Théâtre, avenue Victor-Hugo, 34 Sete. 20 h 30, le 9 avril. Tél. : 67-74-66-97.

### THÉÂTRE

**BORDEAUX et DUON**  
L'illusion comique  
de Pierre Corneille, mise en scène d'Eric Vigner, avec Nazim Boudjenah, Dominique Charpenet, Cécile Garcia-Fogel, Eric Guérin, Denis Léger-Millaud, Jérôme Ols, Gilbert Marantognini et Grégoire Gesteemann en alternance, Guy Parigot, Eric Perjean et le Quatuor Mathéus.  
Théâtre du Port de la Lune, square Jean-Vautrin, 33 Bordeaux. 20 h 30, les 10, 12, 13 ; 19 h 30, le 11. Tél. : 56-91-98-00. Durée : 2 h 30. 70 F et 150 F.

### THÉÂTRE des Feuillants, 9, rue Condorcet, 21 Dijon. 20 h 30, le 6. Tél. : 80-30-12-12. Durée : 2 h 30. 100 F et 130 F.

### NANCY

**FESTIVAL PASSAGE**  
Chambre d'hôtel dans la ville de NN (en russe)  
d'après Gogol, mise en scène de Valeri Fokin, avec Avangard Leonov, Igor Lyach, Valeri Jeremitschew, Denis Sushanov, Irina Mischina, Nikolai Lopuchichin et Tatiana Jurschenko.

### mercredi et samedi de 10 heures à 18 heures. Fermé lundi et dimanche matin. Jusqu'au 28 avril 1996.

### COLLIOURE

Dominique Gauthier  
Musée d'Art moderne, villa Pams - route de Port-Vendres, 66 Collioure. Tél. : 68-82-10-19. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 2 juin 1996.

### COLMAR

Tresors cultes et gaulois  
Musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68 Colmar. Tél. : 89-20-15-50. De 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 juin 1996. 30 F.

### DELME

Bruno Carbonnet  
Synagogue, Espace d'art contemporain, rue Poincaré, 57 Delme. Tél. : 87-01-35-61. De 14 h 30 à 18 h 30 et sur rendez-vous. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 28 avril 1996.

### DIJON

Ming  
Le Consortium, 37, rue de Longvic, 21 Dijon. Tél. : 80-30-75-2



## CEP-Communication va absorber sa filiale édition, le Groupe de la Cité

POUR son vingtième anniversaire, CEP-Communication, filiale d'Havas, a doublé de volume après le rachat en octobre 1995 des activités de la Générale occidentale, filiale d'Alcatel-Alsthom (L'Express, Le Point et participations dans le Groupe de la Cité). Aujourd'hui, le groupe présidé par Christian Bregou affiche un chiffre d'affaires de 11,3 milliards de francs en 1995 (6,3 milliards en 1994) et un résultat net par groupe de 521 millions de francs (382 millions en 1994).

Le chiffre d'affaires du pôle information (L'Express, Le Point, L'Expansion, L'Usine nouvelle, L'Ordinateur individuel, Le Monde, etc.) s'élève à 3,91 milliards de francs, avec un résultat net de 158 millions. A format comparable, ce chiffre d'affaire est en léger recul par rapport à 1994, en raison notamment de la baisse (moins 23 %) des activités de salons « toujours plus faibles les années impaires », car moins nombreux. Selon CEP, les résultats des activités de presse apportées par la Générale occidentale ont été négatifs.

### L'IMPACT DES GRÈVES

Christian Bregou a démenti qu'il voulait porter rapidement les ventes de L'Express à 800 000 exemplaires et a indiqué que L'Express « n'allait pas changer de nom pour s'appeler Focus », par référence à l'hebdomadaire allemand (Le Monde du 16 mars). Le succès de celui-ci fait cependant réfléchir certains

éditeurs de presse en France, dont notamment CEP.

Dans le domaine de l'édition, à l'issue de la réorganisation entre Alcatel, Havas et CEP, ce dernier est devenu l'unique actionnaire du Groupe de la Cité. Huit ans après sa création en 1988, le Groupe de la Cité devrait être absorbé par sa maison-mère, comme la proposition en sera faite à l'assemblée générale d'actionnaires de juin.

Le chiffre d'affaires du Groupe de la Cité est en hausse de 2 % par rapport à 1994 (7,42 milliards de francs, contre 7,28 milliards). Mais cette augmentation est surtout due à l'acquisition de Masson (486 millions de francs en 1995). L'édition de référence (Bordas, Larousse, Nathan) est en baisse de 4 % et les collections de littérature ont chuté de 7 %. Le résultat d'exploitation du Groupe de la Cité est de 610 millions de francs (+9 %), mais son résultat net s'établit à 382 millions (-11 % par rapport à 1994).

Les grèves de novembre et de décembre ont affecté sensiblement les activités de CEP-Communication, surtout dans le domaine de l'édition - la période de fin d'année étant propice aux achats. Christian Bregou a estimé que cet impact négatif était de l'ordre de 300 millions de francs sur le chiffre d'affaires de CEP et de 150 millions sur celui du club de livres France-Loisirs, contrôlé à égalité par CEP et Bertelsmann.

A. S.

## Le Livre-CGT réfléchit au statut des personnels

Confronté au multimédia et aux mutations de l'industrie de la presse, le syndicat s'interroge sur de nouvelles « stratégies de lutte »

APRÈS la journée d'ouverture au Conseil économique et social où étaient invités plusieurs responsables d'entreprise de presse et des chercheurs (Le Monde du 4 avril), la deuxième partie des Etats généraux de la communication écrite, organisée par la Fédération des industries du livre, du papier et de la communication (Filpac), s'est poursuivie mercredi 3 avril, à Montreuil, au siège de la centrale syndicale. Les deux cents délégués rassemblés à cette occasion ont examiné les conséquences du multimédia et des nombreux changements induits dans les métiers de la communication, que ce soit sur leur profession ou sur leur organisation.

Pour la Filpac, l'enjeu est clair : si le syndicat ne s'adapte pas, il est menacé par les mutations en cours. « On peut programmer quand la Filpac ne sera plus en mesure de soutenir ses luttes », explique son secrétaire général, Michel Muller, car les plans sociaux sont programmés, y compris dans des secteurs où nous sommes forts et que nous considérons comme exemplaires. En dix ans, les effectifs de la Fédération sont passés de 38 000 à 29 000 adhérents. Dans un entretien au Monde, le 24 octobre 1995, Michel Muller déclarait déjà : « L'immobilisme est facteur de mort ».

Pour Roger Lecomte, secrétaire fédéral, « ce qui se passe n'est pas seulement une évolution technologique supplémentaire, mais bien un événement qui modifie profondément le processus du travail et les rapports sociaux ». Il estime que ces bouleversements ont aussi une influence sur « la notion de chaîne graphique, où l'on voit se chevaucher et fusionner des métiers, en disparaître d'autres, pendant que de nouvelles qualifications apparaissent ».

DES DOGMES BOUSCULÉS Selon lui, aucun secteur n'échappe à ces « chevauchements », et les frontières entre les métiers deviennent de plus en plus floues. « Ce qui marque le plus les différences, ce sont les statuts, plus ou moins avantageux selon les secteurs, conquis pour la plupart dans des conditions économiques, des rapports de forces et des conditions de production de l'après-guerre. »

Il faut désormais « définir une stratégie de lutte en mesure de rassembler les salariés du secteur de la communication écrite », voire de l'ensemble de la communication. Il pense également qu'il est nécessaire de définir un statut commun autour de cinq thèmes : la qualification, le salaire et la reconnaissance de la qualification dans les grilles de salaires ; l'emploi et le temps de travail ; la protection sociale ; la formation professionnelle ; les libertés syndicales et les moyens de l'action.

Cette nouvelle orientation de la Filpac, qui bouscule certains dogmes et certains tabous, suscite des inquiétudes et des désaccords chez des délégués.

Ainsi les principaux responsables rotatifs étaient absents du débat de mercredi 3 avril.

Le multimédia bouscule une profession et une organisation basées sur des corporations de métiers très spécialisés. « Le patronat veut se débarrasser d'ouvriers qui ont une histoire », déclare l'un d'eux, qui refuse « un statut au rabais ». « Ce n'est pas en baissant la tête et en courbant l'échine qu'on améliorera les choses. » Pour un autre, une remise en cause est nécessaire, car « on se voile la face sur la réalité de notre profession. Il y a plus d'endroits où l'écrit se fait sans nous, qu'avec nous, et davantage de secteurs syndicaux que d'endroits où nous sommes forts ».

Pour Michel Muller, il faut « une démarche revendicative dépassant le seul cadre de nos actuelles conventions collectives ou secteurs à statuts. Nous en avons encore les moyens (...). Créons les conditions d'un travail en commun, pas seulement à l'échelon des fédérations de la CGT, mais aussi à celui des syndicats, des entreprises », qui doivent être « au centre de notre action ». Le secrétaire général de la Filpac-CGT propose de poursuivre cette réflexion en organisant des groupes de travail qui permettront la publication d'un « Livre blanc de la communication » et la préparation d'une troisième journée de ces Etats généraux, en 1997.

Alain Salles

## France Télévision se prépare au numérique

LE BOUQUET de télévisions numériques que prépare France Télévision a reçu, jeudi 4 avril, l'avis favorable des conseils d'administration de France 2 et France 3. Les administrateurs ont demandé au président de l'entreprise publique, Jean-Pierre Elkabbach, de « poursuivre les démarches et les contacts menés pour constituer une large association avec d'autres sociétés, françaises et européennes, publiques ou privées » (Le Monde du 5 avril).

France Télévision est déjà associée à TF1 dans une société d'études, la STEPS. Cette dernière négocie avec la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Les responsables de France Télévision se sont félicités de « l'appui apporté [par d'autres partenaires], au moment où elle prépare activement avec eux l'entrée de la télévision publique dans l'ère du numérique ». Le bouquet numérique, qui comprendra : TF1, France 2, France 3, France Supersport, TV5, la RTBF (Belgique), la SSR (Suisse), Euronews, ainsi que des chaînes thématiques (histoire et fiction) et une « chaîne civique », devrait être lancé à l'automne. La question reste celle du financement de cette opération par l'Etat, compris entre 700 millions et 1 milliard de francs.

Outre la question de la préparation du numérique, les membres des conseils d'administration des sociétés publiques ont évoqué les contrats, récemment mis en cause par un hebdomadaire, qui lient les chaînes aux producteurs-animateurs.

### TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.  
13.00 Journal.  
13.05 Journal. Trafic info.  
13.35 Formelles. Magazine.  
13.40 Les Reux de l'amour.  
13.45 Journal.  
13.50 Le futur roi. Feuilleton.  
13.55 Hawaii, police d'Etat.  
14.00 Les Reux de l'amour.  
14.05 Journal.  
14.10 Les Reux de l'amour.  
14.15 Journal.  
14.20 Les Reux de l'amour.  
14.25 Journal.  
14.30 Les Reux de l'amour.  
14.35 Journal.  
14.40 Les Reux de l'amour.  
14.45 Journal.  
14.50 Les Reux de l'amour.  
14.55 Journal.  
15.00 Les Reux de l'amour.  
15.05 Journal.  
15.10 Les Reux de l'amour.  
15.15 Journal.  
15.20 Les Reux de l'amour.  
15.25 Journal.  
15.30 Les Reux de l'amour.  
15.35 Journal.  
15.40 Les Reux de l'amour.  
15.45 Journal.  
15.50 Les Reux de l'amour.  
15.55 Journal.  
16.00 Les Reux de l'amour.  
16.05 Journal.  
16.10 Les Reux de l'amour.  
16.15 Journal.  
16.20 Les Reux de l'amour.  
16.25 Journal.  
16.30 Les Reux de l'amour.  
16.35 Journal.  
16.40 Les Reux de l'amour.  
16.45 Journal.  
16.50 Les Reux de l'amour.  
16.55 Journal.  
17.00 Les Reux de l'amour.  
17.05 Journal.  
17.10 Les Reux de l'amour.  
17.15 Journal.  
17.20 Les Reux de l'amour.  
17.25 Journal.  
17.30 Les Reux de l'amour.  
17.35 Journal.  
17.40 Les Reux de l'amour.  
17.45 Journal.  
17.50 Les Reux de l'amour.  
17.55 Journal.  
18.00 Les Reux de l'amour.  
18.05 Journal.  
18.10 Les Reux de l'amour.  
18.15 Journal.  
18.20 Les Reux de l'amour.  
18.25 Journal.  
18.30 Les Reux de l'amour.  
18.35 Journal.  
18.40 Les Reux de l'amour.  
18.45 Journal.  
18.50 Les Reux de l'amour.  
18.55 Journal.  
19.00 Les Reux de l'amour.  
19.05 Journal.  
19.10 Les Reux de l'amour.  
19.15 Journal.  
19.20 Les Reux de l'amour.  
19.25 Journal.  
19.30 Les Reux de l'amour.  
19.35 Journal.  
19.40 Les Reux de l'amour.  
19.45 Journal.  
19.50 Les Reux de l'amour.  
19.55 Journal.  
20.00 Les Reux de l'amour.  
20.05 Journal.  
20.10 Les Reux de l'amour.  
20.15 Journal.  
20.20 Les Reux de l'amour.  
20.25 Journal.  
20.30 Les Reux de l'amour.  
20.35 Journal.  
20.40 Les Reux de l'amour.  
20.45 Journal.  
20.50 Les Reux de l'amour.  
20.55 Journal.  
21.00 Les Reux de l'amour.  
21.05 Journal.  
21.10 Les Reux de l'amour.  
21.15 Journal.  
21.20 Les Reux de l'amour.  
21.25 Journal.  
21.30 Les Reux de l'amour.  
21.35 Journal.  
21.40 Les Reux de l'amour.  
21.45 Journal.  
21.50 Les Reux de l'amour.  
21.55 Journal.  
22.00 Les Reux de l'amour.  
22.05 Journal.  
22.10 Les Reux de l'amour.  
22.15 Journal.  
22.20 Les Reux de l'amour.  
22.25 Journal.  
22.30 Les Reux de l'amour.  
22.35 Journal.  
22.40 Les Reux de l'amour.  
22.45 Journal.  
22.50 Les Reux de l'amour.  
22.55 Journal.  
23.00 Les Reux de l'amour.  
23.05 Journal.  
23.10 Les Reux de l'amour.  
23.15 Journal.  
23.20 Les Reux de l'amour.  
23.25 Journal.  
23.30 Les Reux de l'amour.  
23.35 Journal.  
23.40 Les Reux de l'amour.  
23.45 Journal.  
23.50 Les Reux de l'amour.  
23.55 Journal.  
24.00 Les Reux de l'amour.

20.50 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
20.55 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
21.00 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
21.05 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
21.10 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
21.15 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
21.20 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
21.25 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
21.30 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
21.35 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
21.40 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
21.45 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
21.50 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
21.55 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
22.00 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
22.05 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
22.10 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
22.15 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
22.20 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
22.25 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
22.30 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
22.35 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
22.40 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
22.45 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
22.50 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
22.55 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
23.00 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
23.05 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
23.10 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
23.15 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
23.20 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
23.25 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
23.30 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
23.35 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
23.40 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
23.45 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
23.50 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
23.55 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).  
24.00 UNE FAMILLE FORMIDABLE  
Feuilleton (95). De père en fils, de Joël Samson, avec Amy Dupuy (105 min).

### France 2

12.55 Journal. Point route.  
13.45 Derrick. Série.  
14.50 Le Renard. Série.  
15.30 et 15.35 La Chance aux chansons.  
16.25 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.00 Quel est le docteur ? Série.  
17.30 C'est cool. Série.  
18.05 et 18.35 Les Bons Génies. Jeu.  
18.45 Qui est qui ? Jeu.  
19.15 Bonne nuit, les petits.  
19.25 et 19.35 Studio Gabriel.  
19.45 L'Or à l'appel. Jeu.  
20.00 Journal.  
20.05 Journal.  
20.10 Journal.  
20.15 Journal.  
20.20 Journal.  
20.25 Journal.  
20.30 Journal.  
20.35 Journal.  
20.40 Journal.  
20.45 Journal.  
20.50 Journal.  
20.55 Journal.  
21.00 Journal.  
21.05 Journal.  
21.10 Journal.  
21.15 Journal.  
21.20 Journal.  
21.25 Journal.  
21.30 Journal.  
21.35 Journal.  
21.40 Journal.  
21.45 Journal.  
21.50 Journal.  
21.55 Journal.  
22.00 Journal.  
22.05 Journal.  
22.10 Journal.  
22.15 Journal.  
22.20 Journal.  
22.25 Journal.  
22.30 Journal.  
22.35 Journal.  
22.40 Journal.  
22.45 Journal.  
22.50 Journal.  
22.55 Journal.  
23.00 Journal.  
23.05 Journal.  
23.10 Journal.  
23.15 Journal.  
23.20 Journal.  
23.25 Journal.  
23.30 Journal.  
23.35 Journal.  
23.40 Journal.  
23.45 Journal.  
23.50 Journal.  
23.55 Journal.  
24.00 Journal.

### France 3

11.50 Télévision régionale.  
12.35 Journal.  
13.05 Journal.  
13.10 La Boîte à mémoire.  
13.40 Tennis.  
En direct. Coupe Davis : France-Allemagne à Limoges (1<sup>er</sup> match, 150 min).  
14.45 Les Malins. Série.  
14.50 Les Malins. Série.  
14.55 Les Malins. Série.  
15.00 Les Malins. Série.  
15.05 Les Malins. Série.  
15.10 Les Malins. Série.  
15.15 Les Malins. Série.  
15.20 Les Malins. Série.  
15.25 Les Malins. Série.  
15.30 Les Malins. Série.  
15.35 Les Malins. Série.  
15.40 Les Malins. Série.  
15.45 Les Malins. Série.  
15.50 Les Malins. Série.  
15.55 Les Malins. Série.  
16.00 Les Malins. Série.  
16.05 Les Malins. Série.  
16.10 Les Malins. Série.  
16.15 Les Malins. Série.  
16.20 Les Malins. Série.  
16.25 Les Malins. Série.  
16.30 Les Malins. Série.  
16.35 Les Malins. Série.  
16.40 Les Malins. Série.  
16.45 Les Malins. Série.  
16.50 Les Malins. Série.  
16.55 Les Malins. Série.  
17.00 Les Malins. Série.  
17.05 Les Malins. Série.  
17.10 Les Malins. Série.  
17.15 Les Malins. Série.  
17.20 Les Malins. Série.  
17.25 Les Malins. Série.  
17.30 Les Malins. Série.  
17.35 Les Malins. Série.  
17.40 Les Malins. Série.  
17.45 Les Malins. Série.  
17.50 Les Malins. Série.  
17.55 Les Malins. Série.  
18.00 Les Malins. Série.  
18.05 Les Malins. Série.  
18.10 Les Malins. Série.  
18.15 Les Malins. Série.  
18.20 Les Malins. Série.  
18.25 Les Malins. Série.  
18.30 Les Malins. Série.  
18.35 Les Malins. Série.  
18.40 Les Malins. Série.  
18.45 Les Malins. Série.  
18.50 Les Malins. Série.  
18.55 Les Malins. Série.  
19.00 Les Malins. Série.  
19.05 Les Malins. Série.  
19.10 Les Malins. Série.  
19.15 Les Malins. Série.  
19.20 Les Malins. Série.  
19.25 Les Malins. Série.  
19.30 Les Malins. Série.  
19.35 Les Malins. Série.  
19.40 Les Malins. Série.  
19.45 Les Malins. Série.  
19.50 Les Malins. Série.  
19.55 Les Malins. Série.  
20.00 Les Malins. Série.  
20.05 Les Malins. Série.  
20.10 Les Malins. Série.  
20.15 Les Malins. Série.  
20.20 Les Malins. Série.  
20.25 Les Malins. Série.  
20.30 Les Malins. Série.  
20.35 Les Malins. Série.  
20.40 Les Malins. Série.  
20.45 Les Malins. Série.  
20.50 Les Malins. Série.  
20.55 Les Malins. Série.  
21.00 Les Malins. Série.  
21.05 Les Malins. Série.  
21.10 Les Malins. Série.  
21.15 Les Malins. Série.  
21.20 Les Malins. Série.  
21.25 Les Malins. Série.  
21.30 Les Malins. Série.  
21.35 Les Malins. Série.  
21.40 Les Malins. Série.  
21.45 Les Malins. Série.  
21.50 Les Malins. Série.  
21.55 Les Malins. Série.  
22.00 Les Malins. Série.  
22.05 Les Malins. Série.  
22.10 Les Malins. Série.  
22.15 Les Malins. Série.  
22.20 Les Malins. Série.  
22.25 Les Malins. Série.  
22.30 Les Malins. Série.  
22.35 Les Malins. Série.  
22.40 Les Malins. Série.  
22.45 Les Malins. Série.  
22.50 Les Malins. Série.  
22.55 Les Malins. Série.  
23.00 Les Malins. Série.  
23.05 Les Malins. Série.  
23.10 Les Malins. Série.  
23.15 Les Malins. Série.  
23.20 Les Malins. Série.  
23.25 Les Malins. Série.  
23.30 Les Malins. Série.  
23.35 Les Malins. Série.  
23.40 Les Malins. Série.  
23.45 Les Malins. Série.  
23.50 Les Malins. Série.  
23.55 Les Malins. Série.  
24.00 Les Malins. Série.

### La Cinquième

12.00 Atout savoir. 12.30 Evasion. 13.00 Détours de France. 13.30 La Grammaire impertinente. 13.55 Attention santé. 14.00 Défi. 14.10 Le Siècle de l'espace. 15.00 Hannibal. 16.00 A l'aube des temps. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 Rémington. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Affaires publiques. 18.15 Les Clés de la nature. 18.30 Le Monde des animaux.

### Arte

19.00 Les Voyages fantastiques de Marco Polo. Documentaire de Hans Christian Huft (60 min).  
20.00 Reportage. Petite Guerre entre amis : l'espionnage industriel, d'Egon M. Koch (30 min).  
20.15 Depuis la fin de la guerre froide, les services secrets se sont trouvés de nouvelles missions, comme voir des secrets industriels.

20.30 1/2 Journal.

20.45 Journal.

20.55 Journal.

21.00 Journal.

21.05 Journal.

21.10 Journal.

21.15 Journal.

21.20 Journal.

21.25 Journal.

21.30 Journal.

21.35 Journal.

21.40 Journal.

21.45 Journal.

21.50 Journal.

21.55 Journal.

22.00 Journal.

22.05 Journal.

22.10 Journal.

22.15 Journal.

22.20 Journal.

22.25 Journal.

22.30 Journal.

22.35 Journal.

22.40 Journal.

22.45 Journal.

22.50 Journal.

22.55 Journal.

23.00 Journal.

23.05 Journal.

23.10 Journal.

23.15 Journal.

23.20 Journal.

23.25 Journal.

23.30 Journal.

23.35 Journal.

23.40 Journal.

23.45 Journal.

23.50 Journal.

23.55 Journal.

24.00 Journal.

24.05 Journal.

24.10 Journal.

24.15 Journal.

24.20 Journal.

24.25 Journal.

24.30 Journal.

24.35 Journal.

24.40 Journal.

24.45 Journal.

24.50 Journal.

24.55 Journal.

25.00 Journal.

25.05 Journal.

25.10 Journal.

25.15 Journal.

25.20 Journal.

25.25 Journal.

25.30 Journal.

25.35 Journal.

25.40 Journal.

25.45 Journal.

25.50 Journal.

25.55 Journal.

26.00 Journal.

26.05 Journal.

26.10 Journal.

26.15 Journal.

26.20 Journal.

26.25 Journal.

26.30 Journal.







## Raffarin de Tarascon

par Pierre Georges

ET LA SENTENCE TOMBA, le-  
réfutable : « Un ministre de ter-  
rain doit aller sur le terrain ! ».  
Ainsi parla Jean-Pierre Raffarin,  
en charge des PME, du  
commerce et de l'artisanat. Cette  
noble évidence doublée d'une  
maître résolution fut donc aussitôt  
suivie d'effet. Dorénavant et à  
partir de maintenant, le dit-mi-  
nistre et son ministère feraient  
manœuvre d'encerclement du  
terrain. Soigneusement, systé-  
matiquement, ponctuellement.

Le ministère s'installait une  
semaine par mois en province !  
Telle fut la décision. Rue de Lille,  
au siège du ministère, dans le  
doullet 7<sup>e</sup> arrondissement de Pa-  
ris, la nouvelle fit sensation. Du  
moins se plait-on à l'imaginer.  
Une semaine par mois cela fai-  
sait si l'on comptait bien, douze  
semaines par an ! Bigre ! Une sa-  
crée expédition, provinciale  
comme d'autres furent polaires.  
Il fallait s'y préparer.

Imagine-t-on bien l'aventure  
insensée ? Douze semaines en  
ballon, en province, à la cam-  
pagne presque. Du pur Jules  
Verne. Ou alors du Daudet sous  
la glorieuse conduite du rond  
M. Raffarin qu'on dirait de Ta-  
rascon. Dans le cabinet, dans les  
bureaux, dans le secret des ser-  
vices, il ne fut plus question que  
de cela. Le ministère aux  
champs. Le ministre en tête, son  
fusil à empois sur le dos et ses  
bandes molletières, prêt à la  
traque du lion et à tous les sacré-  
fices.

Raffarin ira à Tarascon au  
sens où Daudet l'entendait : « En  
France tout le monde est un peu  
de Tarascon ». Il ira dans tous  
les Tarascon de France. L'His-  
toire le commandait. Le Devoir  
l'imposait. Tous à Tarascon ! Et  
sans tarder davantage, en trem-  
blant peut-être, mais quel on

n'obtient rien sans rien ! Et d'ail-  
leurs, selon l'immortelle parole  
de Daudet : « Où serait le mérite,  
si les héros n'avaient jamais  
peu ».

C'est se préparer donc. On fit ses  
bagages et ses adieux. On se refi-  
la : quelques tuyaux sur ces maga-  
sins étranges où l'on peut encore  
se fournir en chapeaux de  
briasse et vêtements tropicaux.  
Cela aura le double avantage de  
faire marcher le petit commerce  
et de ne point laisser démunir  
dans ce safari artisanal et provin-  
cial. On laissa, à tout hasard, un  
télégramme au conjoint. On fit la  
bi-se aux enfants. On régla les  
factures en souffrance. Et on tint  
pour acquis qu'une semaine ne  
faisant notoirement que sept  
jours, le retour était, sauf cata-  
strophe, pour bientôt.

La colonne Raffarin était  
prête, les chaussures crées. En-  
core lui fallait-il, outre une carte  
de France, un plan de bataille.  
« Où allons-nous, M. le mi-  
nistre ? ». « Nous irons partout,  
mes braves ! ». Partout que cela  
soit dit. Et à commencer, à la mi-  
juin, en Basse-Normandie. C'est  
dire dans l'instant la bobine que  
firent les Hauts Normands remis  
à semaine ultérieure !

Le lieu était choisi, les troupes  
encore fraîches. Restait à déter-  
miner l'axe d'attaque. Le chef  
avait bien son idée et il ne se ré-  
solut point à la tenir secrète, par  
quelque raffarinate intempestive :  
« Nous allons nous attaquer  
à la reconquête des centre-villes.  
Car il est très important qu'on  
stoppe certains développements  
de grandes surfaces à la périphé-  
rie des villes ». Plan subtil. Tour-  
ner la périphérie par le centre.  
Un pur chef-d'œuvre straté-  
gique ! César Raffarin en sa  
guerre des Gaules, chapitre pre-  
mier.

Le Parti socialiste récuse l'expertise  
des chefs militaires sur le service national

L'ANCIEN président de la  
commission de la défense à l'As-  
semblée nationale, Jean-Michel  
Boucheron (PS, Ille-et-Vilaine), a  
en quelque sorte accusé, jeudi  
4 avril, les chefs militaires d'une  
entente illicite à propos de leur dé-  
position sur la durée du service na-  
tional. La veille, en effet, les chefs  
d'état-major, invités à donner leur  
avis à la commission d'information  
sur le service présidée par Philippe  
Séguin, avaient, avec des nuances,  
signifié aux députés qu'un service  
plus court que les dix mois actuels  
n'avait aucun intérêt militaire, sauf  
à se contenter de vouloir disposer  
d'auxiliaires au bénéfice des enga-  
gés (Le Monde du 5 avril).

Jean-Michel Boucheron, qui est  
l'un des principaux animateurs de  
la commission du PS sur les ques-  
tions de défense avec Paul Quilès,  
a vigoureusement critiqué ce qu'il  
a appelé « une opération de  
commando concertée » des chefs  
militaires au Palais-Bourbon. Tout  
en exprimant « sa plus haute es-  
time » à l'égard des chefs d'état-  
major, il a estimé, après les avoir  
apostrophés, que leur « récita-  
tion » ne satisfaisait pas les  
députés.

Le désaccord porte sur le temps  
de formation militaire des recrues.  
La veille, la plupart des chefs des  
armées ont, avec quelques diver-  
gences dues à la spécificité de leur  
corps, expliqué que la formation  
de base d'un combattant prenait  
au moins quatre mois et que l'ins-  
truction et l'entraînement au sein  
des unités opérationnelles pou-  
vaient ensuite exiger six mois sup-  
plémentaires.

A titre  
exceptionnel,  
la « grande muette »  
était autorisée  
à parler

M. Boucheron avance, lui, le fait  
que lorsqu'il parle avec des mili-  
taires - dont il n'a précisé ni l'ori-  
gine, ni le niveau de responsabi-  
lités -, le temps de formation  
évoqué dépasse rarement les  
trente à quarante-cinq jours. Aussi  
le député socialiste a-t-il demandé

que l'Assemblée entende l'avis de  
recrues choisies par la mission par-  
lementaire d'information.

En réalité, les responsables mili-  
taires ont été plus prudents que ne  
l'affirme M. Boucheron. Selon le  
modèle de service - volontaire ou  
obligatoire - qui pourrait être rete-  
nu après 2002, les temps passés  
sous l'uniforme, tels qu'ils ont été  
proposés, varient entre six mois et  
deux ans. La première de ces op-  
tions a été, certes, explicitée du  
bout des lèvres par le chef d'état-  
major de la marine nationale. La  
seconde est un maximum, avancé  
par le directeur général de la gen-  
darmerie.

D'où vient, cependant, que les  
propos de M. Boucheron - les ac-  
cusations de « commando » monté  
par des chefs militaires venus « ré-  
citer » leur leçon - ont suscité des  
remous chez quelques députés et  
dans une partie du public ? Probabi-  
lement parce que c'est à l'initia-  
tive des élus que, pour la première  
fois, des chefs d'état-major en uni-  
forme ont été sollicités d'exposer  
en séance publique leur point de  
vue en tant qu'experts de la dé-  
fense. Si la représentation natio-  
nale doute - d'entrée de jeu - de la

validité de leurs avis, était-il op-  
portun de les entendre et de les  
condamner ensuite hors de leur  
présence ? Plusieurs députés de la  
majorité se sont posé la question.

Un expert peut se tromper. Tout  
comme un parlementaire. Ni l'un  
ni l'autre n'ont le monopole du ju-  
gement fondé. La seule différence  
est que, au nom du principe selon  
lequel l'épée cède à la toge, le mili-  
taire devra se taire quand la déci-  
sion sera arrêtée. On n'en est pas  
là. A titre exceptionnel, la « grande  
muette » était autorisée à parler au  
nom de son expertise, le Parlement  
devant débattre à l'automne du  
service national.

Le ministre de la défense,  
Charles Millon, a autorisé les  
cadres des armées à participer au  
débat public lancé sur le sort du  
service national et à communiquer.  
L'Assemblée serait-elle la seule en-  
ceinte où les chefs militaires sont  
interdits de parler ? La question  
n'est pas dépourvue de sens si l'on  
sait que les mêmes officiers gé-  
néralistes doivent être entendus, du 14  
au 16 avril, par les sénateurs réunis  
en commission de la défense.

Jacques Ismaïl

Avec Itineris  
faites Plus  
d'économies

380 F HT  
offerts\*

pour tout nouvel abonnement souscrit  
avant le 30 avril 1996.

itineris

On va beaucoup plus loin avec Itineris.

N° Vert 05 10 07 07

\* 380 F HT (458 236 TTC) déduits d'une de vos premières  
factures pour tout nouvel abonnement souscrit  
entre le 15 février et 30 avril 1996 inclus  
équivalent à 2 mois d'abonnement gratuit  
à Itineris Formule Référence.  
Dans les points de vente participant à l'opération.



France Telecom  
Mobiles

■ RUSSIE : plus de 30 soldats russes sont morts, 67 autres blessés,  
et 15 ont disparu lors de violents combats contre les indépendantistes  
dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 avril près du village de Golskoe,  
au sud de la Tchétchénie. Les Russes ont été attaqués par les indépen-  
dantistes et ont été contraints de quitter Golskoe. Ils avaient toute la  
journée de jeudi pilonné ce bastion indépendantiste, que les civils ont  
déserté depuis les bombardements de ces dernières semaines. - (AFP)

■ ALGÉRIE : plus d'une semaine après l'envol du monastère de Tibéhirine, en  
Algérie, l'inquiétude grandit à leur sujet. Les ratissages dans les monts  
de Médéa et la montagne de Chréa, à une soixantaine de kilomètres  
au sud d'Alger, restent vains. Dans un communiqué, publié jeudi  
4 avril, les abbés et abbesses cisterciens-trappistes de France écrivent  
que ces moines « ne se sont jamais départis d'une neutralité absolue »  
et ont « su trouver au contact de l'Islam une source précieuse et féconde  
de dialogue, de partage et de prière ».

■ FAIT DIVERS : le lauréat américain du prix Nobel de physiologie  
et médecine 1976 a été arrêté pour des abus sexuels commis en 1987 à  
l'encontre d'un adolescent âgé de quinze ans originaire de Micro-  
nésie, a annoncé vendredi le FBI. Daniel Carleton Gajdusek, âgé de  
soixante-douze ans, spécialiste des maladies infectieuses, avait ramené  
vers la fin des années 80 aux États-Unis plusieurs dizaines d'en-  
fants originaires de Micronésie (Pacifique) et de Papouasie-Nouvelle-  
Guinée, dans le cadre de ses recherches. - (AFP)

■ TÉLÉPHONE MOBILE : le nombre d'abonnés au téléphone nu-  
mérique GSM atteignait 1 116 700 fin février 1996, soit une hausse de  
6,1 % en un mois et de 49 % sur les six derniers mois, selon les chiffres  
publiés, jeudi 4 avril, par l'Observatoire des mobiles du ministère des  
télécommunications. France Télécom compte un parc de 757 000  
abonnés, contre 359 700 pour la SFR.

■ SÉISME : l'Observatoire de la Grenoble a enregistré, dans la nuit  
du jeudi 4 au vendredi 5 avril, à 1 h 55 et à 4 h 03, deux séismes, cha-  
cun de magnitude 1,8, dont l'épicentre est situé au Molard-de-Sainte-  
Agnès à cinq kilomètres à l'est de Villard-Bonnot (Isère). L'observa-  
toire précise que ces séismes « ont été largement ressentis localement  
dans cette partie du Grésivaudan ». L'observatoire indique encore que  
la localisation de ces séismes : « correspond, à quelques kilomètres près,  
à celle de l'épicentre d'un séisme de magnitude 2,5 », le 8 septembre  
1995 « qui avait été ressenti jusque dans l'est de l'agglomération greno-  
blaise ». - (Corresp.)

■ PATRIMOINE : un incendie a détruit « La Solitude » de Lamar-  
tine, dans la nuit de vendredi 29 mars. Ce pavillon de bois que le  
poète s'était fait construire entre 1830 et 1840 à Prissé (Saône et Loire)  
et où, en 1847, il avait écrit son Histoire des Girondins, est la propriété  
de l'Académie de Mâcon.

## Nouvelle progression à la Bourse de Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO, rare  
place ouverte avec celle de Milan, le  
5 avril, jour du vendredi saint, a ter-  
miné la séance en hausse. En clô-  
ture, l'indice Nikkei s'est inscrit en  
progression de 224,68 points, à  
21 695,84 points, sur une avance de  
1,05 %. La veille, Wall Street avait  
terminé la séance en léger recul.  
L'indice Dow Jones a cédé  
6,86 points, soit 0,12 %, à  
5 682,88 points. La Bourse de New

York rouvra ses portes lundi 8  
avril, comme les places latino-amé-  
ricaines, Tokyo, Singapour et Ma-  
drid. Les Bourses de Paris, Francfort  
et Londres n'ouvriront leurs portes  
que mardi 9 avril. La place pari-  
sienne a terminé jeudi 4 avril au plus  
haut de l'année, à 2 074,96 points  
(+0,52 %). La Bourse de Londres a  
gagné 0,8 %, à 3 755,6 points, et  
Francfort est restée stable  
(+0,03 %), à 2 495,18 points.

Tirage du Monde daté vendredi 5 avril 1996 : 494 163 exemplaires

1-3